

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2009 – 2010

**MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION
ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CAHIER EXPLICATIF

TABLE DES MATIÈRES

<i>CRÉDITS 2009-2010</i>	
<i>FICHES EXPLICATIVES</i>	
1	Faits saillants. 1
2	Crédits 2009-2010. 2
3	Définition des programmes. 5
4	Mandats, fonctions et principaux services des secteurs et des directions. 6
<i>RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE</i>	
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2008-2009: 10
	<ul style="list-style-type: none">▪ endroit et dates du départ et du retour▪ but du voyage▪ personnes rencontrées▪ coût▪ noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés pas mission▪ copie des rapports de mission▪ pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.
2	Liste des ententes signées et/ou annoncées lors de missions à l'étranger : 29
	<ul style="list-style-type: none">▪ détails de ces ententes▪ résultats obtenus à ce jour▪ copie du rapport de mission▪ investissements annoncés.
3	Sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger. 30
4	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : 31
	<ul style="list-style-type: none">▪ sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010▪ firmes de publicité▪ mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)▪ noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes▪ but visé par chaque dépense▪ dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
5	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par le Ministère, le cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant : 32
	<ul style="list-style-type: none">▪ nom du professionnel ou de la firme

	<ul style="list-style-type: none"> mandat et résultat (rapport ou document final) coût dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	
6	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus d'un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> nom du projet nature du projet montant initialement prévu pour l'ensemble du projet estimés les plus récents du coût du projet sommes totales engagées à ce jour reliées au projet firmer ou OSBL associés au développement du projet, sommes versées jusqu'à ce jour et mode d'octroi du contrat le cas échéant pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour. 	89
7	<p>Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du Ministère et pour les organismes sous l'autorité de la ministre, le montant, pour l'année 2008-2009, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> photocopie téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant « Blackberry » ordinateurs portables téléavertisseurs meublier de bureau distributeurs d'eau de source remboursement des frais de transport remboursement des frais d'hébergement remboursement des frais de repas ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> au Québec à l'extérieur du Québec. 	91
8	<p>Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) (a) nombre total des jours de maladie pris par le personnel (b) nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) (c) nombre total des jours de vacances pris par le personnel (d) nombre de plaintes pour harcèlement psychologique (e) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) (f) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (g) 	92 93 94 96 97 98 99

	<ul style="list-style-type: none"> nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie (h) 	100
	<ul style="list-style-type: none"> nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) (i) 	101
	<ul style="list-style-type: none"> niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires (j) 	98
	<ul style="list-style-type: none"> nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années (k). 	102
9	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par le Ministère en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> emplacement de la location superficie du local loué superficie réellement occupée superficie inoccupée coût de location au mètre carré coût total de ladite location coûts d'aménagement réalisé en depuis le 1^{er} avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés durée du bail propriétaire de l'espace loué. 	103
10	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans le cabinet ministériel et dans le bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2008 à ce jour.	104
11	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2008-2009 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> date de l'entrée en fonction et date de départ, le cas échéant titre de la fonction adresse du port d'attache traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés prime de départ versée, le cas échéant liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève description de tâches montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis 1^{er} avril 2008 nombre total d'employés au cabinet masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, et 2008-2009 nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>. 	105
12	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2008-2009 à même le budget discrétionnaire de la ministre et du Ministère, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> nom de l'organisme concerné ou de la personne circonscription électorale montant attribué projet visé et le résultat. 	106

13	Ventilation détaillée des budgets des dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.	112
14	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : <ul style="list-style-type: none">▪ poste initial▪ salaire▪ poste actuel, s'il y a lieu▪ date de mise en disponibilité▪ prévision 2009-2010 et 2010-2011.	113
15	Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2008-2009.	114
16	Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le Ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans le Ministère : <ul style="list-style-type: none">▪ nom de la personne▪ poste occupé▪ salaire▪ assignation initiale▪ date de l'assignation hors structure▪ date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	115
17	Liste du personnel rémunéré par le Ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : <ul style="list-style-type: none">▪ assignation initiale▪ assignation actuelle▪ salaire▪ date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	116
18	Liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du Ministère ou d'un organisme relevant du Ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers, en indiquant : <ul style="list-style-type: none">▪ salaire de la personne▪ montant reçu du régime de retraite.	117
19	Liste de tous les abonnements du Ministère ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none">▪ clubs privés ou autres▪ billets de saison▪ etc.	118

20	Pour chaque site Internet du Ministère (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :	124
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site ▪ coûts de construction du site ▪ coût de l'entretien et de la mise à jour ▪ responsable du contenu sur le site ▪ fréquence moyenne de mise à jour ▪ nombre de visiteurs (hits) par mois ▪ refonte(s) du site, coûts et critères justifiant les changements. 	
21	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2008, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :	127
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ liste ▪ mandats ▪ contrats ▪ résultat du travail effectué ▪ échéances prévues ▪ sommes impliquées. 	
22	Pour 2008-2009, les dépenses effectuées par le Ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.	128
23	Montants déboursés en 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.	129
24	Nombre de demandes d'accès à l'information par le Ministère pour 2007-2008 :	131
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ nombre de refus ▪ nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours ▪ nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours. 	
25	Liste de tous les mandats confiés à l'adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres:	132
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ coût ▪ nombre de ressources affectées ▪ nombre de rencontres ▪ nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. 	
26	Liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2008, entre le Ministère et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	133

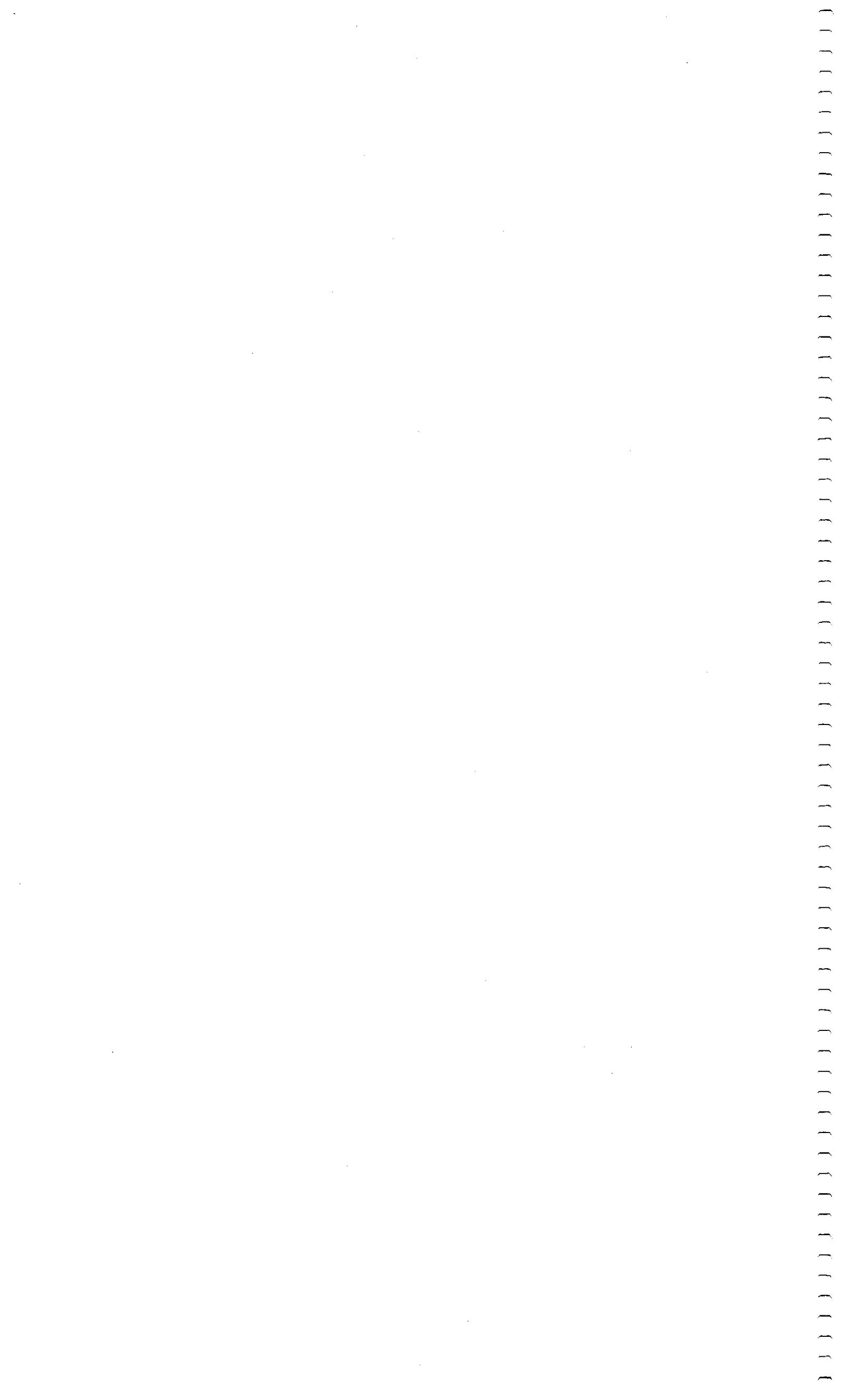
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

1.	Copie de la partie accessible de tous les mémoires déposés au Conseil des ministres ayant transité par le MICC en 2008-2009.	134
2.	Nombre de demandes d'immigration traitées (immigration permanente et immigration temporaire) et nombre de certificats (certificats de sélection du Québec) émis pour chacun des programmes d'immigration au cours des années civiles 2006, 2007 et 2008 et prévisions 2009.	135
3.	Délais de traitement, pour les années civiles 2006, 2007, et 2008 des demandes de certificats de sélection pour la catégorie des travailleurs qualifiés, par territoire couvert par les Bureaux d'immigration du Québec et le Service d'immigration au Québec.	136
4.	Délais de traitement pour les années civiles 2006, 2007 et 2008 des demandes de certificats d'acceptation du Québec pour la catégorie des étudiants étrangers.	137
5.	Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 1999, en indiquant le pays de naissance, le type d'immigrant et leur occupation au Québec.	138
6.	Pour chacun des programmes suivants : Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA), Programme régional d'intégration (PRI), Programme d'appui aux relations interculturelles (RARI) et Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFIL) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ crédits accordés en 2008-2009 ▪ prévisions pour 2009-2010 ▪ nombre de personnes rejointes ▪ frais d'administration pour chaque programme. 	140
7.	Nombre de nouveaux arrivants pour les années civiles 2006, 2007 et 2008 qui ont participé à des activités d'accueil offertes par les services d'immigration Québec.	141
8.	Ventilation détaillée des dépenses effectuées par programme de francisation en 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 et le nombre de classes par session, pour chacune de ces années.	142
9.	Ventilation des dépenses et description des projets du Fonds d'initiatives régionales en immigration depuis 2002. Nombre de demandes acceptées et refusées. Plan d'action et prévisions pour 2009-2010.	143
10.	Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au Programme « Immigrants investisseurs » pour les trois dernières années (a).	144
	Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les trois dernières années et prévisions pour 2008-2009 (b).	145
	Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2007 et 2008 (c).	146
	Indiquer également le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement (d).	147
	Indiquer le montant qui est disponible au titre de la promotion du programme « Immigrants investisseurs » au 31 février 2009 (e).	148

11.	Copie des ententes signées en 2008-2009 avec Montréal international et avec Investissement Québec.	149
12.	Liste des ententes pour favoriser l'intégration et la francisation des immigrants pour 2008-2009 et 2009-2010 avec les ministères sectoriels suivants : Santé et Services sociaux, Emploi et Solidarité sociale, Éducation, Loisir et Sport. Bilan et réalisations pour chacune de ces ententes.	160
13.	Ventilation détaillée des effectifs du Ministère pour l'accueil et la formation linguistique en 2007-2008 et 2008-2009 avec le lieu de travail habituel de chaque employé.	161
14.	Liste des ententes avec tous les organismes, à l'étranger, pour offrir un programme de francisation et ventilation des dépenses engendrées par ce programme.	162
15.	Délais d'attente pour des cours de francisation en 2007-2008 et 2008-2009: <ul style="list-style-type: none"> ▪ par centres de formation ▪ pour tout le Québec. 	165
16.	Nombre d'immigrants ne parlant pas français et ne s'inscrivant pas au cours de francisation en 2007-2008 et 2008-2009.	166
17.	État de réalisation ou d'avancement des mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants. Ventilation détaillée des dépenses effectuées pour chacune des mesures en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.	167
18.	Liste des actions entreprises afin de promouvoir l'intégration des immigrants en région.	177
19.	Nombre d'immigrants ventilé par la provenance et la profession depuis 2000. Indiquer ce pourcentage.	179
20.	Nombre d'immigrants par classe de francisation et le nombre de classes de francisation total par année depuis 2003 et prévisions pour 2009-2010.	182
21.	Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine en 2006, 2007 et 2008 et prévision pour 2009.	183
22.	Temps d'attente moyen pour chaque réfugié selon la provenance et le nombre total de réfugiés pour 2006, 2007 et 2008 et prévisions pour 2009.	184
23.	Liste des membres de la Table Québec Maghreb du MICC. Liste des avis soumis par la Table Québec Maghreb à la ministre. État d'avancement de la mise en œuvre des mesures spécifiques aux besoins des Québécois originaires du Maghreb.	185
24.	État d'avancement des travaux devant conduire à la publication de la Politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination.	187
25.	Liste des actions entreprises à la suite du rapport du Comité consultatif externe relativement à l'encadrement des consultants en immigration.	188
26.	Suivi détaillé des travaux du MICC depuis 2001 pour la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger par les personnes immigrantes.	189
27.	Liste des actions entreprises à la suite du rapport de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger.	191

28.	Liste des actions entreprises à la suite du rapport du Groupe de travail sur l'accès aux professions et aux métiers réglementés. Bilan des travaux réalisés en marge de l'entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.	193
29.	Copie des ententes signées en 2008-2009 dans le cadre du programme de francisation des milieux de travail.	194
30.	Détails et état d'implantation du nouveau programme de soutien à la promotion des programmes gouvernementaux par les associations issues de communautés culturelles.	242
31.	Nombre d'utilisateurs du cours de français en ligne pour les immigrants en 2008-2009.	243
32.	État d'avancement de la mise sur pied des nouveaux cours de français spécialisés.	244
33.	Nombre d'entreprises qui ont utilisé le crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail en 2008-2009. Montant total de la dépense fiscale. Prévisions pour 2009-2010.	245
34.	Nombre de partenaires à l'étranger du MICC offrant des cours de français en 2007-2008 et 2008-2009.	246
35.	Résultats ou état d'avancement de l'enquête pour connaître les besoins spécifiques des clientèles immigrantes qui utilisent peu les services de francisation.	247
36.	Liste de l'offre de service du MICC pour des cours de français de niveau avancé pour les personnes immigrantes. Crédits alloués pour ces cours.	248
37.	Liste des actions visant la promotion active des cours de français et de leur importance pour une intégration réussie.	249
38.	Liste des recherches et enquêtes réalisées par le Service performance, sécurité et enquêtes en 2008-2009.	250

CRÉDITS 2009-2010



Fiche explicative

1. FAITS SAILLANTS

Le budget de dépenses 2009-2010 du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles » totalise 296 400 000 \$. De ce montant, 295 600 000 \$ sont alloués au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et 800 000 \$ au Conseil des relations interculturelles.

La somme attribuée au Ministère vise à soutenir les priorités et les engagements du gouvernement en matière d'immigration, de francisation et d'intégration des personnes immigrantes, de partage des valeurs communes de la société québécoise et d'ouverture à la diversité.

L'atteinte des objectifs du Plan stratégique 2008-2012, de la Planification triennale de l'immigration 2008-2010, des mesures gouvernementales prévues pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation, d'intégration en emploi et d'affirmation des valeurs communes de la société québécoise auprès des personnes immigrantes ainsi que ceux du Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec – La diversité : une valeur ajoutée, sont les priorités budgétaires du Ministère.

Par ailleurs, le budget du Ministère inclut les sommes réservées aux autres ministères et organismes du gouvernement qui offrent des services de francisation et d'intégration aux personnes immigrantes. Ces sommes sont regroupées dans une provision qui totalise 162 400 000 \$.

Fiche explicative

2. CRÉDITS 2009-2010

PORTEFEUILLE « IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES »

CRÉDITS 2009-2010

Programmes	2009-2010			2008-2009	
	Budget de dépenses (000 \$)	Moins : dépenses ne nécessitant pas de crédit (000 \$)	Plus : budget d'investissements (000 \$)	Crédits (000 \$)	Crédits (000 \$)
1. Immigration, intégration et communautés culturelles	295 553,2	2 551,7	6 712,0	299 713,5	273 680,2
2. Organisme relevant du ministre	830,0	8,0	3,0	825,0	802,0
	296 383,2	2 559,7	6 715,0	300 538,5	274 482,2
Moins : Crédits permanents				9,6	9,6
Crédits à voter				300 528,9	274 472,6
Total de l'enveloppe allouée au portefeuille du MICC	296 383,2				

VENTILATION PAR SUPERCATÉGORIES DU PORTEFEUILLE

Budget de dépenses	2009-2010 (000\$)	2008-2009 (000\$)	%
Rémunération	62 384,9	60 291,2	3,5 %
Fonctionnement	195 912,8	174 712,2	12,1 %
Transfert	38 085,5	35 323,5	0,8 %
Total	296 383,2	270 326,9	9,6 %

Budget d'investissements	2009-2010 (000\$)	2008-2009 (000\$)	%
Immobilisations	6 531,0	6 531,0	-
Prêts, placements et avances	184,0	184,0	-
TOTAL	6 715,0	6 715,0	-

Fiche explicative

PROGRAMME 1 : IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Éléments	Budget de dépenses 2009-2010 (000\$)	Moins : dépenses ne nécessitant pas de crédit (000 \$)	Plus : budget d'investissements (000 \$)	Crédits 2009-2010 (000\$)
1. Immigration	4 800,0	-	-	4 800,0
2. Francisation	62 168,1	-	-	62 168,1
3. Intégration, Régionalisation et Relations interculturelles	48 032,0	-	-	48 032,0
4. Direction, Information et Services centralisés	18 169,6	2 551,7	6 712,0	22 329,9
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants	162 383,5	-	-	162 383,5
Total Programme 1	295 553,2	2 551,7	6 712,0	299 713,5
Moins : Crédits permanents Crédits à voter				9,6 299 703,9

COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2009-2010 ET 2008-2009

Programme/Élément	2009-2010 (000 \$)	2008-2009 (000 \$)	Variation (000\$) %	
Programme 1				
Élément 1 : Immigration	4 800,0	4 800,0	0	0 %
Élément 2 : Francisation	62 168,1	56 200,0	5 968,1	10,6 %
Élément 3 : Intégration, Régionalisation et Relations interculturelles	48 032,0	44 850,0	3 182,0	7,1 %
Élément 4 : Direction, Information et Services de soutien centralisés	18 169,6	18 369,6	(200,0)	(1,1%)
Total	133 169,7	124 219,6	8 950,1	7,2 %
Élément 5 : Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants	162 383,5	145 300,3	17 083,2	11,8 %
Total programme 1	295 553,2	269 519,9	26 033,3	9,6 %

Fiche explicative

PROGRAMME 2 : ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE
COMPARATIF DES BUDGETS DE DÉPENSES 2009-2010 ET 2008-2009

Programme/Élément	2009-2010	2008-2009	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Programme 2				
Élément 1 : Conseil des relations interculturelles	830,0	807,0	23,0	2,9 %

Fiche explicative

3. DÉFINITION DES PROGRAMMES

Programme 1**Immigration, Intégration et Communautés culturelles**

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel. Les éléments 1 à 4 de ce programme constituent l'ensemble des activités assumées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. L'élément 5 représente une provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants effectuées par d'autres ministères.

(Ce programme représente 99,7 % du budget de dépenses du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles »).

Programme 2**Organisme relevant du ministre**

Ce programme vise à permettre au Conseil des relations interculturelles de conseiller la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles en matière de relations interculturelles et d'intégration des personnes immigrantes en favorisant notamment l'ouverture au pluralisme et le rapprochement interculturel.

(Ce programme représente 0,3 % du budget de dépenses du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles »).

Fiche explicative

4. MANDATS, FONCTIONS ET PRINCIPAUX SERVICES DES SECTEURS ET DES DIRECTIONS

HAUTE DIRECTION

Sous la supervision du sous-ministre, diverses directions offrent des services centralisés.

Secrétariat du Ministère

- Le Secrétariat du Ministère coordonne les relations interministérielles, intergouvernementales et internationales du Ministère ainsi que l'application ministérielle de la loi d'accès et de protection des renseignements personnels. Il joue le rôle d'interface entre le cabinet ministériel, le bureau du sous-ministre et l'ensemble du Ministère ainsi qu'avec le ministère du Conseil exécutif. Le Secrétariat général est aussi responsable des dossiers de l'éthique et de la condition féminine.

Direction des affaires publiques et des communications

- La Direction des affaires publiques et des communications assiste et conseille les autorités ministérielles ainsi que l'ensemble des unités administratives en matière d'affaires publiques, de communications internes et externes et de services offerts à la clientèle, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan-cadre d'affaires publiques et de communication, par la collaboration aux activités de promotion relevant des secteurs du Ministère, par la conception et la diffusion de publications, d'outils promotionnels et de placements publicitaires, par la coordination des réseaux intranet et Internet ainsi que par l'application de la politique linguistique.
- La Direction des affaires publiques et des communications comporte quatre modules :
 - Équipe des affaires publiques;
 - Équipe des stratégies de communication;
 - Service de la production et de l'information (Production, Web, Documentation et administration);
 - Service des renseignements généraux.
- L'équipe des affaires publiques et celle des stratégies de communication sont supervisées par des coordonnateurs. Quant au Service de la production et de l'information et au Service des renseignements généraux, ils sont chacun sous la supervision d'un chef de service.

Direction de la vérification interne

- La Direction de la vérification interne applique la Politique de vérification interne. Elle soutient la haute direction du Ministère dans la déclaration de fiabilité des résultats et des contrôles dans le rapport annuel de gestion.

SECTEUR DE LA FRANCISATION, DE LA PERFORMANCE, DES PARTENARIATS ET DE LA PROMOTION**Objectifs généraux**

- Prendre les dispositions nécessaires pour que les personnes qui s'établissent au Québec acquièrent, dès leur arrivée ou même avant qu'elles ne quittent leur pays d'origine, la connaissance de la langue française et pour favoriser l'usage de cette langue par les immigrants
- Proposer des orientations, élaborer des politiques, suggérer des stratégies de manière à favoriser une utilisation optimale des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles allouées au Ministère.
- Définir les moyens et les stratégies qui seront utilisés pour atteindre les objectifs du Plan stratégique et du Plan d'action ministériel, ainsi que la méthode d'évaluation de la performance.

Fiche explicative

- Soutenir la prise de décision, la planification et la reddition de comptes avec les données, les études, la recherche et la veille stratégique fiables, pertinentes et actuelles.
- Coordonner les activités de promotion ainsi que les partenariats réalisés au sein du Ministère en vue de dégager une vision commune et de s'assurer que toutes les interventions convergent dans le même sens, chaque unité administrative demeurant par ailleurs responsable de la réalisation des activités et imputable de l'atteinte des résultats.

Modes d'intervention

- Les services de francisation (formation à temps plein et à temps partiel dans les établissements d'enseignement publics et les organismes communautaires, cours spécialisés, services de francisation en milieu de travail, allocations de soutien à la formation des immigrants, instrumentation des partenaires et outils d'apprentissage en ligne).
- La coordination des opérations comptables et financières du Ministère, les activités de suivi des dépenses et des revenus ainsi que les travaux du cycle budgétaire (revue de programmes, crédits détaillés, défense des crédits et engagements financiers).
- Un soutien et un rôle-conseil au regard de tous les secteurs d'activité des ressources humaines, soit la dotation des emplois, la planification stratégique de la main-d'œuvre, le développement des personnes et de l'organisation, les relations de travail, la santé et la sécurité ainsi que la rémunération et l'assiduité; une veille permettant de connaître les nouvelles tendances en ressources humaines et l'application.
- Un soutien en matière de technologies de l'information et des communications du Ministère; la réalisation des travaux relatifs au développement, à l'évolution, à l'entretien et au soutien de la bureautique et de l'infrastructure technologique partagée du Ministère, tant au Québec qu'à l'étranger.
- Le développement, l'entretien et tous les aspects opérationnels des systèmes d'information du Ministère; le développement, l'évolution et l'entretien des systèmes corporatifs, tant au Québec qu'à l'étranger, des banques de données ministérielles et des systèmes d'information stratégique pour les dirigeants.
- Un soutien et un rôle-conseil expert en matière de révision, d'amélioration et d'optimisation des processus de même qu'au regard de la documentation de ceux-ci et de la mise en œuvre de nouvelles façons de faire; le développement d'un cadre méthodologique (techniques, outils, normes et procédures) à cet effet et l'élaboration de l'architecture d'affaires dans un contexte d'approche systémique.
- L'expertise et le conseil en matière de gestion immobilière, de télécommunications et de gestion des approvisionnements; la réalisation des travaux nécessaires à la gestion de l'aménagement et des immeubles, à la sécurité des personnes et des biens, à l'implantation et à l'évolution des systèmes téléphoniques et de télécommunication ainsi qu'à l'acquisition de biens et services, d'équipements et de matériel.
- La coordination de l'élaboration et du suivi de la planification stratégique, de la reddition de comptes, des cahiers d'information destinés au ministre, de l'étude des crédits et des politiques et plans d'action gouvernementaux destinés à des clientèles et à des objectifs spécifiques; l'évaluation de programme, la gestion des plaintes; le soutien et le conseil en matière de mesure des attentes et de la satisfaction de la clientèle; le soutien à la gestion de projet, la réalisation des enquêtes en vue d'assurer l'application de la législation sur l'immigration ou en vue de prévenir, de détecter ou de réprimer les infractions et d'assurer la sécurisation des processus de sélection et d'immigration.
- L'application de la Politique de vérification interne; un soutien auprès de la haute direction dans sa déclaration de fiabilité des résultats et des contrôles dans le rapport annuel de gestion.
- L'élaboration et la coordination de la réalisation du programme ministériel de recherche; la diffusion à l'interne des produits de la recherche; la coordination de la veille stratégique des tendances pouvant influencer les actions du Ministère; la gestion et la diffusion des données officielles et la production des indicateurs qui en découlent aux fins de la reddition de comptes; la coordination de l'exercice de planification annuelle et triennale des niveaux d'immigration.
- L'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de cadres de gestion spécifiques à la promotion ainsi qu'aux partenariats, chaque cadre comprenant notamment une typologie, des mécanismes de suivi et de reddition de compte ainsi que des critères de planification et de priorisation.

Fiche explicative

SECTEUR DE L'IMMIGRATION

Objectifs généraux

- Informer, recruter et sélectionner les candidats à l'immigration temporaire et permanente en fonction des besoins et de la capacité d'accueil de la société québécoise; s'assurer du respect des exigences réglementaires pour les immigrants sélectionnés et soutenir les partenaires dans la détermination ou la révision de l'admissibilité des demandeurs d'asile aux services gouvernementaux.
- Assurer la contribution de l'immigration au développement économique du Québec :
 - en encourageant et favorisant l'établissement et la rétention au Québec des gens d'affaires immigrants, des travailleurs temporaires et des étudiants étrangers;
 - en répondant aux besoins spécifiques des entreprises et des régions en matière de recrutement de main-d'œuvre étrangère spécialisée ou stratégique.
- Favoriser la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard.
- Participer à l'effort de solidarité internationale à l'égard des réfugiés et autres personnes en situation particulière de détresse.
- Élaborer des orientations et des politiques visant à accroître le volume des étudiants internationaux et des travailleurs temporaires et à favoriser la transition vers un statut permanent.

Modes d'intervention

- La prospection et la promotion à l'étranger en vue de recruter et de sélectionner des personnes dont le profil correspond aux besoins et à la capacité d'accueil du Québec.
- L'information sur les processus d'immigration permanente ou temporaire donnée aux candidats à l'immigration, aux résidents du Québec désirant souscrire un engagement pour faciliter la venue d'un proche, aux entreprises souhaitant embaucher un travailleur étranger ainsi qu'aux établissements d'enseignement concernant les étudiants internationaux.
- L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de recrutement, de sélection et d'intégration au milieu des affaires pour les candidats à l'immigration de la catégorie des investisseurs, des entrepreneurs et des travailleurs autonomes.
- La réception et le suivi des engagements de parrainage souscrits par des résidents québécois en faveur des membres de leur famille ou en faveur de réfugiés ou autres personnes en situation de détresse.
- Le traitement des demandes d'immigration permanente, de travail temporaire, d'études, d'engagement, de validation d'emplois temporaires et d'offres d'emplois assurées ainsi que la délivrance des certificats de sélection et d'acceptation.
- Le soutien et le conseil aux candidats sélectionnés et aux partenaires gouvernementaux.

SECTEUR DE L'INTÉGRATION

Objectifs généraux

- Favoriser l'établissement et l'intégration sociale et économique des immigrants s'établissant sur le territoire québécois.
- Favoriser l'attraction et l'établissement durable des immigrants dans les régions hors du Montréal métropolitain et dans la Capitale-Nationale, de façon à ce que l'ensemble du Québec profite de l'apport de l'immigration.
- Assurer la cohésion sociale en soutenant le rapprochement interculturel, la gestion de la diversité et la pleine participation à la société des personnes de toutes origines.

Modes d'intervention (les services, les actions, les partenariats)

- L'information sur les services d'immigration et d'intégration en divers lieux (à l'aéroport, dans les services Immigration-Québec) et par différents modes de prestation dont notamment les services en ligne.
-

Fiche explicative

- Les services d'accueil auprès des réfugiés publics pris en charge par l'État par les services Immigration-Québec (notamment l'aide à la recherche d'un logement et un soutien financier à l'installation).
- Les services d'intégration offerts par les directions régionales en région.
- Les services d'accompagnement personnalisé, tant auprès des candidats sélectionnés mais toujours à l'étranger que des nouveaux arrivants au Québec dans leurs parcours d'intégration à la société québécoise, par l'entremise des sites Internet et des points de services du Ministère ou des organismes communautaires partenaires, notamment :
 - l'accès, dès l'étranger, au guide *Apprendre le Québec*;
 - un service d'information sur les professions et métiers réglementés qui informe les candidats sélectionnés et les personnes immigrantes sur des sujets tels : le contexte réglementaire, les attributions des professions régies par les ordres professionnels, le processus d'admission aux professions régies par les ordres professionnels, les documents requis pour soumettre une demande de reconnaissance d'équivalence de diplôme ou de formation, l'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec;
 - une première entrevue d'accueil au Québec et des sessions d'information à l'intention des nouveaux arrivants sur les réalités socioéconomiques du Québec, sur le marché du travail et sur les régions;
 - un programme de subvention destiné aux organismes communautaires partenaires offrant un service d'accueil et d'accompagnement aux nouveaux arrivants.
- Des actions visant à donner aux personnes immigrantes, dès l'étranger et ensuite dès leur arrivée au Québec, de l'information sur les valeurs communes de la société québécoise;
- La mise en œuvre d'une série de mesures qui renforcent l'action du Québec en matière d'intégration des personnes immigrantes (Pour enrichir le Québec : Intégrer mieux);
- Des initiatives et des projets d'intervention permettant d'aider les personnes immigrantes à faire valoir la reconnaissance de leurs formations et de leurs compétences acquises hors du Québec et ainsi lever les obstacles à l'emploi (projets avec les ordres professionnels, accès à la formation d'appoint, fiches d'information sur les professions régies, évaluation des pratiques des ordres, Comité multipartite).
- Des actions en matière de relations interculturelles, de promotion de la diversité ethnoculturelle et de lutte contre la discrimination (mise en œuvre de la Politique et du Plan d'action pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec La diversité; une valeur ajoutée; organisation d'événements ministériels : Mois de l'Histoire des Noirs, Semaine d'actions contre le racisme, Prix québécois de la citoyenneté, Semaine québécoise des rencontres interculturelles, subvention financière des projets visant le rapprochement interculturel, l'ouverture à la diversité et la pleine participation, conseil auprès des employeurs en matière de gestion de la diversité).
- Des actions menées en lien avec la régionalisation de l'immigration (promotion des régions auprès des immigrants par les services d'Immigration-Québec et les partenaires, arrimage entre les besoins de main-d'œuvre des régions et les candidats intéressés, établissement de partenariats solides et répondant aux besoins de régions, élaboration de plans d'action régionaux adaptés aux spécificités régionales et locales, ententes de financement des interventions en matière de régionalisation avec des instances régionales et municipales, développement et soutien financier de projets avec divers partenaires régionaux).
- La gestion d'une entente avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale visant notamment l'intégration en emploi des personnes immigrantes et des minorités visibles.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{ER} AVRIL 2008 AU 31 MARS 2009

- Intégration**
 - Direction des politiques et programmes d'intégration, de régionalisation et de relations interculturelles (DPPIRRI)
 - Direction de l'accès aux professions et métiers réglementés (DAPMR)
 - Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec (CEFAHQ)
 - Direction de la gestion de la diversité et de l'intégration sociale (DGDIS)

Francisation, Performance, Partenariat et Promotion
 - Direction de la recherche et de l'analyse prospective (DRAP)
 - Direction de la performance (DP)
 - Service de la sécurité et des enquêtes (SSE)
 - Direction générale de la francisation (DGF)
 - Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation (DPPPF)
 - Direction générale des services à l'organisation (DGSO)
 - Direction des ressources financières (DRF)

Immigration
 - Direction de la coordination stratégique et révision administrative (DCSRA)
 - Direction générale de l'immigration (DGI)
 - Direction des politiques, des programmes et de la promotion de l'immigration (DPPPI)
 - Service de la promotion et de la prospection (SPP)
 - Direction de l'immigration économique (DIE)
 - Direction de l'immigration temporaire (DIT)
 - Direction de l'immigration familiale et humanitaire (DIFH)
 - Immigration-Québec - Ouest de Montréal (IQOM)
 - Immigration-Québec - Direction régionale de Montréal (IQDRM)

Secrétariat général (SG)
Bureau des sous-ministres (BSM)
Direction de la vérification interne (DYI)

LEU/D/DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
INTEGRATION					
Halifax (N-B) 2 au 7 avril 2008	Participer à la Conférence Metropolis de Halifax comme panéliste à l'atelier : L'immigration en dehors des grands centres : approche Canada, Suisse, Belgique. Participer comme auditeur à quelques activités.	Mme Michèle Vatz-Laaroussi, organisatrice de l'atelier, Université de Sherbrooke	2 608,95 \$ Estimé	Bertrand Allen, conseiller DPPIRRI	Partage d'information sur les enjeux de l'accueil et de l'insertion durable des personnes immigrantes dans les petits centres ainsi que sur les enjeux de la régionalisation du Québec.
Ottawa (Ontario) 9 et 10 avril 2008	Participer à la réunion régulière du comité interministériel du projet Metropolis, dont le thème général porte sur le domaine de recherche intitulé « Rôle des collectivités d'accueil pour les nouveaux arrivants et les membres des minorités ». Entendre une présentation sur les travaux de recherche sur la gestion de la diversité en milieu municipal.	M. John Biles, directeur Partenariat et transfert de connaissances, Metropolis	305,30 \$ Estimé	Sophie Therrien, conseillère DPPIRRI	Réunion statutaire Metropolis. Réagir à la Capsule de recherche sur la gestion municipale et locale de la diversité rédigée par le centre québécois de Metropolis.

QUESTION 1

LIBÉ/DATÉ	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	RÉSUMÉ
Calgary (Alberta) 21 au 23 avril 2008	Participer et faire une présentation à la « Conférence sur la reconnaissance des titres de compétences étrangers » organisée par le Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers avec The Conference Board of Canada les 22 et 23 avril 2008 à Calgary.		1 396,81 \$ Estimé	Marc Lafrance, directeur DAPMR	Conférence sur la reconnaissance des titres de compétences étrangers, les actions du MICC et de ses partenaires.
Barcelone (Espagne) 17 au 25 mai 2008	Participer à la séance d'ouverture et à deux ateliers dans le cadre de la rencontre d'experts des politiques et programmes d'intégration des gouvernements catalan, écossais, flamand et québécois pour présenter la politique d'intégration du Québec; faire état de l'approche personnalisée dans l'accueil et l'accompagnement et présenter les services du MICC offerts aux nouveaux arrivants. En outre, établir des contacts en vue de la réalisation du projet de coopération du V ^e Comité mixte Québec – Catalogne 2008-2010.	Mme Monserrat Solé i Aubia, directrice Técnic d'Immigracio	3 495,45 \$ Estimé	Roger Noël, conseiller expert DPPIRI	Forum d'échange entre experts et décideurs des gouvernements de Flandre, d'Écosse, du Québec et de la Catalogne sur les meilleures pratiques dans le domaine de l'accueil et de l'intégration économique et linguistique des personnes immigrantes.
Winnipeg (Manitoba) 21 au 23 mai 2008	Participer à la Consultation du printemps du Conseil canadien pour les réfugiés.	M. Sheirman Chan, MOSAIC M. Chris Friesen, Immigrant services society M. Ron Parent, CIC	2 017,80 \$ Estimé	Danièle Boudreau, conseillère en intégration DPPIRI	Échange sur les pratiques en matière d'établissement des réfugiés, notamment l'intégration scolaire des enfants réfugiés. Ces échanges ont permis d'alimenter les travaux du Comité interministériel sur l'accueil et l'établissement des réfugiés.
Toronto (Ontario) 16 et 17 juin 2008	Participer à la première rencontre du groupe de travail Québec-Ontario, dans le cadre de la coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant la sélection, l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes.	Mme Riet Verheggen, directrice, Direction de l'immigration Mme Patricia Bishop, chef, Unité des politiques et des recherches M. Alan Diner, chef, Programme pilote des candidats de l'Ontario Mme Suzanne Skinner, conseillère en politiques, Direction de l'immigration	585,20 \$ Estimé	Martine Faille, directrice DPPIRI	Ébauche d'un protocole de coopération Québec-Ontario.
Ottawa (Ontario) 19 juin 2008	Participer à la rencontre du Comité d'application de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration entre Citoyenneté et Immigration Canada et le MICC.	Brian Grant et al.	72,60 \$	Marc Lafrance, directeur DAPMR	Présentation des actions du MICC et de ses partenaires sur la reconnaissance des titres de compétences étrangers.

QUESTION 1

DATE	BOIT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BUT
Ottawa (Ontario) 5 septembre 2008	Assister à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (PPT) et l'admission temporaire des aubains des ministres de l'immigration.		98,40 \$	Marc Lafrance, directeur DAPMR	Présentation des actions du MICC et de ses partenaires sur la reconnaissance des titres de compétences étrangers.
Antwerpen (Belgique) Paris (France) 9 au 13 septembre	Participer à un colloque international sur l'éducation internationale et sur l'évaluation de diplômes.	M. Erwin Malfroy du Enic-Naric de Belgique Mme Margit A. Schatzman de ECB (Educational Credential Evaluators) M. Jord Opperman du BIQ de Paris	4 215,00 \$ Estimé	Amélie Drevitt, analyste en éducation internationale CEFAHQ	Échanges sur les problématiques communes tel le personnel des universités européennes et spécialistes en évaluation de diplômes. À Paris, présenter au BIQ, l'évaluation des diplômes africains et plus particulièrement sur les systèmes scolaires du Sénégal et de la Côte d'Ivoire.
Caracquet (N-B) 2 et 3 octobre 2008	Assister à la signature d'une entente visant à accroître la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction avec le Nouveau-Brunswick.		1 221,00 \$ Estimé	Louise de Grandpré, adjointe de la sous-ministre adjointe à l'Intégration BSMA-INT	Agir comme personne-ressource auprès du Premier ministre du Québec en lien avec les domaines de coopération et d'échanges du MICC dont notamment, la politique de régionalisation du Québec, la reconnaissance des acquis et des compétences, la sensibilisation des employeurs à la diversité culturelle et le recours à la francisation en ligne pour rejoindre les clientèles éloignées. Entente signée.

QUESTION 1

LIEN/DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Barcelone (Espagne) 23 au 31 octobre 2008.	Conformément à l'entente de coopération entre le Québec et la Catalogne, poursuivre et approfondir les échanges amorcés avec la Catalogne sur les questions touchant l'intégration des nouveaux arrivants et les relations interculturelles.	Mme Montserrat Sole y Aubia, Secretaria per a la Immigració Mme Carolina Astudillo, Mairie de Barcelone M. Alvisé Vianelo, Institut européen de la méditerranée M. Dan Rodriguez García, Profesor y Secretario académico	4 038,62 \$ Estimé	Sophie Therrien, conseillère DPPIRRI	Mission qui a permis de développer une meilleure connaissance des pratiques actuellement en vigueur en Catalogne en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants ainsi que de relations interculturelles. Cette rencontre a permis de poser les bases de la mission catalane prévue au Québec en 2009.
Île de la Réunion 13 au 28 novembre 2008	Coordonner et participer à une mission de deux semaines à La Réunion visant la promotion et le recrutement d'étudiants de l'enseignement supérieur au sein d'une délégation dirigée par le MICC et constituée d'établissements d'enseignement en région au Québec.	M. Aftab Sandooyea, directeur de l'éducation et de la mobilité au Conseil régional de La Réunion	16 257,00 \$ Estimé	Louise Boucher, directrice et Mylène Déniers, conseillère Immigration-Québec Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec Équipe de soutien aux opérations – Intégration	Activités de promotion aux représentants des établissements d'enseignement supérieur et entrevues individuelles aux journalistes de la presse écrite, de la télévision et de la radio. Entente en négociation.
Ottawa (Ontario) 2 décembre 2008	Participer à une réunion de travail avec des représentants de CIC concernant la protection des candidats à l'immigration, relativement aux consultants en immigration et aux autres intermédiaires telles les agences de recrutement de travailleurs temporaires.		0 \$ (co-voiturage)	Marine Faille, directrice DPPIRRI	Acquisition, de part et d'autres, d'une meilleure connaissance des enjeux de l'immigration et de l'intégration en Ontario et au Québec.
Toronto (Ontario) 22 et 23 janvier 2009	À la suite de la recherche faite pour l'Alliance nationale des organismes de réglementation de la thérapie respiratoire, participer à un événement (Learning Days) organisé pour échanger sur des initiatives courantes qui touchent à la profession et à l'accès à la profession pour les gens formés ailleurs, notamment l'évaluation des diplômes et des acquis et des programmes de formation d'appoint pour les inhalothérapeutes formés à l'étranger.	Mme Josée Prud'homme Ordre des inhalothérapeutes	0 \$	Martin Savard, conseiller DAPMR (Dépenses déboursées par Alliance nationale des organismes de réglementation de la thérapie respiratoire)	Faire une présentation sur les professions et métiers réglementés.
Toronto (Ontario) 2 au 5 février 2009	Participer à la Conférence sur le Programme d'aide au rétablissement (PAR) de l'Ontario.	M. Chris Friesen, Immigrant services society C.B. Mme Grace Hsu Holmes, CIC-Toronto M. Louis Beauchamps, CIC-Ottawa	2 342,40 \$ Estimé	Isabelle Augustin et Danièle Boudreau, conseillères en intégration DGDIS	Conférence permettant de soulever certaines problématiques liées à l'accueil des réfugiés et d'échanger des pratiques prometteuses dans ce domaine.

QUESTION 1

LIEN/DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Moncton (N-B) 19 au 21 février 2009	Participer à une journée de formation du Centre national de prévention du crime (CNPC).	Mme Lucie Léonard, chef intérimaire de l'Unité de la Recherche et connaissances Centre national de prévention du crime	0 \$ Dépenses déboursées par le Centre national de prévention du crime	Sandra Duvers, conseillère DGDIS	Séance de formation sur les programmes de prévention de la criminalité. Cette session portait sur la Thérapie multisystémique (TMS).
Calgary (Alberta) 18 au 22 mars 2009	Participer à la Conférence nationale de Métropolis. Prendre part à un atelier sur l'action communautaire, témoignage des relations du Ministère avec les organismes communautaires œuvrant auprès des personnes réfugiées et immigrantes.	Mme Laura Simich, University of Toronto Mme Debbie Douglas, OCASI M. John Casey, City University de New-York Amay Caspullai, ICASI	1 814,00 \$ Estimé	Danièle Boudreau, conseillère intégration DPPIRI	Prendre connaissance de pratiques exemplaires dans les domaines de l'intégration, de la régionalisation et des relations interculturelles.
Toronto (Ontario) 19 au 20 février 2009	Participer au Forum des ministres du marché du travail	Différents représentants des gouvernements provincial et fédéral	981,20 \$ Estimé	Martin Savard, conseiller DIP	Réunion du groupe de travail ad hoc sur la reconnaissance des qualifications professionnelles des travailleurs formés à l'étranger. Tous les gouvernements, sauf ceux du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, étaient présents à la première réunion du groupe de travail. Les gouvernements de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard ont participé par téléconférence.
IMMIGRATION					
Avril, mai, juin 2008	Effectuer des missions de sélection sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger.	S/O	704 128,00 \$	Planification plurimensuelle.	Missions régulières à l'étranger ayant pour fonction de sélectionner les candidats à l'immigration.
Halifax (N-E) 2 et 3 avril 2008	Représenter le Québec à la Table de planification fédérale-provinciale-territoriale (FPT) qui constitue une étape essentielle pour identifier les principaux enjeux actuels ou émergents devant faire l'objet d'une réflexion et être débattus lors des conférences FPT des ministres et des sous-ministres responsables de l'immigration.	Représentants de la Table FPT	1 102,23 \$	Joane Boyer, directrice, DGI	Réunion statutaire.

QUESTION 1

ORIGINAIRE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BUT
Toronto (Ontario) 3 et 4 avril 2008	Participer à titre de conférencier à un atelier de formation professionnelle organisé par l'Institut canadien de la migration à l'intention des consultants canadiens agréés en immigration (CCAI).	Les représentants du CCAI	724,00 \$	Bernard Gervais, chef d'équipe travailleurs, service de la sélection	Faire une présentation formelle devant les représentants du CCAI et leur expliquer le rôle et les responsabilités du Québec en matière de sélection des immigrants.
Bangladesh (Singapour et Dhaka) 27 avril au 10 mai 2008	Effectuer une mission de sélection de réfugiés pris en charge par le gouvernement.	Représentants d'United national commission for refugees (UNHCR) et de l'Organisation internationale des migrations (OIM) à Dhaka Haut commissaire du Canada et directeur à Singapour (Louis Dumas)	4 719,00 \$	Lyn Fleury, directrice DIFH	Mission visant à sélectionner 200 réfugiés birmans réfugiés au Bangladesh. Recueillir l'information pertinente à l'accueil et l'intégration des ces personnes.
Vancouver (Colombie-Britannique) 4, 5, 6, et 7 mai 2008	Participer, à titre d'observateur, au groupe de travail fédéral-provincial-territorial (FPTT) sur la promotion, les candidats des provinces et l'immigration d'affaires, les travailleurs temporaires.	Les directeurs et directrices de politiques et programmes d'immigration de CIC Des conseillers seniors à CIC Les directeurs et directrices des politiques et directeurs et directrices de programmes d'immigration et/ou de développement économique des autres provinces, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest	1 700,70 \$ Amendé 308,90 \$	Louise Fontaine, directrice DPPPI	Connaître l'évolution des programmes dans les autres provinces pour mieux situer les programmes d'immigration économique au Québec et l'interaction entre le gouvernement canadien et les provinces. Connaître les stratégies et les plans de travail de CIC et des provinces en matière de promotion et de recrutement de candidats francophones hors Québec.
Ottawa (Ontario) 12 mai 2008	Participer à la conférence relative à la politique de l'Australie et du Canada sur l'immigration économique : Quelles leçons pouvons-nous en tirer ?	Mme Lesleyanne Hawthorne, auteure de l'étude et présentatrice, Université de Melbourne. M. Howard Duncan, commentateur, Métropolis du Canada M. Michael Murphy, commentateur, Chambre de commerce du Canada	210,40 \$	Diane Boilard, conseillère, DPPPI	L'étude qui a fait l'objet de la présentation se situe dans la lignée des priorités du MICC quant à la question de favoriser la sélection d'immigrants travailleurs qualifiés pouvant répondre aux besoins en main-d'œuvre du Québec. L'étude pourrait servir aux fins d'une réflexion éventuelle sur le programme de sélection du Québec.
Niagara-on-the-Lake (Ontario) 15 au 17 mai 2008	Présenter deux ateliers portant sur la sélection des travailleurs qualifiés et sur la catégorie des gens d'affaires à l'invitation de l'Association du Barreau canadien à la Conférence nationale annuelle en Droit de l'Immigration et de la citoyenneté.	Association du Barreau canadien	1 948,80 \$	Fanny Marcoux, agente de recherche, DPPPI Éric Richard, conseiller, DPPPI	Les résultats de la sélection des travailleurs qualifiés depuis 2006 ont été présentés ainsi que les perspectives pour la période 2008-2010.

QUESTION 1

DATE/LIEU	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Winnipeg (Manitoba) 21 au 25 mai 2008	Prendre part au Conseil canadien pour les réfugiés, Consultation (conférences) du printemps 2008.	Conseil canadien des réfugiés	2 605,80 \$	Corine Laurendeau, conseillère, DPPPI Camille Boinot, conseillère, DIFH	Élargissement du réseau de contacts au fédéral et meilleure compréhension de certaines problématiques relatives aux réfugiés, demandeurs d'asile et travailleurs temporaires.
St-Andrew By the sea (NB) 25 et 26 mai 2008	Participer à la réunion des sous-ministres FPT responsables de l'immigration.		1 166,36 \$	Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'Immigration	
Washington (États-Unis) 25 au 31 mai 2008	Participer au congrès et au salon de promotion de l'Association of International Educators (NAFSA).	Responsables de la mobilité étudiante des universités québécoises et des établissements d'enseignement étrangers, CREPUQ, Cégep international, MELS et MRI	3 100,00 \$	Valérie Grenier, conseillère en affaires internationales (DPPPI - SPP)	La participation du MICC a permis d'informer les visiteurs des procédures d'immigration temporaire et des avantages d'étudier au Québec (possibilité de travailler pendant et après les études).
Ottawa (Ontario) 11 juin 2008	Prendre part aux échanges entre la Direction des politiques et programmes et CIC au sujet de la sélection sur le dossier des immigrants investisseurs.	Mme Brin Tierney, analyste des politiques - immigration gens d'affaires, CIC	285,00 \$	Éric Richard, conseiller, DPPPI Geoffrey Willem, conseiller, DPPPI Claude Doray, conseiller, DIÉ	S'informer sur les procédures fédérales de sélection sur dossier.
Toronto (Ontario) 16 et 17 juin 2008	Participer à la première rencontre du groupe de travail Québec-Ontario, dans le cadre de la coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant la sélection, l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes.	Entente du Conseil exécutif	891,90 \$	Ghislain Beaudin, adjoint Direction générale de l'immigration	Rencontre d'échange sur l'immigration en lien au cadre de l'entente Québec/Ontario sur la Francophonie.
Ottawa (Ontario) 19 juin 2008	Représenter le Québec au Comité d'application de l'Accord Canada-Québec dont le mandat général est de coordonner la mise en œuvre de l'accord et de développer des modalités opérationnelles qui s'y rattachent. Les représentants du gouvernement fédéral (Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) siègent également sur le Comité.	Représentants de Citoyenneté et Immigration Canada	668,80 \$	Joane Boyer, directrice, DGI Sylvie Proulx, directrice, DIÉ Louise Fontaine, directrice, DPPPI Giovanni Carboni, directeur, DJT	Rencontre statutaire.
Damas (Syrie) 20 au 30 juin 2008	Faire un voyage préparatoire à la mise en œuvre du blitz de sélection sur le territoire du Moyen-Orient.	S/O	6 839,60 \$	Yves Bougie, conseiller en affaires internationales, coordonnateur du blitz Damas, DIÉ	Implanter des modes de fonctionnement opérationnels au BIQ de Damas en vue de traiter rapidement les demandes d'immigration en attente.
Juillet, août, septembre 2008	Effectuer des missions de sélection sur les territoires des bureaux d'immigration Québec à l'étranger.	S/O	630 324,00 \$	Planification plurimensuelle	Missions régulières à l'étranger ayant pour fonction de sélectionner les candidats à l'immigration.

QUESTION 1

ÉVÉNEMENT	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Winnipeg (Canada) 20 au 24 juillet 2008	Participer à la réunion (21 et 22 juillet) du Groupe de travail sur le projet des « Normes pancanadiennes de qualité pour l'évaluation des diplômes internationaux », un projet financé par Ressources humaines et Développement social Canada pour l'harmonisation de la pratique de l'évaluation des diplômes étrangers au Canada, dont l'objectif est d'améliorer la cohérence et la « transférabilité » de l'évaluation des diplômes. Participer à la réunion de l'Alliance canadienne des services d'évaluation des diplômes (23 juillet) pour faire le point sur ses activités.		Aucuns frais	Chogik Kirakostian, directrice Christiane Syns, conseillère experte Centre d'expertise sur les formations acquises hors du Québec	
Ottawa (Ontario) 31 juillet 2008	Rencontrer Madame Lyon, sous-ministre adjointe – Citoyenneté immigration Canada afin de faire le survol des dossiers.		328,60 \$	Lucy Wells, sous-ministre adjointe immigration Joane Boyer, directrice générale immigration	
Damas (Syrie) 7 au 31 août 2008 (23 jours)	Faire un voyage préalable à l'affectation et mission de sélection des immigrants.	S/O	13 009,00 \$	Daniela Gelbo, conseillère en affaires internationales, DIE	Mission de sélection des immigrants combinée à une mission de familiarisation avant une prise de poste formelle au BIQ de Damas.
Ottawa (Ontario) 19 août 2008	Rencontrer madame Erica Usher, directrice, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), Région internationale, au sujet des objectifs 2009 des réfugiés pris en charge par le gouvernement et parrainés et discuter du traitement des demandes de visas par les BCV desservant nos territoires de sélection.	Mme Erica Usher, directrice de la coordination des opérations, Région internationale, CIC Mme Debra Pressé, directrice intérimaire, réinstallation des réfugiés, CIC	275,00 \$	Sylvie Proulx, directrice, DIE Lyn Fleury, directrice, DIFH	Rencontrer la nouvelle directrice de la coordination des opérations, Région internationale CIC et échanger sur les modifications éventuelles des bassins des réfugiés compte tenu de la diminution importante à prévoir des réfugiés provenant de la Colombie.
Paris (France) 23 au 30 août 2008	Participer à la mise en œuvre de la visioconférence pour l'entrevue à distance au BIQ de Paris. Faire la formation du personnel et un sondage de la clientèle.	Pierre Legros, directeur du BIQ Paris et le personnel du BIQ Paris	4 108,88 \$	Josianne Parent, consultante, DPOC	Expérience servira à une plus grande utilisation de ce moyen de communication.
Paris (France) 4 septembre au 11 octobre 2008	Procéder à l'examen préliminaire des demandes de certificat de sélection pour accélérer le traitement des demandes.		14 019,00 \$	Linda Duquette, agente d'aide socioéconomique, DIE, Service de traitement	Traitement de dossier d'immigration.

QUESTION 1

DATE/D'ATTE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BUTAN
Singapour et Népal 21 septembre au 5 octobre 2008	Effectuer une mission de sélection de réfugiés pris en charge par le gouvernement.	Singapour : Louis Dumas, directeur et Haut commissaire du Canada, ambassadeurs des États-Unis, Nouvelle Zélande et d'Australie, chef de mission du UNHCR pour l'Asie Népal : ambassadeur du Canada, chef de mission du UNHCR, représentant OIM	6 872,20 \$	Michel Guibert, conseiller en affaires internationales, DIFH	Mission de sélection de 350 réfugiés bhoutanais et recueillir l'information pertinente à l'accueil et l'intégration de ces personnes.
Singapour, Népal et Hong Kong 21 sept. au 8 oct. 08 18 (jus)	Faire une mission de sélection de réfugiés pris en charge par le gouvernement et visite du BIQ de Hong Kong.	Personnel de CIC	10 212,04 \$	Joane Boyer, directrice, DGI	Sélection de réfugiés.
Toronto (Ontario) 26 septembre 2008	Assister à une conférence de Maytree and IRPP. The Race for Talent : Comparing Canada's, the United States and Australia's Approaches to Skilled Worker Migration.	Participants et représentants du groupe Maytree et IRPP	510,00 \$	Owen-John Peate, chef de service, Service de sélection	Participer à une conférence ayant pour thème une étude comparative portant sur la sélection des travailleurs immigrants qualifiés.
Octobre, novembre, décembre 2008	Effectuer des missions de sélection sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger.	S/O	574 692,00 \$	Planification plurimensuelle	Missions régulières à l'étranger ayant pour fonction de sélectionner les candidats à l'immigration.
Paris-Lille-Bordeaux- Lyon (France) 13 au 22 octobre 2008	Participer aux Salons de promotion et de recrutement d'étudiants étrangers suivants : Journée des universités canadiennes (Paris), Journée des universités québécoises (Paris, Lille, Bordeaux, Lyon) et Salon Studyrama (Paris).	Environ 1 000 étudiants étrangers	6 000,00 \$	Valérie Grenier, conseillère en affaires internationales, DPPPI, SPP	La présence du MICC a permis de renseigner les étudiants étrangers sur les procédures d'immigration temporaires et faire connaître les avantages d'étudier au Québec (possibilité de travailler pendant et après les études).
BIQ Damas 16 au 31 octobre 2008	Donner la formation relative à la nouvelle grille de sélection des travailleurs au personnel du BIQ de Damas.	Louis-René Gagnon, directeur Techniciens du BIQ	5 595,00 \$	Diane Boilard, conseillère, DPPPI	Approfondissement par les techniciens, des notions relatives à la grille de sélection et à la CNP. Meilleure uniformisation dans l'application du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers et du Guide des procédures d'immigration.

QUESTION 1

DATE/LIEU	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
L'île de la Réunion 16 octobre au 28 novembre 2008	Faire une mission de promotion et de recrutement dans le cadre des engagements du MICC auprès du Conseil régional de La Réunion et des 21 CEGEPS et universités du Québec participant au projet.	Plus de 2 000 étudiants rencontrés dans 28 lycées 30 professeurs de lycées 4 élus régionaux	18 593,00 \$	Roch Paquette, conseiller en affaires internationales, SPP	28 conférences dans les lycées. 4 conférences grand public. 5 salons. Relations de presse.
Paris (France) Barcelone (Espagne) 17 au 25 octobre 2008	Présenter l'expérience québécoise dans la gestion de l'immigration au symposium d'immigration à Barcelone les 22 et 23 octobre 2008; visiter le BIQ à Paris le 21 octobre 2008 et le bureau du Québec à Barcelone, le 24 octobre 2008.	Personnel du BIQ Paris M. Fleury, délégué du Québec à Barcelone	4 801,15 \$	Louise Fontaine, directrice, DPPPI	Allocution prononcée sur l'expérience québécoise dans la gestion de l'immigration. Élargissement des réseaux de contacts.
Damas (Syrie) 24 octobre au 1 ^{er} novembre 2008	Rencontrer le directeur et le personnel du BIQ de Damas. Rencontrer le personnel de l'Ambassade responsable de l'administration du BIQ.	Les directeurs des services d'immigration du Québec et du Canada à Damas	4 897,00 \$	Sylvie Proulx, directrice, DIÉ	Évaluer sur place le fonctionnement du BIQ de Damas. Rencontrer le directeur du BIQ, le personnel local et le responsable administratif de l'ambassade du Canada.
Ottawa (Ontario) 3 et 4 novembre 2008	Présenter le programme Immigrant investisseur et participer à la journée de rencontre du groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'immigration des gens d'affaires.	Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'immigration des gens d'affaires	395,30 \$	Éric Richard, conseiller, DPPPI	Présenter le programme international.
Ottawa (Ontario) 3 au 5 novembre 2008	Participer au groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'immigration économique.	Les directeurs et directrices de politiques et programmes d'immigration, CIC Les directeurs et directrices des politiques et directrices de programmes d'immigration et/ou de développement économique des autres provinces, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest	688,10 \$	Louise Fontaine, directrice, DPPPI	Connaître l'évolution des programmes dans les autres provinces pour mieux situer les programmes d'immigration économique au Québec et l'interaction entre le gouvernement canadien et les provinces.
Ottawa (Ontario) 14 novembre 2008	Assister à la rencontre entre la Direction des politiques et programmes et CIC au sujet des modalités d'application de la sélection sur dossier des immigrants investisseurs.	Direction des politiques et programmes à l'intention des résidents permanents de CIC	220,00 \$	Claude Doray, adjoint à la directrice générale, DGI Éric Richard, conseiller, DPPPI	Participer au groupe de travail et expliquer les modalités d'application de la sélection sur dossier des immigrants investisseurs.
Paris-Bruxelles-Toulouse (France) 15 au 26 novembre 2008	Participer à la 5 ^e édition de Destination Canada à Paris et Toulouse et à Bruxelles. Faire une mission de recrutement regroupant 18 entreprises québécoises à la recherche de travailleurs qualifiés français et belges.	Plus de 1 000 travailleurs qualifiés	9 440,00 \$	Philippe Poulin, conseiller en affaires internationales, DGI, Service promotion et prospection	Plus de 260 emplois sont offerts aux candidats.

QUESTION 1

DATE/LIEU	FORUM	PERSONNES INVOLUÉES	COUT	NOM	BILAN
Toronto (Ontario) 20 au 22 novembre 2008	Représenter le ministère au Colloque annuel CAPIC (Canadian Association of Professional Immigration Consultants), présenter les modifications réglementaires au Programme des immigrants investisseurs du Québec qui entreront en vigueur en 2009 et répondre également aux questions touchant les programmes gens d'affaires.	Colloque annuel CAPIC	881,80 \$	Eric Richard, conseiller, DPPPI	Présenter les modifications réglementaires au Programme des immigrants investisseurs du Québec.
Sao Paulo (Brésil) 20 novembre au 4 décembre 2008	Joindre de la formation aux agents d'aide socio-économique pour le traitement des DCS et soutenir la directrice dans l'organisation du bureau nouvellement ouvert.	S/O	11 512,00 \$	Yves Bougie, Oscar Parodi Service de la sélection, DGI	Formation du personnel du BIQ Sao Paulo.
Toronto (Ontario) 26 au 29 novembre 2008	Participer à la Consultation d'autonomie du Conseil canadien pour les réfugiés.	Représentants du conseil canadien pour les réfugiés (CRR)	1 586,40 \$	Danièle Boudreau, conseillère en immigration DPPPRI	Élargissement du réseau de contacts et conférence ayant permis d'avoir un comparatif de ce qui se fait dans les autres provinces dans le domaine du parrainage collectif.
Toronto (Ontario) 26 au 29 novembre 2008	Participer à la Consultation d'autonomie du Conseil canadien pour les réfugiés (CRR).	Conseil canadien pour les réfugiés (CRR)	2 418,40 \$	Maryse Larouche, spécialiste du contenu, DIPR Corine Laurendeau, conseillère, DPPPI	Élargissement du réseau de contacts et conférence ayant permis d'avoir un comparatif de ce qui se fait dans les autres provinces dans le domaine du parrainage collectif.
Paris (France) 28 novembre au 14 décembre 2008	Participer au Forum sur l'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE (1 ^{er} et 2 décembre). Participer au colloque annuel d'immigration SOPIMI (3,4 et 5 décembre). Organiser des séances de travail avec le personnel et le directeur du Bureau d'immigration du Québec à Paris (semaine du 8 décembre). Rencontrer différents partenaires stratégiques du Ministère sur le territoire.	Représentants des autorités fédérales, des Alliances françaises, notamment Mme Christine Tagliante, responsable du Pôe évaluation et certifications, Centre international d'études pédagogiques (CIEP) et Mme Guilhem Maratier-Decléty, Direction des relations internationales de l'enseignement, Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP)	8 135,99 \$	Lucy Wells, sous-ministre adjointe, Immigration	Rencontre de partenaires du MIIC pour assurer suivi des ententes. Séance de travail avec le BIQ permettant l'évaluation des opérations du bureau et discussion sur les directions à prendre.
Ottawa (Ontario) 2 décembre 2008	Prendre part à une réunion de travail avec des représentants de CIMC concernant la protection des candidats à l'immigration, relativement aux consultants en immigration et aux autres intermédiaires telles les agences de recrutement de travailleurs temporaires.	Représentants de CIC Mme Brenna McNeil, directrice du CIMC et des personnes de son équipe	170,00 \$ 50,00 \$	François Plouffe, DCSRA Michel Charron, DPPPI Martine Paille, DPPPI	Partage des perspectives de travail du gouvernement fédéral et de celui du Québec dans ce champ d'intervention.

QUESTION 1

CHRONOLOGIE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Toronto (Ontario) 3 et 4 décembre 2008	Assister à la réunion de la Table fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des sous-ministres adjoints le 4 décembre et à la réunion des ministres du marché du travail (FMMT) le 3 décembre 2008.	Représentants de la Table FPT	1 152,34 \$	Joane Boyer, directrice générale, DGI	Rencontre statutaire
Ottawa (Ontario) 7 et 8 décembre 2008	Participer au Comité consultatif fédéral-provincial sur les activités internationales liées à l'éducation.	Mme Diane Gagnon, MELS Représentant du MRI Ensemble des participants des provinces	414,30 \$	Louise Fontaine, directrice, DPPPI	Échanges sur les activités internationales liées à l'éducation et à l'attraction d'étudiants étrangers
Ottawa (Ontario) 9 et 10 décembre 2008	À l'invitation de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), participer à la rencontre fédérale-provinciale-territoriale du Comité consultatif sur les étudiants internationaux et de l'immigration.	CIC : Maia Welbourne, Brendon Rafferty, Carina Parnham, Aline Ngoga, Mark Floyd, David Jurfust, Jorge Aceytuno, Stefan et Chona Ituralde M. Bo Hanson, ministre de l'Éducation avancée et de développement de marché du Travail de la Colombie-Britannique Mme Johanne Lacombe, Langues Canada	728,70 \$	Denise Lecavaller, spécialiste de programme, DIT Nancy Trépanier, agente de recherche, DPPPI	Échange d'expertise sur les sujets suivants : gestion opérationnelle et coordination, processus centralisés en région et à l'international, statistique; pratiques et travail de collaboration; catégorie de l'expérience canadienne; système de notification électronique; évaluation du programme pour les étudiants internationaux; mécanisme d'assurance de la qualité en C.-B.; Langues Canada; permis de travail hors campus.
Toronto (Ontario) 10 décembre 2008	Participer à la Conférence sous le patronage du ministère des Affaires étrangères canadiennes <i>L'émergence de l'Inde : implications sur les entreprises et les politiques du secteur public canadien.</i>	Différents représentants du MAE participant à cette conférence	1 105,00 \$	Marc Ozgoli, conseiller, DGI	Participer à une conférence permettant au MICC de structurer son approche en matière de promotion auprès des clientèles originaires de l'Inde.
Janvier, février, mars 2009	Effectuer des missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger.	S/O	407 611,00 \$ (estimé)	Planification plurimensuelle.	Missions régulières à l'étranger ayant pour fonction de sélectionner les candidats à l'immigration.
Hong Kong (Chine) 15 janvier au 21 février 2009	Procéder à l'examen préliminaire des demandes de certificats de sélection du Québec.	S/O	15 168,00 \$	Renate Kiechle, agente d'aide socioéconomique, DGI	Soutenir le personnel local et l'aider dans le traitement des demandes d'immigration.

Renseignements généraux 2009-2010

QUESTION 1

DATE	BU	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Damas (Syrie) 16 janvier au 31 juillet 2009	Effectuer une mission de sélection.	S/O	8 135,00 \$	Diane Parenteau, conseillère en affaires internationales	Dans le cadre d'une mission de longue durée, assumer les fonctions de conseillère en immigration d'ici à ce que le poste soit comblé en affectation.
Ottawa (Ontario) 30 janvier 2009	Rencontrer Mme Marthe Dufour, analyste Région internationale, CIC.	Mme Marthe Dufour, analyste Région internationale, CIC	140,00 \$	Colette Brochu, conseillère, DPPPI	Discussions avec le CIC sur le traitement prioritaire des dossiers de travailleurs qualifiés.
Paris (France) 1 ^{er} au 11 février 2009	Participer aux Journées d'information et de promotion des universités québécoises (CIDJ, Université Paris 5, Université Paris 13 et Université Paris 8) et au salon des Masters et 3 ^e cycles.	Environ 1 000 étudiants étrangers	4 380,00 \$	Valérie Grenier, conseillère en affaires internationales	La présence du MICC a permis de renseigner les étudiants étrangers sur les procédures d'immigration temporaire et faire connaître les avantages d'étudier au Québec (possibilité de travailler pendant et après les études).
Toronto (Ontario) 18 au 20 février 2009	Participer à la réunion du Groupe de travail sur la reconnaissance des qualifications des travailleurs formés à l'étranger.		981,20 \$	Martin Savard, DIP	
Mexico (Mexique) 21 au 24 février Cuernavaca (Mexique) 23 et 24 mars 2009	Faire une visite au BIQ Mexico et participer à des activités de promotion. Participation au groupe de travail sur la mobilité de la main d'œuvre de la 7 ^e réunion du Partenariat Canada-Mexique	Josée Veilleux, directrice Personnel du BIQ 4 représentants de CIC dont M. Les Linklater, directeur général de l'immigration et co-président. 1 représentante de DRHCC 9 représentants de ministères mexicains dont le Dr. Jaime Domingo Lopez Buitron, sous-secrétaire des politiques du travail et de l'emploi et co-président	3 059,98 \$	Louise Fontaine, directrice, DPPPI	Échanges sur les problématiques d'immigration et sur les activités et contenus de promotion. Échange d'expertise sur la mobilité de la main d'œuvre Canada-Mexique.
FRANCISATION, PERFORMANCE, PARTENARIATS ET PROMOTION					
Ottawa (Ontario) 10 avril 2008	Participer à la réunion régulière du comité interministériel du projet Metropolis sur le thème de recherche « Rôle des collectivités d'accueil pour les nouveaux arrivants et les membres des minorités ».	Représentants gouvernementaux, chercheurs universitaires	213,80 \$	Gérard Pinsoneault, agent de recherche DRAP	Échange d'expertise.

QUESTION 1

1610/D/11e	BUN	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Ottawa (Ontario) 27 avril au 2 mai 2008	Participer à une formation anti-fraude donnée par CIC : activité de formation		1 145,44 \$	Roberto Jean, analyste en renseignement SSE (DP)	Développement de connaissances en matière de détection de la fraude documentaire, Établissement de contacts avec le personnel de CIC qui ont permis l'organisation de missions à l'étranger. Renforcement des liens de coopération entre le SSE et la Division de la Prévention de la Fraude et Vérifications (CIC).
Barcelone (Espagne) 18 au 30 mai 2008 (incluant 5 jours de vacances)	Participer à la Conférence d'experts sur l'immigration à Barcelone les 22 et 23 mai 2008. Rencontrer les organisateurs du Forum « Managing Immigration and Diversity in Quebec and Canada » prévu les 22 et 23 octobre 2008 à Barcelone afin de préciser la contribution du MIIC. Rencontrer des intervenants du Généralitat de Catalunya en vue de la mission de coopération en octobre 2008.	M. Claude Fleury, Bureau du Québec à Barcelone M. Bauer, Alliance française de Sabadell Mme Montserri Solé i Aubia, Generalitat de Catalunya Mme Mercè Romagosa Huguet, cosorci per a la Normalització lingüística	3 425,71 \$	Alida Pico, directrice générale de la francisation par intérim DGF	Planification des rencontres prévues à l'automne 2008.
Toronto (Ontario) 27 et 28 mai 2008	Participer au Forum fédéral, provincial, territorial sur la formation linguistique des immigrants adultes.	Représentants des ministères de l'Immigration provinciales et de représentants de C.I.C.	1 527,80 \$	Jacques Leroux, directeur Louise Cantin, conseillère experte, DPPPF (DGF)	Poursuite de la collaboration à ce forum du MIIC à titre d'observateur.
Ottawa (Ontario) 16 au 18 juin 2008	Participer à l'assemblée générale annuelle du Centre des niveaux de compétence linguistiques canadiens (CNCLC). Le Québec est un membre observateur de ce comité depuis 1997. L'objectif de la participation du MIIC à cette rencontre est de prendre connaissance des développements à venir et des possibles collaborations avec le CNCLC et CIC.	Mme Gail Hamilton, présidente, CNCLC et autres membres M. Guy Rouffier, conseiller, C.I.C.	250,25 \$	Louis Kelly, spécialiste en mesures et évaluations des apprentissages, DPPPF (DGF)	Poursuite de la collaboration du MIIC à titre de membre observateur.
Toronto (Ontario) 17 juin 2008	Assister au Groupe de travail Ontario-Québec, coopération avec l'Ontario sur différents sujets, formation et apprentissage linguistiques, insertion sociale et professionnelle, reconnaissance des titres de compétence.	Personnes du ministère des Affaires civiles et de l'Immigration de l'Ontario	613,67 \$	Louise Cantin, conseillère experte (DPPPF) Martine Faille, directrice, Intégration Ghislain Beaudin, Immigration	Poursuite de la collaboration du MIIC dans le cadre de la Table de coopération Québec-Ontario.
Paris (France) 5 au 9 juillet 2008	Assister à la rencontre préparatoire du groupe organisateur du forum sur l'Avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE. Ce projet relève du Programme sur l'avenir de l'OCDE.	Représentants de l'OCDE, de gouvernements de divers pays, de représentants d'organismes privés et communautaires et de chercheurs universitaires	3 366,80 \$	Marie-Josée Lemay, directrice DRAP	Échanges d'expertise.

Renseignements généraux 2009-2010

QUESTION 1

LIEN/DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Paris (France) 29 août au 6 septembre 2008 (8 jours)	Analyser, en collaboration avec le nouveau directeur du BIQ Paris, le processus de perception et d'encaissement des revenus provenant de la tarification des demandes d'immigration en vue d'améliorer son efficacité et de s'assurer que les contrôles internes en place permettent de minimiser les risques inhérents. De plus, maximiser l'utilisation de nouveaux moyens technologiques de perception des revenus, ajuster les contrôles internes en conséquence et apporter les correctifs requis.	Employés du BIQ de Paris M. Pierre Legros M. Lorraine Daoust Mme Kathleen Boisvert-Dehecq	5 590,18 \$	Denis Lazure, directeur, DRF (DGSO)	Installation des contrôles internes concernant l'encaissement des revenus.
Ottawa (Ontario) 10 septembre 2008	Participer à la réunion régulière du comité interministériel du projet Metropolis, sur le thème général de recherche « La famille, les enfants et les jeunes ».	Représentants gouvernementaux, chercheurs universitaires	61,36 \$	Magdalena Planeta, agente de recherche, DRAP	Échange d'expertise.
Damas (Syrie)-Beyrouth (Liban)-Paris (France) 7 au 24 octobre 2008	Participer à une mission de vérification et d'analyse (Roberto Jean 18 jours). Participer à une mission de vérification (Geneviève Favreau 14 jours).	Roberto Jean : Pierre Legros, BIQ Paris; William Hetherington, BVC Damas; Georges Ménard, BVC Beyrouth; représentants des missions diplomatiques américaine, autrichienne, néerlandaise et suisse à Damas; à Beyrouth, représentants de la Caisse nationale de Sécurité sociale et de l'Agence fiscale libanaise ainsi que de l'Université Saint-Joseph et l'Université libanaise Geneviève Favreau : Les conseillers du MICC	9 390,09\$ 9 672,99\$	Roberto Jean, analyste en renseignement, Geneviève Favreau, agente vérificatrice, SSE (DP)	Formation sur la détection de la fraude documentaire aux employés des BIQ Damas et Paris. Établissement de contacts au BVC Damas et dans des représentations diplomatiques de divers pays à Damas qui ont permis l'enrichissement des connaissances du SSE sur les problématiques de fraude dans la région et sur des techniques de détection. Établissement de contacts auprès d'universités et d'organismes gouvernementaux libanais permettant l'acquisition de connaissances sur différents types de documents libanais et facilitant des demandes de vérifications futures auprès de ces organismes. Dix-sept dossiers problématiques ont été examinés et 26 autres ont été analysés.
Ottawa (Ontario) 16 au 18 octobre 2008	Participer au 6 ^e colloque annuel Va-et-vient : Migration, politique et société, du réseau des centres de données de recherche du Canada (CDR)	Représentants gouvernementaux, représentants d'organismes communautaires, chercheurs universitaires	811,86 \$	Chakib Benzakour, agent de recherche, DRAP	Échange d'expertise.

QUESTION 1

ÉVÉNEMENT	BUFF	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Bonn (Allemagne) 25 octobre au 4 novembre 2008	Assurer la participation du Québec à la 13 ^e Conférence nationale Metropolis, sur le thème « Mobilité, intégration et développement dans le cadre de la mondialisation ». Participer à la réunion du comité directeur international Metropolis, le 1 ^{er} novembre 2008.	Représentants gouvernementaux de divers pays, représentants d'organismes communautaires, chercheurs universitaires	5 345,68 \$	Marie-Josée Lemay, directrice, DRAP	Partage de l'expertise développée par le Québec en matière d'immigration et intégration.
Barcelone (Espagne) 26 au 31 octobre 2008	Rencontrer des représentants du Secretaria de Política Lingüística et du Consorci per la Normalització Lingüística, organismes de la Generalitat de Catalunya responsables de l'enseignement du catalan langue seconde, pour examiner leur offre de service et profiter de leur expertise dans l'enseignement de la langue d'accueil aux personnes immigrantes.	SPL : M. Bernat Joan et M ^{me} Paquita Sanvincen CPNL : Mme Mercè Romagosa et Mme Pilar Lopez	3 352,18 \$	Jacques Leroux, directeur, DPPP (DGF)	Poursuite du partenariat projeté : visite du SPL et du CPNL au Québec à confirmer.
Régina (Saskatchewan) 12 et 13 novembre 2008	Participer au Forum fédéral-provincial-territorial sur la formation linguistique des immigrants adultes.	Représentants des ministères de l'Immigration provinciaux et de représentants de C.I.C.	2 357,60 \$	Jacques Leroux, directeur Louise Cantin, conseillère experte en francisation DPPP (DGF)	Le MICC poursuit sa collaboration à ce forum à titre d'observateur.
Tunis (Tunisie) 23 novembre au 4 décembre 2008	Participer à une mission de vérification.	Les conseillers du MICC : Lise Sanson, Nicolas Bergeron, François St-Cyr et Maryse Pouliot et des responsables de la Caisse nationale de Sécurité sociale, du Ministère de l'Enseignement supérieur et du Ministère de l'Éducation et de la Formation à Tunis	4 159,20 \$	Shobhna Madavia, agente vérificatrice, SSE (DP)	Trente-quatre dossiers ont été examinés.

QUESTION 1

DATE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Vienne (Autriche)- Bucarest (Roumanie)- Chisinau (Moldavie) 25 novembre au 16 décembre 2008	Participer à une mission d'analyse	Les conseillers du BIQ Vienne, BIQ Bucarest, les conseillers du MICC en mission à Chisinau, des représentants des gouvernements roumain et moldave (Agence fiscale, Caisse nationale de Sécurité - ou d'Assurance - sociale, Inspectorat du Travail, Ministère de l'Éducation, Registraire des entreprises)	7 056,20 \$	Roberto Jean, analyste en renseignement, SSE (DP)	Formation sur la détection de la fraude documentaire aux employés du BIQ Vienne. Établissement de contacts au BVC Bucarest qui a permis l'enrichissement des connaissances du SSE sur les problématiques de fraude dans la région et sur des techniques de détection. Établissement de contacts auprès d'organismes gouvernementaux moldaves et roumains permettant l'acquisition de connaissances sur différents types de documents de ces pays et facilitant des demandes de vérifications futures auprès de ces organismes.
Paris (France) 28 novembre au 7 décembre 2008	Assister à l'atelier international sur l'Avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE, les 1 ^{er} et 2 décembre 2008. Assister à la rencontre annuelle des correspondants du Système d'observation permanent des migrations internationales (SOPEMI) les 3, 4 et 5 décembre 2008.	Représentants de l'OCDE, de gouvernements de divers pays, de représentants d'organismes privés et communautaires et de chercheurs universitaires	4 372,61 \$	Marie-Josée Lemay, directrice DRAP	Partage de l'expertise développée par le Québec en matière d'immigration et intégration. Échange sur les expériences des pays de l'OCDE en la matière.
Ottawa (Ontario) 2 au 3 décembre 2008	Assister à une formation sur nouveaux logiciels i2, soit iBase et Analyst's Notebook.		490,05 \$	Martin Barabé, analyste en renseignement SSE	Acquisition de connaissances nécessaires pour utiliser les logiciels Analyst Notebook et iBase. Établissement de contacts avec d'autres utilisateurs. Présentation de problèmes concrets par les utilisateurs. Occasion de poser des questions et de faire des suggestions aux développeurs des logiciels.

QUESTION 1

DATE/DATE	ÉVÉNEMENT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	OBJET
Paris (France) 23 janvier au 4 février 2009	Participer au colloqué international annuel organisé par la Fondation des alliances françaises et rencontrer, pour des réunions de travail, les partenaires en francisation du Ministère à l'étranger. Rencontrer des représentants de ministères et d'organismes français responsables des dossiers de francisation.	Mme Décléty et M. Desroches de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris M. Mègre du Centre international d'études pédagogiques M ^{re} Christine Candide et M ^{re} Brigitte Prenais Chamaillard du ministère de l'Immigration de l'Intégration, de l'Identité nationale et du développement solidaire	6 293,93 \$	Roger Giroux, directeur général, DGF Tova Lazini, conseillère responsable de la francisation, DIE	Le MICC déléguera un représentant à la prochaine rencontre annuelle des Alliances française en 2010 et profitera de cette occasion pour tenir une rencontre de travail avec ses partenaires à l'étranger présents à ce colloque.
Casablanca (Maroc) 1 ^{er} au 12 mars 2009	Participer à une mission de vérification.	Les conseillers du MICC : Clémence Marchand, Ginette Legault, Rachelle Paradis, Guillaume Breault-Duncan, Martin Barry, BVC Rabat	4 733,00 \$	Geneviève Favreau, agente vérificatrice SSE	Vingt-cinq dossiers problématiques ont été examinés.
Calgary (Alberta) 18 au 22 mars 2009	Assurer la participation du Québec à la XI ^e conférence nationale Metropolis. Présenter, dans le cadre d'un atelier, les résultats d'une enquête menée par le MICC sur l'Insertion socioprofessionnelle des aides familiales résidentes.	Représentants gouvernementaux, représentants d'organismes communautaires, chercheurs universitaires	1 816,05 \$	Chakib Benzakour, agent de recherche DRAP	Partage de l'expertise développée par le Québec en matière d'immigration et intégration.
BUREAU DES SOUS-MINISTRES					
Ottawa (Ontario) 4 et 5 septembre 2008	Accompagner la ministre de l'immigration et des Communautés culturelles à la réunion annuelle fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres de l'immigration	Rencontre avec les vis-à-vis de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) et des autres provinces et territoires	539,56 \$	Marc Lacroix, sous-ministre	S/O
SECRÉTAIRAT GÉNÉRAL					
Halifax (N-B) 2 et 3 avril 2008	Accompagner la directrice générale de l'Immigration (représentante du Québec) à la réunion de la Table de planification FPT.	Réunion de travail avec les vis-à-vis de CIC et des autres provinces et territoires	1 179,50 \$	Charles Thumerelle, coordonnateur des relations intergouvernementales, SG	S/O
St-Andrew By the sea (N-B) 25 et 26 mai 2008	Accompagner la sous-ministre adjointe à l'Immigration à la réunion annuelle des sous-ministres FPT responsables de l'immigration (en remplacement du sous-ministre en titre)	Rencontre avec les vis-à-vis de CIC et des autres provinces et territoires	1 166,36 \$	Charles Thumerelle, coordonnateur fédéral - provincial, SG	
Ottawa (Ontario) 19 juin 2008	Représenter le Québec à titre de co-secrétaire à la réunion du Comité d'application de l'Accord Canada-Québec.	Réunion de travail bilatérale avec les vis-à-vis de CIC	163,30 \$	Charles Thumerelle, coordonnateur fédéral - provincial, SG	S/O
Ottawa (Ontario) 4 et 5 septembre 2008	Accompagner le sous-ministre et la ministre à la réunion annuelle fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres de l'immigration	Rencontre avec les vis-à-vis de CIC et des autres provinces et territoires	344,36 \$	Charles Thumerelle, coordonnateur fédéral - provincial, SG	S/O

QUESTION 1

DATE/VILLE	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM	BILAN
Toronto (Ontario) 3 et 4 décembre 2008	Accompagner la directrice générale de l'Immigration (en remplacement de la sous-ministre adjointe à l'Immigration) à la réunion de la Table fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des sous-ministres adjoints le 4 décembre 2008 et à la réunion des ministres du marché du travail (FMMT) le 3 décembre 2008.	Rencontre avec les vis-à-vis de CIC et des autres provinces et territoires	1 152,34 \$	Charles Thumerelle, coordonnateur des relations intergouvernementales, SG	S/O
Ottawa (Ontario) 30 et 31 mars 2009	Assister à la réunion de la Table fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des sous-ministres les 30 et 31 mars 2009.	Rencontre avec les vis-à-vis de CIC et des autres provinces et territoires	244,00 \$	Jonathan Vidal, coordonnateur des relations internationales, SG	S/O
TOTAL					
Hong Kong (Chine) 15 janvier au 4 février 2009	Effectuer une vérification conjointe du Bureau d'immigration de Hong Kong : Direction de la vérification interne du MICC et la Direction de la vérification interne et de l'évaluation du MRI.	Mme Brigitte van Coillie Tremblay et plusieurs employés du BIQ de Hong Kong	9 635,49 \$	Lise Guillemette, directrice de la vérification interne	
Hong Kong (Chine) 15 janvier au 4 février 2009	Effectuer une vérification conjointe Direction de la vérification interne du MICC et Direction de la vérification interne et de l'évaluation du MRI.	Mme Brigitte van Coillie Tremblay et plusieurs employés du BIQ de Hong Kong	9 635,49 \$	Francine Laliberté, vérificatrice interne	

QUESTION 2

LISTE DES ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES LORS DE MISSIONS À L'ÉTRANGER

La réponse à cette question se trouve dans la réponse à la demande de renseignements généraux n° 1.

QUESTION 3

**SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION ET/OU EN HÉLICOPTÈRE DE CHAQUE
MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU
QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.**

- Pour les voyages à l'étranger, voir la réponse à la demande de renseignements généraux N° 1.

- Pour les voyages au Québec :

Vol nolisé de Québec à Rocher Percé (Pabok aller-retour 2009-03-30) 3 790 \$

La ministre accompagnée de son garde du corps et deux membres du cabinet
(Yolande James, François Daigneault, Nathalie Angibeault, Christian Tanguay)

Lancement d'une entente majeure avec le CRE de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine

QUESTION 4

**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT DANS INTERNET)
EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES**

Voir la réponse à la question 5 de la demande des renseignements généraux.

QUESTION 5

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE
OU LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2008-2009**

Voir liste ci-jointe.

Données en date du 31 mars 2009.

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
2623-3494 Québec inc.	Service de traiteur pour la réception des stagiaires du Programme de bourses d'études pour un stage en langue, culture et société québécoise	1 220,00 \$
2969-9899 Québec inc.	Services de vérification, authentification de documents pour des immigrants potentiels.	4 999,00 \$
9089-0179 Québec inc.	Former de nouveaux arrivants sur les enjeux en emploi dans le contexte particulier des entreprises québécoises	18 860,00 \$
9089-0179 Québec inc.	Former de nouveaux arrivants sur les enjeux en emploi dans le contexte particulier des entreprises québécoises	12 420,00 \$
		<u>31 280,00 \$</u>
9137-6764 Québec inc.	Rédaction d'un message au nom du MICC dans le "Guide touristique des régions"	2 000,00 \$
9181-9573 Québec inc.	Relations de presse pour le lancement de "La Semaine québécoise des rencontres interculturelles"	5 000,00 \$
9181-9573 Québec inc.	Services d'animation pour trois représentations du spectacle "Différents et Québécois", dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme 2008	8 200,00 \$
		<u>13 200,00 \$</u>
9189-7793 Québec inc.	Création d'une liste de 60 à 80 personnes (membres d'une communauté culturelle ou d'une minorité visible, allophones) ayant l'expérience nécessaire pour siéger à des conseils d'administration.	18 835,40 \$
9189-7793 Québec inc.	Élaboration de différents scénarios de travail en Francisation	15 600,00 \$
		<u>34 435,40 \$</u>
9198-1050 Québec inc.	Chargé de projet pour la mise en œuvre de la "Formation enrichie sur les réalités du milieu de travail"	9 930,38 \$
9198-1050 Québec inc.	Documentation sur les réalités du marché du travail au Québec	18 590,15 \$
		<u>28 520,53 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Accueil aux Immigrants de l'Est de Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Accueil aux Immigrants de l'Est de Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 071,24 \$
Accueil aux Immigrants de l'Est de Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 070,00 \$
		16 712,60 \$
Accueil Liaison pour Arrivants [ALPA]	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$
Accueil Liaison pour Arrivants [ALPA]	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	20 570,88 \$
		30 856,32 \$
Acte II	Participation à un salon pour les étudiants étrangers en France	3 000,60 \$
Acti-Com	Formation d'une journée portant sur la rédaction administrative	3 200,00 \$
Acti-Com	Deux formations portant sur la rédaction persuasive	6 000,00 \$
		9 200,00 \$
Activant	Formation portant sur l'utilisation du logiciel Média	2 250,00 \$
Adecco Services de Ressources Humaines ltée	Préparation d'un projet pilote avec la suite Office 2007 et bancs d'essais de plusieurs documents	19 000,00 \$
Adecco Services de Ressources Humaines ltée	Analyse pour la conversion de documents et lettres types d'Intimm et SEPTE de format Word 97 à Word 2007 et ajustements des champs de fusion et des macro-commandes et tests.	23 345,98 \$
		42 345,98 \$
Adigraph inc.	Adaptation en plusieurs formats de la publicité de "La Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles 2008" et envoi dans les médias	1 612,00 \$
Adigraph inc.	Contrat ouvert de conception graphique de divers documents	1 757,50 \$
		3 369,50 \$
Afrique au Féminin	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
Afrique au Féminin	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
		3 857,04 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Afrique Expansion Inc..	Entente de visibilité au salon "Promotion travailleurs qualifiés"	11 400,00 \$
Agence Ometz	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
Agence Ometz	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$
		<u>15 428,16 \$</u>
Aïnouche, Linda	Recrutement de personnes immigrantes s'étant inscrites ou ayant participé aux séances "Réalités socioéconomiques du Québec" ou à la formation "Conduites culturelles en emploi", en vue d'une participation à l'un des cinq groupes de discussion prévus pour mieux cerner les besoins de la clientèle.	5 500,00 \$
Amazon Communications	Conception d'un dépliant et d'une publicité sur "La francisation en milieu de travail"	14 905,00 \$
André Filion & Associés inc.	Accompagnement de gestionnaires dans leurs fonctions	7 000,00 \$
Antille, Jocelyne.	Membre de comités pour la sélection de professeurs de français	2 993,52 \$
Argos Interprètes & Traducteurs	Contrat ouvert de traduction de textes	1 900,00 \$
Argos Interprètes & traducteurs inc.	Traduction de divers documents	1 375,11 \$
		<u>3 275,11 \$</u>
Ass. des Aides Familiales du Québec (AAFQ)	Améliorer le fonctionnement du "Programme des aides familiaux résidents" et à mieux protéger les femmes qui y participent	23 000,00 \$
Ass. des Femmes Immigrantes de l'Outaouais	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 552,00 \$
Ass. Latino Américaine de CDN	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
Ass. Latino Américaine de CDN	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$
		<u>15 428,16 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Association internationale démographes langue française	Participation financière au congrès de l'Association internationale des démographes de langue française du Québec 2008	22 800,00 \$
Association Internationale Démographes Langue Française	Inscription au congrès de "L'Association internationale des démographes de langue française du Québec pour 2008"	5 000,00 \$
		27 800,00 \$
Association Volontaire des Chinois du Québec	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	20 301,40 \$
Atelier J C inc.	Impression de 500 tablettes d'un feuillet de style post-it pour la gestion des documents	1 200,00 \$
Atelier J C inc.	Impression de 13 200 exemplaires version française de la "Demande de certification d'acceptation du Québec pour études", et 9 000 exemplaires version anglaise	3 729,60 \$
Atelier J C inc.	Impression en 3 000 exemplaires du formulaire "Demande de certificat de sélection" en version anglaise française et espagnole	1 911,00 \$
Atelier J C inc.	Impression de 10 000 exemplaires du formulaire "Demande de certificat d'acceptation du Québec pour études"	1 990,00 \$
		8 830,60 \$
Au Point - Reprotech	Impression de 8 000 exemplaires de la "Déclaration de services aux citoyens"	3 199,00 \$
Au Point - Reprotech	Impression de l'affiche et de cartons promotionnels pour la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	5 616,00 \$
Au Point - Reprotech	Impression de 300 exemplaires de la "Déclaration de services aux citoyens"	1 998,00 \$
Au Point - Reprotech	Impression 1 000 exemplaires de la brochure "Étudier et vivre au Québec"	2 665,00 \$
Au Point - Reprotech	Impression de 450 exemplaires de l'affiche "Différents et Québécois"	1 042,00 \$
		14 520,00 \$
Autrement Communication inc.	Coordination du dévoilement de la politique et plan d'action La diversité: une valeur ajoutée	7 900,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Avion Rouge inc.	Contrat ouvert de développement de documents promotionnels	8 120,80 \$
AVW-Telav Solutions audiovisuelles	Son et image pour lancement de la politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec	4 865,00 \$
Axe Communications d'Affaires	Contrat ouvert de traduction de divers documents du français vers l'espagnol	2 148,20 \$
Axe Communications d'Affaires	Contrat ouvert de traduction de divers documents du français vers l'espagnol	4 991,86 \$
Axe Communications d'Affaires	Traduction de divers documents du français vers l'espagnol	3 676,20 \$
		10 816,26 \$
Axxio inc.	Formation des conseillers en gestion des ressources humaines en accompagnement de nouveaux gestionnaires	1 120,00 \$
Azdouz, Rachida	Agir à titre de conseiller-expert dans la conception et l'élaboration d'une formation	24 995,00 \$
Balloffet, Pierre	Accompagnement stratégique de manière continue pour réalisation d'un plan de marketing social pour promouvoir l'apport de l'immigration	21 250,00 \$
Baril, Lynda	Réalisation d'une œuvre d'art publique destinée à la Place Sainte-Victoire de Victoriaville	10 000,00 \$
Baril, Micheline (003)	Analyse de l'opportunité de faire appel aux communautés culturelles pour des activités de promotion et de prospection du MICC à l'étranger	16 005,00 \$
Barthomeuf, Serge	Membre de comités pour la sélection de professeurs de français	3 118,92 \$
Bastien-Durivage, Charles	Production d'outils de communication et de promotion imprimés et interactifs	9 424,00 \$
Bce Emergis inc.	Pré-audit et vérification de la conformité aux exigences de la norme PCI DSS "Payment Card Industry Data Security Standard"	24 900,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Bédard, Édith	Rédaction d'un mémoire sur l'harmonisation des services gouvernementaux de francisation	18 000,00 \$
Bédard, Édith	Coordination des travaux interministériels MICC /MELS /MESS sur le développement d'un guichet unifié des services en francisation	24 500,00 \$
Bédard, Édith	Mise en place de la structure de coordination des travaux sur l'harmonisation des services gouvernementaux de francisation, en effectuant le secrétariat et le suivi	23 592,19 \$
		<u>66 092,19 \$</u>
Bergeron, Guylaine (006)	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 100,00 \$
Bilodeau, Antoine	Devis préliminaire sur un outil de mesure des indicateurs liés aux valeurs communes	4 500,00 \$
Bleu Outremer	Conception d'éléments divers pour la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	6 865,00 \$
Boisvert, Normand	Idéation, Conception et rédaction de la publicité	1 300,00 \$
Bonilla Trujillo, Miyired	Service d'interprétariat pour l'accueil des nouveaux arrivants	16 000,00 \$
Bouclier d'Athena, Services Familiaux, Le	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 285,68 \$
Bouclier d'Athena, Services Familiaux, Le	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
		<u>3 857,04 \$</u>
Bourassa, Paula	Chargé de projet pour la mise en œuvre de la mesure "Accompagner davantage les nouveaux arrivants dans leur démarche vers l'emploi"	20 000,00 \$
Bourassa, Paula	Mandat de révision de la fonction accompagnement à la Direction régionale de Montréal	20 280,00 \$
		<u>40 280,00 \$</u>
Brambles Canada inc.	Services de gestion de l'information (entreposage, sécurité et livraison de documents essentiels)	9 990,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Buffet les Folies de Sophie inc.	Service de traiteur pour la réunion du Comité consultatif traitant des questions relatives aux étudiants étrangers	1 099,55 \$
Cadet, Angelo	Prestation lors du lancement de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	2 000,00 \$
Cadet, Marie	Présélection de 3 000 dossiers de candidats à l'immigration en provenance du Moyen-Orient	9 965,00 \$
Cadoret, Marie-Ève	Suivi, fermeture des dossiers et rédaction d'un rapport d'activité pour chaque projet réalisé en 2008	1 600,00 \$
Cadoret, Marie-Ève	Coordination de l'organisation logistique des activités de lancement et de clôture (Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles)	14 980,00 \$
		16 580,00 \$
Café Mme Hoang inc.	Service de traiteur pour le colloque des gestionnaires du 21 mai 2008 sur la performance	1 755,50 \$
Café Mme Hoang inc.	Service de traiteur pour le colloque des gestionnaires du 3 septembre 2008 sur le bilan du premier semestre des activités du Ministère	1 732,75 \$
		3 488,25 \$
Canoë inc.	Publicité dans le magazine Jobboom	3 500,00 \$
Capital Traiteur Montréal inc.	Service de traiteur pour le dévoilement aux partenaires de la Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec	3 919,20 \$
Capri, Jill	Contrat ouvert de traduction de divers documents vers l'anglais	1 539,68 \$
Capri, Jill	Contrat ouvert de traduction de divers documents vers l'anglais	1 353,06 \$
Capri, Jill	Contrat ouvert de traduction de divers documents vers l'anglais	2 818,22 \$
Capri, Jill	Traduction de documents vers l'anglais	2 626,00 \$
		8 336,96 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Capucine Traiteur	Service de traiteur pour le lancement de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	1 539,25 \$
Capucine Traiteur	Service de traiteur lors du coquetel de clôture de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	3 053,00 \$
		<u>4 592,25 \$</u>
Carle, Lucie	Codification des dossiers en inventaire pour le traitement accéléré de certaines demandes de certificat de sélection	12 276,89 \$
Carle, Lucie	Soutien technique pour l'examen préliminaire des dossiers d'immigration économique du bureau à Damas	9 930,00 \$
		<u>22 206,89 \$</u>
Caron, Nathalie (008)	Création dans un espace extérieur de la ville de Sherbrooke d'une installation sculpturale par Mme Caron	10 000,00 \$
Carrefour Accès Loisirs inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 557,30 \$
Carrefour Accès Loisirs inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	23 644,50 \$
		<u>40 201,80 \$</u>
Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 428,48 \$
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 672,00 \$
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 552,00 \$
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 824,17 \$
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 552,00 \$
		<u>14 528,69 \$</u>
Carrefour le Moutier	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Carrefour le Moutier	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
		<u>7 714,08 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Carrefour Solidarité Anjou	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 499,88 \$
Carrefour Solidarité Anjou	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 999,76 \$
		<u>13 499,64 \$</u>
CBCI Télécom Canada inc.	Entretien du système de visioconférence	2 570,00 \$
Ccaf-Fcvi inc.	Présentation sur les meilleures pratiques en matière de rapports publics de performance au Canada et ailleurs	1 536,19 \$
CEGEP de Granby - Haute-Yamaska	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 387,00 \$
CEGEP de Granby - Haute-Yamaska	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 806,35 \$
		<u>17 193,35 \$</u>
CEGEP de la Pocatière	Conception d'un DVD dans le cadre de la mission de recrutement à l'île de la Réunion 2007	2 999,35 \$
CEGEP de l'Outaouais	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 083,00 \$
CEGEP de l'Outaouais	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 083,00 \$
		<u>14 166,00 \$</u>
CEGEP de Rosemont	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 677,50 \$
CEGEP de Rosemont	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 355,00 \$
CEGEP de Rosemont	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		<u>23 615,10 \$</u>
CEGEP de Saint-Hyacinthe	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 920,00 \$
CEGEP de Saint-Hyacinthe	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 083,00 \$
CEGEP de Saint-Hyacinthe	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 545,78 \$
CEGEP de Saint-Hyacinthe	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 806,35 \$
CEGEP de Saint-Hyacinthe	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	12 985,50 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
CEGEP de Saint-Hyacinthe	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		<u>64 923,23 \$</u>
CEGEP de Saint-Laurent	Location de salle pour évaluation des étudiants en francisation	1 440,00 \$
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 534,30 \$
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 602,90 \$
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	13 387,50 \$
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	11 030,00 \$
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 534,30 \$
CEGEP de Saint-Laurent	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 530,05 \$
		<u>56 059,05 \$</u>
CEGEP de Sherbrooke	Frais de transport par autocar des professeurs de français pour la "Rencontre professeurs à Québec"	1 044,09 \$
CEGEP de Sherbrooke	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		<u>16 626,69 \$</u>
CEGEP de Ste-Foy	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 355,00 \$
CEGEP de Ste-Foy	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 083,00 \$
CEGEP de Ste-Foy	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	12 985,50 \$
CEGEP de Ste-Foy	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 083,00 \$
CEGEP de Ste-Foy	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	14 166,00 \$
		<u>46 672,50 \$</u>
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 355,00 \$
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 355,00 \$
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	14 166,00 \$
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	14 166,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
CEGEP de St-Jean-sur-Richelieu	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	21 249,00 \$
		75 873,60 \$
CEGEP de St-Jérôme	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 124,55 \$
CEGEP de St-Jérôme	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 535,42 \$
CEGEP de St-Jérôme	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 373,65 \$
CEGEP de St-Jérôme	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		25 616,22 \$
CEGEP Édouard-Montpetit	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
CEGEP Drummondville	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 091,56 \$
CEGEP Drummondville	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 091,56 \$
		30 183,12 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 209,40 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 141,60 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 534,30 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	9 103,50 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 710,00 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 356,20 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	11 826,90 \$
CEGEP du Vieux-Montréal	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		68 464,50 \$
CEGEP Gerald-Godin	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 677,50 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
CEGEP Gérard-Godin	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 677,50 \$
CEGEP Gérard-Godin	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 083,00 \$
CEGEP Gérard-Godin	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
CEGEP Gérard-Godin	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
CEGEP Gérard-Godin	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 083,00 \$
CEGEP Gérard-Godin	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		<u>66 268,80 \$</u>
CEGEP Marie-Victorin	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 677,50 \$
CEGEP Marie-Victorin	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 677,50 \$
CEGEP Marie-Victorin	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	16 999,20 \$
CEGEP Marie-Victorin	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		<u>37 936,80 \$</u>
CEGEP Montmorency	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 767,15 \$
CEGEP Montmorency	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 032,50 \$
CEGEP Montmorency	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 377,00 \$
CEGEP Montmorency	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 534,30 \$
CEGEP Montmorency	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 814,00 \$
CEGEP Montmorency	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	14 166,00 \$
CEGEP Montmorency	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	14 166,00 \$
CEGEP Montmorency	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	14 166,00 \$
CEGEP Montmorency	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 582,60 \$
		<u>78 605,55 \$</u>
CEGEP Trois-Rivières	Hébergement du site "Île de la Réunion", migration à la version 3.0 et redesign du site	4 080,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Cellulaires World Rentals inc.	Location de téléphones cellulaires internationaux pour mission à l'étranger	2 202,09 \$
Centre 7400, Le (Clercs de Saint-Viateur de Montréal)	Tenue du forum d'échanges sur le "Programme étudiants étrangers". Événement organisé par le MICC qui convie tous les partenaires du réseau de l'éducation à une journée de conférence et de discussion portant sur les étudiants étrangers	2 667,87 \$
Centre Alpha Lira inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
Centre Alpha Lira inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
Centre Alpha Lira inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
		25 344,00 \$
Centre Alpha Sainte-Anne	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
Centre Alpha Sainte-Anne	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 051,68 \$
		15 194,40 \$
Centre Clinique Synergie	Service d'expertise médicale spécialisée en lien avec des dossiers de relation de travail	1 250,00 \$
Centre Clinique Synergie	Service d'expertise médicale spécialisée en lien avec des dossiers de relation de travail	1 250,00 \$
Centre Clinique Synergie	Service d'expertise médicale spécialisée en lien avec les dossiers de relation de travail	1 250,00 \$
		3 750,00 \$
Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 102,82 \$
Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
		19 245,54 \$
Centre Communautaire des Femmes Sud-Asiatique	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Centre Communautaire des Femmes Sud-Asiatique	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
		<u>5 785,56 \$</u>
Centre Communautaire Mountain Sights	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 875,58 \$
Centre Communautaire Multi-ethnique de Montréal-Nord	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Centre Communautaire Multi-ethnique de Montréal-Nord	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
		<u>7 714,08 \$</u>
Centre d'Alphabétisation du Comté Roberval inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
Centre d'Alphabétisation du Comté Roberval inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
		<u>16 896,00 \$</u>
Centre d'Appui aux Communautés Immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 824,00 \$
Centre d'Appui aux Communautés Immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$
Centre d'Appui aux Communautés Immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 728,00 \$
Centre d'Appui aux Communautés Immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
		<u>17 694,48 \$</u>
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 508,00 \$
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 508,00 \$
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 508,00 \$
		<u>7 524,00 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Centre de Liaison pour l'Éducation et les Ressources Culturelles	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 714,08 \$
Centre de Liaison pour l'Éducation et les Ressources Culturelles	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
		<u>9 642,60 \$</u>
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 285,68 \$
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
		<u>3 857,04 \$</u>
Centre de Ressources Éducatives et Communautaires pour Adultes	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
Centre de Ressources Éducatives et Communautaires pour Adultes	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
		<u>5 785,56 \$</u>
Centre de services partagés du Québec	Reprographie de documents pour le service de sélection	1 323,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Impressions de différents documents sur carton 8.5 X 11	3 101,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Frais pour achat mandaté du logiciel I2	3 682,80 \$
Centre de services partagés du Québec	Soutien en informatique pour mars 2008	5 207,95 \$
Centre de services partagés du Québec	Préparation et réalisation pour le Ministère d'un appel d'offres	7 602,50 \$
Centre de services partagés du Québec	Placement média pour le guide "S'installer travailler au Québec"	10 169,34 \$
Centre de services partagés du Québec	Placement média à la suite de la publication du rapport Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables	11 567,34 \$
Centre de services partagés du Québec	Hébergement du "Guide de procédures d'immigration" sur Internet	13 500,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Facturation Conseil Consultatif sur la Gestion du Personnel 2008-2009	15 173,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Partie secteur Immigration pour placement média	13 006,07 \$
Centre de services partagés du Québec	Impressions couleur des enveloppes et fiches d'adjudication de contrats	1 126,45 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Centre de services partagés du Québec	Préparation et réalisation pour le Ministère d'un appel d'offres	10 130,00 \$
Centre de services partagés du Québec	Frais pour achat mandaté pour l'acquisition de 350 ordinateurs	20 496,45 \$
Centre de services partagés du Québec	Préparation et réalisation pour le Ministère d'un appel d'offres	5 110,88 \$
		121 196,78 \$
Centre d'Écoute et de Référence Multi-Écoute	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
Centre d'Écoute et de Référence Multi-Écoute	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
		8 999,76 \$
Centre d'Éducation et de Développement Interculturel	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 102,82 \$
Centre d'Éducation et de Développement Interculturel	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 285,68 \$
Centre d'Éducation et de Développement Interculturel	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 285,68 \$
		16 674,18 \$
Centre des Femmes de Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
Centre des Femmes de Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$
Centre des Femmes de Montréal	Réalisation de 120 sessions d'informations sur la violence faite aux femmes	13 125,00 \$
Centre des Femmes de Montréal	Mise à jour des sessions d'information sur la violence faite aux femmes	23 000,00 \$
		51 553,16 \$
Centre d'Intégration Multi- Services de l'Ouest de l'Île	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
Centre d'Intégration Multi- Services de l'Ouest de l'Île	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
Centre d'Intégration Multi- Services de l'Ouest de l'Île	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
Centre d'Intégration Multi- Services de l'Ouest de l'Île	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	9 457,80 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Centre d'Integration Multi-Services de l'Ouest de l'Île	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 428,40 \$
Centre d'Integration Multi-Services de l'Ouest de l'Île	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
		27 457,32 \$
Centre d'Integration Sociale et Professionnelle de Laval	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$
Centre d'Integration Sociale et Professionnelle de Laval	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
		5 785,56 \$
Centre Francophone d'Informatisation des Organisations	Faciliter, dès l'étranger, l'accompagnement personnalisé en ligne auprès des personnes sélectionnées	24 000,00 \$
Centre Francophone d'Informatisation des Organisations	Mise en oeuvre de la phase 2 de la mesure. Dès l'étranger, faciliter l'accompagnement personnalisé en ligne auprès des personnes sélectionnées par le Québec	8 000,00 \$
		32 000,00 \$
Centre Promotion, Référence, Information et Service Multi-Ethnique	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	21 213,72 \$
Centre Promotion, Référence, Information et Service Multi-Ethnique	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 714,16 \$
Centre Promotion, Référence, Information et Service Multi-Ethnique	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 428,48 \$
		29 356,36 \$
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 447,96 \$
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
		8 590,68 \$
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	21 050,22 \$
		23 621,58 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Centre Social d'Aide aux Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 428,40 \$
Centre Social d'Aide aux Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 142,48 \$
		<u>20 570,88 \$</u>
Cercle de la Garnison de Québec inc., Le	Rencontre du ministère avec ses partenaires dans le cadre du "Congrès mondial des professeurs de français"	11 036,98 \$
Cesarei -Carrefour Interculturel de Verdun	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 428,40 \$
Cesarei -Carrefour Interculturel de Verdun	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 856,80 \$
		<u>19 285,20 \$</u>
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Conception et production d'outils promotionnels concernant le francisation en entreprise et le travailleur immigrant	18 125,00 \$
Charest, Monique	Analyse des processus et la documentation des procédures relatives au traitement des dossiers des travailleurs temporaires	24 000,00 \$
Charron, Diane	Élaboration d'outils de référence et rédaction d'un plan de formation d'agents d'accompagnement	8 000,00 \$
Chertkov, Anna	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour entrevues de sélection	1 014,00 \$
Chowdhury, Ruhul	Service d'interprétariat pour l'accueil des nouveaux arrivants	1 144,00 \$
Citélab inc.	Présentation du projet d'organisation des services de renseignements généraux	1 478,51 \$
CLAM [Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique]	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 920,00 \$
CLAM [Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique]	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 428,48 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
CLAM [Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique]	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	22 927,96 \$
CLAM [Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique]	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 428,48 \$
CLAM [Carrefour de Liaison et d'Aide Multi-ethnique]	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 727,20 \$
		34 432,12 \$
Clinique de Médecine Industrielle & Préventive du Québec inc.	Clinique de vaccination anti-grippale pour les employés du Ministère à Montréal	2 735,10 \$
Cleary, Isabelle	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 250,00 \$
Clinique d'Expertises Médicales du Québec inc.	Évaluation des coûts sociaux et de santé pour les immigrants destinés au Québec, déclarés interdits de territoire pour raisons sanitaires	22 000,00 \$
Copibec (Société Québécoise Gestion Collective des Droits	Licence de droits d'auteurs pour l'utilisation et la reproduction de documents	5 730,00 \$
Coefficience	Formation des gestionnaires - "La CommuniGestion ou l'art de mieux communiquer pour mieux gérer"	2 000,00 \$
C.O.F.A.P. inc. (Conseil et formation en adm. publique)	Mise en œuvre des activités dans le cadre de l'implantation d'une approche de gestion intégrée de la performance	9 892,50 \$
Cofomo inc.	Travaux informatiques préliminaires reliés à des mesures d'intégration en emploi des immigrants	24 682,00 \$
Cofomo inc.	Révision de processus du traitement des demandes d'engagement et de parrainage	22 140,00 \$
Cofomo inc.	Accompagnement pour les procédures de travail de la "Demande de certificat d'acceptation en ligne"	24 600,00 \$
		71 422,00 \$
Collectif des entreprises d'insertion du Québec inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	9 950,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Comité d'Éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 428,16 \$
Commission Scolaire de l'Énergie	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 912,00 \$
Commission Scolaire de l'Énergie	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 488,00 \$
		<u>14 400,00 \$</u>
Commission Scolaire des Draveurs	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 264,00 \$
Commission Scolaire du Lac-Témiscamingue	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 230,00 \$
Commission Scolaire Marguerite-Bourgeoys	Contribution financière pour les prix remis aux lauréats dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme	4 773,00 \$
Commission Scolaire Marie-Victorin	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 902,70 \$
Communauté Coréenne du Grand Montréal inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 999,76 \$
Communauté Coréenne du Grand Montréal inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
Communauté Coréenne du Grand Montréal inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
		<u>16 713,84 \$</u>
Communications CGCOM inc.	Contrat ouvert de conception visuelle et autres services	2 000,00 \$
Communications CGCOM inc.	Contrat ouvert de production de documents	3 695,00 \$
Communications CGCOM inc.	Campagne "Pour Enrichir le Québec"	6 237,50 \$
Communications CGCOM inc.	Conception d'une brochure "Intégration, francisation et valeurs communes"	11 875,00 \$
		<u>23 807,50 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Communication Visuelle Yvan Roy	Conception et réalisation de pochettes, publicité, bandeau électronique et autre éléments graphiques pour les "Prix québécois de la citoyenneté 2009"	3 000,00 \$
Compro Communications inc.	Production de 12 messages téléphoniques pour le centre de contact	2 100,00 \$
Compugen inc.	Entretien des équipements informatique "HP/Back-up"	5 075,00 \$
Compugen inc.	Entretien des équipements informatiques ProLiant DL380 G4 et ProLiantML370 G4	10 241,00 \$
		15 316,00 \$
Compu-Finder	Formation portant sur "Planification et gestion des priorités garder l'œil sur l'essentiel et agir à temps"	1 976,00 \$
Comquat inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Comquat inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
		7 714,08 \$
Comtois, Maud	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 816,00 \$
Concept Audio Visuel	Support technique pour l'événement de clôture de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	1 209,95 \$
Concept Audio Visuel	Location d'équipement audio-visuel pour la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	1 803,25 \$
		3 013,20 \$
Concours Québécois en Entrepreneuriat	Analyse et gestion des Prix-Envoi des documents promotionnels-Promotion des prix	5 000,00 \$
Conférence des Recteurs & des Principaux des Universités du Québec	Participation Salon NAFSA 2008 (National Association of Foreign Student Advisors) à Washington	5 000,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Conseil et formation en administration publique	Soutien dans le cadre de l'implantation d'une approche de gestion intégrée de la performance	11 250,00 \$
Conseil Interprofessionnel du Québec	Dispenser une formation pilote sur les relations interculturelles	1 571,07 \$
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	Mise à niveau de l'application SEPTE	24 650,00 \$
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.	Évaluation de la pertinence pour le MICC de se doter d'un progiciel de gestion de relation avec le client (CRM)	23 857,50 \$
		<u>48 507,50 \$</u>
Consultation Christiane Côté inc.	Accompagnement en gestion de projets dans le cadre de l'implantation de la mesure « Réaliser des projets de maillage professionnel dans toutes les régions du Québec ».	24 300,00 \$
Consultation Christiane Côté inc.	Préparation d'un programme de perfectionnement des agents d'accompagnement de la région de Montréal	17 850,00 \$
		<u>42 150,00 \$</u>
Corporation Concept Alpha de Rouyn-Noranda	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	9 126,00 \$
Corporation Concept Alpha de Rouyn-Noranda	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 336,00 \$
Corporation Concept Alpha de Rouyn-Noranda	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 336,00 \$
		<u>21 798,00 \$</u>
Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales	Formation: La gestion de projets : approche, méthodologie et outils	1 015,75 \$
Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales	Formation: La gestion de projets : approche, méthodologie et outils	1 530,00 \$
Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales	Formation sur le tableau de bord de gestion	1 015,75 \$
Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales	Réaliser une revue de littérature et une revue de sites internet en gestion de la diversité.	15 000,00 \$
Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales	Formation en gestion opérationnelle: Le dilemme de l'amélioration continue	1 100,75 \$
		<u>19 662,25 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Corporation de sécurité Garda World	Services de vérification, authentification de documents pour les immigrants potentiels	4 999,00 \$
Corporation Quad inc.	Impression de 1000 brochures "Étudier et vivre au Québec en français"	1 334,00 \$
Corporation Quad inc.	Contrat ouvert pour services d'impression	11 432,00 \$
Corporation Quad inc.	Impression de 1 000 copies de la brochure des "Gens d'affaires" en français	2 253,00 \$
		15 019,00 \$
Corporation Serfim inc.	Prestation musicale lors de l'activité de lancement de la Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles	4 910,00 \$
Courdavault, Danielle	Entrevues de sélection de professeurs de français	4 564,50 \$
CPL technologies inc.	Service de dépannage informatique	6 600,00 \$
CyberConcept inc.	Élaboration d'un document d'appel d'offres pour la conception d'un "Guichet unifié" de services en francisation	24 000,00 \$
Dartech consultants inc.	Soutien technique en matière de télécommunication inter-réseau et de mise à niveau des versions des logiciels	23 600,00 \$
Datcha Communications	Envoi promotionnel du dépliant sur le crédit d'impôt et les programmes de francisation	1 450,00 \$
De Cruz, Natasha	Contrat ouvert de traduction vers l'anglais de divers documents	5 000,00 \$
De Guise, Gabriel	Soutien administratif et documentaire	4 410,00 \$
De Guise, Gabriel	Déclassement les documents semi-actifs	4 914,00 \$
De Guise, Gabriel	Inventaire de la collection du Centre de documentation	5 000,00 \$
		14 324,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
De Latrémoille Bernier, Pascale	Élaboration d'une offre de services pour accompagner les employeurs dans la recherche d'employés à l'étranger répondant aux besoins ciblés du marché du travail et en soutien à la chargée de mission responsable des mesures en intégration.	5 463,91 \$
Deault, Jacinthe	Coaching professionnel pour gestionnaire	1 500,00 \$
Décimal Technologies inc.	Mission de vérification	14 850,00 \$
Délégation droits et démocratie de l'Université Laval	Ateliers et conférences sur la réalité vécue par des réfugiés	2 000,00 \$
Délégation Générale du Québec à Paris	Remboursement de frais de douanes à la Délégation de Paris	1 515,72 \$
Délégation Générale du Québec à Paris	Location d'un autocar à Paris pour le transport de partenaires en francisation dû à la grève du transport en commun	1 145,07 \$
Délégation Générale du Québec à Paris	Réception à la délégation générale du Québec à Paris	1 946,90 \$
		<u>4 607,69 \$</u>
Deschênes, Danièle	Soutien administratif Direction de la performance, printemps 2009	5 553,60 \$
Deviard, Monique	Préparation et organisation du lancement de l'activité de publicisation du Regroupement des leaders diversité fondateurs.	11 300,00 \$
Deviard, Monique	Accompagnement, soutien et conseil au regard des activités liées à la mesure "Leaders diversité" et participation à l'évaluation des activités.	8 250,00 \$
		<u>19 550,00 \$</u>
DHL Express (Canada) ltée	Livraison de courrier à l'extérieur du Canada	24 999,00 \$
Dionne, Stéphane	Réalisation de capsules vidéo pour l'accueil des nouveaux employés	2 900,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Disques Passeport inc., Les	Prestation de Mme. Marie-Luce Béland dans le cadre du lancement de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	2 032,10 \$
DMR Conseil, une Division de Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Services informatiques sur "Preuve de concept sous les applications Forms Web"	22 500,00 \$
DMR Conseil, une Division de Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Service conseil et définition des orientations stratégiques pour l'harmonisation des services gouvernementaux en francisation	24 950,00 \$
DMR Conseil, une Division de Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Production de différents rapports à partir du système comptable SAGIR et formation du personnel sur le développement de rapport	22 500,00 \$
DMR Conseil, une Division de Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Support téléphonique et technique pour le système de gestion de l'horaire variable	10 572,64 \$
DMR Conseil, une Division de Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Introduction au progiciel "Java Server Faces"	20 000,00 \$
		100 522,64 \$
Doat, Michèle	Contrat ouvert de contrôle qualité et de révision administrative de divers documents	7 500,00 \$
Doat, Michèle	Contrat ouvert de contrôle qualité et de révision administrative de divers documents	7 000,00 \$
		14 500,00 \$
Dockstader, Jasmine	Contrat ouvert de "Mise en page de textes"	4 500,00 \$
Doria, Pascale	Réaliser des activités structurantes au sein de l'équipe de support à la clientèle	24 000,00 \$
Dovinya inc.	Préparation de documents de procédures et processus pour l'encaissement des revenus des différents bureau du Ministère	24 250,00 \$
Drouin, Anick	Coordination d'activités de communications institutionnelles	4 950,00 \$
Dumas, Jacques (005)	Audit portant sur la "Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels"	24 500,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Dutta, Kaushik	Service d'interprétariat pour l'accueil des nouveaux arrivants	1 512,50 \$
Duval, Monique	Conception graphique pour le "Prix Québécois de la Citoyenneté"	4 000,00 \$
Duval, Monique	Contrat ouvert de conception graphique des messages du MICC dans les médias	11 025,00 \$
Duval, Monique	Contrat ouvert de conception graphique	3 000,00 \$
Duval, Monique	Conception du matériel publicitaire pour la campagne "Apprenez le français" et de divers éléments promotionnels	8 480,00 \$
		26 505,00 \$
Écho Sondage inc.	Enquête auprès des employeurs sur l'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	18 000,00 \$
Écho Sondage inc.	Demandes et besoins des employeurs en gestion de la diversité	8 000,00 \$
		26 000,00 \$
École nationale d'administration publique	Formation en gestion de projet	1 020,00 \$
École nationale d'administration publique	Étude pour le Forum des jeunes de la Fonction publique	3 000,00 \$
École nationale d'administration publique	Conception d'un "Tableau de bord ministériel"	17 500,00 \$
École nationale d'administration publique	Formation en gestion d'un gestionnaire (Appréciation par simulation)	1 650,00 \$
		23 170,00 \$
Éducation Internationale Coop. de serv. de dév. et d'éch. en éducation	Contribution financière au congrès d'orientation "Ensemble une même vision" visant à accroître le recrutement des étudiants étrangers par les établissements d'enseignement professionnel du Québec	3 000,00 \$
Educational Testing Services Canada inc.	Gestion de la passation du "Test de français international"	7 100,00 \$
Educational Testing Services Canada inc.	Gestion de la passation du "Test de français international"	7 500,00 \$
		14 600,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Édumicro inc.	Formations diverses en informatique pour le personnel	1 485,00 \$
Édumicro inc.	Formation du personnel du ministère sur les logiciels "Word, Excel et PowerPoint"	21 825,00 \$
Édumicro inc.	Sessions de formation suite à la mise à niveau de la suite bureautique "Office 2007"	24 500,00 \$
		47 810,00 \$
Elgue, Maria Eugenia	Contrat ouvert de traduction de documents vers l'espagnol	5 972,40 \$
Emballage Tout inc.	Fourniture de matériel promotionnel dans le cadre de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	17 990,00 \$
Émond, Johann	Planification de la mise en œuvre de la mesure "Passerelle pour l'emploi en région"	4 100,00 \$
Émond, Johann	Restructuration des séances de promotion des régions et optimisation des activités de régionalisation	10 340,00 \$
Émond, Johann	Poursuite de la mise en œuvre de la mesure pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants.	10 300,00 \$
		24 740,00 \$
Entraide [Pont-Viau et Laval des Rapides], L'	Cours de francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	24 627,93 \$
Entreprises Quali Scope inc., Les	Définition de l'offre de services du Bureau de projets	14 000,00 \$
Enveloppe Concept inc.	Impression de 10 000 exemplaires d'enveloppes de format régulier pour le service à la clientèle et le registraire	1 800,00 \$
Enveloppe Concept inc.	Impression d'enveloppes avec le logo du 40ième anniversaire du MICC	1 136,70 \$
Enveloppe Concept inc.	Impression en 15 000 exemplaires d'enveloppes de format 4 1/8 x 9 1/2" et	2 113,35 \$
		5 050,05 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression d'enveloppes pour les Travailleurs temporaires	1 129,80 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Enveloppe Montréal inc.	Impression de 30 000 exemplaires de l'enveloppe de format 4-1/8po. x 9-1/2po. et 50 000 exemplaires des enveloppes de paie avec fenêtre	2 077,50 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression en 20 000 exemplaires de l'enveloppe de format 9-1/2po. x 14-3/4po. avec fenêtre spéciale	3 024,48 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression de 15 000 exemplaires de l'enveloppe de format 9po. x 12po. avec fenêtre spéciale	1 632,00 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression de 10 000 exemplaires des enveloppes de format 4-1/8po. x 9-1/2po. et 9po. x 12po. avec et sans fenêtre	1 851,00 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression de 15 000 exemplaires d'enveloppe de format 9-1/2po. x 14-3/4po. avec le logo du 40ième du ministère	1 480,35 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression de 17 000 exemplaires d'enveloppe pré-adressé Ministère, 5 000 exemplaires pré-adressé Bureau du sous-ministre et 15 000 exemplaires pré-adressé Bureau des sous-ministres adjoints avec le logo du 40e anniversaire du ministère	1 310,62 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression de 15 000 exemplaires de l'enveloppe de format 9po. x 12po. avec le logo du 40ième du ministère	1 047,60 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression en 10 000 exemplaires de l'enveloppe de format 9po. x 12po. avec fenêtre spéciale	2 228,55 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression de 15 000 exemplaires de l'enveloppe de format 5-3/4po. x 9-1/2po. et 20 000 exemplaires de l'enveloppe de format 9-1/2po. X 14-3/4po.	2 636,95 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression en 5 000 exemplaires d'enveloppes de format 9 x 12 et 9-1/2 x 14-1/2 pouces pour la direction générale de la francisation	1 129,80 \$
Enveloppe Montréal inc.	Impression en 10 000 exemplaires des enveloppes de format 9x12" sans adresse et en 15 000 exemplaires de l'enveloppe de format 9 x 12" pour l'entrepôt	1 408,00 \$
		<hr/> 20 956,65 \$
Équiterre	Conférences de l'organisme Équiterre pour la sensibilisation du personnel à l'efficacité énergétique au bureau	2 175,00 \$
Espace Courbe inc.	Contrat ouvert, Entretien des sites Internet	15 823,25 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Étiquettes Corsair (9054-0667 Québec inc.)	Étiquettes de retour pour le Centre de distribution	1 033,41 \$
Expertise Neurosciences	Expertise médicale	1 250,00 \$
Federated Press	Participation au Congrès de l'Industrie du Centre Contact Clientèle	2 477,61 \$
Fawcett, Madeleine B.	Développement pédagogique pour les cahiers FIPA (Francisation des immigrants peu alphabétisés)	23 100,00 \$
Ferland, Ginette	Contrat ouvert de réalisation de divers travaux bureautiques	6 890,24 \$
F.D. Jul inc.	Déménagement d'étagères avec leurs matériels dans un nouveau local	1 659,78 \$
Fichaud, Viau & Associés Experts Conseils en Ress. Hum. et en Dév. Org. inc.	Formation du personnel de la Direction de l'immigration temporaire sur le service à la clientèle	1 500,00 \$
Fichaud, Viau & Associés Experts Conseils en Ress. Hum. et en Dév. Org. inc.	Formation des gestionnaires, chefs d'équipe et employés de la Direction générale des services à l'organisation sur le service à la clientèle	8 500,00 \$
		<hr/> 10 000,00 \$
Fiduciaires du Fonds de Placement Immobilier Cominar	Divers travaux de protection durant la réparation du plafond dans les locaux du ministère au 255 Crémazie est à Montréal	5 020,00 \$
Fiduciaires du Fonds de Placement Immobilier Cominar	Contrat ouvert pour de divers travaux dans les locaux du Ministère au 255 Crémazie est à Montréal	3 381,23 \$
		<hr/> 8 401,23 \$
Film Production J G inc.	Contrat ouvert. Imprimerie numérique ou Offset de divers documents	22 898,63 \$
Fonds de Fourniture de Biens et Services du MESS	Licence du système SIGR pour 2008-2009	6 100,00 \$
Fondation du Musée National des Beaux-Arts du	Location d'œuvres d'art du musée	2 500,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Forest, Louise	Préparation et suivi de comités conjoints avec d'autres ministères	12 300,00 \$
Forest, Louise	Participation à la planification et à la réalisation de la mesure "Soutenir les employeurs en matière de gestion de la diversité"	14 875,00 \$
Forest, Louise	Soutien administratif au bureau du sous-ministre adjoint à la Francisation, Performance, Partenariat et Promotion	12 896,00 \$
		40 071,00 \$
Fortin, Angèle	Présélection de 3 000 dossiers de candidats à l'immigration en provenance du Moyen-Orient	9 930,00 \$
Fortin, Angèle	Présélection de 3 000 dossiers de candidats à l'immigration en provenance du Moyen-Orient	12 276,89 \$
		22 206,89 \$
Forum Directeurs(trices) Ressources Humaines Fonction Publique	Inscriptions des conseillers en gestion des ressources humaines au congrès de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et relations industrielles	4 415,61 \$
Fournier, Jean	Préparation du lancement de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	5 000,00 \$
France Galarneau enr.	Contrat ouvert - Révision de documents en français	3 030,00 \$
France Galarneau enr.	Révision de divers documents en français	1 440,00 \$
		4 470,00 \$
France Légault, Média	Placements médias pour une publicité sur la francisation	2 540,00 \$
Francis Beaulieu, l'Artisan Traiteur (2434-8591 Québec)	Service de traiteur pour l'activité "Hommage aux retraités" du 2 octobre 2008 (premier paiement)	1 625,00 \$
Francis Beaulieu, l'Artisan Traiteur (2434-8591 Québec)	Service de traiteur pour l'activité "Hommage aux retraités" du 2 octobre 2008 (2e paiement)	1 496,60 \$
		3 121,60 \$
FRP Groupe-Conseil inc.	Sondage du personnel enseignant du Ministère sur différents éléments	19 256,50 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
FRP Groupe-Conseil inc.	Sondage du personnel non enseignant du Ministère sur différents éléments	2 608,00 \$
		<u>21 864,50 \$</u>
Fu, Isabelle	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	1 963,00 \$
Fu, Isabelle	Traduction de documents vers le mandarin	2 068,20 \$
		<u>4 031,20 \$</u>
Fusepoint Service d'Infogérance inc. (Québec)	Contrat ouvert d'hébergement et accès aux serveurs	12 096,00 \$
Gagnon, Madeleine (005)	Travaux de soutien au Centre d'expertise des formations acquises hors du Québec	8 287,00 \$
G4S service valeurs [Canada] ltée	Transport de valeurs pour les différents bureaux du ministère	12 644,42 \$
G4S service valeurs [Canada] ltée	Transport de valeurs pour les différents bureaux du ministère	8 247,51 \$
		<u>20 891,93 \$</u>
Gendron, Corinne	Élaboration d'un plan d'action de développement durable	23 000,00 \$
Gestion Georges Coulombe	Ajout d'équipement de sécurité dans les bureaux du Ministère au 285, rue Notre- Dame, Montréal	5 437,80 \$
Gestion Georges Coulombe	Contrat ouvert pour effectuer divers travaux dans les locaux du Ministère au 285, rue Notre-Dame ouest et du 360 St- Jacques ouest à Montréal	8 000,00 \$
Gestion Georges Coulombe	Divers travaux et réaménagement de postes de travail au 360 St-Jacques ouest à Montréal	17 237,72 \$
Gestion Georges Coulombe	Divers travaux dans nos bureaux du 285, rue Notre-Dame ouest et 360, rue St- Jacques ouest à Montréal	23 904,66 \$
Gestion Georges Coulombe	Réaménagement des bureaux au 4ème étage du 285, rue Notre-Dame, Montréal	24 419,75 \$
		<u>78 999,93 \$</u>
Gestion Gonzalo enr.	Plan de communication sur le crédit d'impôt aux entreprises	15 065,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Ghattas, Rami	Entrevues de sélection des professeurs	1 498,77 \$
Ghattas, Rami	Évaluer l'admissibilité des candidatures pour la sélection des professeurs	1 383,48 \$
		<u>2 882,25 \$</u>
Ghosh, Anirban	Contrat ouvert d'interprétariat pour l'accueil des nouveaux arrivants	18 000,00 \$
Ghosh, Anirban	Service d'interprétariat pour l'accueil des nouveaux arrivants	1 226,50 \$
Ghosh, Anirban	Service d'interprétariat pour l'accueil des nouveaux arrivants	1 335,00 \$
		<u>20 561,50 \$</u>
Gold Castle Holding Ltd	Contrat ouvert pour réaliser divers travaux et services dans les locaux du ministère au 2050, Bleury Montréal	5 000,00 \$
GoSecure inc.	Mandat de vérification pour les technologies de l'information	24 000,00 \$
Gosselin, Louise (006)	Codification des dossiers en inventaire pour le traitement accéléré de certaines demandes de certificat de sélection	7 763,65 \$
Gosselin, Louise (006)	Soutien technique pour l'examen préliminaire des dossiers d'immigration économique du bureau de Damas	12 276,89 \$
		<u>20 040,54 \$</u>
Globex Courrier Express International inc.	Service d'expédition de courrier international	24 999,00 \$
Globex Courrier Express International inc.	Service d'expédition de courrier local et international	2 752,09 \$
		<u>27 751,09 \$</u>
Graphidée (2173-8208 Québec inc.)	Contrat ouvert de conception graphique et mise en page de différents documents	12 000,00 \$
Graphidée (2173-8208 Québec inc.)	Mise en page des fiches "Exercer la profession"	8 875,00 \$
Graphidée (2173-8208 Québec inc.)	Mise en page des fiches "Exercer la profession"	6 900,00 \$
		<u>27 775,00 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Groupe CFC inc.	Animation et conférence lors du colloque des gestionnaires du 3 septembre 2008 sur le bilan du premier trimestre des activités du Ministère	1 515,95 \$
Groupe Dancause et associés inc.	Production d'un projet de plan d'action ministériel	24 500,00 \$
Groupe Hay limitée, Le	Formation des employés de dotation en ressources humaines	1 595,00 \$
Groupe Hay limitée, Le	Formation des employés de dotation en ressources humaines	1 675,00 \$
		3 270,00 \$
Groupe PLB Lampron inc.	Impression 2 000 exemplaires du dépliant "Le français, une valeur ajoutée"	1 800,00 \$
Groupe Santé Medisys inc.	Expertise médicale	1 475,00 \$
Groupe TAC Com	Développement du programme et animation du colloque des gestionnaires du 21 mai 2008 sur la performance	5 375,00 \$
Groupe Vocatis	Animation au kiosque du MICC lors du Salon des Formations et Carrières Internationales en octobre 2008	3 073,40 \$
Groupe Vocatis	Placement publicitaire dans le magazine "Vivre à l'étranger"	4 200,00 \$
		7 273,40 \$
Groupe des Chefs d'Entreprise du Québec	Kiosque pour le colloque du groupement des chefs d'entreprises le 1er mai 2008	2 500,00 \$
Groupe des Chefs d'Entreprise du Québec	Préparation, promotion et diffusion de divers documents dans le cadre du colloque annuel du Groupement des chefs d'entreprise	5 000,00 \$
		7 500,00 \$
Halte-Femmes Montréal-Nord	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 499,88 \$
Halte-Femmes Montréal-Nord	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 999,76 \$
		13 499,64 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Haque, Ashraful	Service d'interprétariat pour l'accueil des nouveaux arrivants	10 000,00 \$
Hautcolas, Allison	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 912,00 \$
Hewlett-Packard [Canada] Cie	Contrat d'entretien de quatre serveurs Hewlett-Packard	3 216,00 \$
HEC Montréal	Formation sur l'amélioration continue	1 100,75 \$
HEC Montréal	Formation portant sur "Gestionnaires inspirants"	1 100,75 \$
		<u>2 201,50 \$</u>
Hirondelle Services d'Accueil & d'Integration des Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
Hirondelle Services d'Accueil & d'Integration des Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
		<u>7 714,08 \$</u>
HKDP Communications et affaires publiques	Coordination des relations de presse au lancement du Mois de l'histoire des Noirs	2 420,78 \$
HKDP Communications et affaires publiques	Dévoilement des mesures en francisation et en insertion en emploi des immigrants	2 662,00 \$
		<u>5 082,78 \$</u>
Hôtel Clarendon	Salle et facilités dans le cadre du congrès de la Fédération Internationale des professeurs de français	10 672,03 \$
Hôtel Delta Québec	Salle et facilités dans le cadre du congrès de la Fédération Internationale des professeurs de français	2 317,00 \$
Hôtel et Suites le Dauphin	Salle et facilités dans le cadre du congrès de la Fédération Internationale des professeurs de français	10 340,45 \$
Hôtel Gouverneurs Québec	Salle et facilités dans le cadre du congrès de la Fédération Internationale des professeurs de français	1 342,87 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Hôtel le Dauphin Montréal centre-ville	Salle et facilités dans le cadre du congrès de la Fédération Internationale des professeurs de français	1 452,00 \$
Hôtel le Dauphin Montréal centre-ville	Salle et facilités dans le cadre du congrès de la Fédération Internationale des professeurs de français	1 347,24 \$
		<u>2 799,24 \$</u>
Hôtel Palace Royal	Salle et facilités dans le cadre du congrès de la Fédération Internationale des professeurs de français	1 044,42 \$
Hubert, Jean-Jacques	Contrat ouvert de recherche et rédaction de textes	4 000,00 \$
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 448,00 \$
		<u>25 344,00 \$</u>
ICLT inc.	Impression de cahier d'enseignement pour les étudiants - Cours de français spécialisés	2 664,00 \$
Impression BT	Impression en 3 000 exemplaires de la version anglaise du dépliant "Le Service d'information sur les professions et métiers réglementés"	1 175,00 \$
Imprimerie Art Graphique inc.	Impression des formulaires français et anglais "Demande de certificat d'acceptation pour traitement médical"	1 006,16 \$
Imprimerie Art Graphique inc.	Impression du formulaire anglais "Demande d'évaluation comparative des études effectuées hors Québec"	2 705,00 \$
Imprimerie Art Graphique inc.	Impression des formulaires "Demande de certificat de sélection, formulaire d'engagement et Déclaration d'autorisation du garant"	3 091,92 \$
		<u>6 803,08 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Imprimerie Aubry inc.	Impression de 300 affiches et 5 000 cartes postales "Soyez branchés choisissez le Québec" destinées à la Russie	1 315,00 \$
Imprimerie Aubry inc.	Impressions de 9 000 exemplaires du dépliant "Tout près de chez vous sur l'île de Montréal"	1 525,00 \$
Imprimerie Aubry inc.	Impression de 15 000 exemplaires couleurs dépliant du guide "Faire sa vie au Québec"	1 595,00 \$
		4 435,00 \$
Imprime-Emploi	Insertion en 10 000 exemplaires d'un formulaire ainsi que d'une enveloppe de retour dans une enveloppe 9 X 12 pouces pour la francisation	1 600,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression de 15 000 exemplaires du guide "Apprendre le Québec" version française	22 772,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression en 2 500 exemplaires du formulaire "Évaluation de votre capacité financière" version anglaise et française	1 698,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression 1 000 exemplaires de chacun des quatre documents formant "La trousse destinée aux demandeurs d'asile"	4 040,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression de 3 000 exemplaires du guide "Apprendre le Québec" version anglaise	7 148,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression de 500 exemplaires du guide "Apprendre le Québec" version espagnole	3 574,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression du livre de recettes "Entraide" en 1000 exemplaires	3 280,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression de 250 exemplaires du "Guide d'enseignement pour immigrants"	12 322,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression de 250 exemplaires du livre "La répartition du contenu du cours" et de 300 exemplaires du "Niveau de compétence en français"	4 584,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression en 250 exemplaires des trois livres de francisation "Corrigé de francisation pour immigrants adultes"	7 692,00 \$
Imprimerie Héon & Nadeau Limitée	Impression de la publication Apprendre le Québec, Guide pour réussir mon intégration en 11000 exemplaires, version française	22 391,00 \$
		89 501,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1'000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Imprimerie Le Roy-Audy inc.	Impression en 7 050 exemplaires des volumes pour la francisation "Les sucres, Le temps qu'il fait et Concilier travail, famille et loisirs "	11 310,00 \$
Imprimerie Pierre Côté inc.	Impression de 15 000 exemplaires du feuillet "Avis Important : Nouveaux tarifs pour la traduction des documents" INT	1 035,00 \$
Imprimerie Quad	Impression de 4 000 exemplaires des documents "Franciser plus et Intégrer mieux"	4 750,00 \$
Imprimerie Quad	Impression de 700 exemplaires du dépliant "Les Mérites en francisation"	1 626,00 \$
		6 376,00 \$
Imprimerie Reflet Itée	Impression de cartes d'invitation et enveloppes pour "Les prix québécois de la citoyenneté 2008"	1 035,00 \$
Imprimerie V.D.L. inc.	Impression du matériel promotionnel des "Prix québécois de la citoyenneté"	6 435,00 \$
Imprimerie V.D.L. inc.	Impression de 2 200 exemplaires du "Code de conduite et du rapport sur l'éthique"	2 840,00 \$
		9 275,00 \$
Innovexcel Consultants inc.	Préparer et animer un atelier d'une journée dispensée au personnel du Ministère ayant pour objectif de développer la créativité et l'innovation.	12 000,00 \$
Infographie Images et Mots	Infographie pour différents formulaires	1 715,00 \$
Infographie Images et Mots	Contrat ouvert de travaux d'infographie de différents formulaires	1 635,00 \$
		3 350,00 \$
Innvest Hotels LP (Delta Sherbrooke)	Location salle, d'équipements et service de coquetel pour la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	3 473,40 \$
Institut du Nouveau Monde	Réaliser des travaux de recherche, de documentation et de recommandation en vue de l'organisation d'un événement public dans le cadre de la remise des prix québécois de la citoyenneté 2008	11 790,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Institut de la statistique du Québec	Tableau personnalisé sur les immigrants 2006-2007 (données de l'Enquête sur la population active)	2 340,00 \$
Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec, L' (ITHQ 547)	Salle et facilités dans le cadre de la réunion des gestionnaires du ministère le 20 octobre 2008 portant sur le "Plan de mesures"	3 448,15 \$
Institut des Vérificateurs Internes - Section de Montréal	Formation Passeport de l'Institut des Vérificateurs Internes de Montréal	1 480,00 \$
IOM International Organization for Migration, Mission to Moldova	Salle et facilités pour réaliser des entrevues de sélection	2 699,34 \$
J. B. Deschamps inc.	Impression de 4 000 exemplaires en espagnol et mandarin de la brochure "Étudier au Québec"	2 666,03 \$
J. B. Deschamps inc.	Impression du formulaire "Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec"	2 927,61 \$
J. B. Deschamps inc.	Impression de 10 000 exemplaires en français de la brochure "Étudier au Québec"	3 000,78 \$
J. B. Deschamps inc.	Impression en 30 000 exemplaires de "L'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec"	3 057,00 \$
		11 651,42 \$
Jacques Lecavalier & Associés inc.	Travaux complémentaires pour le projet de francisation en ligne	24 900,00 \$
Jacques, Renaud	Simulation des coûts des différents scénarios pour l'harmonisation des services de francisation	24 500,00 \$
Jean Désy, photographe	Dans le cadre de la "Promotion travailleurs qualifiés" prise de photos dans trois entreprises	5 490,00 \$
Jean Désy, photographe	Services de photographie pour différentes activités	9 150,00 \$
		14 640,00 \$
Joannette, David	Déploiement d'unités de visioconférence	21 973,42 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Joseph Clermont inc.	Impression de 8 entêtes de lettres avec le logo du 40ième anniversaire du Ministère	4 724,30 \$
JPDJ Québec inc.	Frais d'inscription des professeurs au congrès de la "Fédération Internationale des professeurs de français"	22 850,00 \$
JPL Lettrage inc.	Impression de bannières en 4 couleurs	1 058,00 \$
JPL Lettrage inc.	Contrat ouvert d'Impression d'affiches	1 051,00 \$
		<u>2 109,00 \$</u>
Ka, Law lah	Contrat ouvert de service d'interprétariat	10 000,00 \$
Kamenyero, Betty	Contrat ouvert de soutien aux communications et aux événements	7 500,00 \$
Kamenyero, Betty	Contrat ouvert de rédaction de textes et de soutien aux événements	13 550,00 \$
		<u>21 050,00 \$</u>
Kantchono, Carmen	Développement et élaboration d'un plan directeur 2009-2013 et soutien pour le traitement des demandes d'accès aux documents du MICC	24 920,00 \$
Kasern l'Atelier Créatif inc.	Conception d'une brochure et deux affiches pour une mission à l'île de la Réunion	5 510,00 \$
Kausila, Muktan	Accueil et installation des réfugiés dans les localités de Joliette et St-Jérôme	2 000,00 \$
Kévar-Bois Fontaine	Ajout d'équipements de sécurité dans les bureaux du Ministère au 930, chemin Ste-Foy à Québec	3 678,20 \$
Lafantaisie, Josianne	Logistique des événements lors de la "Tournée des cégeps" dans le cadre de la semaine d'actions contre le racisme	24 000,00 \$
Lalonde, Lise	Contrat ouvert de mise en page et microédition de textes	4 010,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Lambert-Fandal, Jessica	Contrat ouvert pour le recrutement de la clientèle pour référence à la mesure "Accompagner davantage les nouveaux arrivants dans leur démarche vers l'emploi"	2 000,00 \$
Langlois, Louise (004)	Présélection de 3 000 dossiers de candidats à l'immigration en provenance du Moyen-Orient	12 276,89 \$
Lao, Gao Fang	Contrat ouvert de services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	1 235,00 \$
Laplante Godbout, Céline	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 364,00 \$
Larivière, Colombe	Agir à titre de chargée de projet dans le mandat de la mise en œuvre de la mesure "Accompagnement personnalisé"	18 000,00 \$
Latraductrice inc.	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	1 500,00 \$
Latraductrice inc.	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	1 571,00 \$
		3 071,00 \$
Laurier Reproplan Itée	Contrat ouvert de montage et impression de travaux en divers formats	2 000,00 \$
Lefebvre, Jacques (008)	Mission de vérification auprès des SIQ pour l'optimisation des ressources.	24 700,00 \$
Leney, Peter	Contrat ouvert de traduction vers l'anglais	7 093,94 \$
Leong, Ernest	Contrat ouvert de services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	1 508,00 \$
Léger Marketing inc.	Atelier de travail "Orientations, marketing stratégique et axes de communication" donné dans le cadre de la semaine de formation des responsables de la promotion dans les BIQ le 16 janvier 2009	1 850,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Léger Marketing inc.	Sondage sur les mesures de départ de la campagne sur l'apport de l'immigration au développement du Québec	3 900,00 \$
		<u>5 750,00 \$</u>
Legault, Jean F	Formation aux conseillers en sélection	3 400,00 \$
Litho Rosemont inc.	Impression en français de 2 000 cartes postales et 500 affiches "Immigrer au Québec, un projet à votre portée"	1 403,00 \$
Lithographie G Monette inc.	Impression en français de 2 000 exemplaires en français du dépliant "Faire sa vie au Québec"	1 277,00 \$
Lithographie G Monette inc.	Impression de 2 000 exemplaires du "Plan stratégique 2008-2012" et 4 000 exemplaires du document synthèse	5 225,00 \$
		<u>6 502,00 \$</u>
Lucien, Didier	Prestation lors du lancement de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	2 000,00 \$
Luz Design Communications	Conception d'outils promotionnels pour le 40e anniversaire du Ministère	7 000,00 \$
Maletto et Associés inc.	Élaboration et animation d'un séminaire sur la communication organisationnelle - Colloque gestionnaires - 2009-03-27	7 000,00 \$
Magra Multi Media inc.	Duplication des CD - "Québec Atout - par cahier" et transfert des cassettes VHS à DVD	5 816,00 \$
Magra Multi Media inc.	Duplication de CD ROM pour la francisation	8 816,80 \$
Magra Multi Media inc.	Duplication et impression de CD et DVD	2 648,00 \$
Magra Multi Media inc.	Reproduction du CD rom "Les sucres"	1 020,00 \$
Magra Multi Media inc.	Reproduction de CD rom	5 370,00 \$
Magra Multi Media inc.	Impression de CD rom et DVD	1 757,50 \$
		<u>25 428,30 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Maison de la Famille des Maskoutains	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 934,19 \$
Maison d'Haïti	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
Manon Richard Marketing inc.	Développement de stratégies de communication et rôle conseil pour la réalisation de documents visant à promouvoir les valeurs communes de la société québécoise	1 530,00 \$
Manuel A Delfin Mujica	Contrat ouvert pour l'impression de document promotionnel pour la Bolivie et l'Équateur	1 500,00 \$
Manuel A Delfin Mujica	Contrat ouvert pour la promotion du Québec en Bolivie et en Équateur	14 000,00 \$
Manuel A Delfin Mujica	Divers services pour mission de promotion en Équateur	3 453,37 \$
		18 953,37 \$
Marcelle Girard conseils stratégiques inc.	Gestionnaire de projet pour l'élaboration de la stratégie et d'un plan d'action visant à favoriser le passage du statut de résident temporaire à résident permanent	22 300,00 \$
Marcoux, Claudine	Contrat ouvert pour la production d'un plan directeur des communications	24 860,00 \$
Marcoux, Michèle	Entrevues de sélection	4 233,21 \$
Masse, Alain (003)	Réalisation de présentations multimédias animés du Plan stratégique	1 284,00 \$
MCDA Conseils inc.	Développement de nouveaux services de francisation en ligne	24 500,00 \$
Meilleur, Catherine	Rédaction de l'album du 40ème anniversaire du ministère	1 879,15 \$
Meilleur, Catherine	Élaboration d'outils de communications institutionnels	8 520,00 \$
Meilleur, Catherine	Contrat ouvert de recherche de documents et rédaction de textes	10 000,00 \$
		20 399,15 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Michèle Poirier & Associés inc.	Formation "Le sens politique"	1 260,00 \$
Mieux-être des Immigrants, Le	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	18 803,76 \$
Ministre des Finances du Québec	Services de traiteur lors de la Cérémonie nationale de bienvenue	6 108,34 \$
Ministre des Finances du Québec	Remise des Prix Québécois de la Citoyenneté à l'Assemblée nationale	5 947,47 \$
Ministre des Finances du Québec	Service d'audiovisuel lors de la Cérémonie nationale de bienvenue	5 453,72 \$
Ministre des Finances du Québec	Expertise judiciaire en documents	2 550,00 \$
		<hr/> 20 059,53 \$
Montréal International	Contrat pour placement publicitaire	4 990,00 \$
Moreau-Bélair, Julie	Soutien bureautique et administratif	1 588,50 \$
Mouvement Québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Kiosque et représentation du Ministère à la 16e édition du Salon sur les meilleures pratiques d'affaires	5 000,00 \$
Mouvement Québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Diagnostic organisationnel du MICC "Démarche d'amélioration en continu de la qualité"	21 000,00 \$
		<hr/> 26 000,00 \$
MTO Télécom inc.	Service d'accès à haute vitesse au réseau Internet pour les bureaux du Ministère	20 000,00 \$
Musée d'Archéologie et d'Histoire de Montréal Pointe-à-Callière	Événement de clôture "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles" et droit de visite libre de l'exposition	2 650,00 \$
Musée d'Archéologie et d'Histoire de Montréal Pointe-à-Callière	Location du Musée Pointe-à-Callière pour le lancement interne de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	1 975,00 \$
		<hr/> 4 625,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Nguyen, Xuân-Huy	Représentations auprès des employeurs visant à obtenir des ententes permettant à au moins 300 jeunes d'être placés et de travailler dans les secteurs privé, communautaire et gouvernemental.	24 980,00 \$
Ogdast inc.	Passation des tests standardisés	16 241,98 \$
Oracle Corporation Canada inc.	Contrat ouvert pour la formation sur le logiciel Oracle	5 000,00 \$
Ordinateur pour écoles du Québec	Récupération des écrans d'ordinateur usagés du ministère donnés à la Gestion du Surplus	3 759,00 \$
Ordinateur pour écoles du Québec	Récupération des écrans d'ordinateur usagés du ministère donnés à la Gestion du Surplus	1 099,00 \$
		4 858,00 \$
Ordre des Infirmières & Infirmiers du Québec	Formulaires pour Ordre des Infirmières & Infirmiers du Québec	1 651,73 \$
Olympe inc.	Cours mise en forme - Automne 2008	2 700,00 \$
Olympe inc.	Cours de mise en forme - Hiver 2009	3 600,00 \$
		6 300,00 \$
Olivencia, Rodrigo Alejandro	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 072,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	3 000,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	2 100,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	2 025,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	1 875,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	2 100,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	1 200,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	3 075,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	4 275,00 \$
P.A.E. Consultants	Service de psychologues dans le cadre du Programme d'aide aux employés	2 362,50 \$
		22 012,50 \$
Parent, Josiane	Déploiement d'unités de visioconférence	19 063,13 \$
Passeur	Coaching nouveau gestionnaire	5 000,00 \$
Pauzé, Isabelle	Rédaction et révision de textes	24 800,00 \$
Pauzé, Isabelle	Contrat ouvert de rédaction et révision de textes	6 000,00 \$
		30 800,00 \$
PB Conseils RH	Accompagnement de la Direction des ressources humaines dans l'implantation d'une démarche en planification de main-d'œuvre au Ministère	17 835,00 \$
Perez, Rosa Elisabeth	Déclassement, classement et archivage des dossiers administratifs et clients	7 420,00 \$
Perron, Jacques (002)	Contrat ouvert pour le traitement des demandes de révision administrative	14 222,35 \$
Perron, Jacques (002)	Contrat ouvert pour le traitement des demandes de révision administrative	21 500,00 \$
		35 722,35 \$
Pharmabio Développement	Participation et suivi de stages visant le maillage professionnel	20 000,00 \$
Petites-Mains	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	18 803,76 \$
Petites-Mains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
		21 375,12 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
PG Govern QC inc.	Contrat d'entretien SYGID	1 159,20 \$
Place Dupuis Commercial Trust	Effectuer divers travaux dans les locaux du 888, de Maisonneuve Est à Montréal	8 000,00 \$
Poirier, Jean-Étienne	Animation d'ateliers de formation en gestion de la diversité culturelle	14 752,80 \$
Pop Média	Impression de 25 000 cartes publicitaires pour diffusion et distribution aux partenaires de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	1 500,00 \$
Primex Security Systems Ltd	Formation sur l'appareil de traitement du courrier	1 975,43 \$
Productions Daniop inc., Les	Prestation lors lancement de la "Semaine Québécoise des Rencontres Interculturelles"	1 600,00 \$
Productions Donald Charest inc	Production d'une vidéo corporative présentant les principaux enjeux et la mission du Ministère	20 198,15 \$
Productions Donald Charest inc., Les	Productions d'une vidéo "Hommage aux retraités"	3 157,55 \$
Productions Donald Charest inc., Les	Tournage de trois entrevues pour la réalisation d'une vidéo d'information présentant les principaux éléments du "Plan stratégique 2008-2012"	5 596,59 \$
		28 952,29 \$
Productions Espace-Temps inc., Les	Contrat ouvert de rédaction de divers documents	1 312,50 \$
Productions JG, Les	Contrat pour impression de guides	5 425,00 \$
Productions JG, Les	Campagne «Pour enrichir le Québec»	9 860,00 \$
		15 285,00 \$
Projet Littera	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	20 520,00 \$
Projet Littera	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 732,00 \$
		36 252,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Promis [Promotion - Intégration - Société Nouvelle]	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	17 356,68 \$
Proulx, Monique	Rédaction d'un document explicatif sur les besoins en ressources humaines	7 150,00 \$
Proulx, Monique	Rédaction de textes relatifs à la Stratégie d'intervention en matière de mobilité de la main d'œuvre	3 905,00 \$
Proulx, Monique	Travaux menant à l'élaboration d'un Plan directeur des services à la clientèle	24 500,00 \$
Proulx, Monique	Collaboration à la conception et à l'élaboration de fiches promotionnelles relativement à certains domaines de formation	2 280,00 \$
		37 835,00 \$
Queen Center Rotana Suites	Hébergement à Damas pour trois mois du personnel de la mission de sélection	11 314,77 \$
R & F Création tactique inc.	Production d'une vidéo sur la "Planification stratégique"	1 500,00 \$
R3D Conseil inc.	Conseil en développement organisationnel	13 922,25 \$
Ranger, Laurie	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 072,00 \$
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	Stratégie de réalisation de cartographie des processus	3 000,00 \$
Receveur Général du Canada (Statistique Canada)	Données du recensement de 2006.	8 733,00 \$
Receveur Général du Canada (Statistique Canada)	Base de données longitudinales sur l'immigration (BDIM)	23 000,00 \$
Receveur Général du Canada (Affaires Étrangères)	Envoi de 40 boîtes par la valise diplomatique	2 274,40 \$
Receveur Général du Canada (Affaires Étrangères)	Envoi de courrier par la valise diplomatique	2 072,28 \$
		36 079,68 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Deux midi-conférences portant sur la santé des personnes	1 113,00 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement au Regroupement de réseaux en santé des personnes	2 495,00 \$
		<u>3 608,00 \$</u>
Régie de l'Assurance- maladie du Québec (RAMQ)	Production de fichiers statistiques dénominalisés pour des fins statistiques	4 200,00 \$
Reimer, Margit	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 632,00 \$
Reimer, Margit	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 632,00 \$
		<u>11 264,00 \$</u>
Renaissance (3103-6338 Québec inc.)	Location de salle/banquet	12 800,00 \$
Réseau Internet Québec inc.	Hébergement du site Immigration-Québec et services connexes	24 960,00 \$
Riverin Stratégies	Formation aux conseillers en sélection concernant les techniques d'entrevue	23 178,00 \$
Riverin Stratégies	Formation "Entraînement aux entrevues stratégiques" dans le cadre de la visioconférence	11 131,80 \$
		<u>34 309,80 \$</u>
Robert Gaulin et associés conseillers en gestion inc.	Préparation et présidence des rencontres du Comité des services à la clientèle	12 250,00 \$
Robichaud Conseil inc.	Optimisation du processus d'accueil et d'accompagnement dans les quatre services Immigration Québec de Montréal	24 832,00 \$
Romero, Cristobal	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	10 000,00 \$
Romero, Cristobal	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	13 500,00 \$
		<u>23 500,00 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Roy, Michelle (005)	Codification des dossiers en inventaire pour le traitement accéléré de certaines demandes de certificat de sélection	12 456,02 \$
Saint-Sauveur, Marc	Contrat ouvert, conversion et montage des formulaires	7 550,00 \$
Samarkand inc.	Conception et mise en page	1 190,00 \$
Sarah Hamed	Contrat ouvert - Soutien administratif	3 402,00 \$
Sarah Hamed	Couverture des médias arabes	3 600,00 \$
		<u>7 002,00 \$</u>
Sarjani, Sean	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	2 000,00 \$
Schulman, Gwendolyn	Contrat ouvert de traduction vers l'anglais de divers documents	1 838,12 \$
Scribouillard, Le	Impression et calligraphie de parchemins	2 766,25 \$
Secor Conseil inc.	Étude sur le traitement des demandes d'immigration pour les gens d'affaires	22 500,00 \$
Service à la Famille Chinoise du Grand Montréal inc.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 714,24 \$
Service à la Famille Chinoise du Grand Montréal inc.	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	6 362,52 \$
		<u>8 076,76 \$</u>
Service d'Aide aux Néo-Canadiens [Sherbrooke] inc., Le	Fournir service d'interprétariat dans les langues étrangères	5 000,00 \$
Service d'Aide et de Liaison pour Immigrants la Maisonnée	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$
Service des Loisirs du Bon Pasteur	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	17 167,44 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Service des Loisirs du Bon Pasteur	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	23 644,50 \$
		40 811,94 \$
Service d'intégration interculturel N.D.G.	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	16 713,84 \$
Service d'interprétation visuelle et tactile du Montréal-Métropolitain	Service d'interprète auprès d'une personne malentendante.	1 025,00 \$
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Service d'interprète auprès d'une personne malentendante.	2 000,00 \$
		3 025,00 \$
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 856,96 \$
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 856,96 \$
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 999,84 \$
		35 141,92 \$
Service Immigration Hong Kong	Maintenance et entretien des postes de travail au Bureau d'Immigration Québec de Hong Kong	3 100,67 \$
Services d'Aide aux Jeunes Entrepreneurs du Montréal Centre	Contrat pour accompagnement des candidats immigrants gens d'affaires	24 500,00 \$
Services de Gestion Quantum Itée, Les	Contrat de travaux administratifs	5 474,25 \$
Services d'Édition Guy Connolly	Traduction vers l'anglais de divers documents	3 564,70 \$
Services et Formation aux Immigrants en Montérégie	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 285,44 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Services et Formation aux Immigrants en Montérégie	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 142,72 \$
		15 428,16 \$
Services informatiques Quantum Itée	Réalisation de divers travaux bureautiques	4 067,25 \$
Services informatiques Quantum Itée	Réalisation de divers travaux de bureautique	4 105,50 \$
Services informatiques Quantum Itée	Réalisation de divers travaux de bureautique	16 788,38 \$
Services informatiques Quantum Itée	Réalisation de documents promotionnels	24 097,50 \$
Services informatiques Quantum Itée	Saisie de listes d'envoi promotionnelles en fichiers Excel	3 348,75 \$
		52 407,38 \$
Services Québec	Activités de presse régionale du Ministère	2 998,03 \$
Shrestha, Subrath	Interprétariat pour les réfugiés bouthanais à Joliette	1 952,00 \$
SimplexGrinnell	Entretien du système de lecteurs de cartes d'accès magnétiques	1 048,50 \$
SimplexGrinnell	Remplacement d'un équipement de contrôle de porte	1 053,71 \$
		2 102,21 \$
Société du Palais des congrès de Montréal	Location de la salle pour le lancement de la politique gouvernementale "La diversité une valeur ajoutée"	2 084,00 \$
Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires	Licence annuelle pour utilisation de la banque de données "Repères.qc.ca"	5 078,00 \$
Société de Télédiffusion du Québec	Participation à l'activité de "Télé-Québec - Dictée Amérique"	20 000,00 \$
Société Québécoise Gestion Collective des Droits Reproduction	Licence pour reproduction - droits d'auteurs	5 730,00 \$
Solidarité Ethnique Régionale de la Yamaska	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 928,52 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Solidarité Ethnique Régionale de la Yamaska	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 857,04 \$
		<u>5 785,56 \$</u>
Solidarité Villeray	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 285,68 \$
Solidarité Villeray	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 571,36 \$
		<u>3 857,04 \$</u>
Solutions Novaxis inc.	Abonnement annuel à la banque de données textuelles en relations de travail	3 393,67 \$
Sorel, Robert	Développer le concept et produire un plan d'action pour les jeunes, principalement des minorités visibles provenant obligatoirement des arrondissements défavorisés de Montréal	24 890,00 \$
Soto, Manuel (Consultant)	Conseils et soutien aux organismes porteurs dans l'élaboration de leurs activités pour la Rencontre nationale "Agir pour intégrer"	22 000,00 \$
St-Jacques, Guy	Services de consultation visant la vocation économique du ministère	19 032,13 \$
Statistique Canada	Tableaux personnalisés de données du recensement de 2006	3 010,00 \$
Statistique Canada	Tableaux personnalisés de données du recensement de 2006	20 150,00 \$
Statistique Canada	Tableaux personnalisés de données du recensement de 2006	20 150,00 \$
		<u>43 310,00 \$</u>
Sullivan Centre de Langues	Cours d'anglais pour le personnel	1 860,00 \$
Sullivan Centre de Langues	Cours d'anglais pour professionnels	2 410,00 \$
Sullivan Centre de Langues	Cours d'anglais pour professionnels	3 725,00 \$
Sullivan Centre de Langues	Cours d'anglais pour le personnel	1 195,00 \$
		<u>9 190,00 \$</u>

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Surprenant, Normand	Codification des dossiers en inventaire pour le traitement accéléré de certaines demandes de certificat de sélection	12 276,89 \$
Sylco Express enr.	Cueillette quotidienne des journaux achetés par le Ministère pour le 360 Mc Gill	1 934,27 \$
Systematix Technologies de l'Information inc.	Configuration et personnalisation de Microsoft SQL Server 2005 Enterprise Edition selon la suite I2	5 375,00 \$
Systematix Technologies de l'Information inc.	Services informatiques - Analyse stratégique des systèmes d'information du Ministère	5 425,00 \$
Systematix Technologies de l'Information inc.	Soutien à l'élaboration du nouveau Plan directeur des systèmes d'information et de l'architecture cible qui en découle	18 750,00 \$
Systematix Technologies de l'Information inc.	Révision des processus liés au suivi de la correspondance et des mandats ministériels	20 000,00 \$
Systematix Technologies de l'Information inc.	Programme d'assurance qualité pour le traitement des dossiers d'immigration des travailleurs qualifiés.	22 600,00 \$
		72 150,00 \$
TCRI	Participation à la 13e Conférence internationale de Métropolis, Bonn, Allemagne, du 27 au 31 octobre 2008.	2 000,00 \$
Télé-Université	Test performance français écrit "SEL - version B"	12 750,00 \$
Telus Solutions d'Affaires inc.	Hébergement, exploitation et support du site "Évaluation préliminaire d'immigration"	1 760,00 \$
TNT Express (Canada) Ltd	Expédition de courrier à l'extérieur du Canada	24 999,00 \$
TORTUE (9025-4780 Québec inc.)	Conférence aux conseillers en sélection	3 000,00 \$
Trace TV	Salon Promotion Québec "Étudiants étrangers"	6 146,80 \$
Traductions Multilingua	Contrat ouvert de traduction de texte vers l'anglais	1 713,78 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Traductions Terrance Hughes inc.	Contrat ouvert traduction de texte vers l'anglais	5 549,33 \$
Transcontinental Québec	Impression en 7 700 exemplaires du "Formulaire pour les trousse de francisation" en version anglaise, française, espagnole et mandarine	3 806,26 \$
Transcontinental Québec	Impression de 6 000 exemplaires des formulaires "Demande de certificat de sélection" en français, anglais et espagnol	1 237,22 \$
Transcontinental Québec	Impression en 6 000 exemplaire des volumes pour la francisation "Textuellement votre, volume de l'étudiant, cahiers 1 et 2"	19 900,02 \$
Transcontinental Québec	Impression en 10 000 exemplaires du "Formulaire pour les trousse de francisation" en versions anglaise et en française	3 190,00 \$
Transcontinental Québec	Impression de 2 500 exemplaires du formulaire Évaluation de votre capacité financière; versions anglaise et française et de 4000 exemplaires du formulaire	1 465,47 \$
		<u>29 598,97 \$</u>
Trempe, Robert	Coordination de la mise en œuvre des mesures de francisation et d'intégration des nouveaux arrivants	24 484,11 \$
Tropical 1	Contrat d'entretien des plantes du 360 McGill	2 520,00 \$
Troestler, Hubert	Révision du processus de gestion des programmes de subvention du Ministère	20 000,00 \$
Tufenkoi, Maria	Contrat ouvert pour services	2 000,00 \$
Umen Digital inc.	Contrat ouvert - Transfert vidéo	5 000,00 \$
Université du Québec à Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 068,60 \$
Université du Québec à Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 373,65 \$
Université du Québec à Montréal	Formation continue Gestion de projet	18 500,00 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Université du Québec à Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 497,00 \$
Université du Québec à Montréal	Formation continue Gestion de projet	22 500,00 \$
Université du Québec à Montréal	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	23 220,00 \$
Université du Québec à Montréal	Gestion de projet - 3 derniers cours	8 500,00 \$
Université du Québec à Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 800,85 \$
Université du Québec à Montréal	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 573,50 \$
Université du Québec à Montréal	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 480,00 \$
Université du Québec à Montréal	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 480,00 \$
		<u>135 993,60 \$</u>
Université du Québec en Outaouais	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 767,15 \$
Université Laval	Francisation temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 748,50 \$
Université Laval	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	15 539,70 \$
Université Laval	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 492,50 \$
Université Laval	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 492,50 \$
Université Laval	Francisation temps complet auprès de groupes d'immigrants	7 492,50 \$
		<u>41 765,70 \$</u>
Versalys	Conversion du "Guide de procédures d'immigration" en version Word 2007	6 330,00 \$
Vandal, Nicole (002)	Chargé de projet "Passerelle pour l'emploi en région"	22 500,00 \$
Vision Audio-Visuel inc.	Location d'équipements pour la cérémonie nationale de bienvenue aux nouveaux arrivants	2 565,00 \$
Vision Global AR ltée	Montage vidéo d'une activité du Mois de l'histoire des Noirs	1 485,10 \$

Listes des contrats de services attribués à des fournisseurs, individus ou autres organismes

Liste des contrats de 1 000,00 \$ à 24 999,99 \$

Fournisseur individu autre organisme	Résumé du mandat	Montant total du contrat
Vox Communication & graphisme inc.	Conception d'outils promotionnels sur les cours de francisation en ligne	6 550,00 \$
Waked, Karim	Conception de la publicité pour la mesure "Franciser plus, Intégrer mieux"	2 000,00 \$
Xpression Num-Eric	Contrat ouvert d'impression et laminage de panneaux	2 295,00 \$
Zhang, Shaoyi	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour entrevues de sélection	3 978,00 \$
Zins, Beauchesne & Associés ltée	Sondage auprès de la population sur la notoriété du cahier spécial « Le programme des immigrants investisseurs » diffusé dans le journal Les Affaires	2 100,00 \$
Zins, Beauchesne & Associés ltée	Réalisation de cinq groupes de discussion portant sur l'offre de formation aux nouveaux arrivants.	14 700,00 \$
Zins, Beauchesne & Associés ltée	Séances de consultation des employeurs, élaboration d'un document d'approche pour le recrutement et recueillir, analyser les données qualificatives et produire un rapport final pour le "Soutien aux employeurs en matière de gestion de la diversité"	15 000,00 \$
		31 800,00 \$
Zongping, Gao	Contrat ouvert pour services d'interprétariat pour les entrevues de sélection	3 588,00 \$

QUESTION 6

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DE PLUS D'UN MILLION DE DOLLARS INITIÉ DEPUIS L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE

PROJETS COMPLÉTÉS**MONTANT¹****Francisation en ligne**

Exercices financiers 2004-2005 à 2008-2009

Développement d'une application en ligne pour les cours en francisation pour les immigrants au Québec et les candidats à l'immigration à l'étranger, détenteurs d'un CSQ en attente du visa fédéral.

▪ Coût total du projet :	3 151 869 \$
▪ Contrats accordés à des firmes pour plus de 25 000 \$ durant ces exercices financiers.	
• Jacques Le Cavalier & associés	89 850 \$
• Bell Canada	1 790 524 \$
• Systématix	80 444 \$
▪ Montant total des autres contrats de moins de 25 000 \$ accordés à des firmes	17 750 \$

Rehaussement des infrastructures (logiciels et équipements) pour la migration à l'environnement Windows XP

Exercices financiers 2004-2005 à 2007-2008

Migration du système d'exploitation Windows 98 à l'environnement Windows XP. Renouvellement des équipements et mise à niveau des logiciels non compatibles à Windows XP.

▪ Coût total du projet :	1 523 414 \$
▪ Contrats accordés à des firmes pour plus de 25 000 \$ durant ces exercices financiers.	
• Nurun inc.	216 150 \$
▪ Montant total des autres contrats de moins de 25 000 \$ accordés à des firmes	101 723 \$

Refonte de l'architecture technologique des systèmes Immigration et Intégration

Exercices financiers 2003-2004 à 2006-2007

Mise en place d'une nouvelle architecture technologique orientée « WEB » pour la migration des systèmes de mission du MICC desservant les activités d'immigration et d'intégration vers cette nouvelle infrastructure.

▪ Coût total du projet :	2 613 797 \$
▪ Contrats accordés à des firmes pour plus de 25 000 \$ durant ces exercices financiers.	
• DMR Conseil	1 007 330 \$
• Cofomo inc	72 173 \$
▪ Montant total des autres contrats de moins de 25 000 \$ accordés à des firmes	50 959 \$

¹ Données préliminaires

PROJETS COMPLÉTÉS**MONTANT¹****SAGIR-livraison 1**

Exercices financiers 2006-2007 à 2007-2008

Implantation de SAGIR-GR1 dans le cadre de la vague 5 de déploiement et développement des interfaces avec les systèmes de mission.

- Coût total du projet : 1 327 552 \$
- Contrats de plus de 25 000 \$ accordés à des firmes durant ces exercices financiers.
 - DMR Conseil 723 855 \$

Téléphonie IP (protocole internet)

Exercices financiers 2003-2004 à 2008-2009

Achat d'équipements et installation d'un système de téléphonie IP (protocole Internet).

- Coût total du projet : 1 738 964 \$
- Contrats accordés à des firmes pour plus de 25 000 \$ durant ces exercices financiers.
 - Infrastructure de réseau I Power 68 202 \$
 - Bell Canada 159 243 \$
- Montant total des autres contrats de moins de 25 000 \$ accordés à des firmes 91 769 \$

PROJETS EN COURS (COÛTS ESTIMÉS À PLUS D'UN MILLION)**FEL – Développement de nouveaux modules de formation en ligne.**

Réalisation prévue : exercices financiers 2008-2009 à 2010-2011

Mettre en ligne de nouveaux modules de formation de niveau avancé (en français oral et écrit) et pour certains domaines professionnels (santé, génie et administration).

- Statut du projet : en cours (étude préliminaire)
- Échéance : mars 2011
- Contrats de plus de 25 000 \$ accordés à des firmes : Aucun

Placement en ligne volet international

Réalisation prévue : exercices financiers 2008-2009 à 2010-2011

Développement d'un volet international au service de placement en ligne offert par le MESS. Ce projet se fait en partenariat avec le MESS qui sera chargé de sa réalisation. Il vise à faciliter l'arrimage des emplois vacants au Québec avec des candidats sélectionnés à l'étranger.

- Statut du projet : en cours (étude préliminaire)
- Échéance : été 2010

QUESTION 7

**DÉPENSES SPÉCIFIQUES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE, INCLUANT LE CABINET
MINISTÉRIEL, POUR L'ANNÉE 2008-2009**

*Données disponibles en date du 28 février 2009***7.1 PHOTOCOPIE**

Location photocopieurs	152 367 \$
Papier	76 889 \$
Sous-total	<u>229 256 \$</u>

7.2 TÉLÉPHONIE CELLULAIRE ET COÛT D'UTILISATION

Équipement et coût d'utilisation	92 060 \$
----------------------------------	-----------

7.3 TÉLÉAVERTISSEURS

Équipement et coût d'utilisation	2 279 \$
----------------------------------	----------

7.4 MOBILIER DE BUREAU

172 009 \$

7.5 DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE

3 387 \$

7.6 REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT

Remboursement de frais de transport	715 963 \$
-------------------------------------	------------

N.B. : les frais de transport comprennent les frais réclamés sur les comptes de frais de voyages (incluant ceux à l'extérieur du Québec) ainsi que tous les frais généraux tels : autobus, taxis, locations de véhicules, avion, etc.

7.7 REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS

1 921 149 \$

N.B. : les frais d'hébergement et de repas comprennent les frais au Québec et à l'extérieur du Québec.

**7.8 ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION
À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE
PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT**

Au Québec	494 790 \$
À l'extérieur du Québec	9 729 \$
Sous-total	<u>504 519 \$</u>

N.B. : les dépenses comprennent les frais de transport, d'hébergement, de repas ainsi que le coût des congrès, des colloques et de toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement

TOTAL3 640 622 \$

QUESTION 8 a

NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL AU MICC PAR TRANCHES D'ÂGE, SEXE, GROUPES CIBLES ET CATÉGORIE D'EMPLOIS

Catégorie	Femmes	Hommes	Total	Femmes		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		Communautés culturelles		Groupes d'âge		
				%		%		%		%		%		Moins de 35 ans	%	35 ans et plus
Administrateur d'État	2	2	4	50,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Cadre *	32	20	52	61,5	-	-	-	-	-	-	-	5	9,6	-	-	52
Professionnel(le)	191	155	346	55,2	2	0,6	1	0,3	4	1,2	53	15,3	17,1	59	17,1	287
Enseignant(e) **	459	200	659	69,7	4	0,6	5	0,8	5	0,8	149	22,6	16,4	108	16,4	551
Fonctionnaire ***	418	118	536	78,0	17	3,2	-	-	-	-	199	37,1	20,9	112	20,9	424
Total	1 102	495	1597	69,0	23	1,4	6	0,4	9	0,6	406	25,4	17,5	279	17,5	1 318

* Comprend les cadres hors structure.

** Comprend les enseignant(e)s travaillant sur appel (paie variable).

*** Comprend les étudiant(e)s/stagiaires et les fonctionnaires travaillant sur appel (paie variable).

Source : SDE 1^{er} mars 2009

Note : Les données qui concernent les personnes handicapées, les membres des communautés culturelles, les autochtones et les anglophones sont partielles étant donné qu'elles sont recueillies sur une base volontaire et que certaines personnes peuvent avoir décidé de s'abstenir.

QUESTION 8b

NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL POUR L'EXERCICE 2008-2009 *

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DEC.	JANV.	FEV.	MARS	TOTAL
Cadres	6,5	9,5	10,0	20,0	24,0	38,0	46,0	42,5	49,5	39,5	11,0	0,0	296,5
Professionnels	305,5	281,5	226,5	200,0	190,5	256,0	349,0	344,5	278,0	357,0	162,0	16,0	2 966,5
Enseignants	144,0	103,5	144,5	112,0	108,0	172,5	187,5	158,5	134,5	135,0	95,0	6,0	1 501,0
PBTA ⁽¹⁾	773,5	717,0	629,0	722,5	686,0	770,5	820,5	738,5	750,0	799,0	393,0	33,0	7 832,5
TOTAL	1 229,5	1 111,5	1 010,0	1 054,5	1 008,5	1 237,0	1 403,0	1 284,0	1 212,0	1 330,5	661,0	55,0	12 596,5

* Données du SAGIP à la paie 24 (25 février 2009), peut comprendre des données partielles pour le mois de mars.

⁽¹⁾ Personnel de bureau, techniciens, étudiants et stagiaires

QUESTION 8c

NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLEMENTAIRES REALISEES PAR LE PERSONNEL ET REPARTITION DE LA REMUNERATION DE CES HEURES SUPPLEMENTAIRES
(ARGENT, VACANCES, ETC.)

TOTAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES REALISEES PAR LE PERSONNEL POUR L'EXERCICE 2008-2009 *

	AVRIL	MAI	JUN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DÉC.	JANV.	FÉV	MARS	TOTAL
Cadres													0,00
Professionnels	1 954,85	2 210,24	1 707,34	829,00	620,75	1 927,45	2 558,58	1 505,50	808,75	497,58	66,50	168,25	14 854,79
Enseignants	6,58							2,50					9,08
PBTA ⁽¹⁾	1 539,82	1 197,02	744,73	657,28	475,27	806,00	1 173,25	1 061,47	803,65	616,30	86,42	67,50	9 228,71
TOTAL	3 501,25	3 407,26	2 452,07	1 486,28	1 096,02	2 733,45	3 731,83	2 569,47	1 612,40	1 113,88	152,92	235,75	24 092,58

COÛT TOTAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES REALISEES EN DOLLARS

Cadres													0,00
Professionnels	80 432,35	93 776,42	72 415,47	478,62	251,26	78 470,78	967,27	64 139,90	35 180,77	19 761,60	2 348,31	6 829,34	623 052,09
Enseignants	161,95							64,73					226,68
PBTA ⁽¹⁾	51 410,92	40 209,18	24 243,12	335,78	489,91	26 691,52	39 000,19	35 084,59	28 322,79	20 268,54	2 928,49	2 178,43	308 163,46
TOTAL	132 005,22	133 985,60	96 658,59	814,40	741,17	105 162,30	967,46	99 289,22	63 503,56	40 030,14	5 276,80	9 007,77	931 442,23

* Données du SAGIP à la paie 24 (25 février 2009), peut comprendre des données partielles pour le mois de mars.

⁽¹⁾ Personnel de bureau, techniciens, étudiants et stagiaires

COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSEES EN CONGE

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS ⁽²⁾	TOTAL
Cadres													0,00
Professionnels	25 592,54	31 811,88	29 427,16	991,48	879,54	37 630,53	40 460,81	24 845,04	15 453,79	8 769,32	1 748,82	3 268,70	241 879,61
Enseignants													0,00
PBTA ⁽¹⁾	12 138,23	7 231,88	7 575,96	4 455,16	5 139,78	9 311,72	11 434,41	11 829,79	5 128,84	5 710,30	996,86	459,57	81 412,50
TOTAL	37 730,77	39 043,76	37 003,12	446,64	13 919,32	46 942,25	51 895,22	36 674,83	20 582,63	14 479,62	2 745,68	3 728,27	323 292,11

COÛT TOTAL DES HEURES PAYEES OU A PAYER

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS ⁽²⁾	TOTAL
Cadres													0,00
Professionnels	54 839,81	61 964,54	42 988,31	22 487,14	13 371,72	40 840,25	70 506,45	39 294,86	19 726,98	10 992,28	599,49	3 560,64	381 172,47
Enseignants	161,95							64,73					226,68
PBTA ⁽¹⁾	39 272,69	32 977,31	16 667,15	17 880,62	10 350,12	17 379,80	27 565,78	23 254,80	23 193,95	14 538,25	1 931,63	1 718,86	226 750,96
TOTAL	94 274,45	94 941,85	59 655,46	40 367,76	23 721,84	58 220,05	98 072,23	62 614,39	42 920,93	25 550,53	2 531,12	5 279,50	608 150,11

* Données du SAGIP à la paie 24 (25 février 2009), peut comprendre des données partielles pour le mois de mars.

⁽¹⁾ Personnel de bureau, techniciens, étudiants et stagiaires

QUESTION 8d

NOMBRE TOTAL DES JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

	AVRIL	MAI	JUN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Cadres	69,0	78,5	95,5	327,5	270,5	65,0	31,5	19,5	128,5	85,0	23,5	1,0	1 195,0
Professionnels	244,5	272,5	618,0	1 242,0	1 796,0	467,5	318,5	147,0	713,5	586,5	138,0	10,0	6 554,0
Enseignants	102,0	135,0	235,0	1 056,0	1 061,0	66,0	92,0	74,0	116,0	105,0	6,0	16,0	3 064,0
PBTA ⁽¹⁾	261,0	290,0	753,5	1 543,0	2 152,0	632,0	368,5	180,0	1 017,0	814,5	79,0	21,0	8 111,5
TOTAL	676,5	776,0	1 702,0	4 168,5	5 279,5	1 230,5	810,5	420,5	1 975,0	1 593,0	246,5	48,0	18 924,5

* Données du SAGIP à la paie 24 (25 février 2009), peut comprendre des données partielles pour le mois de mars.

(1) Personnel de bureau, techniciens, étudiants et stagiaires

QUESTION 8e

NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL
Cadres													
Professionnels													
Enseignants													
PBTA (1)													
TOTAL													

* Données du 1^{er} avril 2008 au 1^{er} mars 2009

(1) Personnel de bureau, techniciens, étudiants et stagiaires

QUESTION 8f et 8j

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) (F)

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES (J)

Région	Ville	Cadres	Professionnels	Enseignants	Personnel technique	Personnel de soutien	Total Regions
Abitibi-Témiscamingue (08)	ROUYN-NORANDA		1				1
Estrie (05)	Sherbrooke	1	5	4	5	5	20
Laval (13)	Laval	1	7	4	8	6	26
Mauricie-Bois F (04)	Trois-Rivières		2		2	1	5
Montréal (16)	Saint-Lambert	1	5	7	6	5	24
Montréal (06)	Dorval		1			8	9
	Montréal	49	285	70	147	165	716
	Pointe-Claire	1	1		3	3	8
	Total région	50	287	70	150	176	733
	Gatineau	1	4	5	4	3	17
Outaouais (07)							
	Québec	2	8	8	11	7	36
Québec (03)							
	Jonquière		1		1		2
Saguenay-Lac SJ (02)		56	320	98	187	203	864

Source : SDE 1^{er} mars 2009

QUESTION 8g

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN
RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR**

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles compte 51 employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

QUESTION 8h

**NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI
NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE**

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles compte 34 employés dont le traitement est supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

QUESTION 8i

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Région	Ville	Cadres	Professionnels	Enseignants	Personnel technique	Personnel de soutien	Postes Vacants	Total Régions
Abitibi-Témiscamingue (08)	Rouyn Noranda		1					1
Estrie (05)	Sherbrooke	1	5	4	5	5		20
Laval (13)	Laval	1	7	4	8	6		26
Mauricie-Bois F (04)	Trois-Rivières		2		2	1		5
Montréal (16)	Saint-Lambert	1	5	7	6	5		24
Montréal (06)	Dorval		1			8		9
	Montréal	40	291	70	147	168		716
	Pointe-Claire	1	1		3	3		8
	Total	41	293	70	150	179		733
	Gatineau	1	4	5	4	3		17
Outaouais (07)								
	Québec	2	8	8	11	7		36
Québec (03)								
	Jonquière		1		1			2
Saguenay-Lac SJ (02)		47	326	98	187	206	137	1001

Source : SDE – 1^{er} mars 2009

QUESTION 8k

NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles compte 36 employés réguliers et 4 employés occasionnels qui ont pris leur retraite au cours de l'année 2008-2009.

QUESTION 9

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC EN 2008-2009

Loyer 2008-2009 MICC - Edifices	Superficie inoccupée	Coûts aménagement en 2008-2009	Nature des travaux
ILE DE MONTRÉAL ET AÉROPORT			
181, boul. Hymus, Pointe-Claire	Aucune	Aucun	
255, rue Crémazie Est, Montréal	Aucune	Aucun	
276, rue St-Jacques, Montréal	Aucune	376 498 \$	Réaménagement suite à une réorganisation administrative
360, rue McGill, Montréal	Aucune	Aucun	
360, rue St-Jacques, Montréal	Aucune	385 985 \$	Relocalisation du Service de renseignements
800, boul. De Maisonneuve Est, Montréal	Aucune	Aucun	
975, boul. Roméo-Vachon Nord, Dorval	Aucune	Aucun	
2050, rue de Bleury, Montréal	Aucune	675 433 \$	Relocalisation de la Direction régionale de Montréal et de Immigration-Québec - Sud de Montréal
3535, boul. Saint-Charles, Kirkland	Aucune	Aucun	
8000, boul. Langelier, St-Léonard	Aucune	Aucun	Relocalisation au 7151, rue Jean-Talon Est
7151, rue Jean-Talon Est, Anjou	Aucune	238 578 \$	Relocalisation de Immigration-Québec - Est de Montréal
LAVAL, LAURENTIDES, LANAUDIÈRE			
705, Chemin du du Trait-Carré, Laval	Aucune	Aucun	
85, rue de Martigny Ouest, St-Jérôme		33 864 \$	Aménagement du nouveau bureau
MONTÉRÉGIE			
2, boul. Desaulniers, St-Lambert	Aucune	Aucun	
QUÉBEC			
930, chemin Ste-Foy, Québec	Aucune	Aucun	
1050, rue Louis-A.-Taschereau, Québec	Aucune	Aucun	
MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC			
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	Aucune	Aucun	
ESTRIE			
202, rue Wellington Nord, Sherbrooke	Aucune	Aucun	
OUTAOUAIS			
227, rue Montcalm, Gatineau	Aucune	Aucun	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE			
255, rue Principale, Rouyn-Noranda	Aucune	Aucun	
SAGUENAY/LAC ST-JEAN			
3885, boul. Harvey, Jonquière	Aucune	Aucun	
La réponse aux autres éléments de cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.			

QUESTION 10

**COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS
DANS LE CABINET MINISTÉRIEL ET DANS LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION
DU 1^{ER} AVRIL 2008 À CE JOUR**

En 2008-2009, aucun coût de déménagement, d'aménagement et de travaux n'a été comptabilisé pour le cabinet et le bureau de circonscription de la ministre.

QUESTION 11

**LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE LA MINISTRE
CABINET DE M^{ME} YOLANDE JAMES**

Liste du personnel du cabinet de la ministre au 1^{er} mars 2009
Cabinet de M^{me} Yolande James

NOM	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION
ANCTIL, Carole	Montréal	Attachée politique
ANGIBEAU, Nathalie	Montréal	Attachée politique
BRISSON, Julie	Kirkland	Attachée politique
DUHAMEL, Marie-Josée	Montréal	Employée de soutien
GARCIA, Sylvia-Christin	Montréal	Attachée politique
LARBI BENNIS, Mohamed	Montréal	Attaché politique
LEMAY, Louise	Kirkland	Attachée politique
LITVIN, Svetlana	Montréal	Attachée politique
MONAST MOREAU, Elizabeth	Montréal	Employée de soutien
MONTEIRO, Anabela	Montréal	Attachée politique
MORENO VEITIA, Vivian	Montréal	Attachée politique
PANG, Carina Choyun	Montréal	Attachée politique
SAÏDI, Yazid	Québec	Attaché politique
SMITH, Catherine	Kirkland	Étudiante
TANGUAY, Christian	Montréal	Attaché politique
TUNG, Hiu Yu	Montréal	Attachée politique
TURMEL, Simon	Montréal	Directeur de cabinet
VOLAKAKIS, Eftyhia	Kirkland	Employée de soutien

Il y a 18 employés actifs au cabinet, incluant une étudiante.

- Total de la masse salariale du 1^{er} avril 2008 au 1^{er} mars 2009 approuvé par le Conseil du trésor : 919 416 \$ (1 003 000 \$ sur une base annuelle)

Description de tâches du personnel du cabinet de la ministre Yolande James au 1^{er} mars 2009

Les attributions respectives des membres du personnel d'un cabinet sont les suivantes :

- Le directeur de cabinet est chargé de diriger les membres du personnel du cabinet; il s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que la ministre peut lui assigner;
- L'attaché politique est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions d'adjoint au directeur du cabinet, d'attaché de presse, de chercheur, d'agent de liaison ou de secrétaire de comté;
- L'employé de soutien est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au bon fonctionnement du cabinet.

QUESTION 12

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2008-2009 À MÊME LE BUDGET
DISCRÉTIONNAIRE DE LA MINISTRE**

Subventions versées par la ministre Yolande James

Organisme	Montant accordé
1, 2, 3 GO! ST-MICHEL	500
ALCHIMIES, CRÉATIONS ET CULTURES	3 000
ALIMAGE - JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE HAÏTIENNE	4 000
AMICALE DES ANCIENS PARLEMENTAIRES DU QUÉBEC, L'	2 500
AMIS DU MONDE	1 000
ASCOT EN SANTÉ	2 500
ASS. CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	1 000
ASS. COMMUNAUTÉ NOIRE L'OUEST DE L'ÎLE	3 000
ASS. CULTURELLE ST-VOLODYMYR DE MONTRÉAL	3 000
ASS. DES AÎNÉS ITALIENS D'ANJOU	500
ASS. DES FEMMES IMMIGRANTES DE L'OUTAOUAIS	250
ASS. DES GENS D'AFFAIRES ET DE PROFESSIONNELS SLAVES DU QUÉBEC	1 500
ASS. DES INTERPRÈTES ET TRADUCTEURS MULTILINGUES DU QUÉBEC	2 500
ASS. DES POPOTES ROULANTES DU MONTRÉAL METROPOLITAIN, L'	500
ASS. DU SOCCER DE SAINT-LÉONARD (ASSL) INC.	1 000
ASS. HAÏTIANO-CANADO-QUÉBÉCOISE D'AIDE AUX DÉMUNIS	1 500
ASSOCIATION AFRICAINE DES SPORTS ET LOISIRS AU QUÉBEC	500
ASSOCIATION CULTURELLE HAÏTIENNE "LA PERLE RETROUVÉE"	500
ASSOCIATION CULTURELLE ROUMAINE	300
ASSOCIATION D'ANÉMIE FALCIFORME DU QUÉBEC (AFQ)	3 000
ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE DE VILLE LAVAL, L'	500
ASSOCIATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DES ARTISTES	4 500
ASSOCIATION DES FESTIVITÉS CULTURELLES DES CARAÏBES (CARIFIESTA)	2 500
ASSOCIATION DES INGÉNIEURS ET SCIENTIFIQUES HAÏTIANO- CANADIENS	3 000
ASSOCIATION DES JEUNES PROFESSIONNELS CHINOIS [AJPC]	300
ASSOCIATION DES JEUNES PROFESSIONNELS MAROCAINS AU CANADA	1 000
ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE LA PLACE SAINT-MARTIN	1 000

Organisme	Montant accordé
ASSOCIATION DES MÉDECINS VIETNAMIENS AU CANADA	250
ASSOCIATION D'ÉTUDES CANADIENNES	2 500
ASSOCIATION DU TROISIÈME ÂGE "FILIA"	1 000
ASSOCIATION INITIATIVES ET CHANGEMENT CANADA	250
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES (AIEQ)	2 000
ASSOCIATION MÉDICALE DES PERSONNES DE RACE NOIRE DU QUÉBEC	3 000
ASSOCIATION RANGLA PUNJAB CULTURELLE ET SPORTIVE	500
ASSOCIATION ROCADE	2 500
ASS. PORTUGAISE DU CANADA	500
ASS. POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET D'AFFAIRES	2 000
ASS. QUÉB. DÉFENSE DROITS RETRAITÉS ET PRÉ-RETRAITÉS [A.Q.D.R.]	1 000
ASS. RADIO ET TÉLÉDIFFUSION COMMUNAUTÉ CHINOISE DE MONTRÉAL INC.	1 000
ATELIER LATINO-AMÉRICAIN DE COMMUNICATIONS INC.	1 000
AUGUSTE THÉÂTRE, L'	500
BLACK THEATRE WORKSHOP	1 500
CARREFOUR DES FEMMES D'ANJOU	1 000
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUEST DE L'ÎLE	4 500
CARROUSEL DU PETIT MONDE D'ANJOU, LE	750
CEGEP DE MATANE	1 000
CENTRE AFRICAÎN DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRAIDE INC.	2 000
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE L'ESPRIT-SAINT	2 000
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES	1 000
CENTRE COMMUNAUTAIRE ET CULTUREL CHINOIS DE MONTRÉAL	4 500
CENTRE CULTUREL AFRO-ANTILLAIS	1 500
CENTRE CULTUREL ALGÉRIEN	2 000
CENTRE CULTUREL VIETNAMIEN HONG DUC	1 000
CENTRE D'AIDE AUX FAMILLES LATINO-AMÉRICAINES (CAFLA)	3 000
CENTRE D'AIDE ET D'ACTION BÉNÉVOLE DE CHARLESBOURG	1 000
CENTRE D'ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC INC., LE	1 000
CENTRE DE BÉNÉVOLAT CÔTE-DES-NEIGES	500
CENTRE D'ENCADREMENT POUR JEUNES FILLES IMMIGRANTES [CEJFI]	1 000
CENTRE D'ENFANTS MECHTA	3 000
CENTRE DE PROMOTION COMMUNAUTAIRE LE PHARE INC.	1 000
CENTRE DE RECHERCHE-ACTION SUR LES RELATIONS RACIALES (QUÉBEC)	3 000

Organisme	Montant accordé
CENTRE DE RÉFÉRENCE DE LA COMMUNAUTÉ RUSSOPHONE DU QUÉBEC	1 000
CENTRE DES JEUNES RUSSOPHONES DU QUÉBEC	2 500
CENTRE FAMILLE HAÏTIENNE ET INTERCULTUREL DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	1 000
CENTRE HUMANITAIRE D'ORGANISATION DE RESSOURCES RÉFÉRENCES D'ANJOU	1 500
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DES LAURENTIDES	2 000
CENTRE POUR FEMMES IMMIGRANTES DE SHERBROOKE	3 000
CENTRE R.I.R.E. 2000	1 200
CHAMBRE DE COMMERCE DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	5 000
CHAMBRE DE COMMERCE LATINO-AMÉRICAIN DU QUÉBEC	1 000
CLUB D'ÂGE D'OR DU NOUVEAU ROSEMONT	500
CLUB DE BOCCE DE L'ÂGE D'OR DE LOUIS RIEL INC.	500
CLUB DE L'ÂGE D'OR ITALIEN D'ANJOU	500
COALITION DE LA PETITE-BOURGOGNE / QUARTIER EN SANTÉ	5 000
COLLECTIF D'ACCOMPAGNEMENT À L'ACCOUCHEMENT "LES ACCOMPAGNANTES", LE	1 000
COLLÈGE GÉRALD GODIN	1 500
COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE BOURGOGNE ET DE ST-HENRI, LE	1 000
COMITÉ DE LA FÊTE NATIONALE DE VILLERAY	250
COMITÉ HONGROIS DE MONTRÉAL	800
COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES	500
COMMUNAUTÉ CONGOLAISE DE MONTRÉAL-MÉTROPOLITAIN COCOMM.	500
COMMUNAUTÉ DE LA LIGUE FEMMES JAMAÏCAINES ET CANADIENNES MONTRÉAL	1 500
COMMUNAUTÉ GRECQUE ORTHODOXE DE LA RÉGION OUEST DE MONTRÉAL	1 500
COMMUNAUTÉ HELLÉNIQUE DE MONTRÉAL	5 000
COMMUNAUTÉ VIETNAMIENNE AU CANADA RÉGION MONTRÉAL	2 000
CONGRÈS NATIONAL DES ITALO-CANADIENS	5 000
CONSEIL DES ÉDUCATEURS NOIRS DU QUÉBEC	500
CONSEIL RÉGIONAL DES PERSONNES ÂGÉES ITALO-CANADIENNES DE MONTRÉAL	2 000
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ JARRY	500
CORPORATION DE FOOTBALL JUNIOR DE SAINT-LÉONARD INC.	1 000
CORPORATION DES FÊTES ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS DE ST-JEAN-PORT-JOLI	500
CORPS INDICE PRODUCTIONS ARTISTIQUES, LE	200

Organisme	Montant accordé
CYBERCAP	5 000
DAMES AUXILIAIRES DE L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL, LES	2 000
ÉCOLE DENISE-PELLETIER	500
ÉCOLE HONGROISE DE MONTRÉAL	800
ÉCOLE LA VOIE	1 000
ÉCOLE SECONDAIRE JEAN-GROU	750
ÉCOLE SECONDAIRE VANIER	700
EMPLOI LIBAN MOYEN-ORIENT	2 500
ENTRAIDE BÉNÉVOLE KOUZIN KOUZIN' DE MONTRÉAL-MÉTROPOLITAIN	2 000
ÉQUIPE RDP	1 000
ESCALE CHABAD DU NORD, L'	3 500
ESPACE FÉMININ ARABE (EFA)	2 500
ÉTOILE NOIRE GRANDS FRÈRES GRANDES SOEURS DE MONTRÉAL	1 000
FÉDÉRATION DES LOISIRS ST-MICHEL NORD INC.	1 000
FESTIVAL DE LITTÉRATURE JEUNESSE LAVAL	1 000
FESTIVAL INTERNATIONAL LATINO DE MONTRÉAL	1 500
FESTIVAL ITALIANO INC.	5 000
FOLKLORE CANADA INTERNATIONAL	500
FONDATION ALPHONSE-LEPAGE	1 000
FONDATION DE L'ÉCOLE ST-MICHEL	750
FONDATION DE L'EST (EAST FOUNDATION)	1 250
FONDATION DE L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL [1972]	2 000
FONDATION DES AMIS DE CHAVIGNY INC., LA	1 500
FONDATION DIALOGUE, LA	1 000
FONDATION DU CENTRE DE RÉADAPTATION LUCIE-BRUNEAU	2 500
FONDATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA MUSIQUE HAÏTIENNE	1 000
FONDATION DU SPVM	2 000
FONDATION FORCE INC.	500
FONDATION JEUNESSES MUSICALES DU CANADA	1 000
FONDATION JOSEPH-FRANÇOIS-PERRAULT	2 000
FONDATION MAGOR INC.	250
FONDS D'ÉTUDES ACADÉMIQUES POUR LES NOIRS	700
FORCE LEADERSHIP AFRICAIN	1 000
FOURCHETTES DE L'ESPOIR, LES	1 000
HIMALAYA SÉNIORS DU QUÉBEC	1 500

Organisme	Montant accordé
IMPRIME-EMPLOI	500
INITIATIVE 1,2,3 GO! RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	500
INSTITUT GESTION ET COORDINATION DES ORGANISMES ARMÉNIENS DE LAVAL	1 000
INTÉGRATION JEUNESSE DU QUÉBEC INC.	500
INTERNATIONAL SOCCER MUSIQUE ET CINÉMA DE MONTRÉAL, L'	1 500
JEUNESSE AU SOLEIL INC.	5 500
JEUNESSE EN ACTION COMMUNAUTÉ PENUEL	500
JEUNESSE HIPHOP MAURICIE	1 000
JOIJOUTHÈQUE SAINT-MICHEL INC.	2 000
LE LEVANT (REGROUP. ARTISTES PEINTRES, SCULPTEURS, CALLIGRAPHES ET PHOTOGRAPHES)	2 000
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS - SECTION DE QUÉBEC	500
LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC	900
MAISON DE LA FAMILLE COEUR À RIVIÈRE	500
MAISON DE PRODUCTION ARTISTIQUE ET CULTURELLE AFRICAINE	1 000
MAISON DES GRANDS-PARENTS INC., LA	1 000
MAISON DES JEUNES DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, LA	1 000
MAISON INTERNATIONALE DES FEMMES	1 000
MAISONNETTE DES MARIONNETTES	2 500
MAISONS ADRIANNA	300
MAISON SAM X	250
MAMIES IMMIGRANTES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'INTÉGRATION [M.I.D.I.]	250
MISSION HINDOU DU CANADA [QUÉBEC], LA	3 500
MISSION LEADERSHIP QUÉBEC	2 500
MOISSON MONTRÉAL INC.	1 000
MUSIQUE DU BOUT DU MONDE	5 000
OPTION : ALTERNATIVE À LA VIOLENCE CONJUGALE	1 000
ORDRE DES FILS D'ITALIE AU CANADA	300
ORGANISATION INDE-CANADA INC., L'	1 500
ORGANISATION RUSSE DE MONTRÉAL VÉTÉRANS DE SECONDE GUERRE MONDIALE	2 000
PARTAGE-ACTION DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	6 000
PERSPECTIVE CARRIÈRE	2 500
PETITES-MAINS	2 000
REGROUPEMENT DES ARTISTES CANADIENS HONGROIS [RACH]	4 000

Organisme	Montant accordé
REGROUPEMENT ITALIEN (RÉGION MOLISE DE MONTRÉAL-NORD QUÉBEC CANADA)	750
REGROUPEMENT JEUNESSE ACTION CANADIENNE	3 000
RENDEZ-VOUS GOSPEL	2 500
REPAF- RÉSEAU DES ENTREPRENEURS ET PROFESSIONNELS AFRICAINS	2 750
RÉSEAU DE COMMUNICATION POUR LA PRÉVENTION DES ACTES CRIMINELS (RÉCOPAC)	250
RÉSEAU DES FEMMES D'AFFAIRES MAROCAINES DU CANADA	2 000
RUCHE VANIER INC., LA	1 500
RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA	500
SCOUTS DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, LES	1 000
SERVICE NOUVEAU D'AIDE COMMUNAUTAIRE [S.N.A.C.]	250
SERVICES AUX PERSONNES ÂGÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DU QUÉBEC	1 000
SERVICES D'AIDE AUX NEO-QUÉBÉCOIS ET IMMIGRANTS SANQI	500
SERVICES WEST-NETTE	3 000
SOC. DES DAMES PHILOPT. ÉGLISE ORTHOD. GRECQUE HOLY CROSS – LAVAL	500
SOCIÉTÉ CULTURELLE IRANIENNE DU WEST-ISLAND, LA	1 000
SOCIÉTÉ DE L'AUTISME ET DES TED [LAVAL]	500
SOCIÉTÉ ST-PATRICE DE ST-MALACHIE	500
SOUPÉ POPULAIRE SAINT-MAXIME	1 000
SPHÈRE MULTICULTURELLE	1 000
TEMPLE SHREE RAMJI MANDHATA	1 000
UNION FRANÇAISE	200
UNIVERSITÉ MCGILL	1 500
VERS VOUS	250
VILLE DE SAINT-RÉMI	1 500
"ZORNICA" CENTRE CULTUREL CANADIEN-BULGARE	750

QUESTION 13

VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES DÉCOULANT DES TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT REÇU) EN 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009 POUR CHACUN DES PROGRAMMES OU DES FONDS, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION ET LES PRÉVISIONS POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012

La compensation versée au Québec en vertu de *l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains* constitue une forme de financement stable et progressif permettant au Québec d'assurer sa maîtrise d'œuvre en matière d'accueil, d'aide à l'installation, de francisation, d'insertion en emploi et d'établissement des personnes immigrantes dans toutes les régions du Québec en favorisant leur pleine participation à leur nouvelle société.

Il faut noter que la compensation financière découlant de l'Accord n'est pas versée au Ministère, mais au Fonds consolidé du trésor québécois. Le Ministère obtient son financement pour ses activités d'accueil et d'intégration à même les crédits votés annuellement par le gouvernement du Québec.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a annoncé, le 1^{er} novembre 2007, des modifications à la gestion des sommes allouées par le Québec à l'intégration et à la francisation des immigrants à compter du budget des dépenses 2008-2009, et ce, afin d'assurer plus de transparence quant à l'utilisation de ces sommes. Ainsi depuis l'exercice financier 2008-2009, la totalité de l'enveloppe allouée par le Québec à l'intégration et à la francisation des immigrants a été versée au budget du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Des ententes de services conclues entre le MICC et les ministères offrant des services d'intégration et de francisation encadrent l'utilisation de ces sommes, ce qui permet d'accroître la cohérence des interventions gouvernementales en matière de francisation et d'intégration.

En 2008-2009, le gouvernement du Québec a consacré quelque 270 millions de dollars aux fonctions d'accueil, de francisation et d'intégration des immigrants qu'il reçoit sur son territoire. Pour ce même exercice financier, le gouvernement fédéral a versé environ 226 millions de dollars en vertu de l'Accord Canada-Québec.

QUESTION 14

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES)**

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

QUESTION 15

**NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL
MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2008-2009**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 16

**LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE
MINISTÈRE MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE**

Tous les employés rémunérés du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles occupent un poste.

QUESTION 17

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

Aucun employé rémunéré par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles n'est affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

QUESTION 18

LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION, SOIT CELLE RATTACHÉE À SA FONCTION ET UN REVENU D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CEGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès à l'information et ne peuvent être rendues publiques.

QUESTION 19

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN

Liste des abonnements (ci-jointe).

Coût des livres, journaux, magazines, bulletins électroniques et/ou papier, clubs privés ou autres et billets de saison.

Objet	Total
Services Internet d'information	8 000 \$
Livres	50 000 \$
Journaux	12 000 \$
Magazines, bulletins électroniques et/ou papiers	60 000 \$
Clubs privés ou autres	0 \$
Billets de saison	0 \$

Selon les données produites en date du 15 mars 2009.

NOTE : Au Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, l'achat des volumes et des abonnements de toutes les unités administratives est centralisé au Centre de documentation, ce qui a permis d'éviter la duplication des commandes et de stabiliser ces dépenses qui n'ont pas augmenté depuis trois ans.

En 2008-2009, le quart (10 000 \$) du budget des monographies a été consacré à l'acquisition d'ouvrages spécialisés en grande part sur les phénomènes migratoires et conservés dans la collection du Centre de documentation pour l'usage commun du personnel et des usagers externes, puisque celui-ci est ouvert au public.

Les trois quarts (35 000 \$) ont été consacrés à l'acquisition de ressources documentaires répondant aux besoins spécifiques (gestion publique, matériel pédagogique, publications juridiques, répertoires d'équivalence d'études pour institutions scolaires étrangères, ouvrages de référence, etc.) des gestionnaires, professionnels, fonctionnaires et enseignants, soit environ 1400 employés répartis dans les diverses unités administratives du Ministère.

Liste des abonnements**1. Titres conservés au Centre de documentation**

ABAKA
ACCUEILLIR
ACTION NATIONALE
ACTUALITÉ
AD HOC/BIBLIO.COQUILLE
AD HOC/BIBLIO.SOUTIEN TÉLÉPHONIQUE
AFFAIRES
AFFAIRES PLUS
AFRIQUE MAGAZINE
AGENDA
AGORA
ALTERNATIVES INTERNATIONALES
ANALYSE DE POLITIQUES
ANNUAIRE COLE DU GRAND MONTRÉAL
ANTHROPOLOGIE ET SOCIÉTÉS
ARABIES
ASIAN AND PACIFIC MIGRATION JOURNAL
ATOUT MICRO
AU QUÉBEC
AVENIR
BEL AGE. LE TEMPS DE VIVRE
BULLETIN LE MAINTIEN DE LA PAIX
CAHIERS DE DROIT
CANADIAN ETHNIC STUDIES
CANADIAN JEWISH NEWS
CANADIAN JOURNAL OF SOCIOLOGY
CANADIAN JOURNAL OF URBAN RESEARCH
CANADIAN REVIEW OF SOCIOLOGY AND ANTHROPOLOGY
CANADIAN WHO S WHO
CAP-AUX-DIAMANTS
CITIZENSHIP STUDIES
CODE CIVIL DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CULTURE
COMMUNICATION
CONJONCTURES
CONTINUITÉ
CORRIERE ITALIANO
COURRIER INTERNATIONAL
DEMOGRAPHY
DIASPORA
DIVERSITÉ
ECONOMIC DEVELOPMENT AND CULTURAL CHANGE
ECONOMIST
EMPLOI ET LE REVENU EN PERSPECTIVE
ETHNICITIES
ÉTUDES INTERNATIONALES
EUROPEAN UNION POLITICS
EXPRESS

FEMMES ARABES
FORCES
FRONTIÈRES
GAZETTE DES FEMMES
GAZETTE DU CANADA. PARTIE II
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-A
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-F
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-F. INTERNET
GÉO
GESTION
GLOBE
GLOBE AND MAIL. INTERNET
HOMMES ET MIGRATIONS
HORIZON
HUMAN RIGHTS QUARTERLY
IMMIGRANTS DE LA CAPITALE
INFOMART DIALOG
INFORMATEUR PUBLIC ET PRIVÉ
INSCAN (INTERNATIONAL SETTLEMENT CANADA)
INSIÈME
INTERCULTURE
INTERNATIONAL JOURNAL OF HUMAN RIGHTS
INTERNATIONAL JOURNAL OF INTERCULTURAL RELATIONS
INTERNATIONAL MIGRATION
INTERNATIONAL MIGRATION REVIEW
INTERVENTION
JOURNAL OF AMERICAN ETHNIC HISTORY
JOURNAL OF CROSS-CULTURAL PSYCHOLOGY
JOURNAL OF ETHNIC AND CULTURAL DIVERSITY IN SOCIAL WORK
JOURNAL OF ETHNIC AND MIGRATION STUDIES
JOURNAL OF MULTILINGUAL AND MULTICULTURAL DEVELOPMENT
JOURNAL OF REFUGEE STUDIES
JUMELÉ
KOLA
LETTRES QUÉBÉCOISES
LISTE HEBDOMADAIRE DES PUBLICATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA
LIVRES D'ICI
LIVRES DE FRANCE
MACLEAN'S
MAGAZINE PME
MANIÈRE DE VOIR
MIGRATIONS SANTÉ
MIGRATIONS SOCIÉTÉ
MINORITY RIGHTS GROUP
MONDE (ONLINE)
MONDE DIPLOMATIQUE
MONTREAL COMMUNITY CONTACT
MUSLIM FREE PRESS
NATIONAL IDENTITIES
NEWSWEEK
NOUVEL OBSERVATEUR
NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES

NOUVELLES SUR COMMANDE
OBSERVATEUR DE L'OCDE
OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN
OPTIONS POLITIQUES
PME
POINT
POLITIQUE ET SOCIÉTÉS
POPULATION
POPULATION AND DEVELOPMENT REVIEW
POPULATION AND VITAL STATISTICS REPORT
POPULATION STUDIES
PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX
PROTÉGEZ-VOUS
PSYCHOLOGIES
QUÉBEC FRANÇAIS
QUILL AND QUIRE
RECUEIL DES POLITIQUES EN GESTION
REDEVANCES
REFERENCE MAGAZINE
REFUGEE SURVEY QUARTERLY
RELATIONS
RELATIONS INDUSTRIELLES
REPÈRE (INTERNET)
RÉPERTOIRE DE VEDETTES MATIÈRES (CD-ROM)
REVUE CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE
REVUE COMMERCE
REVUE DE DROIT
REVUE DE L'INTÉGRATION ET DE LA MIGRATION INTERNATIONALE
REVUE DE PSYCHO-ÉDUCATION
REVUE DU BARREAU
REVUE EUROPÉENNE DE DÉMOGRAPHIE
REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES
REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL
REVUE JURIDIQUE THÉMIS
REVUE NOTRE-DAME
SOCIOLOGIE ET SOCIÉTÉS
STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES TRIMESTRIELLES
TERMIUM
TENDANCES SOCIALES CANADIENNES
THÈMES CANADIENS
TIERS-MONDE
TIME
TRAVAIL ET SANTÉ
TV HEBDO CÂBLE
VIE ET VIEILLISSEMENT
WINDOWS NEWS

2) Titres répartis dans les unités administratives

30 (LE)

ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS

ACCÈS À L'INFORMATION. LOI ANNOTÉE

ACTUALITÉ

AFFAIRES (4 EXEMPLAIRES)

AFRICA INTERNATIONAL

ANNOTATED IMMIGRATION ACT

ANNUAIRE COLE

ANNUAIRE COLE DU GRAND MONTRÉAL

ANNUAIRE DE JURISPRUDENCE DU QUÉBEC

ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC (2 EXEMPLAIRES)

CANADA NEWS

CANADIAN CHARTER OF RIGHTS

CHARTRE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS : LES GRANDS ÉNONCÉS DE
LA COUR SUPRÊME

CLIN D'OEIL

CLUB DE PRESSE BLITZ

CODE CIVIL DU QUÉBEC

CODE CIVIL DU QUÉBEC ANNOTÉ

CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS QUÉBÉCOIS

CONTRÔLE JUDICIAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

CORPORATION SANS BUT LUCRATIF

COUNTRY EDUCATION PROFILE ONLINE WORD SET

COURRIER INTERNATIONAL

DÉCISIONS DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

DÉCISIONS DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DÉCOUVRIR

DROIT

DROIT DE LA FAMILLE QUÉBÉCOISE

DROIT TRANSITOIRE CIVIL

ECHO ABITIBIEN

EFFECTIF

EMPLOI ET LE REVENU EN PERSPECTIVE

ENTREPRENDRE (QUÉBEC)

ÉTHIQUE PUBLIQUE

ÉVÉNEMENTIEL

EXPRESS

FEMMES ARABES

FORCES

FRONTIÈRE

FUTURIBLES

GAZETTE DES FEMMES

GAZETTE DU CANADA. PARTIE I

GAZETTE DU CANADA. PARTIE II

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 1

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-A

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-F (2 EXEMPLAIRES)

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC. PARTIE 2-F (INTERNET)

GESTION

GRAFIKA

GUIDE PRATIQUE SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS

IMMIGRATION AND CITIZENSHIP BULLETIN
IMMIGRATION LAW AND PRACTICE
INDUSTRIE ET COMMERCE
INFO PRESSE
INFORMATEUR PUBLIC ET PRIVÉ
JEUNE AFRIQUE L'INTELLIGENT
JOURNAL DE L'AFRIQUE EN EXPANSION
JUMELÉ
KEESING JOURNAL OF DOCUMENTS AND IDENTITY
LÉGISLATION CANADIENNE EN IMMIGRATION
LEXBASE
MAGAZINE PME
MANUEL DES CORPORATIONS DU QUÉBEC
MODERN LANGUAGE JOURNAL
MONDE 2
MONDE DIPLOMATIQUE (2 EXEMPLAIRES)
NOUVELLISTE
PC MAGAZINE
PRESSE (LA)
PROJETS DE LOIS PRIVÉS
PROJETS DE LOIS PUBLICS
PROJETS DE LOIS PUBLICS. SANCTIONNÉS
QUÉBEC INC.
QUÉBEC SCIENCE
RECUEIL DE JURISPRUDENCE DU QUÉBEC
RECUEIL DE JURISPRUDENCE EN DROIT DU TRAVAIL
RECUEIL DES POLITIQUES EN GESTION
RÉFÉRENCES MAGAZINE
REFLET (LE)
REFUGEE REPORT
REVUE CANADIENNE DES LANGUES VIVANTES
REVUE COMMERCE (3 EXEMPLAIRES)
REVUE DES DEUX MONDES
REVUE FRANÇAISE DE L'AUDIT
SENTENCES ARBITRALES DANS LA FONCTION PUBLIQUE
TABLEAU DES MODIFICATIONS ET INDEX SOMMAIRE DES RÈGLEMENTS
REFONDUS DU QUÉBEC
TAQ EXPRESS
TRAVAIL ET SANTÉ
TRIBUNE
WOMEN S COMMISSION FOR REFUGEE WOMEN AND CHILDREN

QUESTION 20

SITES INTERNET DU MINISTÈRE

Site ministériel

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 14 123 \$ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'entretien et de la mise à jour en 2008-2009 :

- Hébergement par Fusepoint inc. : 8 197 \$
- Utilisation d'un outil de gestion conçu et hébergé par Espace Courbe : 8 000 \$ pour les trois sites Internet du Ministère
- Entretien technique par Espace Courbe (programmation) : 7 664 \$ pour les trois sites Internet du Ministère
- Dynamisation de formulaires par Marc Saint-Sauveur (programmation) : 7 500 \$ pour les trois sites Internet du Ministère
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Nombre de visiteurs par mois en 2008-2009 :

- 50 276

Nombre de fois de refonte du site, coûts et critères justifiant les changements :

- Le site de 1996 (8 500 \$) a été refait en 1998 (39 750 \$) pour tenir compte du regroupement des responsabilités ministérielles et pour enrichir le site de nouvelles fonctionnalités. En 2002, le site a été modifié par des ressources internes pour le rendre conforme au Programme d'identification visuelle (PIV).
- En 2003, une nouvelle section thématique, Québec interculturel, a été ajoutée pour rendre compte de la société québécoise qui est de plus en plus diversifiée.
- Pour actualiser la nouvelle mission du Ministère depuis février 2005, une refonte complète du site a eu lieu en juin 2006 (14 123 \$). Il était devenu nécessaire de planifier une réorganisation des contenus étroitement liée à un nouveau scénario de navigation. De plus, la conception technique choisie a permis d'uniformiser la présentation des pages et de faciliter grandement leur mise à jour.
- Le site n'a pas fait l'objet de changements significatifs en 2008-2009.

Site Immigration-Québec (immigration et intégration)

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 67 000 \$ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'entretien et de mise à jour en 2008-2009 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec : 25 274 \$
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Nombre de visiteurs par mois en 2008-2009 :

- 450 000

Nombre de fois de refonte du site, coûts et critères justifiant les changements :

- Le site a été refait en 1999, en 2000 et en 2002 (coût : 45 000 \$) dans le but de mieux répondre aux besoins de la clientèle, de faciliter la recherche d'information, de présenter une navigation plus simple et conviviale, notamment sur le plan des fonctions de type transactionnel, d'en enrichir le contenu et de le rendre conforme au Programme d'identification visuelle.
- Une refonte complète du site a débuté en 2004 et s'est terminée en 2006 (mise en ligne en mai 2006). La refonte est axée sur une approche « client » présentant un parcours type pour chaque clientèle spécifique. Offert en français, en anglais et en espagnol, le site se veut ainsi un outil servant à accompagner les personnes immigrantes dans toutes les démarches liées à un projet d'immigration. La recherche d'information est facilitée, l'accent étant mis sur les clientèles et sur des thèmes d'intérêt dès le premier niveau (fonction de « filtre »), ce qui interpelle davantage les internautes. Le site donne accès à une évaluation en ligne pour les personnes qui veulent immigrer, à l'outil d'accompagnement *Apprendre le Québec* et à une banque d'exercices de français en ligne. Il comporte aussi des sous-sites en plusieurs langues pour la promotion faite à l'étranger. Visuellement, le site présente un aspect moderne et actuel, tout en respectant les normes de conception Web en vigueur. Techniquement, le site est plus souple pour les mises à jour et de manipulation plus rapide.
- L'augmentation ininterrompue de l'achalandage ainsi qu'une meilleure connaissance des habitudes de navigation de la clientèle et de ses besoins en matière d'information et de services transactionnels ont conduit à la nécessité de faire une refonte importante du site.
- En 2006-2007, les dépenses liées à la refonte du site Immigration-Québec sont de 67 000 \$ (conception et programmation).
- Le site n'a pas fait l'objet de changements significatifs en 2008-2009.

Site Québec interculturel

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 17 444 \$ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'entretien et de mise à jour en 2008-2009 :

- Hébergement par Fusepoint inc. : 3 900 \$
- L'entretien et la mise à jour sont effectués par des ressources internes

Responsable du contenu du site :

- La Direction des affaires publiques et des communications

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Nombre de visiteurs par mois en 2008-2009 :

- 12 698

Nombre de fois de refonte du site, coûts et critères justifiant les changements :

- Le site Québec interculturel a été créé en juin 2006 (17 444 \$) en reprenant le contenu d'une ancienne section du site ministériel et en ajoutant de nouvelles sections à l'intérieur d'une navigation enrichie pour répondre à une clientèle diversifiée.
- Dans le site Québec interculturel, le grand public intéressé par les questions de rapprochement interculturel, de lutte contre le racisme et de diversité ethnoculturelle peut obtenir de l'information à jour sur ces questions et sur les événements marquants du monde interculturel, des prix et distinctions accordés ainsi que des différents concours.
- De leur côté, les organismes, les institutions et les employeurs trouvent dans ce site de l'information sur les programmes et services en matière de rapprochement interculturel et de gestion de la diversité.
- Le site n'a pas fait l'objet de changements significatifs en 2008-2009.

Selon les données produites en date du 17 mars 2009.

QUESTION 21

NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2008,
DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 5 des renseignements généraux.

QUESTION 22

**POUR 2008-2009, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES
MINISTÉRIELLES OU SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC,
EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS**

Il n'y a pas eu de tournées ministérielles et sous-ministérielles en 2008-2009.

QUESTION 23

**MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010
POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIELS
(LOGICIELS OU ÉQUIPEMENTS) POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE,
LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES**

Pour la mise en place du gouvernement en ligne, le Ministère a déboursé en 2008-2009 :

PROJET	MONTANT ¹
Travaux d'analyse détaillée pour la mise en ligne (2009-2010) de la demande de certificat de sélection du Québec (DCS) pour les travailleurs qualifiés.	46 725 \$
<ul style="list-style-type: none"> Statut du projet : En cours Réalisation : Exercices financiers 2008-2009 à 2009-2010 Montant total des contrats accordés à des firmes pour moins de 25 000 \$ au cours de l'exercice financier 2008-09 : 	15 000 \$
Parachèvement des travaux pour la mise en ligne d'un service pour les demandeurs de certificat d'acceptation du Québec pour études.	529 361 \$
<ul style="list-style-type: none"> Statut du projet : Complété Réalisation : Exercices financiers 2007-2008 à 2008-2009 Dépenses contractuelles de plus de 25 000 \$ au cours de l'exercice 2008-2009. <ul style="list-style-type: none"> > DMR Conseils : Montant total des contrats accordés à des firmes pour moins de 25 000 \$ au cours de l'exercice 2008-2009 : 	343 059 \$ 31 139 \$
Parachèvement des travaux de développement d'une plate-forme de francisation en ligne visant à offrir des services personnalisés d'apprentissage du français à distance (phase 1).	97 200 \$
<ul style="list-style-type: none"> Statut du projet : Complété Réalisation : Exercices financiers 2004-2005 à 2008-2009 Montant total des contrats accordés à des firmes pour moins de 25 000 \$ au cours de l'exercice financier 2008-2009 : 	9 030 \$
Travaux d'analyse détaillée pour le développement d'un service en ligne (2009-2010) permettant à la clientèle du ministère de faire sa demande d'admission aux cours de francisation à temps complet.	109 080 \$
<ul style="list-style-type: none"> Statut du projet : En cours Réalisation : Exercices financiers 2008-2009 à 2009-2010 Dépenses contractuelles accordées à des firmes pour plus de 25 000 \$ au cours de l'exercice 2008-2009 <ul style="list-style-type: none"> > Cofomo inc : 	30 000 \$
Travaux d'analyse préliminaire en vue de développer un volet international au service de placement en ligne offert au MESS. Ce projet, en partenariat avec le MESS, vise à faciliter l'arrimage des emplois vacants au Québec avec des candidats sélectionnés à l'étranger.	26 925 \$
<ul style="list-style-type: none"> Statut du projet : En cours, étude préliminaire réalisée en 2008-2009 Réalisation : Exercices financiers 2008-2009 à 2010-2011. Contrats accordés à des firmes au cours de l'exercice 2008-2009 : Aucun 	

¹ Données préliminaires

Mettre en ligne de nouveaux modules de formation de niveau avancé (en français oral et écrit) et pour certains domaines professionnels (santé, génie et administration).

64 770 \$

- Statut du projet : En cours (étude préliminaire)
- Réalisation : Exercices financiers 2008-09 à 2010-2011.
- Contrats accordés à des firmes au cours de l'exercice 2008-2009 : Aucun

TOTAL MONTANT DÉBOURSÉ 2008-2009**874 061 \$**

QUESTION 24

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION POUR LE MINISTÈRE POUR 2008-2009

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 25

LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIES À L'ADJOINT PARLEMENTAIRE

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 11 des renseignements généraux.

QUESTION 26

ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2008 ENTRE LE MINISTÈRE ET LE
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires
intergouvernementales canadiennes.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

QUESTION 1

**COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DE TOUS LES MÉMOIRES DÉPOSÉS AU CONSEIL DES
MINISTRES AYANT TRANSITÉ PAR LE MICC EN 2008-2009**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 2

NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TRAITÉES (IMMIGRATION PERMANENTE ET IMMIGRATION TEMPORAIRE) ET NOMBRE DE CERTIFICATS (CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC – CSQ – ET CERTIFICAT D'ACCEPTATION – CAQ) ÉMIS, POUR CHACUN DES PROGRAMMES D'IMMIGRATION, AU COURS DES ANNÉES CIVILES 2006, 2007 ET 2008

Il est à noter qu'une demande de certificat de sélection du Québec (CSQ) est déposée par le requérant principal, mais comprend le conjoint ainsi que les personnes à charge. Lorsque la demande est acceptée, un CSQ est alors émis pour chacune des personnes incluses dans la demande principale.

En ce qui concerne la demande de certificat d'acceptation du Québec (CAQ) pour les travailleurs temporaires, se sont les employeurs du Québec qui effectuent une demande auprès du ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles et cette demande peut viser plusieurs employés. Lorsque la demande de l'employeur est acceptée, un CAQ est alors émis pour chacun des employés visés par cette demande.

	2006	2007	2008
Demandes d'immigration traitées sur place et à l'étranger			
Immigration permanente ¹	46 890	48 445	53 147
Immigration temporaire ²	31 023	32 179	33 486

¹ Sont considérés comme « dossiers traités » pour l'immigration permanente :

- à l'étape de la présélection, tous les dossiers refusés et tous les dossiers acceptés mais en attente de sélection;
- à l'étape de la sélection, tous les dossiers acceptés ainsi que tous les dossiers refusés.

² Sont considérés comme « dossiers traités » pour l'immigration temporaire :

- tous les dossiers traités par le Ministère ayant résulté en une décision positive ou négative de même que ceux qui sont en attente de compléments d'information de la part du client.

	2006	2007	2008
Nombre de certificats émis sur place et à l'étranger			
Certificats de sélection du Québec (CSQ)	57 163	61 356	64 862 ¹
Certificats d'acceptation du Québec (CAQ)	29 322	30 568	32 806

¹ Un dossier est traité pour chaque requérant principal. Lorsqu'une demande(dossier) est acceptée, un CSQ est émis au requérant principal ainsi qu'à chaque membre de sa famille qui l'accompagne. Ces chiffres incluent les CSQ émis dans les catégories d'immigration économiques, familiales et humanitaires.

QUESTION 3

DÉLAIS DE TRAITEMENT POUR LA CATÉGORIE DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS PAR TERRITOIRE AU TERME DES ANNÉES 2006-2007-2008

Les délais de traitement des demandes peuvent varier en raison de plusieurs facteurs :

- les objectifs globaux de sélection identifiés par le MICC qui sont divisés par bassin géographique et par catégorie d'immigration;
- la hausse ou la baisse du volume des demandes de certificat de sélection déposées en provenance des divers territoires;
- la conjoncture internationale.

Ces délais concernent les demandes de certificat de sélection du Québec et excluent les délais relatifs aux demandes de résidence permanente déposées auprès du gouvernement du Canada.

Le calcul du délai s'applique aux demandes complètes, c'est-à-dire dont le formulaire et les déclarations sont dûment remplies, les documents justificatifs et la traduction sont certifiés et le paiement exact des frais est complet.

Les données inscrites dans ce tableau représentent le nombre de mois entre la date de dépôt de la demande et la date de l'entrevue de sélection.

TERRITOIRE	Nombre de mois*		
	2006	2007	2008
Afrique	24	25	4 à 11
Amérique du nord	3 à 17	3 à 5	3 à 5
Amérique latine (partie sud)	3 à 14	2 à 4	1 à 4
Amérique latine (partie nord)	3	1 à 4	5
Asie	15 à 17	8 à 13	6 à 9
Europe de l'Est	3 à 5	2 à 4	3 à 7
Europe de l'Ouest	4	4 à 5	3 à 5
Maghreb	22 à 24	27 à 29	25 à 26
Moyen-Orient	22 à 24	25 à 32	4 à 8

*Données extraites du rapport bimestriel sur les délais de traitement, version de décembre de chaque année visée.

QUESTION 4

**DÉLAIS DE TRAITEMENT, POUR LES ANNÉES CIVILES 2006, 2007 ET 2008, DES DEMANDES
DE CERTIFICATS D'ACCEPTATION DU QUÉBEC (CAQ)
POUR LA CATÉGORIE DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

Les délais de traitement des demandes de CAQ pour études font partie des engagements de la Déclaration de services aux citoyens uniquement depuis 2008. Les données pour les années 2006 et 2007 ne sont pas disponibles.

Au cours de l'année civile 2008, 93 % des demandes de CAQ pour études ont été traitées à l'intérieur d'un délai de 20 jours ouvrables, dont 50 % en 8 jours ou moins.

Ces délais de traitement vont de la date de réception d'une demande à la prise de décision finale et tiennent compte des délais occasionnés par la réception de dossiers incomplets.

QUESTION 5

**RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE,
DEPUIS 1998, EN INDIQUANT LE PAYS DE NAISSANCE, LE TYPE D'IMMIGRANT ET LEUR
OCCUPATION AU QUÉBEC**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

1. Répartition des immigrants admis au Québec selon la région de résidence (territoires des directions régionales du MICC) et le pays de naissance

Cinq principaux pays de naissance des immigrants admis de 1998 à 2007 selon leur région de résidence en janvier 2009 :

Capitale-Nationale et Est-du-Québec¹	Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec
France	Colombie	Colombie
Colombie	France	France
Maroc	Chine	Maroc
Algérie	Maroc	Afghanistan
Chine	Roumanie	Algérie
Laval, Laurentides et Lanaudière	Montérégie	Agglomération de Montréal
France	France	Algérie
Liban	Chine	Maroc
Roumanie	Colombie	Chine
Haïti	Roumanie	France
Colombie	Maroc	Roumanie

¹ Capitale-Nationale et Est-du-Québec : régions administratives de la Capitale-Nationale, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Chaudière-Appalaches, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

- Immigrants admis de 1998 à 2007, parmi ceux pour lesquels la région de résidence est connue en janvier 2009 :
 - 19,3 % sont établis à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal (île de Montréal, Longueuil et Laval);
 - 80,7 % sont établis dans la Région métropolitaine de Montréal.

2. Répartition des immigrants présents au Québec selon le type d'immigrants

- Immigrants admis de 1998 à 2007, résidant dans la Région métropolitaine de Montréal, par catégorie :
 - 57,3 % : Immigration économique;
 - 24,4 % : Regroupement familial;
 - 16,9 % : Réfugiés et personnes en situation semblable;
 - 1,5 % : Autres immigrants non classés ailleurs.
- Immigrants admis de 1998 à 2007, résidant à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal, par catégorie :
 - 47,0 % : Immigration économique;
 - 27,5 % : Regroupement familial;
 - 24,7 % : Réfugiés et personnes en situation semblable;
 - 0,7 % : Autres immigrants non classés ailleurs.

3. Répartition des immigrants présents au Québec selon leur occupation (profession) au Québec

Les données de l'Enquête sur la population active nous indiquent, qu'en 2008, les professions des immigrants se répartissent comme suit :

QUESTION 5

Ventes et services	24,1%
Affaires, finance et administration	16,4%
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	11,0%
Métiers, transport et machinerie	10,7%
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	9,6%
Gestion	9,2%
Secteur de la santé	7,6%
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	7,1%
Arts, culture, sports et loisirs	3,6%
Professions propres au secteur primaire	0,7%
Total, toutes les professions	100,0%

QUESTION 6

POUR CHACUN DES PROGRAMMES SUIVANTS : PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES NOUVEAUX ARRIVANTS (PANA), PROGRAMME REGIONAL D'INTÉGRATION (PRI), PROGRAMME D'APPUI AUX RELATIONS INTERCULTURELLES (PARI) ET PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR L'INTÉGRATION LINGUISTIQUE DES IMMIGRANTS (PAFILI) : CRÉDITS ACCORDÉS EN 2008-2009, PRÉVISIONS POUR 2009-2010, NOMBRE DE PERSONNES REJOINTES ET FRAIS D'ADMINISTRATION POUR CHAQUE PROGRAMME

INTÉGRATION (2008-2009)**Crédits accordés**

- | | |
|--|--------------|
| • Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) | 8 835 000 \$ |
| • Programme régional d'intégration (PRI) | 4 416 500 \$ |
| • Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) | 2 400 000 \$ |

Nombre de personnes rejointes

Un outil de gestion est en développement qui permettra de suivre les volumes de clientèles.

Frais d'administration des programmes

Les frais associés à l'analyse et au traitement des demandes d'aide financière sont intégrés au fonctionnement du secteur de l'Intégration. Le traitement des demandes se fait par des conseillers en partenariat et du personnel de soutien du Ministère qui travaillent sur plusieurs programmes. Le développement d'un mécanisme de détermination de coût de revient, qui permettra de mieux suivre les frais associés à chaque programme, est prévu dans les travaux en cours d'amélioration de la performance.

FRANCISATION (2008-2009)**Crédits accordés**

- | | |
|---|---------------|
| • Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI) | 11 088 000 \$ |
|---|---------------|

Nombre de personnes rejointes (en date du 1^{er} mars 2009)*Cours à temps complet*

Nombre total d'étudiants	10 111
Nombre de bénéficiaires des allocations de participation	7 080 (70,0 %)
Nombre de bénéficiaires des allocations de frais de garde	2 164 (21,4 %)
Nombre de bénéficiaires des allocations de transport	5 153 (51,0 %)

Cours à temps partiel

Nombre total d'étudiants	12 770
Nombre de bénéficiaires de l'allocation de frais de garde	1 076 (8,4 %)

Frais d'administration pour chaque programme

La gestion de l'ensemble des activités de francisation a été centralisée en 2004, et ce, à des fins d'efficience. Plusieurs opérations ont été automatisées, notamment dans le but de réduire les frais d'administration. Le développement d'un mécanisme de détermination de coût de revient, qui permettra de mieux suivre les frais associés à chaque programme, est prévu dans les travaux en cours d'amélioration de la performance.

QUESTION 7

**NOMBRE DE NOUVEAUX ARRIVANTS, POUR LES ANNÉES CIVILES 2006, 2007 ET 2008, QUI
ONT PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS D'ACCUEIL OFFERTES
PAR LES SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC**

La première entrevue d'accueil au Québec

L'entrevue individuelle pour les non-francophones ou la séance de groupe pour les personnes connaissant le français permettent aux nouveaux arrivants d'obtenir des renseignements sur divers sujets utiles à leurs premières démarches d'installation au Québec. Les sujets abordés concernent, entre autres, les services publics, la recherche d'un logement, les démarches à entreprendre pour obtenir les documents officiels (carte d'assurance maladie, numéro d'assurance sociale, permis de conduire), les formalités d'inscription dans les établissements d'enseignement et les services de garde ainsi que les services offerts par le Ministère, par les organismes communautaires partenaires ou par d'autres ministères et organismes.

Nombre de personnes ayant participé à une première rencontre d'accueil ou à une séance de groupe sur les premières démarches d'installation

Année financière	2008-2009 ¹	2007-2008	2006-2007
Nombre de personnes	15 026	13 218	12 438

¹Données préliminaires pour 2008-2009

Les données pour les années antérieures se trouvent dans les rapports annuels de gestion du Ministère.

QUESTION 8

**VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION
EN 2006-2007, 2007-2008 ET PRÉVISIONS POUR 2008-2009 ET NOMBRE DE CLASSES PAR
SESSION POUR CHACUNE DE CES ANNÉES**

Note : Les données pour les années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles des années antérieures.

VENTILATION DES DÉPENSES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2008-2009

Temps complet	Temps partiel	Total
46 346 400\$	15 153 600 \$	61 500 000 \$

NOMBRE DE GROUPES DANS LES COURS RÉGULIERS PAR SESSION EN 2008-2009¹

Session	Temps complet	Temps partiel
Printemps	226	206
Été	235	105
Automne	229	231
Hiver	234	233
Total	894	775

¹ Les données sont en date du 1^{er} mars 2009.

QUESTION 9

**VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU PROGRAMME RÉGIONAL
D'INTÉGRATION EN IMMIGRATION DEPUIS 2002. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET
REFUSÉES. PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2009-2010**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

En 2008-2009, 40 projets ont été accordés pour un montant total de 4 816 693 \$. Parmi les 40 projets financés, 6 concernent des ententes avec des villes et municipalités et 13 concernent des ententes avec les CRÉ. Aucune demande n'a été refusée.

**Liste des projets accordés
Année financière 2008-2009**

Organisme	Montant accordé*
▪ Accueil et intégration BSL inc.	22 554 \$
▪ C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	36 000 \$
▪ Carrefour BLE	45 000 \$
▪ Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	56 100 \$
▪ Centre d'intégration en emploi des Laurentides (C.I.E. Laurentides)	69 000 \$
▪ Centre local de développement de la Haute-Côte-Nord (CLDHCN)	6 500 \$
▪ Centre Saint-Michel	110 000 \$
▪ Collectif des femmes immigrantes du Québec	148 500 \$
▪ Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie et des Îles	30 000 \$
▪ Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent (2 ^e projet)	25 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de la Mauricie	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de Longueuil	150 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de l'Outaouais	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de Montréal	150 000 \$
▪ Conférence régionale des élus des Laurentides	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	126 000 \$
▪ Conférence régionale des élus du Saguenay—Lac-Saint-Jean	125 000 \$
▪ Conférence régionale des élus Lanaudière	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de la Montérégie-Est	70 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	70 000 \$
▪ Fédération de l'UPA de la Beauce (La)	1 766 \$
▪ Fédération de l'UPA de la Beauce (La) (2 ^e projet)	31 000 \$
▪ Forum-2020	75 348 \$
▪ ICI Intégration communautaire des immigrants	126 000 \$
▪ Portes ouvertes sur le lac	50 000 \$
▪ PROMIS (Promotion – Intégration – Société nouvelle)	130 000 \$
▪ Services accès travail de Portneuf	60 000 \$
▪ Service d'appui régional en immigration (SARI)	97 200 \$
▪ Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIT QUÉBEC)	225 000 \$
▪ Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	57 125 \$
▪ Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	63 000 \$
▪ Université de Sherbrooke	35 000 \$
▪ Ville de Drummondville	15 600 \$
▪ Ville de Gatineau	100 000 \$
▪ Ville de Montréal	1 500 000 \$
▪ Ville de Québec	300 000 \$
▪ Ville de Shawinigan	60 000 \$
▪ Ville de Sherbrooke	50 000 \$
TOTAL	4 816 693 \$

*Selon les données produites en date du 13 mars 2009

QUESTION 10a

**VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS
AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

**INVESTISSEMENTS¹ AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » APRÈS LE 8 JUIN 2000
PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L'AIDE AUX ENTREPRISES (PIAE)**

PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L'AIDE AUX ENTREPRISES (PIAE) Secteur d'activité²	2008 (000\$)
Secteur primaire	140
Alimentation et boissons	11 054
Caoutchouc et plastique	3 070
Vêtements, textile et cuir	853
Produits du bois	5 899
Meubles	2 936
Papier	1 102
Imprimerie	2 431
Métaux 1ère transformation et produits métalliques	10 622
Machinerie	3 485
Matériel de transport	888
Produits électriques et électroniques	2 600
Produits minéraux non métalliques	2 234
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	2 368
Industries manufacturières diverses	1 888
Secteur tertiaire: services divers (technologie de l'information, service de gestion des déchets, tourisme, golf, ski, etc)	4 556
Secteur tertiaire: services professionnels, scientifiques et techniques	0
Secteur tertiaire: conception de systèmes et services connexes	1 037
Secteur tertiaire: édition de logiciels	66
Secteur tertiaire : recyclage, gestion de déchets et services environnementaux	2 107
Secteur tertiaire : soins de santé et assistance sociale	496
Secteur tertiaire : hébergement et restauration	2 766
TOTAL	62 598

¹ Les retombées par secteur d'activité sont sous la forme de contributions financières non remboursables autorisées à partir des revenus de placements effectués auprès d'IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec.

² Les secteurs d'activité sont définis par Investissement Québec.

Source : IQ Immigrants Investisseurs Inc, filiale d'Investissement Québec

QUESTION 10b

**NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ) DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC
POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES
ET PRÉVISIONS POUR 2009**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

CSQ DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES EN 2008

	Requérants principaux	Nombre de personnes ¹
Travailleurs autonomes	56	161
Entrepreneurs	83	272
Investisseurs	1608	5805
TOTAL	1747	6238

¹ Nombre total de personnes, incluant les requérants principaux.

Source : Banque statistique sur l'immigration permanente, 13 mars 2009.

QUESTION 10 c

**VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS
ADMIS AU QUÉBEC EN 2007 ET 2008***

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Région de dernière résidence	Pays de dernière résidence	Nombre de requérants principaux admis en 2008*
Afrique du Nord	Égypte	21
	Autres pays	6
	Total	27
Moyen-Orient	Arabie saoudite	6
	Émirats arabes unis	15
	Liban	13
	Autres pays	9
	Total	43
Asie occidentale et centrale	Iran	50
	Turquie	33
	Autre pays	1
	Total	84
Asie orientale	Chine	94
	Corée du Sud	11
	Taïwan	5
	Total	110
Asie méridionale	Bangladesh	6
	Autres pays	4
	Total	10
Autres pays		17
Total, tous les pays		291

* Données préliminaires pour 2008.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 10d

MONTANTS D'ARGENT EN ATTENTE DE PLACEMENT
PROGRAMME «IMMIGRANTS INVESTISSEURS»

Dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs en vigueur avant le 8 juin 2000, les montants d'argent en attente de placement sont des sommes transférées au Québec chez un courtier ou à une société de fiducie, mais non encore placées dans une entreprise admissible. Les intermédiaires financiers attendent généralement que le candidat ait obtenu son statut de résident permanent de la part du gouvernement canadien avant de proposer un placement à l'investisseur.

La sélection des candidats ayant déposé une demande avant le 8 juin 2000 s'est terminée en 2003 et tous les candidats sélectionnés en vertu de ce volet du programme n'ont pas encore obtenu leur résidence permanente. De plus, suivant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers applicable, le candidat peut faire son placement jusqu'à douze mois après avoir obtenu sa résidence permanente.

Ainsi, au 3 mars 2009, la somme de 11 850 000 \$, transférée au Québec par des candidats sélectionnés, était en attente de placement.

Dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs en vigueur depuis le 8 juin 2000, le Certificat de sélection du Québec n'est délivré que lorsque la somme de 400 000 \$ est placée au Fonds consolidé du revenu du Québec. Au 31 janvier 2009, 98 candidats étaient en voie de placer le montant prescrit par règlement auprès d'Investissement Québec (ce qui représente une somme totale de 39 200 000 \$ en attente de placement). Investissement Québec gère le *Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises* financé à même les revenus générés par ces placements au Fonds consolidé du revenu du Québec. Le candidat dispose d'un délai réglementaire maximal de 120 jours pour réaliser ce placement auprès d'Investissement Québec (délai réglementaire entré en vigueur le 2 mars 2005). Les sommes en attente de placement au 31 janvier 2009 sont donc liées à une sélection récente du candidat.

QUESTION 10e

INDIQUER LE MONTANT QUI EST DISPONIBLE AU TITRE DE LA PROMOTION DU PROGRAMME
"IMMIGRANTS INVESTISSEURS" AU 1^{ER} MARS 2009

- Un pour cent des revenus générés par les placements réalisés par des candidats immigrants investisseurs, ayant déposé leur demande depuis le 2 mars 2005, est réservé aux mesures de consolidation et de promotion de l'immigration d'affaires.
- Au 1^{er} avril, le montant disponible à ce titre est de 3 381 475 \$.

QUESTION 11

**COPIE DES ENTENTES SIGNÉES EN 2008-2009 AVEC MONTRÉAL INTERNATIONAL ET AVEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC.**

Montréal International

Voir entente signée en fichier joint.

Investissement Québec

Le projet d'entente avec Investissement-Québec dans le cadre du programme d'accueil et d'accompagnement des Immigrants Investisseurs n'a pas encore été signé. Sa signature est prévue au début de l'exercice financier 2009-2010.

ENTENTE

ENTRE : LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par M. Marc Lacroix, sous-ministre

ci-après appelée la "Ministre"

ET : MONTREAL INTERNATIONAL, une personne morale constituée ayant son siège social au 380, rue Saint-Antoine, Ouest à Montréal, ici représentée pour les fins des présentes par M. André Gamache, président-directeur général et M. Yves Guérin, secrétaire corporatif, dûment autorisés à agir aux termes de l'article 90 des règlements généraux tel qu'ils le déclarent,

ci-après appelé "MI"

ATTENDU QUE la Ministre a la responsabilité d'informer, recruter et sélectionner les immigrants et à faciliter leur établissement au Québec;

ATTENDU QUE la Ministre peut, dans l'exercice de ses responsabilités, conclure des ententes avec toute personne, association ou société ou avec tout organisme;

ATTENDU QUE la Ministre a rendu public un plan de mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration en emploi des immigrants;

ATTENDU QUE dans ce plan, la mesure 4.5 consiste à favoriser le passage du statut de résident temporaire à celui de résident permanent pour les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires;

ATTENDU QUE l'une des actions prévues dans cette mesure est de mener des actions de promotion auprès des travailleurs temporaires déjà en emploi au Québec;

ATTENDU QUE MI a pour mission de contribuer au développement économique du Grand Montréal et d'accroître son rayonnement international;

ATTENDU QU'un des mandats de MI est de faciliter l'établissement de la main d'œuvre étrangère stratégique;

ATTENDU QUE MI a développé une expertise en mobilité internationale utile aux entreprises et institutions des 82 municipalités de la Communauté métropolitaine de Montréal en offrant soutien et accompagnement aux entreprises et aux travailleurs temporaires spécialisés dans leurs démarches en vue de l'obtention d'un certificat de sélection du Québec et de la résidence permanente;

ATTENDU QUE MI manifeste aussi son intérêt pour les questions d'immigration en apportant notamment sa contribution aux consultations ministérielles.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit:

1. OBJET

La Ministre retient les services de MI qui accepte d'agir, aux conditions déterminées dans la présente entente, pour la réalisation, pour les années 2008 à 2011 inclusivement, d'activités de promotion et d'information ciblées auprès des travailleurs temporaires spécialisés présents dans la région métropolitaine de Montréal afin de les inciter à faire le passage à la résidence permanente, notamment en présentant une demande de certificat de sélection du Québec. La ministre s'engage à verser à MI, pour l'exécution complète et entière des obligations de ce dernier à la satisfaction de la Ministre, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de un million deux cent vingt huit mille huit cent quarante cinq dollars (1 228 845 \$) pour la durée de la présente entente. La Ministre ne s'engage cependant pas à dépenser la totalité de cette somme.

Le projet est décrit à l'Annexe A de la présente entente, laquelle annexe fait partie intégrante de la présente entente.

2. ENGAGEMENTS DE MI

MI s'engage à :

- réaliser, par des activités documentées, le projet prévu à l'annexe A de la présente entente;
- contribuer directement aux objectifs prévus à l'annexe A de la présente entente pour la région métropolitaine de Montréal.

À cette fin, MI s'engage à :

- mettre sur pied un comité d'orientation et de suivi du projet et à y inviter un représentant de tous les partenaires financiers du projet;
- soumettre semestriellement à la Ministre un bilan écrit des activités réalisées et des résultats obtenus à compter du premier semestre de 2009, et ce, pour la durée de la présente entente;
- collaborer à la mise en place et soutenir des mécanismes d'échange d'information avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) sur les travailleurs et les entreprises rejoints par le projet;
- réaliser le protocole de visibilité décrit à l'Annexe B de la présente entente, laquelle annexe fait partie intégrante de la présente entente;
- utiliser le montant alloué aux seules fins prévues à la présente entente;
- respecter les règles usuelles de gestion et d'éthique et faire en sorte que les administrateurs ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- permettre à la Ministre ou à toute personne qu'elle autorise d'examiner les registres, dossiers et comptes de MI et de prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- rembourser sans délai à la Ministre tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- rembourser, à l'expiration du projet et sur demande de la Ministre, tout montant non utilisé;
- participer, à la demande de la Ministre, à l'évaluation du projet.

3. ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE

La Ministre s'engage à verser à MI les montants prévus à l'Annexe A de la présente entente selon les modalités suivantes :

- dans les 30 jours de la signature de la présente entente, le montant de 96 468 \$ pour l'année 2008, sur présentation d'une facture, pour l'exécution, à la satisfaction de la Ministre, des travaux prévus;
- dans les 30 jours suivant la fin d'un trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre), sur présentation d'une facture, la somme due pour l'exécution, à la satisfaction de la Ministre, des travaux prévus;
- dans les 30 jours suivant le dernier bilan d'activités pour 2011, sur présentation d'une facture, la somme due pour l'exécution, à la satisfaction de la Ministre, des travaux prévus.

La Ministre se réserve le droit de réduire les montants prévus dans les cas suivants :

- lorsque le montant des dépenses admissibles pour la réalisation des activités prévues à la présente entente est inférieur à celui initialement mentionné, pour le MICC, à l'Annexe A de la présente entente;
- lorsque MI obtient une source de financement additionnelle qui modifie le plan de financement décrit à l'Annexe A de la présente entente;
- lorsque la Ministre juge les résultats obtenus incompatibles avec les objectifs poursuivis.

4. DÉFAUT

Pour les fins de la présente entente, MI est réputé être en défaut :

- a) s'il ne respecte pas l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations de la présente entente;
- b) s'il a fourni des garanties, des renseignements ou des documents qui sont inexacts ou trompeurs;
- c) s'il devient insolvable, fait faillite, est sous ordonnance de séquestre ou invoque une loi relative aux débiteurs insolubles ou faillis;
- d) s'il cesse de faire affaire ou interrompt totalement ou partiellement ses activités

5. RECOURS

Lorsque la Ministre constate un défaut de MI suivant l'un ou l'autre des cas prévus à la clause 4 de la présente entente, elle peut, après en avoir avisé MI par écrit, exercer, séparément ou cumulativement, les recours suivants :

- a) réviser les montants prévus;
- b) suspendre tout versement pour les sommes dues ou celles à venir;
- c) résilier la présente entente et mettre fin à toute obligation de la Ministre découlant de celle-ci;
- d) réclamer immédiatement le remboursement partiel ou intégral des montants déjà versés;
- e) exiger que MI remédie au défaut dans le délai que la Ministre fixe.

Lorsque la Ministre se prévaut de la présente clause, elle avise MI par écrit du ou des moyens qu'elle entend utiliser. L'avis de la Ministre prend effet à la date de sa réception par MI.

6. CESSION

Ni la présente entente ni quelque droit ou obligation en résultant ne pourront, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans le consentement écrit de la Ministre.

7. RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de la Ministre, celle-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par MI.

8. SOUS-TRAITANCE

MI ne peut faire exécuter en sous-traitance tout ou partie des obligations convenues à la présente entente sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la Ministre.

On entend par sous-traitance, le fait de confier à un autre fournisseur une partie du mandat confié par la Ministre. Le recours à la sous-traitance est différent de l'emploi de ressources externes.

9. RESPONSABILITÉ DE MI

MI est responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents ou représentants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente entente, y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de la présente entente.

MI s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la Ministre contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite ou autre procédure pris par quiconque en raison de dommages ainsi causés.

10. CONFIDENTIALITÉ

MI s'engage à se conformer aux dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (L.R.Q., c. P-39.1) et de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

11. CONFLIT D'INTÉRÊTS

MI s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la Ministre, à l'exclusion des obligations qui incombent à MI en vertu de la présente entente. Si une pareille situation se présentait, il devra aussitôt en informer la Ministre, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant à MI comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente entente.

12. LIEN D'EMPLOI

MI est la seule partie patronale à l'égard de l'ensemble du personnel qu'il affecte à l'exécution de la présente entente et il doit en assumer toutes les charges, obligations et responsabilités.

13. PAIEMENT DE DETTE FISCALE

Conformément à l'article 31.1.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) et à l'article 53 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., c. P-2.2), lorsque MI est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la Ministre peut, à la demande du ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu de la présente entente aux fins du paiement de cette dette.

14. EXEMPTION DE TAXES

La Ministre certifie que les services retenus en vertu de la présente entente sont requis et payés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles avec les deniers de l'État et ne sont donc pas assujettis à la taxe sur les produits et services ni à la taxe de vente du Québec.

15. VÉRIFICATION

MI s'engage à permettre à tout représentant autorisé de la Ministre un accès à son siège social, et à ses établissements le cas échéant, à ses livres et autres documents afin de vérifier les demandes de versements, et ce, jusqu'à trois ans après le dernier versement ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates. Le représentant de la Ministre peut tirer des copies ou des extraits de tout document qu'il consulte à cette occasion.

16. ANNONCE PUBLIQUE

MI consent à ce que la Ministre ou un de ses représentants fasse une annonce publique communiquant les renseignements suivants : le nom et l'adresse de MI, la nature du projet et le budget.

MI consent à accorder à la Ministre une visibilité adéquate en positionnant le logo du Ministère sur tous les outils de communication (affiches, dépliants, journaux, site Internet, communiqués de presse et autres) liés au projet.

MI consent à ce que tous les outils d'information et de promotion conçus et produits dans le cadre du présent projet puissent être utilisés et adaptés par la Ministre à son compte. MI s'engage à rendre disponible le matériel selon les spécifications qui lui seront fournies par la Ministre.

17. COMMUNICATIONS

Tout avis requis en vertu de la présente entente, doit être effectué par écrit et être expédié à l'autre partie à son adresse indiquée ci-après, par la poste, sous pli recommandé ou certifié, ou par service de messagerie. Ils seront présumés avoir été reçus la journée même s'ils sont transmis par messagerie, et le deuxième jour ouvrable suivant leur envoi s'ils le sont par la poste.

Les adresses respectives des parties sont les suivantes :

Pour la Ministre :

Monsieur Marc Lacroix
Sous-ministre
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
360, rue McGill, 4^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Pour MI :

Monsieur André Gamache
Président-directeur général
Montréal International
380, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 8000
Montréal (Québec) H2Y 3X7

Tout changement d'adresse doit être communiqué à l'autre partie dans les meilleurs délais par le moyen d'un avis écrit.

18. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

La Ministre, aux fins de la présente entente, désigne **M^{me} Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'immigration**, pour la représenter aux fins de son exécution. Si un remplacement était rendu nécessaire, la Ministre en aviserait MI dans les meilleurs délais.

De même, MI désigne **M. Bernard de Jaham, directeur de la mobilité internationale**, pour le représenter aux fins de son exécution. Si un remplacement était rendu nécessaire, MI en aviserait la Ministre dans les meilleurs délais.

19. LOIS APPLICABLES

La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

20. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature, mais elle prend effet le 15 septembre 2008, et prend fin au plus tard le 31 mars 2012 ou à la date du dernier versement effectué en vertu de la présente entente.

21. EXEMPLAIRES

La présente entente peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun étant réputé constituer un original, mais tous les exemplaires seront considérés comme une seule et même entente.

22. DÉCLARATION DES PARTIES

La Ministre et MI déclarent avoir pris connaissance de la présente entente, en accepter les termes, conditions et modalités et la signer en toute bonne foi.

EN FOI DE QUOI, les parties, après avoir pris connaissance de la présente entente et l'avoir acceptée, ont dûment signé en triple exemplaires, comme suit :

Pour la Ministre

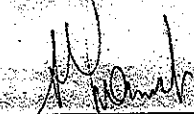


Marc Lacroix
Sous-ministre

Québec, 28 novembre 2008

Lieu et date

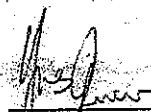
Pour M.



André Gamache
Président-directeur général

8 décembre 2008

Lieu et date



Yves Guérin
Secrétaire corporatif

8 décembre 2008

Lieu et date

6

ANNEXE A

Le projet consiste à réaliser des activités de promotion et d'information ciblées afin d'intéresser les travailleurs temporaires spécialisés¹ présents sur le territoire de la région métropolitaine de Montréal à effectuer le passage du statut de résident temporaire à celui de résident permanent. Montréal international (MI) réalisera, dans le cadre de la présente entente, les activités suivantes :

- **Au cours du quatrième trimestre 2008 :**
 - Mise en place de l'équipe de projet (espaces de travail, embauche du personnel);
 - Rassemblement des informations requises sur les travailleurs temporaires spécialisés présents sur le territoire couvert;
 - Élaboration du plan d'action pour 2009;
- **Par la suite, mise en œuvre du plan d'action en soutien à l'atteinte des objectifs, lequel plan pourra comprendre les éléments suivants :**

Promotion auprès des employeurs

Promotion des avantages du statut de résident permanent, avantages provenant tant du secteur privé que public.

Diffusion large de l'offre de service de MI auprès des employeurs de la région métropolitaine de Montréal, notamment en collaboration avec les grappes de compétence (AéroMontréal, TechnoMontréal, Montréal InVivo)

- Participation au chantier main-d'œuvre des grappes
- Production de matériel promotionnel
- Réalisation d'activités promotionnelles, dont notamment :
 - Visite des entreprises;
 - Séances d'information collective;
 - Participation à des salons.

Promotion auprès des travailleurs

Réalisation d'activités pour rejoindre les travailleurs qui œuvrent au sein de petites entreprises absentes des réseaux :

- Collecte des informations nominatives disponibles sur les travailleurs temporaires
- Production de matériel promotionnel adapté
- Réalisation d'activités promotionnelles, dont notamment :
 - Organisation de sessions d'information;
 - Liens avec des sites Web appropriés.
- Mise sur pied, après étude de faisabilité concluante, d'un Salon du travailleur étranger en partenariat avec les ministères, organismes et entreprises concernés.

OBJECTIFS

Le projet vise l'atteinte des objectifs suivants, relativement au nombre de travailleurs temporaires spécialisés de la région métropolitaine de Montréal ayant présenté une demande de certificat de sélection du Québec, à la suite des activités de promotion et d'information ciblées réalisées dans le cadre du projet :

Année	Nombre
2008	250
2009	500
2010	800
2011	1.000
Total :	2.550

¹ qui appartiennent à l'un des trois premiers niveaux de compétence (O, A, B) définis par la classification nationale des professions (CNP)

COÛTS ET FINANCEMENT DU PROJET

	2008	2009	2010	2011	Total
Coûts du projet	503 441 \$	782 846 \$	802 417 \$	622 478 \$	2 921 182 \$
Financement du projet					
• MI	356 973 \$	365 898 \$	375 045 \$	384 421 \$	1 482 337 \$
• CRE	50 000 \$*	50 000 \$*	50 000 \$*	50 000 \$**	200 000 \$
• MICC	96 468 \$	366 948 \$	377 372 \$	388 056 \$	1 228 845 \$

* Ces montants font partie de l'entente intermédiaire intervenue entre la CRE de Montréal et le MICC.

** Sous réserve d'un renouvellement de l'entente entre la CRE de Montréal et le MICC.

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

OBJET : Visibilité publique du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour le projet : financement de Montreal International pour réaliser des activités de promotion de la résidence permanente auprès des travailleurs temporaires spécialisés de la région métropolitaine de Montréal

En plus du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, MI bénéficie d'une participation financière de la Conférence régionale des élus de Montréal.

MI s'engage à réaliser les actions de visibilité publique suivantes :

- positionner, à titre de partenaire, la signature du gouvernement du Québec sur tout document, imprimé ou de format électronique, rendu public où MI fait état de la participation financière de ses partenaires. À défaut, MI doit mentionner les ministères et organismes partenaires;
- mentionner verbalement la Ministre à titre de partenaire financier à l'occasion des activités publiques où MI fait état de la participation de ses partenaires;
- mentionner le partenariat du gouvernement du Québec dans les communiqués de presse de MI où sont identifiés ses partenaires financiers;
- offrir au gouvernement du Québec la possibilité d'inclure un communiqué dans la pochette préparée à l'occasion des événements de presse où MI fait état de la participation financière de ses partenaires;
- inviter la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles à participer aux activités publiques organisées par MI dans le cadre de la présente entente.

Tous les documents et outils de communication et de promotion devront respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (www.piv.gouv.qc.ca). Les principales normes d'utilisation de la signature ministérielle sont décrites à la page suivante.

MI doit faire approuver par la Direction des affaires publiques et des communications du Ministère, avant leur réalisation finale, les outils de communication et de promotion relatifs au projet où apparaissent la signature ou la dénomination du Ministère.

MI doit transmettre au Ministère un bilan des actions de visibilité réalisées dans le cadre de ce projet.

Initiales des parties
Initiales des parties
Initiales des parties

Normes d'utilisation de la signature gouvernementale

Le Programme d'identification visuelle (PIV) du gouvernement du Québec (www.piv.gouv.qc.ca) impose des règles strictes quant à l'utilisation des signatures administratives des ministères et organismes gouvernementaux. Vous trouverez ci-dessous les normes les plus courantes d'utilisation de la signature du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

1. Si le Ministère est le seul partenaire gouvernemental à fournir son appui à MI, le modèle de logo à utiliser est celui-ci (disponible en version monochrome, couleur ou inversé).



Initiales des parties M
Initiales des parties P
Initiales des parties 10

QUESTION 12

**LISTE DES ENTENTES POUR FAVORISER L'INTÉGRATION ET
LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS, POUR 2008-2009 ET 2009-2010,
AVEC LES MINISTÈRES SECTORIELS SUIVANTS : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX,
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE ET ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT.
BILAN ET RÉALISATION POUR CHACUNE DES ENTENTES.**

1. ENTENTES

Conformément à la volonté gouvernementale d'assurer une plus grande transparence dans la gestion des sommes allouées par le gouvernement au chapitre de l'intégration et de la francisation des immigrants, trois ententes ont été respectivement signées le 31 mars 2008 entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Enveloppe budgétaire

	2008-2009	2009-2010
Entente MICC-MELS	66 780 800 \$	75 164 000 \$
Entente MICC-MESS	66 300 000 \$	75 000 000 \$
Entente MICC-MSSS	12 219 500 \$	12 219 500 \$
Total	145 300 300 \$	162 383 500 \$

2. BILAN – RÉALISATIONS

Toutes les données n'ont pas encore été consolidées.

QUESTION 13

**VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS DU MINISTÈRE POUR L'ACCUEIL ET
LA FORMATION LINGUISTIQUE EN 2007-2008 ET 2008-2009 AVEC
LE LIEU DE TRAVAIL HABITUEL DE CHAQUE EMPLOYÉ**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

2008-2009

Activités d'accueil¹

▪ Montréal	18
▪ Laval, Laurentides, Lanaudière	6
▪ Montérégie	6
▪ Capitale-Nationale et Est-du-Québec	9
▪ Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec	8
▪ Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	3
	50

Formation linguistique²

▪ Montréal ³ (ce chiffre inclut 70 professeurs réguliers)	144
▪ Laval	4
▪ Longueuil	7
▪ Québec	8
▪ Estrie	4
▪ Outaouais	5
	172

▪ Effectifs occasionnels non ventilés ⁴	159
--	------------

¹ Les activités d'accueil comprennent l'accueil des nouveaux arrivants, les renseignements et l'aide à l'établissement. Il s'agit essentiellement de préposés aux renseignements ainsi que du personnel de niveau technique qui interviennent directement auprès de la clientèle.

² Il s'agit de tout l'effectif affecté à la formation linguistique soit les cadres, les professionnels, les conseillers en francisation, le personnel de soutien et les professeurs. Les données sont au 1^{er} mars 2009, à l'exception du dernier point.

³ Il est important de noter que tout l'effectif administratif dédié à la francisation est affecté à Montréal. Par ailleurs, les professeurs sont répartis selon leur région d'enseignement.

⁴ Il s'agit essentiellement de professeurs occasionnels qui effectuent des remplacements de professeurs réguliers et qui répondent aux besoins liés à l'accroissement de la clientèle. Les données sont au 31 décembre 2008.

QUESTION 14

**LISTE DES ENTENTES AVEC TOUS LES ORGANISMES, A L'ETRANGER, POUR OFFRIR UN
PROGRAMME DE FRANCISATION ET VENTILATION DES DEPENSES ENGENDREES
PAR CE PROGRAMME**

TERritoire	Ville	DATE DE SIGNATURE
AMERIQUE DU SUD		
Argentine		
Centre universitaire de langues	Buenos Aires	08-2007
Alliance française	Mendoza	05-2007
Alliance française	Buenos Aires	02-2006
Alliance française	Cordoba	03-2004
Centre d'éducation canadien	Buenos Aires	01-2004
Bolivie		
Alliance française	La Paz	11-2008
Alliance française	Santa Cruz	11-2008
Alliance française	Cochabamba	11-2008
Bésil		
Alliance française	Curitiba	09-2008
Alliance française	Porto Alegre	09-2008
Alliance française	Sao Jose dos Campos	09-2008
Alliance française	Salvador de Bahia	02-2008
Senac	Sao Paulo	08-2007
Alliance française	Brasilia	06-2007
Alliance française	Campinas	05-2007
Alliance française	Recife	05-2007
Alliance française	Sao Paulo	12-2005
Alliance française	Rio de Janeiro	12-2005
Chili		
Alliance française	Viña del mar	12-2006
Alliance française	Concepcion	03-2006
Institut franco-chilien	Santiago	03-2006
Colombie		
Alliance française	Cartagena	04-2007
Alliance française	Barranquilla	04-2007
Alliance française	Medellin	08-2006
Alliance française	Bogota	11-2005
Alliance française	Cali	10-2005
Equateur		
Alliance française	Quito	03-2009
Alliance française	Guayaquil	03-2009
Alliance française	Quenca	03-2009
Paraguay		
Alliance française	Asuncion	12-2006
Perou		
Alliance française	Trujillo	05-2007
Alliance française	Arequipa	03-2006
Alliance française	Lima	01-2006
Uruguay		
Alliance française	Montevideo	02-2004
Venezuela		
Alliance française	Maracaibo	11-2007
Alliance française	Caracas	05-2006
AMERIQUE DU NORD		
Mexique		
Institut français d'Amérique latine	Mexico	02-2008
Alliance française	Cuernavaca	05-2007

QUESTION 14

TERRITOIRE	VILLE	DATE DE SIGNATURE
Alliance française	Dél Valle (D.F.)	05-2007
Alliance française	Lomas Verdes (D.F.)	03-2007
Alliance française	San Angel (D.F.)	02-2007
Alliance française	Monterrey	06-2006
Alliance française	Guadalajara	06-2006
Alliance française	Xalapa	06-2003
Alliance française	Puebla	05-2003
Alliance française	Mexico (D.F.)	05-2003
Fédération des alliances françaises	Mexique	05-2003
PROCHE-ORIENT		
Israël		
Institut français	Tel-Aviv	03-2008
ASIE		
Arménie		
Alliance française	Erevan	2008
Chine		
Délégation générale de l'Alliance française de Paris en Chine	Beijing	09-2003
Alliance française	Beijing	09-2003
Alliance française	Shanghai	09-2003
Alliance française	Canton	09-2003
Alliance française	Dalian	11-2008
Alliance française	Wuhan	12-2008
Alliance française	Shandong	01-2009
Inde		
Alliance française	New Delhi	01-2006
Alliance française	Bombay	01-2006
Alliance française	Calcutta	01-2006
Alliance française	Bengale	N/D
EUROPE		
Bulgarie		
Institut français	Sofia	11-2005
Alliance française	Plovdiv	05-2004
Délégation générale de l'Alliance française de Paris	Plovdiv	05-2004
Moldavie		
Alliance française de Moldavie	Chisinau	02-2007
Roumanie		
Centre culturel français	Timisoara	05-2006
Centre culturel français	Iasi	03-2006
Institut français	Bucarest	03-2006
Alliance française	Bucarest	01-2006
Alliance française	Constanta	01-2009
Alliance française	Brasov	01-2009
Alliance française	Pitesti	01-2009
Alliance française	Ploiesti	01-2009
Centre culturel français	Cluj napoca	03-2009
Russie		
Centre culturel français	Moscou	12-2006
Institut français	St-Petersbourg	05-2006
Bibliothèque d'Etat de littérature étrangère pan-russe	Moscou	03-2006
Ukraine		
Institut français d'Ukraine	Kiev	03-2006

N.B. Une même entente peut couvrir plus d'une ville dans un même pays.

QUESTION 14

VENTILATION DES DÉPENSES

Lorsqu'une entente est signée ou renouvelée, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) envoie à son partenaire un Fonds documentaire sur le Québec. En 2008-2009, les dépenses pour ces Fonds s'élèvent à 60 000 \$. En outre, en 2008, en collaboration avec le ministère des Relations internationales et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le MICC a accordé 30 bourses (hébergement, scolarité) à des responsables pédagogiques et des enseignants de partenaires pour leur permettre de participer à un stage en langue, culture et société québécoises à l'Université de Montréal. Le coût de ce stage était de 44 000 \$.

QUESTION 15

**DÉLAIS D'ATTENTE POUR DES COURS DE FRANCISATION EN 2007-2008 ET 2008-2009
PAR CENTRE DE FORMATION ET POUR TOUT LE QUÉBEC**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Les cours de français étaient auparavant donnés dans un nombre limité de centres de formation appartenant au Ministère. Le MICC fait aujourd'hui appel à plus de 80 partenaires partout au Québec (universités, collèges, organismes à but non lucratif, commissions scolaires) pour offrir ces cours.

Depuis l'entrée en vigueur de la *Déclaration de services aux citoyens* (DSC), le 12 avril 2006, le délai d'attente pour les étudiants en francisation est calculé en nombre de jours ouvrables entre la date d'admissibilité et le début du cours. Il est calculé pour les étudiants en francisation à temps complet seulement. La DSC précise un délai maximum de 65 jours ouvrables.

Année financière 2008-2009

Proportion de nouveaux étudiants à temps complet qui bénéficient 87,1 %
d'un 1^{er} cours de français dans le délai de 65 jours ouvrables
Selon les données produites en date du 1^{er} mars 2009.

Les cours à temps complet ont une durée de 11 semaines et ils débutent selon les besoins de la clientèle.

Le non-respect de ce délai d'attente peut-être relié à différents facteurs comme :

- l'obligation de l'homogénéité des groupes (scolarité et connaissances préalables du français);
- le lieu de résidence ou le nombre de personnes immigrantes dans une région donnée;
- une demande formelle du futur étudiant de reporter d'une session son inscription à un cours.

Délai moyen en nombre de jours ouvrables**Région****Année financière 2008-2009**

Montréal	37
Capitale-Nationale et Est-du-Québec	29
Estrie, Mauricie et Centre du Québec	42
Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	32
Montréal	37
Laval, Laurentides et Lanaudière	43

Ensemble du Québec

37

Selon les données produites en date du 1^{er} mars 2009.

QUESTION 16

**NOMBRE DE PERSONNES IMMIGRANTES NE PARLANT PAS FRANÇAIS ET NE
S'INSCRIVANT PAS AUX COURS DE FRANCISATION EN 2007-2008 ET 2008-2009**

Contexte

Les cours de français aux nouveaux arrivants sont offerts aux adultes ne connaissant pas le français et à ceux ayant des connaissances insuffisantes du français.

Il faut tenir compte que les nouveaux arrivants ne s'inscriront pas nécessairement dès leur arrivée au Québec. Cependant, plus de 70 % de ceux qui s'inscrivent le font la première année. D'autres nouveaux arrivants se présentent aux cours de français deux, trois ans et plus après avoir obtenu leur statut de résident permanent.

Résultats

En réponse à la question sur le nombre de personnes immigrantes ne parlant pas le français et ne s'inscrivant pas aux cours de français du MICC, nous avons utilisé les données des admissions de 2007.

En 2007, le nombre de personnes immigrantes admises a été de 45 221. De ce nombre, 11 307 adultes avaient déclaré ne pas connaître le français à leur arrivée au Québec. Cependant, au 1^{er} mars 2009, 3 550 de ces derniers s'étaient déjà inscrits à un cours régulier de français du MICC, soit à temps complet ou soit à temps partiel. La proportion est donc de 31,4 %.

Globalement, on estime que le taux de pénétration pour l'ensemble des services gouvernementaux de francisation est de l'ordre de 60 %. Ainsi, un peu plus de 30 % de la clientèle potentielle est rejointe par les services du MICC au cours de la première année suivant son arrivée au Québec. De plus, 5 % des personnes immigrantes sont rejointes dans les années subséquentes, ce qui porte le taux de pénétration du MICC à 35 %. Par ailleurs, des cours de langues sont offerts par d'autres institutions, notamment, les commissions scolaires et les écoles de langue des divers cégeps et universités. Des travaux exploratoires permettent d'évaluer que ces institutions rejoindraient autour de 25 % de la clientèle potentielle.

QUESTION 17

ÉTAT DE RÉALISATION OU D'AVANCEMENT DES MESURES POUR RENFORCER L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES POUR CHACUNE DES MESURES EN 2008-2009 ET PRÉVISIONS POUR 2009-2010

« POUR ENRICHI R LE QUÉBEC : INTÉGRER MIEUX – MESURES POUR RENFORCER L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'INTÉGRATION EN EMPLOI », MARS 2008

1.1 Promouvoir l'apport de l'immigration au développement du Québec

Principaux livrables	Date
Lancement de l'appel d'offre pour le choix d'une agence de publicité	Janvier 2009
Choix de la firme	Mars 2009
Plan de communication et campagne d'information, de promotion et de sensibilisation	Automne 2009
Développement d'une action de promotion multiforme auprès des diverses clientèles	2009-2011
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la population en général de l'apport de l'immigration et de son rôle stratégique pour le développement économique, culturel et social de la société québécoise. - Favoriser une meilleure perception de l'immigration dans l'évolution démographique du Québec. - Faciliter l'intégration des nouveaux arrivants et des Québécois des communautés culturelles. 	
Dépenses 2008-2009 : 184 375 \$	

2.1 Instaurer, dès l'étranger, un accompagnement personnalisé en ligne auprès des personnes sélectionnées par le Québec

Principaux livrables	Date
Attribution d'un contrat de service à des organismes mandataires pour la prestation de services d'accompagnement personnalisé en ligne	Été 2009
Déploiement de la phase 1 du projet d'accompagnement personnalisé en ligne (APEL) s'adressant aux candidats qui répondent aux besoins prioritaires du marché de l'emploi (9/12) sélectionnés en Amérique latine, en France et au Maghreb (projet pilote avec 300 candidats)	Automne 2009
Dépôt du Rapport d'évaluation du projet pilote	Printemps 2010
Début du service d'accompagnement personnalisé en ligne pour tous les candidats sélectionnés sur l'ensemble des territoires des bureaux d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger	2010
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Offrir aux candidats sélectionnés un service d'accompagnement personnalisé en ligne (APEL) dès l'étranger. - Définir, à l'aide de consultations individuelles à distance, un plan d'action personnalisé afin de faciliter et d'accélérer l'intégration socioprofessionnelle après l'arrivée au Québec. 	
Dépenses 2008-2009 : 53 000 \$	

2.2 Rejoindre plus d'immigrants avec une formation enrichie sur les réalités du milieu du travail

Principaux livrables	Date
Validation des offres auprès des employeurs	Janvier 2009
Début d'un groupe témoin concernant une nouvelle formation à l'intention des nouveaux arrivants, incluant un cahier du participant et un outil pour l'animateur	Février 2009
Lancement d'un appel d'offres pour le choix d'organismes qui offriront la session	Février 2009
Choix des mandataires	Printemps 2009
Mise en œuvre du plan de communication et de promotion	Printemps 2009
Démarrage d'une première session de la nouvelle offre de service à Montréal et en région	Printemps 2009
Rapport d'évaluation des impacts de la formation	2010
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Offrir une session enrichie à Montréal et en région, aux nouveaux arrivants de toutes les catégories, (travailleurs qualifiés, regroupement familial et humanitaire) sur les mécanismes et les règles du marché du travail ainsi que le fonctionnement des entreprises Québécoises. - Attirer un plus grand nombre de participants grâce au format et à la durée de la session. Cette session sera offerte de jour, de soir et durant la fin de semaine à raison de 3 heures par module, pour un total de 7 modules. - Développer un lien avec les services d'Emploi-Québec. La formation sur les réalités du milieu du travail sera aussi un préalable aux services spécialisés d'Emploi-Québec. 	
Dépenses 2008-2009: 129 938 \$	

2.3 Accompagner davantage les nouveaux arrivants dans leurs démarches vers l'emploi

Principaux livrables	Date
Dépôt du profil de la clientèle visée et des ressources externes	Septembre 2008
Dépôt du cheminement type de la clientèle et mode de référence	Octobre 2008
Dépôt d'un cadre de référence à l'intention des intervenants des ressources externes d'EQ	Octobre 2008
Début du service de suivi personnalisé à Montréal	Novembre 2008
Début du service hors région métropolitaine	Été 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les nouveaux arrivants par des ressources externes d'Emploi-Québec. Cet accompagnement peut être prolongé jusqu'à leur intégration en emploi. - Atteindre une cible de 50 % des nouveaux arrivants en emploi à la fin de l'accompagnement. 	
Dépenses 2008-2009 : 1 125 000 \$	

2.4 Offrir une expérience de travail aux personnes formées à l'étranger souhaitant exercer une profession régie par un ordre professionnel au Québec

Principaux livrables	Date
Début de l'offre d'une expérience de travail aux personnes formées à l'étranger titulaires d'un permis d'exercice d'un ordre professionnel du Québec ou en voie de l'obtenir afin d'améliorer leur employabilité	Été 2009
Début de l'offre d'une expérience de travail aux personnes formées à l'étranger afin de compenser une partie de la formation d'appoint ou du stage qui leur est prescrit par un ordre professionnel en vue d'une reconnaissance des compétences	Automne 2009
N.B. Mesure offerte par Emploi-Québec en collaboration avec le MICC, les ordres professionnels et des organismes partenaires	
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'employabilité des nouveaux titulaires de permis d'exercice sans expérience de travail au Québec. - Réduire le délai d'obtention d'un permis d'exercice d'un ordre professionnel, l'expérience de travail pouvant compenser en partie la formation prescrite. 	
Dépenses 2008-2009 : Aucune	

2.5 Doubler le nombre annuel de participants bénéficiant du programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)

Principaux livrables	Date
Signature d'un nouveau protocole d'entente tripartite (MICC, MESS et Investissement Québec) définissant pour une durée de trois ans les modalités relatives à l'ensemble des activités du PRIIME	Printemps 2009
Premier rapport annuel faisant état de l'augmentation du nombre de personnes qui ont bénéficié de l'augmentation des fonds disponibles pour le programme PRIIME	Printemps 2009
Objectifs - Augmenter l'embauche des participants admissibles dans des emplois en lien avec leur domaine de compétences.	
Dépenses 2008-2009 : Emploi-Québec 7 000 000 \$	

2.6 Réaliser des projets de maillage professionnel dans toutes les régions du Québec

Principaux livrables	Date
Modalités convenues avec Emploi-Québec pour que des maillages professionnels prenant la forme de courts stages de sensibilisation et d'observation en milieu de travail soient ajoutés au panier de services offerts aux nouveaux arrivants	Mars 2009
Début de l'offre de service de maillages professionnels dans 3 secteurs d'activité ciblés pour tester les outils développés. Un total de 60 personnes bénéficiera d'un service de maillage dans trois domaines : pétrochimie, biopharma, aérospatial	Depuis janvier 2009
Rapports d'évaluation des résultats des projets pilotes	Avril 2009
Des ententes sont en cours de développement avec deux autres comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO) (TechnoCompétences et Élexpertise) et d'autres entreprises privées.	Avril 2009
Démarrage de l'offre de maillages professionnels en entreprise sur l'ensemble du territoire	Été 2009
Objectifs - Offrir aux entreprises de partout au Québec d'utiliser cette mesure et d'accueillir des travailleurs avec le soutien financier d'Emploi-Québec. - Augmenter substantiellement le nombre de maillages réalisés.	
Dépenses 2008-2009: 122 894 \$	

2.7 A Soutenir l'embauche et l'intégration des personnes des communautés culturelles dans la fonction publique québécoise (remboursement des frais)

Principaux livrables	Date
Programme révisé d'allocation de déménagement pour les nouveaux employés issus des communautés culturelles	À partir du 17 novembre 2008
Promotion du programme auprès des ministères et organismes gouvernementaux	En continu
Diffusion d'information sur le programme dans le cadre de la campagne promotion des emplois dans la fonction publique	Communiqués : 17 novembre 2008 23 février 2009
Objectifs : - Assurer une plus juste représentation dans la fonction publique en remboursant systématiquement les frais de déménagement des nouveaux employés issus des communautés culturelles établis à Montréal pour leur permettre d'occuper un poste dans la Capitale-Nationale ou en région.	
Dépenses 2008-2009: 7 010 \$	

2.7 B Soutenir l'embauche et l'intégration des personnes des communautés culturelles dans la fonction publique québécoise (formation et mentorat)

Principaux livrables	Date
Financement offert pour deux types de projets Individuel : Financement aux ministères et organismes pour développer des activités de formation et de mentorat à l'intention des nouveaux employés provenant des communautés culturelles Organisationnel : Financement des ministères et organismes pour développer des activités de sensibilisation du personnel aux différences culturelles.	Communiqués : 17 novembre 2008 23 février 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'embauche et la rétention des nouveaux employés de la fonction publique issus des communautés culturelles en incitant financièrement les ministères à leur apporter un soutien professionnel. - Encourager les activités de sensibilisation par les ministères à leurs gestionnaires et à leurs employés en leur accordant un soutien financier. 	
Dépenses 2008-2009: 1 357 \$	

3.1 Soutenir la mise en place du réseau *Leaders Diversité*, un forum de dirigeants d'entreprises engagés dans la promotion de la diversité en emploi

Principaux livrables	Date
Définition du modèle de gouvernance	Octobre 2008
Définition des statuts et règlements, de la mission, de la vision, des valeurs, des objectifs	Janvier 2009
Demande de lettres patentes pour l'OBNL	Février 2009
Composition du Cercle des ambassadeurs	Avril 2009
Élaboration d'un projet d'un site Web pour les employeurs et stratégie de communication du réseau	Avril 2009
Établissement du portefeuille d'activités	Avril 2009
Annonce publique	Printemps 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir chez les dirigeants d'entreprise la nécessité d'avoir un milieu de travail ouvert à la diversité. - Augmenter l'embauche des nouveaux arrivants au sein des entreprises québécoises. 	
Dépenses 2008-2009 : 78 440 \$	

3.2 Mieux soutenir les employeurs en matière de gestion de la diversité

Principaux livrables	Date
Dépôt d'un état de situation sur l'offre de services en gestion de la diversité pour chacun des ministères : MICC, MESS, MDEIE	Décembre 2008 à Mars 2009
Mise en place d'une veille stratégique en gestion de la diversité Bulletin No 1 Bulletin No 2	Janvier 2009 Mars 2009
Maquette en vue de la mise en place d'un portail électronique MICC/MESS/MDEIE pour accéder à l'offre de services concertée en gestion de la diversité	Mars 2009
Mise en place du prototype du portail électronique MICC/MESS/MDEIE pour accéder à l'offre de services concertée en gestion de la diversité à la suite de l'approbation du ministère des Services gouvernementaux	Automne 2009
Mise en ligne du portail dans l'espace « Entreprises » de Services Québec	Printemps 2010
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Fournir un panier intégré de services gouvernementaux (MICC, MESS, MDEIE) en gestion de la diversité en mettant à la disposition des employeurs un portail électronique. - Augmenter et maintenir en emploi un personnel diversifié. 	
Dépenses 2008-2009 : 115 160 \$	

3.3 Lancer le Défi Montréal : stratégie pour l'intégration en emploi des personnes immigrantes

Principaux livrables	Date
Signature d'une entente le 9 décembre 2008 entre le MICC, la Conférence régionale des élus (CRÉ) et le Ministère des affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT) pour le financement de projets structurants.	Décembre 2008
Choix des projets visant l'employabilité à l'intention de groupes ciblés	Janvier/février 2009
Rédaction d'un plan de mobilisation des acteurs socioéconomiques.	Février/mars 2009
Signature de l'entente spécifique avec la CRÉ de Montréal, plusieurs partenaires gouvernementaux et la Ville de Montréal/Création du Fonds d'initiative.	Avril 2009
Mise en œuvre de projets structurants soutenus par le fonds d'initiative	Avril 2009 à mars 2010
Recherche par l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) sur les personnes immigrantes salariées de Montréal afin d'identifier les obstacles à l'emploi et d'ajuster en conséquence l'offre de service d'Emploi-Québec	Printemps 2009
Mise en œuvre du plan de mobilisation (rencontres et petits groupes des acteurs socio-économiques)	Printemps 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'intégration et le maintien en emploi des personnes issues de l'immigration en finançant un nombre plus important de projets. - Mobiliser un plus grand nombre d'employeurs, d'entreprises et d'organisations - Informer mieux les personnes issues de l'immigration des programmes et services qui leur sont destinés. 	
Dépenses 2008-2009: 600 000 \$	

4.1 Créer la Passerelle pour l'emploi en région

Principaux livrables	Date
Dépôt d'un protocole avec organismes de régionalisation pour accueil structuré des chercheurs d'emploi	Mars 2009
Début du financement forfaitaire visant à reconnaître les efforts supplémentaires demandés aux organismes non-gouvernementaux dans le cadre de la mesure	Avril 2009
Début du financement des collectivités locales pour l'accueil et l'accompagnement des nouveaux travailleurs immigrants dans leurs localités	Printemps 2009
Début des nouvelles séances d'information enrichies sur la vie et l'emploi en région	Printemps 2009
Début du soutien financier de la clientèle pour de courts séjours exploratoires en région	Avril 2009
Dépôt d'un livrable du mécanisme de repérage des emplois	Été 2009
Début du financement des déplacements des candidats en région pour entrevue et/ou un déménagement à la suite de leur embauche (responsabilité Emploi-Québec)	2009-2010
Accompagnement personnalisé de douze mois pour les personnes immigrantes qui ont trouvé un emploi en région (responsabilité Emploi-Québec)	2009-2010
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Arrimer les offres d'emploi en région avec les chercheurs d'emploi à Montréal. - Repérer rapidement les chercheurs d'emploi à Montréal en lien avec les emplois disponibles. - Accroître l'accompagnement des chercheurs d'emploi et des employeurs en finançant des organismes et des ressources externes pour l'accueil. - Aider les chercheurs d'emploi en finançant leurs déplacements en région. 	
Dépenses 2008-2009: 47 240 \$	

4.2 Élaborer une offre de service pour l'accompagnement des employeurs dans la recherche d'employés à l'étranger répondant aux besoins ciblés du marché du travail

Principaux livrables	Date
Synthèse de la consultation sur les besoins d'accompagnement des employeurs dans le recrutement de travailleurs à l'étranger.	Janvier 2009
Définition des composantes de l'offre de service Rôles et responsabilités des différents partenaires gouvernementaux dans la prestation de l'offre	Décembre 2008
Partenariats régionaux pour les activités de recrutement à l'étranger : Laval Québec	Novembre 2008 Avril 2009
Processus d'arrimage entre les besoins exprimés par les employeurs et les candidats déjà engagés dans un processus d'immigration	Mars 2009
Identification de bassins stratégiques de travailleurs spécialisés	Avril 2009
Offre de service pour l'accompagnement des employeurs ou regroupements d'employeurs dans le recrutement de main-d'œuvre spécialisée à l'étranger <ul style="list-style-type: none"> Publication d'un guide d'accompagnement pour les employeurs Service-conseil aux employeurs dans les régions du Québec en matière de prospection et de recrutement de candidats à l'étranger pouvant répondre aux profils recherchés (implantation graduelle) 	Automne 2009
Portes d'entrée régionales pour canaliser et regrouper les besoins de main-d'œuvre spécialisées (postes à combler) et pour orienter les employeurs vers les services d'accompagnement appropriés	Printemps 2009
Partenariats dans certains pays avec des organisations crédibles pour faciliter la prospection et le recrutement de candidats correspondant aux profils recherchés <ul style="list-style-type: none"> Pôle emploi international (France) 	Printemps 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Développer une offre complète de services pour les employeurs qui souhaitent recruter à l'étranger. - Recevoir les besoins urgents de main-d'œuvre spécialisée des employeurs qui nécessitent le recrutement à l'étranger. - Orienter et soutenir les employeurs dans leurs démarches d'embauche. 	
Dépenses 2008-2009 : 112 800 \$	

4.3 Mettre en place un volet international du service *Placement en ligne* d'Emploi-Québec afin de mieux arrimer les postes vacants des employeurs du Québec avec des candidats à l'immigration présentant le profil recherché

Principaux livrables	Date
Approbation du dossier d'affaires du projet par le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux	Printemps 2009
Conclusion d'une entente avec Citoyenneté Immigration Canada (CIC) en vue d'accélérer l'arrivée des travailleurs sélectionnés ayant fait l'objet d'un jumelage avec un employeur	Printemps 2009
Mise en place du volet international de <i>Placement en ligne</i>	Été 2010
Les candidats à l'immigration sélectionnés par le MICC ont accès au volet international de <i>Placement en ligne</i>	Été 2010
Conclusion d'une entente entre le MICC et le MESS sur les modalités d'échange d'information pour le suivi de gestion des opérations et pour l'évaluation du service international de <i>Placement en ligne</i>	Printemps 2010
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Développer un volet international à Placement en ligne. - Permettre aux candidats sélectionnés, en attente de leur visa de résident permanent, de s'inscrire et d'obtenir une offre d'emploi d'un employeur québécois. - Répondre aux employeurs qui affichent leurs offres d'emploi sur le site. Ces offres seront aussi visibles par tous les candidats potentiels à l'immigration. - Accélérer l'arrivée au Québec du candidat ayant une offre d'emploi. 	
Dépenses 2008-2009 : 56 000 \$	

4.4 Accélérer l'arrivée au Québec de candidats à l'immigration permanente qui répondent aux besoins pressants du marché du travail

Principaux livrables	Date
Entente avec Citoyenneté Immigration Canada (CIC) sur des modalités de traitement accéléré des dossiers de candidats sélectionnés par le Québec	Printemps 2009
Révision des processus de traitement des dossiers de demande de certificat de sélection pour permettre le traitement prioritaire de certaines demandes de Certificat de sélection du Québec (CSQ)	Printemps 2009
Révision et ajustement de l'instrumentation et du matériel d'information destiné aux sessions de promotion	Printemps 2009
Modification du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers	Été 2009
Adoption de la <i>Liste des domaines de formation privilégiés</i>	Été 2009
Information aux partenaires, aux clients et au public	Été 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Traiter de façon prioritaire les candidats détenant un diplôme dans un domaine de formation offrant de bonnes perspectives d'intégration professionnelle. - Augmenter graduellement le nombre de candidats qui pourront bénéficier d'un traitement prioritaire. 	
Dépenses 2008-2009 : 281 500 \$	

4.5 Favoriser le passage du statut de résident temporaire à celui de résident permanent pour les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires

Principaux livrables	Date
Conclusion d'une entente avec la CRÉ de Montréal pour la réalisation de diverses mesures visant la rétention d'étudiants étrangers au Québec	Novembre 2008
Conclusion d'une entente avec Montréal International pour la réalisation d'une campagne de promotion auprès des travailleurs temporaires de la grande région de Montréal	Décembre 2008
Élaboration d'un plan de communications visant les étudiants étrangers	Décembre 2008
Promotion auprès des entreprises employant une masse critique de travailleurs temporaires qualifiés	Janvier 2009
Tenue de groupes de discussion avec des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires	Février et mars 2009
Élaboration d'un plan de communication intégré étudiants et travailleurs temporaires	Avril 2009
Promotion directe dans toutes les institutions d'enseignement collégiales et universitaires du Québec auprès des étudiants étrangers inscrits dans des formations prioritaires	Automne 2009
Mise en place des modifications réglementaires visant à faciliter le dépôt des demandes au Québec et à valoriser davantage l'expérience de travail et les études au Québec	Avril à Septembre 2009
Promotion directe auprès des travailleurs temporaires qualifiés	Automne 2009
Promotion auprès de groupes d'étudiants étrangers inscrits dans des formations prioritaires	Automne 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Rejoindre grâce à une approche de promotion ciblée, les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires dont les profils correspondent aux besoins et domaines d'activités prioritaires du Québec. 	
Dépenses 2008-2009 : 419 000 \$	

5.1 Accroître le financement des organismes communautaires afin de mieux soutenir leur rôle de partenaire de l'action gouvernementale auprès des nouveaux arrivants

Principaux livrables	Date
Augmentation de l'enveloppe du programme de financement du soutien à la mission globale des organismes partenaires du Ministère pour les trois prochaines années	En continu depuis avril 2009
Augmentation du financement des organismes partenaires qui offrent des services en accueil et en intégration pour les trois prochaines années	En continu depuis avril 2009
Augmentation du financement des organismes partenaires dans le cadre du Programme régional d'intégration pour les trois prochaines années	En continu depuis avril 2008
Augmentation du financement des organismes partenaires qui offrent des services d'accueil et d'intégration dans les petits centres	À partir de janvier 2009
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir des organismes offrant des services d'accueil et d'intégration aux nouveaux arrivants en leur accordant un financement - Soutenir la stabilité des organismes en accueil et en intégration rattachés au Ministère. - Favoriser l'établissement de nouveaux arrivants en région en augmentant le financement accordé aux organismes subventionnés dans le cadre du Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) afin de tenir compte de l'augmentation du nombre d'immigrants. - Soutenir les projets qui visent l'attraction des immigrants en région. 	
Dépenses 2008-2009: 2 900 000 \$	

5.2 Accroître le financement des municipalités et des conférences régionales des élus afin de mieux soutenir les actions concertées

Principaux livrables	Date
Signature d'ententes de partenariat avec des CRÉ	En continu depuis avril 2008
Signature d'ententes avec les municipalités pour la mise sur pied de structures d'accueil municipales	En continu depuis avril 2008
Rapport d'évaluation du Programme régional d'intégration	Automne 2010
Objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'établissement de nouveaux arrivants en augmentant le nombre d'ententes avec des Conférences régionales des élus (CRÉ) dans plus de régions. - Favoriser l'établissement de nouveaux arrivants en augmentant le nombre d'ententes avec des municipalités, notamment un objectif d'ici 2010-2011 de 10 ententes conclues avec des municipalités pour mettre en place des structures d'accueil municipales. 	
Dépenses 2008-2009: 1 500 000 \$	

« POUR ENRICHIR LE QUÉBEC : AFFIRMER LES VALEURS COMMUNES DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE – MESURES POUR RENFORCER L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS », OCTOBRE 2008

1.1 Faire signer, dans la *Demande de certificat de sélection* du Québec, une déclaration portant sur les valeurs communes de la société québécoise

Principaux livrables	Date
Insertion de la Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise dans les Demandes de certificat de sélection (DCS) ciblées à cet effet	Février 2009
Mise à jour de l'instrumentation actuelle : Guide des procédures d'immigration, Directive de gestion, etc.	Mars 2009
Information aux partenaires du Ministère	Mars 2009
Objectifs - Faire connaître dès l'étranger à tous les candidats à l'immigration de la catégorie économique et du regroupement familial les valeurs communes de la société québécoise (références à la Charte québécoise des droits et libertés et à la Charte de la langue française).	
Dépenses 2008-2009 : 14 500 \$	

1.2 A Informer les personnes immigrantes de façon détaillée sur les valeurs communes du Québec (à l'étranger)

Principaux livrables	Date
Évaluation préliminaire en ligne (ÉPI) : lien vers la partie du site traitant des valeurs	Décembre 2008
Mise à jour des documents d'information destinés aux candidats de la catégorie du regroupement familial (guide du parrainé et guide du garant)	Mars 2009
Mise à jour du Guide sur le parrainage collectif	Avril 2009
Mise à jour et bonification du contenu des séances de promotion tenues à l'étranger destinées aux futurs candidats à l'immigration (outil PowerPoint)	Février 2009
Mise à jour du contenu des séances préparatoires à l'arrivée au Québec, offertes aux candidats sélectionnés à l'étranger (outil PowerPoint)	Mars 2009
Élaboration d'un feuillet explicatif sur les valeurs communes de la société québécoise (remis, entre autres, avec les CSQ)	Printemps 2009
Mise à la disposition des candidats d'un outil audiovisuel	Été 2009
Tous les candidats sélectionnés reçoivent de l'information sur les valeurs communes québécoises dès l'étranger	Dès décembre 2008
Objectifs - Informer dès l'étranger, les futurs candidats à l'immigration, participant aux séances de promotion et les candidats nouvellement sélectionnés qui participent aux séances d'information, des valeurs communes de la société québécoise et de l'importance du fait français au Québec.	
Dépenses 2008-2009 : 13 500 \$	

1.2 B Informer les personnes immigrantes de façon détaillée sur les valeurs communes du Québec (au Québec)

Principaux livrables	Date
Guide enrichi <i>Apprendre le Québec</i> . La version française	Mars 2009
Versions anglaise et espagnole du Guide <i>Apprendre le Québec</i> disponibles en format imprimé et électronique	Printemps 2009
Signature d'une entente avec le Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ) pour la distribution du dépliant sur les valeurs communes	Printemps 2009
Production de capsules audio-visuelles sur les valeurs communes	Printemps 2009
Implantation d'une nouvelle séance d'information Vivre au Québec	Printemps 2009
Production d'un module d'auto-apprentissage en ligne de la session Vivre au Québec portant sur les valeurs communes et disponible au Québec.	Hiver 2010
Mise à jour des modules d'enseignement du français en ligne (FEL), et en salle de classe	Avril 2009 Hiver 2010
Objectifs - Mieux informer les nouveaux arrivants des valeurs communes de la société québécoise en révisant toute l'information existante et en mettant au point de nouveaux outils pour les rejoindre.	
Dépenses 2008-2009: 107 365 \$	

QUESTION 18

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2008-2009 AFIN DE PROMOUVOIR
L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES EN RÉGION**

APPROCHE

L'approche générale du Ministère en matière d'intégration des immigrants en région repose sur le partenariat avec les forces vives du milieu et sur le Plan stratégique 2008-2012 qui énonce notamment l'enjeu de s'assurer que l'immigration est au service du développement économique et démographique du Québec et de ses régions.

Le Plan stratégique précise la mission du Ministère de promouvoir l'immigration, sélectionner des personnes immigrantes et favoriser leur intégration au sein d'une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel. La vision du Ministère décrite dans le Plan est d'être le leader d'un réseau de partenaires déterminés notamment à renforcer la contribution de l'immigration au développement durable du Québec et de ses régions.

ACTIONS ENTREPRISES

Le Ministère a entrepris les actions suivantes afin de promouvoir l'intégration des immigrants en région :

- **Onze plans d'action régionaux** sont en vigueur : Capitale-Nationale depuis 2004, Estrie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Laval, Mauricie, agglomération de Longueuil et Est de la Montérégie depuis 2005, Centre-du-Québec, Montréal et Outaouais depuis 2006 et Laurentides depuis 2007.
- Au 31 mars 2009, cinq **ententes avec des municipalités** sont en vigueur. Il y a une entente en processus de signature, soit avec la municipalité de Rawdon.
- Au 31 mars 2009, quinze **ententes avec des CRÉ** sont en vigueur.
- *Services Immigration Québec*
Les services Immigration-Québec, présents dans plusieurs régions du Québec, fournissent de l'information sur les régions du Québec et développent l'accompagnement personnalisé auprès des immigrants, avec le concours des organismes partenaires.
- *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*
La révision du *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*, entrée en vigueur le 16 octobre 2006, valorise les formations prometteuses en fonction des besoins des régions et accorde des points supplémentaires aux candidats détenant une offre d'emploi validée en région.
- *Étudiants étrangers*
Des étudiants étrangers fréquentent les établissements en région et représentent un bassin potentiel d'immigrants pour les régions. À titre d'exemple, le protocole de coopération avec l'Île de la Réunion, renouvelé le 23 février 2007, favorisant la venue d'étudiants réunionnais et leur établissement éventuel dans plusieurs régions du Québec, a contribué à l'arrivée de 123 étudiants en 2008. La dernière mission à ce jour, novembre 2008, devrait contribuer à l'arrivée d'une centaine d'étudiants réunionnais à l'automne 2009.
- *BIQ*
Les bureaux d'immigration du Québec à l'étranger fournissent aux candidats potentiels de l'information sur les régions du Québec.

- *Programme régional d'intégration (PRI)*

Pour le volet spécifique aux organismes à but non lucratif, ce programme vise à augmenter l'établissement et la rétention des immigrants en dehors de la région métropolitaine de Montréal, par l'amélioration des conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration. Il vise également à valoriser auprès des populations des régions l'apport économique, social et culturel de l'immigration. Des projets spécifiques conclus avec des organismes d'accueil et d'intégration (de Montréal et des régions) ciblent les immigrants présents dans la région métropolitaine de Montréal et les incitent à explorer les possibilités d'emploi et d'installation en région. En 2008-2009, le montant versé a été de 4 816 693 \$ pour 40 partenariats, incluant les ententes avec les municipalités et les conférences régionales des élus, également financées dans le cadre de ce programme.

- *Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)*

Ce programme d'aide financière est destiné à soutenir les organismes à but non lucratif qui souhaitent apporter leur contribution à l'intégration sociale et économique des nouveaux arrivants à la société québécoise. Il comporte également un volet destiné spécifiquement aux organismes communautaires qui interviennent auprès des réfugiés, notamment en soutenant les premières démarches d'installation telles la recherche de logement, la demande d'assistance-emploi, l'inscription à la Régie de l'assurance maladie du Québec, la demande d'un numéro d'assurance sociale, la demande de la carte de résidence permanente, l'inscription des enfants à l'école. En 2008-2009, le montant versé a été de 3 347 515 \$ pour 31 partenaires en région dans le cadre de ce programme.

- *Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR)*

Ce programme vise l'accueil des réfugiés et des personnes protégées à titre humanitaire outre-frontières en leur fournissant des biens et services essentiels à leur établissement. En 2008-2009, la somme totale versée dans le cadre de ce programme a été de 2 417 409 \$ desservant ainsi 2 413 personnes réfugiées en région.

- *Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI)*

Ce programme d'aide financière est destiné à soutenir les organismes à but non lucratif qui réalisent des projets visant le développement ainsi que le maintien de relations harmonieuses et constructives entre les groupes et personnes de toutes origines qui forment le Québec d'aujourd'hui. En 2008-2009, le montant versé a été de 238 166 \$ pour 16 partenaires en région dans le cadre de ce programme.

QUESTION 19

**NOMBRE D'IMMIGRANTS VENTILÉ PAR LA PROVENANCE ET LA PROFESSION
DEPUIS 2000. INDIQUER EN POURCENTAGE.**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits du MICC des années antérieures

Immigrants actifs¹ admis au Québec de 2000 à 2008* selon les professions projetées², régies par un ordre professionnel³

¹ Immigrants âgés de 15 ans et plus comptant se joindre à la population active. Les données ne réfèrent pas nécessairement aux candidats sélectionnés mais aux personnes qui ont exprimé l'intention d'occuper un emploi au Québec; tous ces candidats ne feront pas forcément une demande de permis à un ordre professionnel.

² La profession est celle qui est indiquée sur le formulaire (fédéral) de confirmation de résidence permanente (fichier des admissions).

³ Les professions projetées des immigrants sont codées en fonction de la CNP (Classification nationale des professions) qui couvre l'ensemble des emplois existants au Canada. Or, il n'y a pas d'adéquation précise entre les professions régies par un ordre professionnel et les professions décrites par la CNP. À certaines professions régies correspondent plusieurs codes CNP (ingénieurs par exemple), tandis que d'autres professions régies se retrouvent associées à plusieurs autres professions (régies ou non) au sein d'un même code CNP. Conséquemment, la liste et les données ne peuvent donc être qu'approximatives. Lorsqu'elles ne sont pas significatives, les professions qui y sont associées n'apparaissent pas dans le tableau.

Note : Afin de protéger la confidentialité des renseignements personnels, les professions pour lesquelles les données sont trop peu élevées ont été regroupées.

SECTEUR SANTÉ ET RELATIONS HUMAINES

Profession projetée et code CNP	2008*
Répartition par profession	
Conseiller d'orientation (4143-4213)	12
Dentiste (3113)	71
Diététiste (3132)	10
Infirmière (3151-3152)	303
Infirmière auxiliaire (3233)	19
Médecins (3111-3112)	321
Médecin vétérinaire (3114)	57
Pharmacien (3131)	104
Physiothérapeute (3142)	30
Psychologue (4151)	46
Technicien dentaire (3223)	8
Technologiste médical (3211-3212)	52
Travailleur social (4152)	22
Autres**	61
Répartition par catégorie d'immigration	
Immigration économique	1 031
Regroupement familial	84
Réfugiés	1
Autres immigrants	-
Total, secteur santé et relations humaines	1 116

**Autres : audiologiste et orthophoniste (3141), chiropraticien (3122), denturologiste (3221), ergothérapeute (3143), hygiéniste dentaire (3222), inhalothérapeute (3214), opticien d'ordonnances (3231), optométriste (3121), psychoéducateur, thérapeute conjugal et familial (4153), technologue en radiologie (3215).

SECTEUR GÉNIE, AMÉNAGEMENT ET SCIENCES

SECTEUR DROIT,
AFFAIRES

TOUS LES SECTEURS

ADMINISTRATION ET

Profession projetée et code CNP	2008*
Répartition par profession	
Agronome (2123)	50
Architecte (2151)	126
Chimiste (2112)	169
Géologue (2113)	13
Ingénieur (2131 à 2134 et 2141 à 2148)	1 533
Technologue professionnel (2211-2212-2221-2223-2231-2232-2233-2241-2251-2254-2255)	620
Urbaniste (2153)	12
Autres : arpenteur-géomètre (2154), ingénieur forestier (2122)	16
Répartition par catégorie d'immigration	
Immigration économique	2 471
Regroupement familial	64
Réfugiés	3
Autres immigrants	1
Total, secteur génie, aménagement et sciences	2 539
Profession projetée et code CNP	2008*
Répartition par profession	
Avocat et notaire (4112)	92
Comptable et vérificateur (1111)	352
Interprète, terminologue et traducteur (5125)	114
Autres : évaluateur agréé (1235-2234), huissier de justice (6461)	6
Répartition par catégorie d'immigration	
Immigration économique	522
Regroupement familial	40
Réfugiés	2
Autres immigrants	
Total, secteur droit, administration et affaires	564
	2008*
Répartition par catégorie d'immigration	
Immigration économique	4 024
Regroupement familial	188
Réfugiés	6
Autres immigrants	1
Total, tous les secteurs	4 219

* Données préliminaires pour 2008.

Note : Tous les termes qui renvoient à des personnes sont pris au sens générique. Ils ont à la fois la valeur d'un masculin et d'un féminin.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

Pour les données sur la provenance, voir la réponse à la question 16 à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Régions et pays de naissance

Principales régions de naissance 2008	Proportion de l'ensemble du mouvement d'immigration (%)
Afrique du Nord	19,2
Amérique du Sud	10,8
Europe occidentale et septentrionale	10,1
Total	40,0

En comparant les années 2008 et 2007, on note une progression du volume d'immigrants en provenance de tous les continents, sauf de l'Europe (- 11,4 %); ce recul s'explique en quasi-totalité par la diminution du nombre d'immigrants natifs de l'Europe orientale (- 24,8 %). Par ailleurs, certaines régions de naissance ont connu une croissance plus élevée de leur volume d'immigrants, comme l'Asie du Sud-Est (+ 41,9 %) et les Antilles (+ 36,7 %).

Outre l'Europe orientale, on constate une baisse plus importante du nombre d'immigrants natifs des régions de l'Asie méridionale (- 16,1 %), de l'Asie occidentale et centrale (- 15,2 %), de l'Amérique centrale (- 14,4 %) et de l'Amérique du Sud (- 8,0 %).

Principaux pays de naissance 2008	Proportion de l'ensemble du mouvement d'immigration (%)
Algérie	8,1
France	8,0
Maroc	7,9
Total	24,0

Une ventilation plus complète des régions et pays de naissance des immigrants admis se trouve sur le site Internet du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles sous la rubrique Recherche et statistiques.

QUESTION 20

NOMBRE D'IMMIGRANTS PAR CLASSE DE FRANCISATION ET NOMBRE DE CLASSES DE FRANCISATION TOTAL PAR ANNÉE DEPUIS 2003 ET PRÉVISIONS POUR 2009-2010

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

TEMPS COMPLET

**Nombre de groupes et nombre d'étudiants dans les services à temps complet
Cours réguliers et cours spécialisés**

SERVICES	2008-2009*		
	Nombre de groupes	Nombre d'étudiants	Nombre moyen d'étudiants
Cours réguliers	1 119	10 062	16
Cours spécialisés	67	881	17
Total**	1 186	10 110	

*Les données sont en date du 1^{er} mars 2009. **Le total d'étudiants ne correspond pas à la somme des parties puisque certains étudiants ont participé à plus d'un type de cours.

TEMPS PARTIEL

**Nombre de groupes et nombre d'étudiants dans les services à temps partiel
Cours réguliers, cours spécialisés et en milieu de travail**

SERVICES	2008-2009*		
	Nombre de groupes	Nombre d'étudiants	Nombre moyen d'étudiants
Cours réguliers	778	9 701	15
Cours spécialisés	231	2 695	14
Cours en milieu de travail	73	572	9
Total	1 082	12 768	

* Les données sont en date du 1^{er} mars 2009. ** Le total d'étudiants ne correspond pas à la somme des parties puisque certains étudiants ont participé à plus d'un type de cours.

QUESTION 21

**VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER PAR PAYS, PAR
LANGUE D'ORIGINE EN 2006, 2007 ET 2008, PRÉVISIONS POUR 2009**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2006-2007 et 2007-2008 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER* ET ADMIS AU QUÉBEC EN 2008
(PRINCIPAUX PAYS ET PRINCIPALES LANGUES MATERNELLES)**

Pays de naissance	n
Colombie	995
Afghanistan	356
Iraq	256
Rép. dém. du Congo	181
Pakistan	80
Rwanda	62
Myanmar	60
Burundi	46
Bangladesh	34
Sénégal	29
Togo	27
Autres pays	288
Total	2 414

Langue maternelle	n
Espagnol	1014
Dari ¹	403
Arabe	271
Swahili ²	79
Kinyarwanda ²	68
Français	50
Kirundi ²	48
Birman	42
Poular ³	39
Lingala ⁴	35
Farsi ⁵	31
Autres	334
Total	2 414

* Les réfugiés sélectionnés comprennent les réfugiés pris en charge par le gouvernement, parrainés ou autonomes financièrement. Il ne s'agit donc pas de l'ensemble des réfugiés.

** Les données sont préliminaires pour 2008.

¹ Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Afghanistan ou au Pakistan.

² Ces langues sont parlées par des réfugiés nés au Burundi, au Congo, en République démocratique du Congo ou au Rwanda.

³ Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Mauritanie ou au Sénégal.

⁴ Cette langue est parlée par des réfugiés nés en République démocratique du Congo.

⁵ Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Afghanistan ou en Iran.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 22

**TEMPS D'ATTENTE MOYEN POUR CHAQUE RÉFUGIÉ SELON LA PROVENANCE ET LE NOMBRE
TOTAL DE RÉFUGIÉS POUR 2006, 2007 ET 2008 ET PRÉVISIONS POUR 2009**

Les renseignements concernant les délais de traitement pour la reconnaissance du statut de réfugié à l'étranger relèvent du gouvernement canadien.

Lorsque le Ministère reçoit pour sélection les dossiers des personnes reconnues réfugiées par le bureau canadien des visas à l'étranger, ces demandes sont traitées dans un délai de deux à cinq jours.

QUESTION 23

**LISTE DES MEMBRES DE LA TABLE QUÉBEC MAGHREB DU MICC. LISTE DES AVIS SOUMIS
PAR LA TABLE QUÉBEC MAGHREB À LA MINISTRE. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN
ŒUVRE DES MESURES SPÉCIFIQUES AUX BESOINS DES QUÉBÉCOIS ORIGINAIRES DU
MAGHREB.**

L'ensemble des mesures annoncées en mars 2008 visent à répondre aux difficultés d'insertion socioprofessionnelle des personnes immigrantes, en particulier aux Québécois d'origine maghrébine. Notons entre autres :

- la nouvelle formation enrichie sur les réalités du milieu du travail, qui traite, entre autres, des conduites culturelles en emploi et du fonctionnement des entreprises québécoises commencera en mai prochain et vise 5 100 personnes pour 2009-2010 (« *Pour enrichir le Québec – Intégrer mieux* », mesure 2.2);
- l'accompagnement personnalisé et soutenu des nouveaux arrivants dans leurs démarches vers l'emploi qui vivent des difficultés d'intégration en emploi. Cet accompagnement d'une durée de six mois qui est offert par des ressources externes d'Emploi-Québec assure à ces nouveaux arrivants un accompagnement jusqu'à leur intégration en emploi (« *Pour enrichir le Québec – Intégrer mieux* », mesure 2.3). 260 nouveaux arrivants d'origine maghrébine ont débuté leur accompagnement depuis le 1^{er} novembre 2008;
- la participation au Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME). Selon les statistiques de juin 2005 à décembre 2008¹, les personnes dont la région d'origine est l'Afrique du Nord sont celles qui y participent le plus dans une proportion de 27 %, comparativement aux personnes originaires d'Europe de l'Est (16,7 %) et d'Amérique du Sud (16,5 %);
- les projets réalisés dans le cadre de *Défi Montréal* (« *Pour enrichir le Québec – Intégrer mieux* », mesure 3.3) annoncé le 5 avril 2009 visent plus particulièrement les difficultés d'insertion professionnelle des femmes immigrantes, des personnes issues de l'immigration ainsi que des minorités visibles. Des projets concrets sont en marche; dont les retombées prévues incluent 600 personnes en emploi dont une bonne partie sera des Maghrébins et plus de 200 entreprises rejointes.
- Par ailleurs, les mesures et les moyens d'action qui accompagnent la *Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec La diversité : une valeur ajoutée* visent les Québécois de toutes origines. À ce titre, les Québécois d'origine maghrébine sont inclus dans cette démarche et plusieurs des moyens d'action prévus pour lutter contre le racisme et la discrimination bénéficieront à ces personnes.

Table de travail Maghreb

- Le Ministère ayant mis en place de nouvelles façons de faire pour travailler avec les communautés culturelles, ce sont dorénavant les services Immigration-Québec (SIQ) qui sont la porte d'entrée des services ministériels auprès des différentes clientèles du Ministère y compris pour les représentants des communautés culturelles qui participent aux travaux des comités des partenaires des SIQ.
- Une nouvelle approche a été retenue par le Ministère concernant la contribution des membres de la Table de travail Maghreb. Ces derniers seront mis à contribution dans le cadre des comités de partenaires des services Immigration Québec (SIQ) à Montréal, en fonction de leur expertise et de leur territoire. Ces personnes seront également appelées à collaborer à la mise en œuvre des mesures évoquées plus haut et qui prennent en compte les besoins spécifiques des Québécois originaires du Maghreb.

¹ Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations (DSSE) (Profils des caractéristiques – PRIIME), janvier 2009.

Liste des avis soumis par la Table Maghreb

2005

- Travail, à partir d'un diagnostic, sur un plan d'action concernant la communauté maghrébine. Cet exercice a conduit à la rédaction et à l'adoption d'un plan d'action *Problématiques identifiées par les membres de la Table Maghreb*.
- À la suite de la production du plan d'action, les membres ont présenté le résultat de ces recherches au moyen d'un colloque sur l'intégration des Maghrébins soutenu financièrement par le Ministère. M^{me} Lise Thériault, alors ministre, avait assisté à la plénière. Les recommandations faisant suite à ce colloque lui ont été transmises à sa demande.

2006

- Participation des membres de la Table Maghreb à la rédaction d'un mémoire présenté en Commission parlementaire sur la politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination. Il est à noter que certaines personnes de la Table ont aussi présenté d'autres mémoires au nom de leur organisme ou à titre personnel, tels MM Rachid Raffa, Lamine Foura, Akram Benalia, Mohamed Soulami, Ahmed Mahidjiba, Rachid Boudjarane et M^{me} Amina Benrhazi.

2007

- Contribution de membres de la Table à la rédaction d'un mémoire à la Commission parlementaire sur la planification de l'immigration 2008-2010.
- Soumission de mémoires par des membres de la Table à la Commission Bouchard-Taylor, tels MM Rachid Raffa, Lamine Foura, Akram Benalia, Mohamed Soulami, Ahmed Mahidjiba, Rachid Boudjarane et M^{me} Yasmina Chouakhri.
- Travail du comité *ad hoc Femmes* de la Table Maghreb sur un projet concernant la lutte contre les préjugés, les perceptions comme source de conflit et les modèles de réussite.

QUESTION 24

ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DEVANT CONDUIRE À LA PUBLICATION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

Rappel des faits

La politique gouvernementale et le plan d'action 2008-2013 *La diversité : une valeur ajoutée* ont été rendus publics le 29 octobre 2008. De plus, un projet de loi, portant alors le n° 106, *Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle*, a été déposé ce même jour afin d'accroître la portée de la politique et du plan d'action. Ce projet de loi, déposé de nouveau le 18 mars 2009, porte désormais le n° 16. Ces actions font suite à la consultation publique tenue à l'automne 2006.

Leur objectif est de favoriser la participation de tous à la société québécoise en favorisant l'égalité et en luttant contre la discrimination. La politique et le plan d'action s'ajoutent aux mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation et d'intégration en emploi des immigrants, annoncées en mars 2008, ainsi qu'aux mesures pour affirmer les valeurs communes de la société québécoise, dévoilées le 29 octobre 2008.

La politique comprend trois grandes orientations :

- Reconnaître et contrer les préjugés et la discrimination
- Renouveler les pratiques
- Coordonner les efforts

Elle est accompagnée d'un plan d'action comprenant 21 mesures et impliquant la participation de l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux. Elle est complétée par un projet de loi qui, une fois adopté, contribuera à l'atteinte des objectifs, notamment par le rehaussement des exigences en ce qui concerne la gestion du personnel et des services à la clientèle à tous les niveaux de l'administration publique.

Étapes franchies

- Mise en place des principales instances de gouvernance, soit le forum sous-ministériel et le comité interministériel responsables de la mise en œuvre et du suivi de la politique et du plan d'action
- Mise en œuvre de certaines mesures par les divers ministères et organismes, notamment :
 - des activités de maillage professionnel entre des employeurs et des Québécois des communautés culturelles (ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles);
 - des projets d'échanges interculturels entre les écoles de diverses régions (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport);
 - un nouveau mode de traitement des plaintes par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse;
- Dépôt du projet de loi n° 16 à l'Assemblée nationale le 26 mars 2009
- Rencontre du Forum interministériel, le 26 mars 2009, pour convenir des grandes orientations de mise en œuvre

Étapes à venir

- Mise en place du comité d'évaluation en vue d'assurer la production des données nécessaires à l'évaluation des impacts du plan d'action ainsi que l'évaluation elle-même
- Mise en place des outils de suivi, notamment le tableau de bord, afin de documenter les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures du plan d'action
- Confirmation des moyens utilisés dans le déploiement des mesures, des échéanciers détaillés et des indicateurs de mise en œuvre, pour mettre à jour le tableau de bord
- Implantation et mise en œuvre progressive du plan d'action
- Bilan périodique de l'état d'avancement des diverses mesures

QUESTION 25

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF
EXTERNE RELATIVEMENT À L'ENCADREMENT DES CONSULTANTS EN IMMIGRATION**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Un scénario d'encadrement des consultants en immigration a été travaillé au cours de 2008-2009. Il est toujours à une étape administrative. Il sera soumis aux autorités ministérielles au début de 2009-2010.

QUESTION 26

**SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MICC DEPUIS 2001 POUR LA RECONNAISSANCE DES
COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES PERSONNES IMMIGRANTES**

Note : Les données pour les années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles des années antérieures.

Le Ministère et ses partenaires mettent en œuvre des projets visant à faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions régies par les ordres professionnels. Ces actions, réalisées par le Ministère ou avec son soutien financier, visent à mieux informer les personnes immigrantes, à mieux reconnaître leurs acquis et à améliorer leur accès à la formation d'appoint.

Projets annoncés en 2008-2009

- L'Ordre des acupuncteurs du Québec a élaboré un profil des compétences requises en vue de l'exercice de la profession ainsi qu'une grille d'évaluation des compétences afin de mieux évaluer et reconnaître la formation et l'expérience des acupuncteurs formés à l'étranger.
- L'Ordre des agronomes du Québec a bonifié et a mis à jour le Mémento de l'agronome du Québec, guide d'autoformation préparatoire à l'examen d'admission. Un enregistrement audiovisuel interactif facilitera aussi la compréhension du déroulement de l'examen et précisera les attentes des examinateurs.
- L'Ordre des chimistes du Québec conçoit actuellement un nouvel outil d'autoévaluation des compétences des chimistes formés à l'étranger en vue de la délivrance de nouveaux types de permis. Cet outil proposera une structure ouverte permettant un déploiement rapide à d'autres organismes de réglementation intéressés.
- L'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec élabore actuellement un outil de vérification de la formation et de l'expérience des candidats formés à l'étranger. De plus, l'Ordre travaille à mettre en ligne une formation préparatoire à l'examen en vue de la reconnaissance de la formation des personnes formées à l'étranger.
- L'Ordre des denturologistes du Québec a élaboré un profil de compétences et a aussi mis en ligne dans son site Internet une grille d'autoappréciation. De plus, une grille d'entrevue permettra aux évaluateurs de porter un jugement global sur les compétences du candidat. De l'information en ligne sera également disponible en préparation à cette entrevue.
- L'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec a conçu des outils d'évaluation des compétences des dentistes formés à l'étranger qui souhaitent exercer la profession d'hygiéniste dentaire au Québec. En collaboration avec le Collège de Maisonneuve, l'Ordre a aussi élaboré un programme de formation d'appoint à leur intention.
- En collaboration avec le Collège Rosemont, l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec concevra et implantera un programme-cadre de formation d'appoint à l'intention des inhalothérapeutes formés à l'étranger.
- En collaboration avec l'Université de Montréal, l'Ordre des pharmaciens du Québec concevra et implantera un programme de formation d'appoint à l'intention des pharmaciens formés à l'étranger.
- En collaboration avec l'Université de Sherbrooke, l'Ordre des psychologues du Québec concevra et implantera un programme-cadre de formation complémentaire à l'intention des psychologues formés à l'étranger titulaires d'un diplôme de maîtrise.

- L'Ordre des sages-femmes du Québec a élaboré une journée d'information sur la pratique sage-femme au Québec pour mieux informer les candidates formées à l'étranger sur les spécificités de la pratique au Québec. Un enregistrement audiovisuel de cette journée sera mis en ligne. En collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Ordre a aussi conçu et implanté un programme de formation d'appoint à l'intention des sages-femmes formées à l'étranger.
- La CSN-Construction offre un accompagnement personnalisé aux candidats à l'exercice d'un métier de la construction formés ou ayant acquis une expérience pertinente à l'étranger. La CSN-Construction aide également les candidats dans la préparation de leur demande de certificat de compétence et les conseille dans leur recherche d'emploi.

Le Service d'information sur les professions et métiers réglementés

- Le Service d'information sur les professions et métiers réglementés (SIPMR) a été mis en place en septembre 2002. En 2005, le mandat de ce service, qui ne touchait que les professions régies par les ordres professionnels, a été élargi et couvre maintenant les autres professions et métiers réglementés. Nombre de clients reçus et aidés par le SIPMR du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009 : 1 982 personnes.

L'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec

- Un sondage téléphonique a été mené, en mai et juin 2008, auprès de 610 répondants de petites, moyennes et grandes entreprises des secteurs public et privé, situées sur le territoire du Québec, afin de connaître leurs pratiques et leurs besoins en évaluation des diplômes obtenus hors du Québec. Des recommandations seront faites afin de répondre aux besoins spécifiques de ces importants partenaires en intégration professionnelle.
- Du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009, le Ministère a délivré 16 748 évaluations comparatives à des personnes diplômées hors du Québec, ayant pour la plupart l'intention d'utiliser ce document pour se trouver un emploi.

QUESTION 27

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DU RAPPORT DE
L'ÉQUIPE DE TRAVAIL SUR LA RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES ET DES COMPÉTENCES DES
PERSONNES FORMÉES À L'ÉTRANGER**

L'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger

- En février 2005, l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger débute ses travaux. La formation de l'Équipe a été annoncée lors du Forum des générations afin d'accélérer la concertation de tous les intervenants visés par la question de la reconnaissance des acquis.
- Sur la base des recommandations du Groupe de travail de parlementaires sur l'accès aux professions et métiers réglementés et qui concernent spécifiquement l'accès aux professions régies par les ordres professionnels, le mandat de l'Équipe de travail était le suivant :
 - circonscrire les principales difficultés qui empêchent de reconnaître plus rapidement la formation et les compétences des personnes formées à l'étranger;
 - déterminer les actions et les mesures incontournables pour lever ces difficultés;
 - susciter l'engagement des intervenants concernés à réaliser rapidement des actions structurantes et concrètes qui auront un impact significatif.
- L'Équipe de travail a officiellement remis son rapport en décembre 2005 à M^{me} Lise Thériault, alors ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. La plupart des recommandations de l'Équipe de travail, ainsi que celles du Groupe de travail de parlementaires, sont réalisées ou en bonne voie de l'être.

Le Comité multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels

- En mai 2006, le Comité multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels est formé. Ce comité, composé de représentants des principaux acteurs du système professionnel (ordres professionnels, établissements d'enseignement supérieur et gouvernement), a été chargé de s'assurer du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger et d'assurer la cohérence des actions en matière d'accès aux professions régies. Depuis sa formation, le Comité multipartite a tenu six réunions.
- La majorité des recommandations de l'Équipe de travail sont réalisées ou sont en bonne voie de l'être. À titre d'exemple :

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles :

- majoration à 4 000 000 \$ du budget en soutien aux projets visant à faciliter l'accès aux ordres professionnels. Ces projets visent notamment à concevoir des documents de formation, des outils de préparation aux examens, des outils d'évaluation des compétences et des formations d'appoint. Une trentaine d'entente ont ainsi été signées avec des ordres professionnels pour mettre en œuvre de tels projets;
- élaboration de formations en français spécialisé à l'intention des professionnels du secteur de la santé et du génie, offertes aux candidats engagés dans le processus de reconnaissance des acquis.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- révision des règles administratives du MELS en vue d'assurer le financement des formations de niveau collégial prescrites par un ordre professionnel pour permettre à une personne, possédant déjà une qualification, de satisfaire aux exigences de l'obtention ou du recouvrement du droit de pratique au Québec.

Ministère de la Justice du Québec :

- adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi n° 14 modifiant le Code des professions afin d'habiliter les ordres professionnels à délivrer de nouvelles formes de permis permettant de faciliter l'intégration professionnelle des personnes formées à l'étranger. Ce projet de loi découle directement des recommandations de l'Équipe de travail. Il permet également d'assurer l'indépendance des mécanismes de révision des décisions en matière d'équivalence des diplômes et des formations.
- Pour un suivi plus détaillé des travaux du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles depuis 2002 en vue d'améliorer la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger par les personnes immigrantes, consultez la réponse à la demande de renseignements particuliers n° 26 ou encore le document *Projets visant à faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés mis en œuvre par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles* (septembre 2008), disponible dans le site Internet du ministère.

QUESTION 28

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
L'ACCÈS AUX PROFESSIONS ET MÉTIERS RÉGLEMENTÉS**

Groupe de travail de parlementaires sur l'accès aux professions et métiers réglementés

- En mars 2004, la constitution du *Groupe de travail sur les professions et métiers réglementés* est annoncée. Son mandat était d'exposer les difficultés liées à la reconnaissance des compétences et des formations des personnes formées à l'étranger et de proposer des solutions pour faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés. Ce groupe de travail était formé de quatre députés, sous la présidence de M^{me} Diane Legault, alors adjointe parlementaire de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.
- En s'appuyant sur les résultats d'une consultation menée auprès de la population du Québec et des intervenants touchés par la question de la reconnaissance des acquis, le Groupe de travail a produit un rapport proposant des recommandations visant à faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés et ainsi favoriser une insertion professionnelle plus rapide des personnes immigrantes. Le rapport du Groupe de travail de parlementaires a été rendu public en mars 2005.
- En s'appuyant sur les recommandations du Groupe de travail qui touchent les professions régies par les ordres professionnels, l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger avait notamment pour mandat de proposer des actions visant à faciliter la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger. Le rapport de l'Équipe de travail a été rendu public en décembre 2005.
- Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 26.

L'Entente France-Québec en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

- Le Groupe de travail proposait d'encourager les organismes de réglementation à conclure des ententes avec des organismes de réglementation ou des établissements d'enseignement étrangers. L'Entente France-Québec, qui a été signée en octobre 2008, vise cet objectif. Il s'agit en effet d'une entente de portée générale qui permet aux organismes de réglementation compétents (ordres professionnels, ministères ou autres) de conclure des arrangements de reconnaissance mutuelle. Ces arrangements établiraient les conditions liées à l'autorisation d'exercice d'une profession ou d'un métier réglementé.
- Certaines professions et certains métiers réglementés sont tenus de conclure des arrangements avant le 31 décembre 2009. Une douzaine de professions et autant de métiers sont visés par cette échéance. D'autres organismes de réglementation de professions et de métiers sont tenus d'appliquer la procédure commune menant à un arrangement de reconnaissance mutuelle d'ici le 31 décembre 2010.

QUESTION 29

**COPIES DES ENTENTES SIGNÉES EN 2008-2009 DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE
FRANCISATION DES MILIEUX DE TRAVAIL**

Voir copies en annexe.

CONTRAT

Promotion de la francisation en milieu de travail auprès des travailleuses et travailleurs immigrants

ENTRE

La MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec et étant représentée par Jacques Leroux, directeur à la Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation dûment autorisé en vertu des modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles établies par le décret n°844-2007 du 26 septembre 2007,

ci-après appelée la « MINISTRE »,

ET

La CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN), personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 1601, avenue de Lorimier, Montréal, Québec, H2K 4M5, agissant par Michel Trépanier, conseiller syndical, dûment autorisé tel qu'il le déclare,

ci-après appelée l'« ORGANISME ».

Attendu que la MINISTRE entend franciser plus de personnes immigrantes, en rejoignant de nouvelles clientèles, notamment en milieu de travail;

Attendu que l'ORGANISME est, tant par ses effectifs que par ses champs d'influence, l'une des plus importantes organisations syndicales du Québec;

Attendu que l'ORGANISME est présent dans la plupart des secteurs de l'activité économique et qu'il représente plus de 300 000 personnes réunies sur une base sectorielle dans neuf fédérations professionnelles et sur une base régionale dans treize conseils centraux sur l'ensemble du territoire du Québec;

Attendu que 15 à 20 % des membres des syndicats affiliés à l'ORGANISME sont issus des communautés culturelles ou des personnes immigrantes;

Attendu que l'ORGANISME fournit des services de formation et d'information aux travailleuses et travailleurs membres de ses syndicats affiliés;

Attendu que l'ORGANISME souhaite contribuer à la promotion de la francisation en milieu de travail et qu'il a manifesté son intention, à cet égard, dans son offre de service;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

- La MINISTRE retient les services de l'ORGANISME qui accepte d'agir pour réaliser des rencontres d'information et de sensibilisation avec les équipes de travail de cinq fédérations (100 personnes), du Conseil central du Montréal métropolitain (30 personnes) et les représentants de la CSN aux comités sectoriels de main-d'œuvre (20 personnes) afin d'identifier les milieux de travail où les besoins de francisation sont les plus pressants ainsi que pour soutenir les conseillers syndicaux dans la mise en place et l'organisation de cours de français en milieu de travail.
- Toute annexe au présent contrat constitue avec les présentes les documents contractuels et fait partie intégrante des présentes liant ainsi les parties comme si elle y était reproduite au long;
- Toutefois, en cas de dispositions inconciliables entre le texte de l'offre de service (en annexe au présent contrat) et celui du présent contrat, les dispositions de ce dernier prévalent.

Initiales du CONTRACTANT

MT

Initiales de la MINISTRE

JL

2. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

Obligations générales :

L'ORGANISME s'engage envers la MINISTRE à :

- a) réaliser le présent mandat conformément aux documents contractuels ci-dessus établis en exécutant ses obligations selon les règles de l'art et avec professionnalisme;
- b) respecter les échéanciers convenus entre les parties et décrits ci-après, à la section « Obligations spécifiques » du présent contrat et avoir réalisé les différents volets du mandat au plus tard le 30 septembre 2009;
- c) tenir compte, dans la réalisation de son mandat, de toutes les instructions et recommandations du représentant de la MINISTRE;
- d) affecter au présent contrat le personnel nécessaire.

Obligations spécifiques :

- a) L'ORGANISME fournit l'encadrement et la coordination de l'expertise requise;
- b) L'ORGANISME fournit à la MINISTRE les biens livrables suivants selon les échéanciers prévus ci-dessous :

- Le document sur la démarche à suivre pour mettre en place des cours de français en milieu de travail au plus tard le 30 septembre 2009 (livrable 1);
- Un bilan de mi-étape pour le 31 mars 2009 (livrable 2);
- Un rapport final pour le 30 septembre 2009 (livrable 3).

Les rapports comprendront des données quantitatives sur le nombre de participants aux rencontres, le profil des participants, les syndicats et les secteurs joints, les entreprises jointes, les références d'entreprises, les questionnaires d'évaluation et autres données permettant de mesurer l'atteinte des objectifs du projet.

Les rapports comprendront également des données qualitatives sur le degré de satisfaction des participants aux rencontres, le suivi des entreprises référées, l'organisation des cours de français dans les entreprises, le rôle des intervenants, les difficultés rencontrées, les expériences de réussite.

3. OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

La MINISTRE s'engage à :

- a) transmettre à l'ORGANISME toute information dont elle dispose et qu'elle estime nécessaire pour permettre à l'ORGANISME de réaliser l'objet des présentes;
- b) rémunérer l'ORGANISME selon les modalités prévues à la clause 4 du présent contrat.

4. MODALITÉS DE PAIEMENT

- a) La MINISTRE s'engage à verser à l'ORGANISME, pour l'exécution complète et entière de ses obligations à la satisfaction de la MINISTRE, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de quarante-neuf mille neuf cent dix-huit dollars (49 918 \$) pour la durée du présent contrat;
- b) La somme maximale convenue précédemment sera versée à l'ORGANISME comme suit :
 - 60 % du montant total à la signature du présent contrat;
 - 30 % après réception et approbation du livrable 2, accompagné d'une facture;
 - 10 % après réception et approbation des livrables 1 et 3, accompagnés d'une facture;
- c) Les parties reconnaissent également que tout paiement de sommes d'argent convenu aux présentes et devant être effectué par la MINISTRE sur un exercice financier autre que le présent, est conditionnel à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle ce paiement est dû et ce, en conformité avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, art. 20 et ss).

5. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement et les factures découlant du présent contrat sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

6. FORCE MAJEURE

En cas de retards dans l'exécution du présent contrat, occasionnés par une force majeure, la MINISTRE pourra, à sa discrétion, appliquer l'une ou l'autre des solutions suivantes :

- a) prolonger les délais prévus à la clause 2 du présent contrat;
- b) résilier de plein droit le présent contrat par avis donné à l'ORGANISME qui sera alors rémunéré pour l'ensemble des services et des biens effectivement fournis à la date de résiliation du présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

Initiales du CONTRACTANT MCT

Initiales de la MINISTRE JL

7. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

- La MINISTRE se réserve le droit de refuser, en tout ou en partie, les travaux exécutés par l'ORGANISME qui ne seront pas jugés satisfaisants eu égard aux exigences prévues au présent contrat.
- Tout travail ou toute partie de travail refusé par la MINISTRE doit être repris par l'ORGANISME, dans les plus brefs délais, à ses frais, jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions prescrites.
- De plus, même si l'ORGANISME a été rémunéré pour les travaux exécutés, celui-ci s'engage à reprendre à ses frais tous les travaux pour lesquels des erreurs ou des omissions auront été constatées, que celles-ci aient été indiquées en cours d'exécution du présent contrat ou à l'acceptation des travaux par la MINISTRE.

8. PROPRIÉTÉ DES TRAVAUX

Les travaux réalisés par l'ORGANISME dans le cadre du présent contrat, y compris tous les biens livrables, à l'exclusion du livrable 1 qui demeurera la propriété de l'ORGANISME, et leurs accessoires, deviendront la propriété entière et exclusive de la MINISTRE, au fur et à mesure de leur réalisation; il en sera de même pour les droits d'auteur ci-après cédés.

9. DROITS D'AUTEUR

- a) L'ORGANISME cède et transporte à la MINISTRE, qui accepte, tous les droits d'auteur, notamment le droit de reproduction, de diffusion ou toute autre forme d'exploitation qui peuvent lui échoir sur tous les travaux réalisés en vertu du présent contrat, à l'exclusion du livrable 1. Cette cession de droits d'auteur est consentie par l'ORGANISME à la MINISTRE sans limite de territoire, ni temps et sans autre limite de quelque nature que ce soit.

L'ORGANISME renonce également, en son nom et au nom de toute personne impliquée dans la réalisation du présent contrat, au droit moral relatif à l'intégrité de l'œuvre à laquelle l'ORGANISME ou cette personne aura travaillé; les parties aux présentes entendent toutefois exclure de la présente renonciation de droits d'auteur, le droit moral relatif à la paternité des travaux réalisés en vertu du présent contrat, lequel demeurera la propriété des auteurs.

- b) L'ORGANISME garantit à la MINISTRE qu'il respectera la Loi sur le droit d'auteur (L.R., 1985, ch. C-42) et qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat, notamment ceux de consentir la cession de droits d'auteur et de renonciation au droit moral à l'intégrité de l'œuvre ci-haut prévues; il garantit la MINISTRE contre tout recours et toute poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne relativement à l'objet de ces garanties. L'ORGANISME s'engage par conséquent à prendre fait et cause pour la MINISTRE et à l'indemniser advenant tout recours, poursuite, réclamation ou demande relativement à l'objet de ces garanties.
- c) L'ORGANISME doit, dans toute production du livrable 1, indiquer la mention suivante : « En collaboration avec : Gouvernement du Québec, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 2009. »
- d) L'ORGANISME informera la MINISTRE de toute mise à jour du document sur la démarche à suivre pour mettre en place des cours de français en milieu de travail (livrable 1) qu'il aura élaboré en vertu du présent contrat et lui en fera parvenir copie dans les plus brefs délais.
- e) Toute considération découlant de la cession des droits d'auteur et de la renonciation au droit d'auteur relatif à l'intégrité de l'œuvre, consenties au présent contrat, est incluse dans la rémunération prévue à la clause 4 du présent contrat.

10. LICENCE

L'ORGANISME octroie gratuitement à la MINISTRE une licence irrévocable lui permettant d'utiliser et de diffuser sur quelque support que ce soit, à l'entière discrétion de cette dernière, le livrable 1 élaboré en vertu du présent contrat. La présente licence est accordée sans limite de territoire ni de temps et sans autre limite de quelque nature que ce soit.

11. CESSIION

Ni le présent contrat ni quelque droit ou obligation en résultant ne pourront, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans le consentement écrit de la MINISTRE.

12. RÉSILIATION DU CONTRAT

- a) La MINISTRE se réserve le droit absolu de résilier le présent contrat pour l'un ou l'autre des motifs suivants :
- i) le défaut de l'ORGANISME de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat et de ses annexes;

Initiales du CONTRACTANT MT

Initiales de la MINISTRE JL

- ii) l'ORGANISME cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens;
- iii) l'ORGANISME lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

- Pour ce faire, la MINISTRE adresse à l'ORGANISME un avis écrit de résiliation énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe i), l'ORGANISME aura dix (10) jours ouvrables pour remédier au défaut énoncé dans l'avis, à défaut de quoi le présent contrat sera automatiquement résilié, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ces dix (10) jours. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe ii) ou au paragraphe iii), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par l'ORGANISME.
- L'ORGANISME sera par ailleurs responsable de tous les dommages occasionnés à la MINISTRE du fait de la résiliation du présent contrat.
- En cas de continuation du présent contrat par un tiers, l'ORGANISME devra notamment assumer toute augmentation du coût du présent contrat pour la MINISTRE.

- b) La MINISTRE se réserve également le droit, conformément à l'article 2125 du Code civil du Québec, de résilier le présent contrat sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.
- c) Pour ce faire, la MINISTRE doit adresser un avis écrit de résiliation à l'ORGANISME. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par l'ORGANISME.
- d) En cas de résiliation pour un des motifs prévus en a) et b), l'ORGANISME devra fournir les documents déjà en sa possession et les résultats des travaux effectués jusqu'à la date effective de la résiliation. L'ensemble des données devra, dans les quinze (15) jours de la date effective de la résiliation, être remis à la MINISTRE qui en disposera à sa guise.
- e) L'ORGANISME aura alors droit aux sommes, frais et débours correspondant à la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation sans autre compensation ni indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tout profit anticipé ou autre dommage occasionné du fait de la résiliation du présent contrat.

Toute résiliation ne met pas fin à la cession ni à la renonciation aux droits d'auteur contenus au présent contrat non plus qu'aux garanties qui en découlent.

13. RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de la MINISTRE, celle-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par l'ORGANISME, agents ou représentants.

14. RESPONSABILITÉ DE L'ORGANISME

- L'ORGANISME est responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents ou représentants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat, y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.
- L'ORGANISME s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la MINISTRE contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite ou autre procédure pris par quiconque en raison de dommages ainsi causés.

15. CONFIDENTIALITÉ

L'ORGANISME s'engage, à ce que lui, ni aucun de ses employés, ni aucune personne qui travaille à la réalisation du présent contrat ne divulgue quelque information dont il aurait eu connaissance dans l'exécution ou à l'occasion de l'exécution des obligations lui incombant en vertu du présent contrat, y compris tout renseignement donné ou recueilli ou toute donnée ou traitement de données, à moins d'avoir obtenu au préalable l'approbation écrite de la MINISTRE et ce, tant pendant qu'après l'exécution du présent contrat.

16. CONFLIT D'INTÉRÊTS

L'ORGANISME s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la MINISTRE, à l'exclusion des obligations qui incombent à l'ORGANISME en vertu du présent contrat. Si une pareille situation se présentait, il devra aussitôt en informer la MINISTRE, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant à l'ORGANISME comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le présent contrat.

Initiales du CONTRACTANT MP

Initiales de la MINISTRE JL

17. LIEN D'EMPLOI

L'ORGANISME est la seule partie patronale à l'égard de l'ensemble du personnel qu'il affecte à l'exécution du présent contrat et il doit en assumer toutes les charges, obligations et responsabilités.

18. PAIEMENT DE DETTE FISCALE

Conformément à l'article 31.1.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) et à l'article 53 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., c. P-2.2), lorsque l'ORGANISME est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la MINISTRE peut, à la demande du ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat aux fins du paiement de cette dette.

19. EXEMPTION DE TAXES

La MINISTRE certifie que les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles avec les deniers de l'État et ne sont donc pas assujettis à la taxe sur les produits et services ni à la taxe de vente du Québec.

20. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

- La MINISTRE, aux fins de l'application du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne Jacques Leroux, directeur à la Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation, pour la représenter.
- L'ORGANISME désigne Michel Trépanier, conseiller syndical, pour le représenter.
- Advenant qu'une partie désire changer de représentant, elle doit en aviser l'autre partie au moins dix (10) jours avant la date effective du changement.

21. AVIS

Tout avis exigé en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messenger ou par poste recommandée, avec accusé de réception, à l'adresse de la partie concernée indiquée ci-après :

Adresse de la MINISTRE :	Adresse du CONTRACTANT :
Jacques Leroux Directeur Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 800, boulevard de Maisonneuve Est, bureau 200 Montréal (Qc) H2L 4L8 Téléphone : 514 873-9393, poste 22301 Télécopieur : 514 864-2079	Michel Trépanier Conseiller syndical Confédération des syndicats nationaux 1601, avenue de Lorimier Montréal (Qc) H2K 4M5 Téléphone : 514 529-4950 Télécopieur : 514 529-4933

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie.

22. LOIS APPLICABLES

Le présent contrat est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

Initiales du CONTRACTANT MT

Initiales de la MINISTRE JL

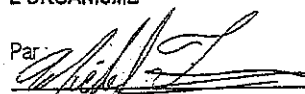
23. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature, mais prend effet le 1^{er} octobre 2008, et se terminera le 30 septembre 2009, à moins que la MINISTRE ne reporte la date de fin du présent contrat.

En foi de quoi, les parties, après avoir pris connaissance du présent contrat et l'avoir accepté, ont dûment signé en double exemplaire comme suit :

L'ORGANISME

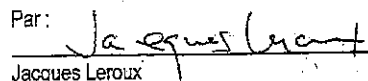
Par :


Michel Trépanier
Conseiller syndical

18/02/09
Date
Montréal
Lieu

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Par :


Jacques Leroux
Directeur

2009/02/18
Date
Montréal
Lieu

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



ANNEXE



OFFRE DE SERVICE
POUR
PROMOUVOIR LA FRANCISATION
EN MILIEU DE TRAVAIL

PROJET DE FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL
POUR LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS IMMIGRANTS

111-11

IDENTIFICATION	
Nom du représentant : Michel Trépanier	
Fonction : Conseiller syndical	
Centrale : Confédération des syndicats nationaux	
Adresse : 1601, avenue de Lorimier, Montréal (Québec) H2K 4M5	
Téléphone : 514 529-4950 Télécopie : 514 529-4933	
Courriel : michel.trepanier@csn.qc.ca	
NEQ : 114 311 4909	
SIGNATURES	
_____	Date : _____
Signature du représentant de la centrale	

Note : Le masculin comprend le féminin

PRÉSENTATION DE LA CENTRALE

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) est une organisation syndicale composée de plus de 1 700 syndicats qui regroupent près de 300 000 membres réunis sur une base sectorielle dans neuf fédérations professionnelles¹ et sur une base régionale dans treize conseils centraux², sur l'ensemble du territoire du Québec.

Notre présence importante dans le marché du travail fait de nous un acteur incontournable en matière de développement de la main-d'œuvre. C'est dans ce contexte que nous participons activement aux travaux de plus d'une vingtaine de comités sectoriels de main-d'œuvre³ et que nous souhaitons contribuer à la francisation des immigrants dans nos milieux de travail.

PRÉSENTATION DU PROJET

Dans le cadre des *Mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation des immigrants*, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a annoncé, en mars dernier, qu'il souhaitait élargir la clientèle rejointe par l'offre de service en francisation. Pour ce faire, le MICC souhaite « *permettre à des immigrants occupant déjà un emploi de poursuivre leur apprentissage du français en entreprise* »⁴. Nous pensons que cette mesure est tout à fait appropriée et nous souhaitons contribuer activement à sa mise en œuvre.

LA CLIENTÈLE VISÉE

Miroir de la société québécoise, la composition de plusieurs syndicats affiliés à la CSN s'est transformée au cours des dernières années et on y retrouve un nombre croissant de travailleuses et de travailleurs issus de l'immigration. Aujourd'hui, la proportion des membres immigrants ou issus des communautés culturelles se situe globalement entre 15 et 20 %. Ces personnes sont particulièrement présentes dans les syndicats de la santé et des services sociaux, de l'hôtellerie, de la construction et de la métallurgie.

Dans la région de Montréal, plusieurs de nos syndicats comptent une majorité de membres des communautés culturelles, dont plusieurs immigrantes et immigrants récemment arrivés au Québec. Cette situation devrait s'accroître puisque la grande majorité des immigrants admis au cours du deuxième trimestre de cette année⁵ ont déclaré avoir l'intention de s'installer sur l'île de Montréal (73,7 %); la Montérégie (6,2 %) et Laval (5,1 %). Dans ces seules régions, nous représentons près de 115 000 membres répartis dans près de 600 syndicats. C'est pourquoi nous souhaitons travailler plus particulièrement dans ces régions et avec les fédérations où le nombre d'immigrants non francophones est particulièrement important.

Nous répondrons également aux demandes d'autres régions (Ex. : Capitale nationale) lorsque le nombre de personnes intéressées le justifiera.

¹ Voir l'annexe 1

² Voir l'annexe 2

³ Voir l'annexe 3

⁴ Pour enrichir le Québec - Franciser plus, intégrer mieux, MICC, 2008, p. 8

⁵ Bulletin statistique sur l'immigration permanente au Québec - 2e trimestre et 6 premiers mois 2008, MICC, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, 4 septembre 2008

MT-JL

LES ÉTAPES DU PROJET

La Charte de la langue française favorise la francisation des entreprises et ses prescriptions sont réputées faire partie intégrante de toute convention collective. Puisqu'à la CSN, ce sont les fédérations professionnelles qui sont responsables de la négociation et de l'application des conventions collectives, nous pensons que celles et ceux qui offrent des services aux syndicats affiliés doivent être informés des mesures offertes par le MICC et être supportés dans l'organisation de cours de francisation en milieu de travail. Notre projet comporte donc les étapes suivantes :

1. Faire la tournée des équipes de travail des fédérations suivantes :

- CSN-Construction
- Fédération de la métallurgie
- Fédération de la santé et des services sociaux
- Fédération du commerce
- Fédération des employées et employés de services publics

Dans le cadre de cette tournée, nous devrions rejoindre plus de 100 personnes afin de faire la promotion de la francisation du milieu de travail, présenter l'offre de service du MICC et les modalités à respecter pour pouvoir en faire profiter les membres de nos syndicats affiliés.

2. Faire une présentation de sensibilisation à l'assemblée générale du Conseil central du Montréal métropolitain (près de 400 syndicats) et dans d'autres organismes affiliés qui en feraient la demande.

3. Sensibiliser les personnes représentant la CSN aux comités sectoriels de main-d'œuvre.

4. Supporter les conseillères et conseillers syndicaux dans la mise en place et l'organisation de cours de français en milieu de travail.

5. Publiciser la démarche sur le site web de la CSN et dans diverses publications internes.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Pour accomplir ce travail, nous utiliserons les services d'un conseiller syndical et d'une employée de bureau. Le tableau suivant illustre une partie des coûts⁶ associés à notre projet :

	C.S.	E.B.
Jours de travail	60	15
Coûts de main-d'œuvre	33 056 \$	5 695 \$
Frais de déplacement	6 000 \$	\$
Loyer	2 651 \$	603 \$
Téléphone	676 \$	154 \$
Dépenses de bureau	882 \$	201 \$
TOTAL	43 265 \$	6 653 \$
		49 918 \$

Afin de nous permettre d'atteindre nos objectifs, nous demandons au MICC de nous accorder une subvention totale de 49 918 \$. Nous comptons commencer nos activités dès la confirmation de cette aide financière.

⁶ Selon la convention collective en vigueur

MLL

ANNEXE 1

FÉDÉRATIONS PROFESSIONNELLES

- **CSN-Construction**
Industrie de la construction
- **Fédération de la métallurgie**
Industrie automobile, produits chimiques, plastiques, équipements industriels, équipements électriques, fonderies, aluminium, mines, carrières, etc.
- **Fédération de la santé et des services sociaux**
Centres de la petite enfance, organismes communautaires, services préhospitaliers d'urgence, centres d'hébergement privés et religieux, réseau public de la santé et des services sociaux
- **Fédération des professionnels**
Professionnelles et professionnels œuvrant dans différents secteurs d'activités : santé et services sociaux, organismes gouvernementaux, éducation, secteur municipal, médecines alternatives, secteur juridique, intégration à l'emploi, organismes communautaires, etc.
- **Fédération des travailleurs et des travailleuses du papier et de la forêt**
Secteurs du papier et de la forêt
- **Fédération nationale des communications**
Industrie des communications et de la culture
- **Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec**
Enseignement secondaire, collégial, universitaire et gouvernemental (Ex. : MICC)
- **Fédération du commerce**
Commerces de gros et détail, services divers, agroalimentaire, institutions financières, industrie touristique, etc.
- **Fédération des employées et employés de services publics**
Commissions scolaires, cégeps, universités, municipalités, services gouvernementaux (aide juridique, Loto Québec, RIO, etc.), transports (travailleurs, transport scolaire, etc.) et autres services publics

MET-JL

ANNEXE 2

CONSEILS CENTRAUX

- Abitibi-Témiscamingue-Ungava
- Bas Saint-Laurent
- Cœur-du-Québec
- Côte-Nord
- Estrie
- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Lanaudière
- Laurentides
- Montérégie
- Montréal métropolitain
- Outaouais
- Québec-Chaudière-Appalaches
- Saguenay-Lac Saint-Jean

NET-JL

ANNEXE 3
COMITÉS SECTORIELS DE MAIN-D'ŒUVRE

- Aménagement forestier
- Caoutchouc
- Chimie, pétrochimie et raffinage
- Commerce de détail
- Commerce de l'alimentation
- Communications graphiques
- Économie sociale et action communautaire
- Environnement
- Fabrication métallique industrielle
- Industrie électrique et électronique
- Industrie minière
- Métallurgie
- Pêches maritimes
- Plasturgie
- Portes et fenêtres, meubles et armoires de cuisine
- Produits pharmaceutiques et biotechnologiques
- Services automobiles
- Tourisme
- Transformation alimentaire
- Transformation du bois
- Transport routier

MT-24

CONTRAT

Promotion de la francisation en milieu de travail auprès des travailleuses et travailleurs immigrants

ENTRE

La MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec et étant représentée par Alida Piccolo, directrice générale par intérim à la Direction générale de la francisation, dûment autorisé en vertu des Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles établies par le décret n° 844-2007 du 26 septembre 2007,

ci-après appelé la « MINISTRE »

ET

La FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ), personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100, Montréal Québec, H2M 2W3, agissant par René Roy, secrétaire, dûment autorisé ainsi qu'il le déclare,

ci-après appelé le « CONTRACTANT »

Attendu que la MINISTRE entend franciser plus de personnes immigrantes, en rejoignant de nouvelles clientèles, notamment en milieu de travail;

Attendu que le CONTRACTANT est, tant par ses effectifs que par ses champs d'influence, la plus importante organisation syndicale du Québec;

Attendu que le CONTRACTANT est présent dans tous les secteurs de l'activité économique et qu'il compte dans ses rangs 60 % des syndiqués du secteur privé du Québec;

Attendu que le CONTRACTANT fournit des services de formation et d'information aux travailleuses et travailleurs de la FTQ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

- La MINISTRE retient les services du CONTRACTANT qui accepte d'agir pour élaborer un Guide d'animation et un questionnaire d'évaluation et réaliser dix rencontres d'information et de sensibilisation avec des membres du Bureau de la FTQ, des permanents des syndicats et des dirigeants des sections locales pour identifier les milieux de travail où les besoins de francisation sont les plus pressants;
- Toute annexe au présent contrat constitue avec les présentes les documents contractuels et fait partie intégrante des présentes liant ainsi les parties comme si elle y était reproduite au long;
- Toutefois, en cas de dispositions inconciliables entre le texte de l'offre de services (en annexe au présent contrat) et celui du présent contrat, les dispositions de ce dernier prévalent.

2. OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Obligations générales :

Le CONTRACTANT s'engage envers la MINISTRE à :

- a) réaliser le présent mandat conformément aux documents contractuels ci-haut établis en exécutant ses obligations selon les règles de l'art et avec professionnalisme;
- b) respecter les échéanciers convenus entre les parties et décrits ci-après, à la section « Obligations spécifiques » du présent contrat et avoir réalisé les différents volets du mandat au plus tard le 31 mars 2009;

Initiales du CONTRACTANT RL

Initiales de la MINISTRE AP

... et, sous la supervision de son titulaire, de toutes les instructions et recommandations du représentant de la MINISTRE;

- d) affecter au présent contrat l'équipe de personnes responsables mentionnées dans son offre de services. Aucune modification à ces ressources ne pourra être apportée sans l'autorisation écrite de la MINISTRE.

Obligations spécifiques :

- a) Le CONTRACTANT fournit l'encadrement et la coordination de l'expertise requise ;
b) Le CONTRACTANT fournit les biens livrables suivants selon les échéanciers prévus ci-dessous :
- Un guide d'animation et un questionnaire d'évaluation en septembre 2008 (livrable 1).
 - Un bilan de mi-étape pour le 31 décembre 2008 (livrable 2).
 - Un rapport final pour le 31 mars 2009 (livrable 3).

Les rapports comprendront des données quantitatives sur le nombre de participants aux rencontres, le profil des participants, les syndicats et les secteurs rejoints, les entreprises rejointes, les références d'entreprises, les questionnaires d'évaluation et autres données permettant de mesurer l'atteinte des objectifs du projet.

Les rapports comprendront également des données qualitatives sur le degré de satisfaction des participants aux rencontres, le suivi des entreprises référées, l'organisation des cours de français dans les entreprises, le rôle des intervenants, les difficultés rencontrées, les expériences de réussite.

3. OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

La MINISTRE s'engage à :

- a) transmettre au CONTRACTANT toute information dont elle dispose et qu'elle estime nécessaire pour permettre au CONTRACTANT de réaliser l'objet des présentes;
b) rémunérer le CONTRACTANT selon les modalités prévues à l'article 4.

4. MODALITÉS DE PAIEMENT

- a) La MINISTRE s'engage à verser au CONTRACTANT, pour l'exécution complète et entière de ses obligations à la satisfaction de la MINISTRE, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-trois dollars et vingt-quatre cents (49 983,24 \$) pour la durée du présent contrat;
b) La somme maximale convenue précédemment sera versée au CONTRACTANT comme suit :
 - 60 % du montant total à la signature du présent contrat;
 - 30 % après réception et approbation des livrables 1 et 2, accompagnés d'une facture;
 - 10 % après réception et approbation du livrable 3, accompagné d'une facture;

c) Les parties reconnaissent également que tout paiement de sommes d'argent convenu aux présentes et devant être effectué par la MINISTRE sur un exercice financier autre que le présent, est conditionnel à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle ce paiement est dû et ce, en conformité avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, art. 20 et ss).

5. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement et factures découlant du présent contrat sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

6. FORCE MAJEURE

En cas de retards dans l'exécution du présent contrat, occasionnés par une force majeure, la MINISTRE pourra, à sa discrétion, appliquer l'une ou l'autre des solutions suivantes :

- a) prolonger les délais prévus à l'article 4 du présent contrat;
b) résilier de plein droit le présent contrat par avis donné au CONTRACTANT qui sera alors rémunéré pour l'ensemble des services et des biens effectivement fournis à la date de résiliation du présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

7. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

- La MINISTRE se réserve le droit de refuser, en tout ou en partie, les travaux exécutés par le CONTRACTANT qui ne seront pas jugés satisfaisants eu égard aux exigences prévues au présent contrat.
- Tout travail ou toute partie de travail refusé par la MINISTRE doit être repris par le CONTRACTANT, dans les plus brefs délais, à ses frais, jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions prescrites.
- De plus, même si le CONTRACTANT a été rémunéré pour les travaux exécutés, celui-ci s'engage à reprendre à ses frais tous les travaux pour lesquels des erreurs ou des omissions auront été constatées, que celles-ci aient été indiquées en cours d'exécution du présent contrat ou à l'acceptation des travaux par la MINISTRE.

Initiales du CONTRACTANT LL

Initiales de la MINISTRE MS

8. PROPRIÉTÉ DES TRAVAUX

Les travaux réalisés par le CONTRACTANT dans le cadre des présentes, y compris tous les biens livrables et leurs accessoires, deviendront la propriété entière et exclusive de la MINISTRE, au fur et à mesure de leur réalisation; il en sera de même pour les droits d'auteur ci-après cédés.

9. DROITS D'AUTEUR

- a) Le CONTRACTANT cède et transporte à la MINISTRE, qui accepte, tous les droits d'auteur, notamment le droit de reproduction, de diffusion ou toute autre forme d'exploitation qui peuvent lui échoir sur tous les travaux réalisés en vertu des présentes. Cette cession de droits d'auteur est consentie par le CONTRACTANT à la MINISTRE sans limite de territoire, ni temps et sans autre limite de quelque nature que ce soit.

Le CONTRACTANT renonce, en son nom et au nom de toute personne impliquée dans la réalisation du présent contrat, au droit moral relatif à l'intégrité de l'œuvre à laquelle le CONTRACTANT ou cette personne aura travaillé; les parties aux présentes entendent toutefois exclure de la présente renonciation de droits d'auteur, le droit moral relatif à la paternité des travaux réalisés en vertu du présent contrat, lequel demeurera la propriété des auteurs.

- b) Le CONTRACTANT garantit à la MINISTRE qu'il respectera la Loi sur le droit d'auteur (L.R., 1985, ch.C-42) et qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat, notamment ceux de consentir la cession de droits d'auteur et de renonciation au droit moral à l'intégrité de l'œuvre ci-haut prévues; il garantit la MINISTRE contre tout recours et toute poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne relativement à l'objet de ces garanties. Le CONTRACTANT s'engage par conséquent à prendre fait et cause pour la MINISTRE et à l'indemniser advenant tout recours, poursuite, réclamation ou demande relativement à l'objet de ces garanties.

- c) Toute considération découlant de la cession des droits d'auteur et de la renonciation au droit d'auteur relatif à l'intégrité de l'œuvre, consenties aux présentes, est incluse dans la rémunération ci-haut prévue à l'article 4.

10. LICENCE

La MINISTRE octroie gratuitement au CONTRACTANT une licence non exclusive et transférable lui permettant d'utiliser et de diffuser le guide d'animation, qu'il aura élaboré en vertu du présent contrat, dans les séances d'information à l'intention des travailleuses et travailleurs membres des comités de francisation des entreprises ainsi que dans les colloques, les congrès ou autres événements visant à sensibiliser et à joindre le plus grand nombre possible de personnes en vue d'organiser des cours de français en milieu de travail pour les travailleuses et travailleurs immigrants et uniquement à ces fins. La présente licence est accordée sans limite de territoire ni de temps.

Le CONTRACTANT doit, dans le cadre de l'application de cette licence, indiquer la mention suivante : © Gouvernement du Québec, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 2008.

11. CESSIION

Le présent contrat, ni quelque droit ou obligation en résultant, ne pourront, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans le consentement écrit de la MINISTRE.

12. RÉSILIATION DU CONTRAT

- a) La MINISTRE se réserve le droit absolu de résilier le présent contrat pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- i) le défaut du CONTRACTANT de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat et de ses annexes;
- ii) le CONTRACTANT cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens;
- iii) Le CONTRACTANT lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

- Pour ce faire, la MINISTRE adresse au CONTRACTANT un avis écrit de résiliation énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe i), le CONTRACTANT aura dix (10) jours ouvrables pour remédier au défaut énoncé dans l'avis, à défaut de quoi le présent contrat sera automatiquement résilié; la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ces dix jours. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe ii) ou au paragraphe iii), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le CONTRACTANT.

- Le CONTRACTANT sera par ailleurs responsable de tous les dommages occasionnés à la MINISTRE du fait de la résiliation du présent contrat.

Initiales du CONTRACTANT LL

Initiales de la MINISTRE pl

En cas de continuation du présent contrat par un tiers, le CONTRACTANT devra notamment assumer toute augmentation du coût du présent contrat pour la MINISTRE.

- b) La MINISTRE se réserve également le droit, conformément à l'article 2125 du Code civil du Québec, de résilier le présent contrat sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.
- c) Pour ce faire, la MINISTRE doit adresser un avis écrit de résiliation au CONTRACTANT. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le CONTRACTANT.
- d) En cas de résiliation pour un des motifs prévus en a) et b), le CONTRACTANT devra fournir les documents déjà en sa possession et les résultats des travaux effectués jusqu'à la date effective de la résiliation. L'ensemble des données devra, dans les quinze (15) jours de la date effective de la résiliation, être remis à la MINISTRE qui en disposera à sa guise.
- e) Le CONTRACTANT aura alors droit aux sommes, frais et débours correspondant à la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation sans autre compensation ni indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tout profit anticipé ou autre dommage occasionné du fait de la résiliation du présent contrat.

Toute résiliation ne met pas fin à la cession ni à la renonciation aux droits d'auteur contenus au présent contrat non plus qu'aux garanties qui en découlent.

13. RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de la MINISTRE, celle-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par le CONTRACTANT, agents ou représentants.

14. SOUS-TRAITANCE

- Le CONTRACTANT ne peut faire exécuter en sous-traitance tout ou partie des obligations convenues aux présentes sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la MINISTRE, à l'exception de la participation de sous-traitants déjà prévue dans l'offre de services du CONTRACTANT et acceptée par la MINISTRE. En toutes circonstances, les activités confiées en sous-traitance ne peuvent excéder 10 % du montant total du contrat et le CONTRACTANT reconnaît demeurer seul responsable de l'exécution des travaux à l'égard de la MINISTRE.
- On entend par sous-traitance, le fait de confier à un autre fournisseur une partie du mandat confié par la MINISTRE. Le recours à la sous-traitance est différent de l'emploi de ressources externes.

15. RESPONSABILITÉ DU CONTRACTANT

- Le CONTRACTANT est responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents ou représentants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat, y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.
- Le CONTRACTANT s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la MINISTRE contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite ou autre procédure pris par quiconque en raison de dommages ainsi causés.

16. CONFIDENTIALITÉ

Le CONTRACTANT s'engage, à ce que lui, ni aucun de ses employés, ni aucune personne qui travaille à la réalisation du présent contrat ne divulgue quelque information dont il aurait eu connaissance dans l'exécution ou à l'occasion de l'exécution des obligations lui incombant en vertu du présent contrat, y compris tout renseignement donné ou recueilli ou toute donnée ou traitement de données, à moins d'avoir obtenu au préalable l'approbation écrite de la MINISTRE et ce, tant pendant qu'après l'exécution du présent contrat.

17. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le CONTRACTANT s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la MINISTRE, à l'exclusion des obligations qui incombent au CONTRACTANT en vertu du présent contrat. Si une pareille situation se présentait, il devra aussitôt en informer la MINISTRE, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au CONTRACTANT comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le présent contrat.

18. ABSENCE DE LIEN D'EMPLOI

Le CONTRACTANT fournit ses services à titre de travailleur autonome dans l'exécution du présent contrat et il doit en assumer toutes les charges, obligations et responsabilités.

Initiales du CONTRACTANT LL

Initiales de la MINISTRE PL

19. PAIEMENT DE DETTE FISCALE

Conformément à l'article 31.1.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) et à l'article 53 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., c. P-22), lorsque le CONTRACTANT est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la MINISTRE peut, à la demande du MINISTRE du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat aux fins du paiement de cette dette.

20. EXEMPTION DE TAXES

La MINISTRE certifie que les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles avec les deniers de l'État et ne sont donc pas assujettis à la taxe sur les produits et services ni à la taxe de vente du Québec.

21. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

- La MINISTRE, aux fins de l'application du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne Alida Piccolo, directrice générale de la francisation par intérim, pour la représenter.
- De même, le CONTRACTANT se désigne pour le représenter.
- Advenant qu'une partie désire changer de représentant, elle doit en aviser l'autre partie au moins dix (10) jours avant la date effective du changement.

22. AVIS

Tout avis exigé en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messenger ou par poste recommandée, avec accusé de réception, à l'adresse de la partie concernée indiquée ci-après :

Adresse de la MINISTRE :	Adresse du CONTRACTANT :
Alida Piccolo Directrice générale de la francisation par intérim Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 800, boul. De Maisonneuve Est, 2 ^e étage Montréal (Québec) H2L 4L8 Téléphone : 514 864-3511, poste 22001 Télécopieur : 514 873-3259	René Roy Secrétaire Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec 565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100 Montréal (Québec) H2M 2W3 Téléphone : 514 383-8000 Télécopieur : 514 383-8003

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie.

23. LOIS APPLICABLES

Le présent contrat est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

24. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature et se terminera le 31 mars 2009, à moins que la MINISTRE ne reporte la date de fin du présent contrat.

En foi de quoi les parties, après avoir pris connaissance du présent contrat et l'avoir accepté, ont dûment signé en double exemplaire comme suit :

LE CONTRACTANT

Par : René Roy
René Roy
Secrétaire

16 mai 2008
Date
Montréal
Lieu

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Par : Alida Piccolo
Alida Piccolo
Directrice générale par intérim

2008-05-15
Date
Montréal
Lieu

Initiales du CONTRACTANT L.R.

Initiales de la MINISTRE AB

**PROJET DE FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL
VISANT LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES IMMIGRANTS**

**OFFRE DE SERVICES PRÉSENTÉE AU
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

PAR

**LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS
ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)**

FÉVRIER 2008

1. IDENTIFICATION DE LA CENTRALE

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
565, boul. Crémazie Est
Bureau 12100
Montréal (Québec)
H2M 2W3

2. ÉQUIPE DES RESPONSABLES AFFECTÉE AU PROJET

Responsable politique : René Roy
Responsable technique : Lola Le Brasseur

3. PRÉSENTATION DE LA CENTRALE

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est, tant par ses effectifs que ses champs d'influence, la plus importante organisation syndicale du Québec. La FTQ est présente dans tous les secteurs de l'activité économique et y représente généralement la majorité des syndiqués; près de 60 % des syndiqués du secteur privé et 55 % des syndiqués de l'Administration municipale (les sociétés d'État québécoises). Ce n'est que dans le secteur des employés directs et indirects de l'État québécois (santé, éducation et fonction publique) que la FTQ n'est pas majoritaire.

La centrale syndicale compte plus d'un demi million de membres regroupés dans plus de 5 000 unités de base (sections locales) au sein d'une quarantaine de syndicats.

4. PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet que nous soumettons au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a comme objectif la francisation des travailleurs et travailleuses immigrants, présentement à l'emploi d'entreprises, où ces derniers sont représentés par des syndicats affiliés à la FTQ et repose sur deux axes : l'approche sectorielle et le partenariat. C'est ainsi que le projet fait appel à toute la structure de la FTQ, c'est-à-dire, des directions locales aux directions des syndicats nationaux. Nous voulons aussi y inclure les comités sectoriels de main-d'œuvre en mobilisant les représentants et représentantes de la FTQ qui y siègent. Pour atteindre notre objectif, il est essentiel que nous puissions libérer de leur travail, pour les rencontrer, les dirigeants des sections locales. Bien entendu, cela implique des coûts. Comme nous visons particulièrement la petite et la moyenne entreprise, et que dans ces milieux les structures syndicales locales n'ont pas les moyens de soutenir le coût des libérations, cette demande comporte des frais reliés à cette fin.

Le projet sera réalisé à Montréal et dans la région métropolitaine.
Les syndicats suivants sont particulièrement visés par le projet :

- le syndicat des Teamsters en raison du nombre important de membres qu'il représente dans le secteur de la plasturgie et aussi de sa présence dans la petite et moyenne entreprise;
- le syndicat des Métallos pour sa présence dans le secteur du matériel électrique et électronique et de l'hôtellerie;

Initiales du CONTRACTANT L.L.

Initiales de la MINISTRE AB

- le syndicat Unite-Herc parce qu'il représente le plus grand nombre de travailleurs et de travailleuses du secteur du vêtement et de celui du textile et parce que son membership est majoritairement composé de personnes immigrantes dont les besoins en francisation sont très grands;
- le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) puisqu'il est l'un des plus grands syndicats de la FTQ; ses membres sont essentiellement du secteur privé et occupent des emplois dans le secteur de la pétrochimie, de la plasturgie, du cartonnage et de l'emballage;
- le Syndicat national des travailleurs de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA) qui représente un grand nombre de travailleurs et de travailleuses du domaine de l'hôtellerie;
- le Syndicat des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) qui occupe une place importante dans le domaine de l'abattage là où justement s'y trouvent de nombreuses personnes ne possédant pas de connaissance fonctionnelle du français;
- l'Union des employés et employées de service (UES) représente près de onze mille membres dans les services de soutien scolaire, l'entretien ménager, le secteur industriel (métallurgie et plastique), l'hôtellerie et la restauration.

Nous comptons réaliser ce projet en collaboration avec un conseiller ou une conseillère du MICC. Nous précisons le rôle de cette personne au point 5 de ce projet. Nous comptons également faire appel aux représentants de la FTQ qui siègent au sein des différents comités sectoriels de main-d'œuvre ainsi qu'à ceux qui siègent à la Conférence des élus de Montréal (CRE). Soulignons que deux personnes représentent la FTQ au sein de la CRE dont le secrétaire général du Conseil régional de la FTQ du Montréal - Métropolitain.

5. RÉALISATION DU PROJET

Voici les principales étapes du projet :

- en tout premier lieu nous comptons inviter un représentant du MICC lors d'une rencontre des membres du Bureau¹ de la FTQ. Cette personne pourrait déjà jeter les bases du projet que nous souhaitons réaliser en partenariat. À cette occasion, la FTQ fera appel à ses directions syndicales pour informer voire mobiliser les personnes qui siègent au nom de leur syndicat dans les différents comités sectoriels de main-d'œuvre;
- rencontres avec des permanents ou permanentes des syndicats pour identifier les milieux de travail où les besoins en francisation sont les plus pressants. C'est à cette étape que nous identifierons les responsables syndicaux des milieux de travail, le nom de l'entreprise ainsi que le nombre de personnes ayant des besoins en matière d'apprentissage du français. À cette étape, le conseiller ou la conseillère du MICC sera informé de l'évolution des démarches;
- organisation de rencontres d'information à l'intention des dirigeants et dirigeantes des sections locales (président ou délégué en chef). Au cours de ces rencontres d'une journée, co-animées par un conseiller de la FTQ et par un conseiller du MICC, l'objectif sera d'informer les participants sur l'importance d'une langue commune en milieu de travail et sur la façon de s'y prendre pour organiser des cours de français en milieu de travail. C'est aussi au cours de cette étape que le conseiller du MICC se met en relation avec la structure syndicale du milieu de travail avec comme objectif d'identifier les besoins et de planifier la tenue d'une rencontre avec un représentant de l'employeur en vue d'organiser des cours de français dans le milieu de travail. Nous élaborerons, en collaboration avec le représentant du MICC, un guide d'animation qui servira à toutes les rencontres du projet. Nous organiserons neuf rencontres annuellement qui réuniront 21 personnes à chaque fois.
- tout au long de la démarche, la FTQ effectuera un suivi afin de s'assurer de la bonne marche du projet dans chaque entreprise. À la mi-temps du projet, nous évaluerons ses retombées. Cette évaluation sera faite au moyen d'un questionnaire qui sera acheminé par la poste ou par courriel selon les cas;
- séance d'évaluation au terme des 10 rencontres avec le représentant du MICC.

Comme nous l'avons décrit au point 4 de ce texte, nous voulons utiliser notre structure syndicale pour mobiliser les dirigeants des entreprises ainsi que les comités sectoriels de main-d'œuvre. La rencontre d'évaluation que nous comptons tenir avec la participation d'un représentant du MICC devrait permettre d'évaluer notre approche, de faire un bilan de nos démarches dans le but de trouver la meilleure voie.

¹ Le Bureau de la FTQ est composé d'une vingtaine de personnes élues à la direction de leur syndicat respectif.

Initiales du CONTRACTANT h.t.

Initiales de la MINISTRE AB

Prévisions budgétaires

Coordination du projet par un employé de la FTQ	5 973,24 \$
(Préparation du matériel didactique, organisation des réunions, communications avec les sections locales visées, animation des rencontres et suivi) 20 jours à 1 493,31 \$ par semaine incluant tous les avantages sociaux	
Frais de déplacement	(évaluation approximative) 400 \$
Secrétariat	
Matériel didactique	
(cahier d'animation, crayons, tablettes, etc.)	360 \$
40 \$ par rencontre x 9 = 360 \$	
Location de salles	
(9 rencontres à 50 \$)	450 \$
Repas et breuvages	
9 rencontres à 500 \$ par rencontre	4 500 \$
Autres frais (frais postaux et autres)	500 \$
Coût des libérations (189 personnes)	37 800 \$
(9 rencontres réunissant 21 personnes pour un total de 189 personnes). Le coût d'une journée de libération a été évalué à 200 \$ incluant les avantages sociaux. Notre calcul est basé sur une journée de 8 heures de travail).	
Total de la subvention	49 983,24 \$

Initiales du CONTRACTANT

L.F.

Initiales de la MINISTRE

AR

N^o. DE CONTRAT : 553004513

CONTRAT

Promotion de la francisation en milieu de travail auprès des employeurs et des travailleurs immigrants du secteur de l'industrie textile, recrutement et démarchage d'entreprises et organisation de cours de français en entreprise

ENTRE

La MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, et étant représentée par Jacques Leroux, directeur de la Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation, dûment autorisé en vertu des Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles établies par le décret n^o 844-2007 du 26 septembre 2007,

ci-après appelé la « MINISTRE »

ET

Le COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DU QUÉBEC, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 575B, rue des Écoles, Drummondville, Québec, J2B 1J6, agissant par Rosette Laberge, directrice générale, dûment autorisée ainsi qu'elle le déclare,

ci-après appelé le « CONTRACTANT »

Attendu que la MINISTRE entend franciser plus de personnes immigrantes en rejoignant de nouvelles clientèles, notamment en milieu de travail;

Attendu que le CONTRACTANT est un organisme à but non lucratif réunissant des représentants d'employeurs et de travailleurs de l'industrie du textile du Québec, qui compte plus de 18 000 employés répartis dans plus de 400 entreprises, et dont 40 % des emplois du secteur se retrouvent à Montréal où la main-d'œuvre immigrante est très présente;

Attendu que le CONTRACTANT a pour mandat de mobiliser les gens de l'industrie du textile du Québec autour de problèmes reliés au développement de l'emploi, à la gestion et à la formation de la main-d'œuvre du secteur du textile;

Attendu que le CONTRACTANT fournit des services de formation et d'information aux travailleuses et travailleurs du secteur du textile du Québec;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

1. OBJET DU CONTRAT

- La MINISTRE retient les services du CONTRACTANT qui accepte d'agir pour identifier les entreprises du secteur du textile embauchant des travailleurs immigrants ayant des besoins de francisation, faire une campagne de promotion de la francisation des travailleurs immigrants, recruter et référer vingt-cinq (25) entreprises aux services de francisation du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et organiser des cours de français dans au moins cinq (5) entreprises du secteur;
- Toute annexe au présent contrat constitue avec les présentes les documents contractuels et fait partie intégrante des présentes liant ainsi les parties comme si elle y était reproduite au long;
- Toutefois, en cas de dispositions inconciliables entre le texte de l'offre de services (en annexe au présent contrat) et celui du présent contrat, les dispositions de ce dernier prévalent.

2. OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Obligations générales :

Le CONTRACTANT s'engage envers la MINISTRE à :

- a) réaliser le présent mandat conformément aux documents contractuels ci-haut établis en exécutant ses obligations selon les règles de l'art et avec professionnalisme;
- b) respecter les échéanciers convenus entre les parties et décrits ci-après, à la section « Obligations spécifiques » du présent contrat et avoir réalisé les différents volets du mandat au plus tard le 30 juin 2009;

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

- c) tenir compte, dans la réalisation de son mandat, de toutes les instructions et recommandations du représentant de la MINISTRE;

Obligations spécifiques :

- a) Le CONTRACTANT fournit l'encadrement et la coordination de l'expertise requise;

- b) Le CONTRACTANT fournit les biens livrables suivants selon les échéanciers suivants :

- Les outils utilisés pour la campagne de promotion et le questionnaire d'évaluation des besoins de francisation en septembre 2008 (livrable 1).
- Un bilan de mi-étape le 29 février 2009 (livrable 2).
- Références de vingt-cinq (25) entreprises du secteur identifiées comme ayant des travailleurs immigrants qui ont des besoins de francisation et où des cours de français pourraient être mis en place pour le 30 juin 2009 (livrable 3).
- Organisation de cours de français avec la collaboration du MICC dans au moins cinq (5) entreprises du secteur pour le 30 juin 2009 (livrable 4).
- Un rapport final pour le 30 juin 2009 (livrable 5).

Les rapports comprendront des données quantitatives sur le nombre d'entreprises rejointes par la campagne de promotion ainsi que par le démarchage et le recrutement, les besoins identifiés, le nombre d'entreprises rencontrées pour les informer sur les ressources disponibles, les références d'entreprises, le nombre d'entreprises où des cours sont mis en place, les questionnaires d'évaluation et autres données pouvant permettre de mesurer l'atteinte des objectifs du projet.

Les rapports comprendront également des données qualitatives sur le degré de satisfaction des employeurs et des travailleurs, le suivi des entreprises référées, l'organisation des cours de français dans les entreprises, le rôle des intervenants, les difficultés rencontrées, les expériences de réussite.

3. OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

La MINISTRE s'engage à :

- a) transmettre au CONTRACTANT toute information dont elle dispose et qu'elle estime nécessaire pour permettre au CONTRACTANT de réaliser l'objet des présentes;
- b) rémunérer le CONTRACTANT selon les modalités prévues à l'article 4 du présent contrat.

4. MODALITÉS DE PAIEMENT

- a) La MINISTRE s'engage à verser au CONTRACTANT, pour l'exécution complète et entière de ses obligations à la satisfaction de la MINISTRE, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de soixante-trois mille dollars (63 000 \$) pour la durée du présent contrat. Toutefois, la ministre ne s'engage pas à dépenser la totalité de ladite somme.
- b) La somme maximale convenue précédemment sera versée au CONTRACTANT comme suit :
- 30 000 \$ à la signature du présent contrat;
 - 18 000 \$ après réception et approbation des livrables 1, 2 et 3 accompagnés d'une facture;
 - 12 000 \$ après réception et approbation des livrables 4 et 5 accompagnés d'une facture;
 - 500 \$ pour l'organisation de cours de français, à l'intérieur de la période prévue pour l'exécution du présent contrat, dans chaque entreprise dépassant la cible minimale des cinq (5) entreprises prévues au livrable 4, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant additionnel maximal de trois mille dollars (3000 \$). Ces cours devront avoir été dispensés au plus tard dans les trois (3) mois suivant la date de fin du présent contrat.
- c) Les parties reconnaissent également que tout paiement de sommes d'argent convenu aux présentes et devant être effectué par la MINISTRE sur un exercice financier autre que le présent, est conditionnel à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle ce paiement est dû et ce, en conformité avec les exigences de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001, art. 20 et ss).

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



5. VERIFICATION

Les demandes de paiement et factures découlant du présent contrat sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

6. FORCE MAJEURE

En cas de retards dans l'exécution du présent contrat, occasionnés par une force majeure, la MINISTRE pourra, à sa discrétion, appliquer l'une ou l'autre des solutions suivantes :

- a) prolonger les délais prévus à l'article 4 du présent contrat;
- b) résilier de plein droit le présent contrat par avis donné au CONTRACTANT qui sera alors rémunéré pour l'ensemble des services et des biens effectivement fournis à la date de résiliation du présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

7. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

- La MINISTRE se réserve le droit de refuser, en tout ou en partie, les travaux exécutés par le CONTRACTANT qui ne seront pas jugés satisfaisants eu égard aux exigences prévues au présent contrat.
- Tout travail ou toute partie de travail refusé par la MINISTRE doit être repris par le CONTRACTANT, dans les plus brefs délais, à ses frais, jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions prescrites.
- De plus, même si le CONTRACTANT a été rémunéré pour les travaux exécutés, celui-ci s'engage à reprendre à ses frais tous les travaux pour lesquels des erreurs ou des omissions auront été constatées, que celles-ci aient été indiquées en cours d'exécution du présent contrat ou à l'acceptation des travaux par la MINISTRE.

8. PROPRIÉTÉ DES TRAVAUX

Les travaux réalisés par le CONTRACTANT dans le cadre des présentes, y compris tous les biens livrables et leurs accessoires, deviendront la propriété entière et exclusive de la MINISTRE, au fur et à mesure de leur réalisation; il en sera de même pour les droits d'auteur ci-après cédés.

9. DROITS D'AUTEUR

- a) Le CONTRACTANT cède et transporte à la MINISTRE, qui accepte, tous les droits d'auteur, notamment le droit de reproduction, de diffusion ou toute autre forme d'exploitation qui peuvent lui échoir sur tous les travaux réalisés en vertu des présentes. Cette cession de droits d'auteur est consentie par le CONTRACTANT à la MINISTRE sans limite de territoire, ni temps et sans autre limite de quelque nature que ce soit.

Le CONTRACTANT renonce, en son nom et au nom de toute personne impliquée dans la réalisation du présent contrat, au droit moral relatif à l'intégrité de l'œuvre à laquelle le CONTRACTANT ou cette personne aura travaillé; les parties aux présentes entendent toutefois exclure de la présente renonciation de droits d'auteur, le droit moral relatif à la paternité des travaux réalisés en vertu du présent contrat, lequel demeurera la propriété des auteurs.

- b) Le CONTRACTANT garantit à la MINISTRE qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat, notamment ceux de consentir la cession de droits d'auteur et de renonciation au droit moral à l'intégrité de l'œuvre ci-dessus prévus; il garantit la MINISTRE contre tout recours et toute poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne relativement à l'objet de ces garanties. Le CONTRACTANT s'engage par conséquent à prendre fait et cause pour la MINISTRE et à l'indemniser advenant tout recours, poursuite, réclamation ou demande relativement à l'objet de ces garanties.
- c) Toute considération découlant de la cession des droits d'auteur et de la renonciation au droit d'auteur relatif à l'intégrité de l'œuvre, consenties aux présentes, est incluse dans la rémunération ci-dessus prévue à l'article 4 du présent contrat.

10. LICENCE

La MINISTRE octroie gratuitement au CONTRACTANT une licence non exclusive et transférable lui permettant d'utiliser et de diffuser les documents qu'il aura élaborés en vertu du présent contrat, dans les séances d'information à l'intention des employeurs et des travailleurs ainsi que dans les colloques, les congrès ou autres événements visant à sensibiliser et à joindre le plus grand nombre possible de personnes en vue d'organiser

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



des cours de français en milieu de travail pour les travailleuses et travailleurs immigrants du secteur du textile et uniquement à ces fins. La présente licence est accordée sans limites de territoire ni de temps.

Le CONTRACTANT doit, dans le cadre de l'application de cette licence, indiquer la mention suivante : © Gouvernement du Québec, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 2009.

11. CESSIION

Le présent contrat, ni quelque droit ou obligation en résultant, ne pourront, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans le consentement écrit de la MINISTRE.

12. RÉSILIATION DU CONTRAT

a) La MINISTRE se réserve le droit absolu de résilier le présent contrat pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- i) le défaut du CONTRACTANT de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat et de ses annexes;
- ii) le CONTRACTANT cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens;
- iii) Le CONTRACTANT lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

- Pour ce faire, la MINISTRE adresse au CONTRACTANT un avis écrit de résiliation énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe i), le CONTRACTANT aura dix (10) jours ouvrables pour remédier au défaut énoncé dans l'avis, à défaut de quoi le présent contrat sera automatiquement résilié, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ces dix jours. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe ii) ou au paragraphe iii), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le CONTRACTANT.

- Le CONTRACTANT sera par ailleurs responsable de tous les dommages occasionnés à la MINISTRE du fait de la résiliation du présent contrat.

- En cas de continuation du présent contrat par un tiers, le CONTRACTANT devra notamment assumer toute augmentation du coût du présent contrat pour la MINISTRE.

b) La MINISTRE se réserve également le droit, conformément à l'article 2125 du Code civil du Québec, de résilier le présent contrat sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

c) Pour ce faire, la MINISTRE doit adresser un avis écrit de résiliation au CONTRACTANT. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le CONTRACTANT.

d) En cas de résiliation du présent contrat pour un des motifs prévus en a) et b), le CONTRACTANT devra fournir les documents déjà en sa possession et les résultats des travaux effectués jusqu'à la date effective de la résiliation. L'ensemble des données devra, dans les quinze (15) jours de la date effective de la résiliation, être remis à la MINISTRE qui en disposera à sa guise.

e) Le CONTRACTANT aura alors droit aux sommes, frais et débours correspondant à la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation sans autre compensation ni indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tout profit anticipé ou autre dommage occasionné du fait de la résiliation du présent contrat.

Toute résiliation ne met pas fin à la cession ni à la renonciation aux droits d'auteur contenus au présent contrat non plus qu'aux garanties qui en découlent.

13. RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de la MINISTRE, celle-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par le CONTRACTANT, agents ou représentants.

14. SOUS-TRAITANCE

- Le CONTRACTANT ne peut faire exécuter en sous-traitance tout ou partie des obligations convenues aux présentes sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la MINISTRE, à l'exception de la participation de sous-traitants déjà prévue dans l'offre de services du CONTRACTANT et acceptée par la MINISTRE. En toutes circonstances, les activités confiées en sous-traitance ne peuvent excéder 10 % du

Initiales du CONTRACTANT

JK

Initiales de la MINISTRE

JK

montant total du présent contrat et le CONTRACTANT reconnaît demeurer seul responsable de l'exécution des travaux à l'égard de la MINISTRE.

- On entend par sous-traitance, le fait de confier à un autre fournisseur une partie du mandat confié par la MINISTRE. Le recours à la sous-traitance est différent de l'emploi de ressources externes.

15. RESPONSABILITÉ DU CONTRACTANT

- Le CONTRACTANT est responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents ou représentants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat, y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.
- Le CONTRACTANT s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la MINISTRE contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite ou autre procédure pris par quiconque en raison de dommages ainsi causés.

16. CONFIDENTIALITÉ

Le CONTRACTANT s'engage, à ce que lui, ni aucun de ses employés, ni aucune personne qui travaille à la réalisation du présent contrat ne divulgue quelque information dont il aurait eu connaissance dans l'exécution ou à l'occasion de l'exécution des obligations lui incombant en vertu du présent contrat, y compris tout renseignement donné ou recueilli ou toute donnée ou traitement de données, à moins d'avoir obtenu au préalable l'approbation écrite de la MINISTRE et ce, tant pendant qu'après l'exécution du présent contrat.

17. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le CONTRACTANT s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la MINISTRE, à l'exclusion des obligations qui incombent au CONTRACTANT en vertu du présent contrat. Si une pareille situation se présentait, il devra aussitôt en informer la MINISTRE, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au CONTRACTANT comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le présent contrat.

18. ABSENCE DE LIEN D'EMPLOI

Le CONTRACTANT fournit ses services à titre de travailleur autonome dans l'exécution du présent contrat et il doit en assumer toutes les charges, obligations et responsabilités.

19. PAIEMENT DE DETTE FISCALE

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., c. M-31) et à l'article 53 de la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires* (L.R.Q., c. P-2.2), lorsque le CONTRACTANT est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la MINISTRE peut, à la demande du MINISTRE du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat aux fins du paiement de cette dette.

20. EXEMPTION DE TAXES

La MINISTRE certifie que les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles avec les deniers de l'État et ne sont donc pas assujettis à la taxe sur les produits et services ni à la taxe de vente du Québec.

21. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

- La MINISTRE, aux fins de l'application du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne, Jacques Leroux, directeur de la Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation, pour la représenter.
- De même, le CONTRACTANT se désigne pour le représenter.
- Advenant qu'une partie désire changer de représentant, elle doit en aviser l'autre partie au moins dix (10) jours avant la date effective du changement.

22. AVIS

Tout avis exigé en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messenger ou par poste recommandée, avec accusé de réception, à l'adresse de la partie concernée indiquée ci-après :

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



Adresse de la MINISTRE :	Adresse du CONTRACTANT :
Jacques Leroux Directeur Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 800, boul. De Maisonneuve Est, bureau 200 Montréal (Québec) H2L 4L8 Téléphone : 514 873-9393, poste 22301 Télécopieur : 514 864-2079	Rosette Laberge Directrice générale Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du textile du Québec 575B, rue des Écoles Drummondville (Québec) J2B 1J6 Téléphone : 819 477-7910 Télécopieur : 819 477-2013

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie.

23. LOIS APPLICABLES

Le présent contrat est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

24. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature et se terminera le 30 juin 2009, à moins que la MINISTRE ne reporte la date de fin du présent contrat.

En foi de quoi les parties, après avoir pris connaissance du et l'avoir accepté, ont dûment signé en double exemplaire comme suit :

LE CONTRACTANT

Par :

Rosette Laberge
Directrice générale

14 juillet 2008
Date
Drummondville
Lieu

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Par :

Jacques Leroux
Directeur
Direction des politiques, des programmes
et de la promotion de la francisation

2008/07/30
Date
Montréal
Lieu

CSMO TEXTILE

ANNEXE

Drummondville, le 2 juin 2008

Madame Gisèle Baril
Agent de recherche et de développement socio-économique
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
800, boul. de Maisonneuve Est, RC
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Offre de service – objectif 1

Madame,

Vous trouverez ci-joint une offre de service pour permettre à des immigrants occupant déjà un emploi dans le secteur textile, à Montréal, de poursuivre leur apprentissage du français en entreprise. Notre projet s'inscrit dans le cadre de l'objectif 1 des nouvelles mesures de votre ministère.

Le secteur textile est très présent à Montréal. C'est plus de 40 % de sa main-d'œuvre qui y occupe un emploi, soit plus de 7000 personnes. Sans connaître le nombre exact d'immigrants parmi celles-ci, force nous est de croire qu'ils sont très nombreux. C'est pourquoi nous sommes persuadés du grand besoin d'apprentissage du français en entreprise pour notre secteur.

N'hésitez pas à me contacter pour toute question ou commentaire. Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

Original signé

Rosette Laberge
Directrice générale

p. j.

www.csmotextile.qc.ca

 **CSMO
TEXTILE**
Comité sectoriel de main-d'œuvre
de l'industrie textile du Québec

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



CSMO TEXTILE

ANNEXE

**Offre de service pour la promotion de la francisation en milieu de travail
au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles**

OFFRE DE SERVICE

**PRÉSENTÉE PAR LE COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DE L'INDUSTRIE TEXTILE DU QUÉBEC**

Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie textile du Québec (CSMO Textile) est composé de représentants patronaux et syndicaux provenant du secteur textile. Ses principaux mandats sont de développer la formation continue, identifier les besoins propres au secteur textile en matière de gestion des ressources humaines, élaborer des mesures pertinentes pour permettre la stabilisation de l'emploi et réduire le taux de chômage dans le secteur, prendre en compte les problématiques des clientèles cibles et proposer aux entreprises des pistes de solution et assurer la circulation de l'information.

CONTEXTE

Le secteur textile québécois compte plus de 18 000 employés répartis dans plus de 400 entreprises.

Comme plus de 40 % des emplois du secteur se retrouve à Montréal, la main-d'œuvre immigrante est très présente dans nos entreprises. Certaines d'entre elles comptent un nombre très élevé d'ethnies différentes dans leurs murs. Trop souvent, un grand nombre de ces employés ne parlent pas français ou très peu ce qui, en plus de compliquer les communications internes, ralentit la production, augmente les risques d'accident et occasionne un roulement de personnel très coûteux pour les entreprises.

Il faut aussi souligner que le secteur textile est en grande transformation, tant dans ses procédés, ses machines, ses produits et ses marchés. Un tel virage nécessite de la part des employés une excellente maîtrise de la langue française pour bien comprendre les nouvelles consignes et les nouvelles façons de faire et ainsi être plus performants.

OBJECTIF

Les immigrants déjà en emploi dans le secteur textile, région de Montréal, ont besoin de poursuivre leur apprentissage du français pour être plus performants et ainsi répondre aux nouvelles attentes des entreprises textiles. Il devient donc impératif de leur offrir des services de francisation en entreprise. Bien sûr, notre projet sera mené en étroite collaboration avec la chargée de projet du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.



Comité sectoriel de main-d'œuvre
de l'industrie textile du Québec

www.csmotextile.qc.ca

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

PLANIFICATION DES TRAVAUX

- présentation du projet aux membres du C. A. du CSMO Textile par la chargée de projet du MICC
- élaboration d'outils de travail
- identification du nombre d'immigrants dans les entreprises textiles de Montréal : questionnaire, fichiers et tableaux de données existantes, éléments promotionnels, etc.
- campagne de promotion auprès des entreprises textiles de Montréal, employeurs et syndicats : appels téléphoniques, envoi postal et courriel, site Internet, journal du CSMO Textile...; feront partie des éléments de promotion le crédit d'impôt remboursable pour la francisation et la reconnaissance des compétences
- démarchage et recrutement d'au moins 25 entreprises intéressées à former leurs employés immigrants : par des rencontres d'information individuelle ou en groupe, en collaboration avec la chargée de projet du MICC
- organisation de cours de français dans au moins 5 entreprises, en collaboration avec la chargée de projet du MICC
- évaluation des besoins de francisation des employés immigrants, en collaboration avec la chargée de projet du MICC
- offre de service de francisation en entreprise : organisation de cours, établissement d'un échéancier, mise en place de conditions gagnantes pour les employés à former (horaires adaptés à leur réalité, local adéquat, reconnaissance de leurs efforts par leur employeur...)
- évaluation des résultats obtenus : questionnaire, appels téléphoniques...

Note : Les façons de faire ajoutées à certains des éléments sont purement inscrites à titre d'exemple. Selon les cas, elles seront favorisées ou de nouvelles seront utilisées.

ÉCHÉANCIER

Début des travaux : juin 2008

Rapport d'étape : février 2009

Fin des travaux : juin 2009

Rapport final : juin 2009

Déroulement des travaux

↳ Identification du nombre d'immigrants :	en début de projet
↳ Campagne de promotion :	en continu
↳ Démarchage d'entreprises :	en continu
↳ Évaluation des besoins de francisation :	en continu
↳ Offre de service de francisation en entreprise :	en continu à compter d'août 2008
↳ Évaluation des résultats obtenus :	mai et juin 2009

BUDGET DEMANDÉ

Couvrant 2 années financières, soit 2008-2009 et 2009-2010

▪ Salaire et avantages sociaux :	40 000 \$
▪ Sondage pour connaître le nombre d'immigrants dans nos entreprises de Montréal :	10 000 \$
▪ Frais de déplacement, de séjour et de repas :	5 000 \$
▪ Frais de communication :	5 000 \$

TOTAL : 60 000 \$

Note : Tel que discuté avec la chargée de projet, nous ferons tout notre possible pour dépasser le nombre d'entreprises où se tiendra de la formation. Des modalités de compensation pour tout dépassement de la cible d'au moins cinq (5) entreprises seront établis avec le MICC avant la signature du contrat.

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

MODE DE VERSEMENT DU BUDGET

30 000 \$ à la signature du contrat

18 000 \$ après livraison des outils de travail dans le cadre de ce contrat, du bilan de mi-étape et des références des 25 entreprises en février 2009

12 000 \$ après l'organisation des cours de français dans cinq (5) entreprises et livraison du rapport final en juin 2009

IMPACTS PRÉVUS PAR CE PROJET

Ce projet aura de nombreux impacts sur la main-d'œuvre de notre secteur et sa planification. Il nous permettra entre autres d'avoir un portrait de la situation en matière de présence d'immigrants dans nos entreprises et de leurs besoins de francisation. Il nous permettra aussi d'outiller nos employés immigrants pour qu'ils soient plus performants au travail et qu'ils puissent mieux s'intégrer à la vie québécoise quotidienne. Des employés bien formés sont à coup sûr plus productifs, ont moins d'accidents de travail, s'absentent moins souvent et développent une capacité d'adaptation aux changements technologiques et organisationnels. L'employeur, quant à lui, y trouvera en plus son compte dans la baisse du taux de roulement, l'amélioration du climat de travail et de la qualité des produits. Le volet promotionnel nous permettra de sensibiliser nos entreprises de Montréal tout au long du projet à l'importance de la francisation en entreprise et de sa valeur ajoutée. Finalement, ce projet nous permettra de mesurer, par des indicateurs de performance tant qualitatifs que quantitatifs, le nombre d'employés sensibilisés et formés et le nombre d'entreprises rejointes. Nous croyons fermement que la tenue d'un tel projet s'inscrit dans l'esprit de la formation continue en entreprise, ce qui ne peut qu'apporter de nombreux avantages aux employés et aux employeurs concernés tel qu'énoncé précédemment.

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



N° DE CONTRAT : 553005930

CONTRAT

Promotion de la francisation en milieu de travail auprès des employeurs et des travailleurs immigrants du secteur de l'industrie des plastiques et des composites, recrutement et démarchage d'entreprises et organisation de cours de français en entreprise

ENTRE

La MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, madame Yolande James, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée la « MINISTRE »,

ET

LE COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'INDUSTRIE DES PLASTIQUES ET DES COMPOSITES - PLASTICOMPÉTENCES, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 5110, boul. Cousineau, Saint-Hubert, Québec, J3Y 7G5, agissant par Guylaine Lavoie, directrice générale, dûment autorisée telle qu'elle le déclare,

ci-après appelé le « CONTRACTANT ».

Attendu que la MINISTRE entend franciser plus de personnes immigrantes en rejoignant de nouvelles clientèles, notamment en milieu de travail;

Attendu que le CONTRACTANT est un organisme à but non lucratif réunissant des représentants d'employeurs et de travailleurs de l'industrie des plastiques et des composites du Québec qui compte plus de 31 000 employés répartis dans 510 entreprises et dont 45 % d'entre-elles et 70 % de l'emploi total du secteur se retrouvent dans les régions de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière, Montérégie et Chaudière-Appalaches où la main-d'œuvre immigrante est très présente;

Attendu que le CONTRACTANT a pour mandat de mobiliser les gens de l'industrie des plastiques et des composites du Québec autour de problèmes reliés au développement de l'emploi, à la gestion et à la formation de la main-d'œuvre du secteur;

Attendu que le CONTRACTANT fournit des services de formation et d'information aux travailleuses et travailleurs du secteur de l'industrie des plastiques et des composites du Québec;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

- La MINISTRE retient les services du CONTRACTANT qui accepte d'agir pour identifier les entreprises du secteur de l'industrie des plastiques et des composites des régions de Montréal, Laval et Montérégie embauchant des travailleurs immigrants ayant des besoins de francisation, faire une campagne de promotion de la francisation des travailleurs immigrants, recruter et référer vingt-cinq (25) entreprises aux services de francisation du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et organiser des cours de français dans au moins cinq (5) entreprises du secteur;
- Toute annexe au présent contrat constitue avec les présentes les documents contractuels et fait partie intégrante des présentes liant ainsi les parties comme si elle y était reproduite au long;
- Toutefois, en cas de dispositions inconciliables entre le texte de l'offre de service (en annexe au présent contrat) et celui du présent contrat, les dispositions de ce dernier prévalent.

2. OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Obligations générales :

Le CONTRACTANT s'engage envers la MINISTRE à :

- a) réaliser le présent mandat conformément aux documents contractuels ci-haut établis en exécutant ses obligations selon les règles de l'art et avec professionnalisme;

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



- b) respecter les échéanciers convenus entre les parties et décrits ci-après, à la section « Obligations spécifiques » du présent contrat et avoir réalisé les différents volets du mandat au plus tard le 30 septembre 2009;
- c) tenir compte, dans la réalisation de son mandat, de toutes les instructions et recommandations du représentant de la MINISTRE.

Obligations spécifiques :

- a) Le CONTRACTANT fournit l'encadrement et la coordination de l'expertise requise;

- b) Le CONTRACTANT fournit les biens livrables suivants selon les échéanciers suivants :

- Les questionnaires du sondage d'identification du nombre d'immigrants dans les entreprises du secteur et d'évaluation des besoins de francisation en décembre 2008 (livrable 1).
- Un bilan de mi-étape le 31 mars 2009 (livrable 2).
- Références de vingt-cinq (25) entreprises du secteur identifiées comme ayant des travailleurs immigrants qui ont des besoins de francisation et où des cours de français pourraient être mis en place pour le 30 septembre 2009 (livrable 3).
- Organisation de cours de français avec la collaboration du MICC dans au moins cinq (5) entreprises du secteur pour le 30 septembre 2009 (livrable 4).
- Un rapport final pour le 30 septembre 2009 (livrable 5).

Les rapports comprendront des données quantitatives sur le nombre d'entreprises rejointes par la campagne de promotion ainsi que par le démarchage et le recrutement, les besoins identifiés, le nombre d'entreprises rencontrées pour les informer sur les ressources disponibles, les références d'entreprises, le nombre d'entreprises où des cours sont mis en place, les questionnaires d'évaluation et autres données pouvant permettre de mesurer l'atteinte des objectifs du projet.

Les rapports comprendront également des données qualitatives sur le degré de satisfaction des employeurs et des travailleurs, le suivi des entreprises référées, l'organisation des cours de français dans les entreprises, le rôle des intervenants, les difficultés rencontrées, les expériences de réussite.

3. OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

La MINISTRE s'engage à :

- a) transmettre au CONTRACTANT toute information dont elle dispose et qu'elle estime nécessaire pour permettre au CONTRACTANT de réaliser l'objet des présentes;
- b) rémunérer le CONTRACTANT selon les modalités prévues à la clause 4 du présent contrat.

4. MODALITÉS DE PAIEMENT

- a) La MINISTRE s'engage à verser au CONTRACTANT, pour l'exécution complète et entière de ses obligations à la satisfaction de la MINISTRE, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de soixante-trois mille dollars (63 000 \$) pour la durée du présent contrat. Toutefois, la ministre ne s'engage pas à dépenser la totalité de ladite somme.
- b) La somme maximale convenue précédemment sera versée au CONTRACTANT comme suit :
 - 30 000 \$ à la signature du présent contrat;
 - 18 000 \$ après réception et approbation des livrables 1, 2 et 3 accompagnés d'une facture;
 - 12 000 \$ après réception et approbation des livrables 4 et 5 accompagnés d'une facture;
 - 500 \$ pour l'organisation de cours de français; à l'intérieur de la période prévue pour l'exécution du présent contrat, dans chaque entreprise dépassant la cible minimale des cinq (5) entreprises prévues au livrable 4, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant additionnel maximal de trois mille dollars (3 000 \$). Ces cours devront avoir été dispensés au plus tard dans les trois (3) mois suivant la date de fin du présent contrat.
- c) Les parties reconnaissent également que tout paiement de sommes d'argent convenu aux présentes et devant être effectué par la MINISTRE sur un exercice financier autre que le présent, est conditionnel à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle ce paiement est dû et ce, en conformité avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, art. 20 et ss).

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

5. VÉRIFICATION

Les demandes de paiement et les factures découlant du présent contrat sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

6. FORCE MAJEURE

En cas de retards dans l'exécution du présent contrat, occasionnés par une force majeure, la MINISTRE pourra, à sa discrétion, appliquer l'une et l'autre des solutions suivantes :

- a) prolonger les délais prévus à la clause 2 du présent contrat;
- b) résilier de plein droit le présent contrat par avis donné au CONTRACTANT qui sera alors rémunéré pour l'ensemble des services et des biens effectivement fournis à la date de résiliation du présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

7. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

- La MINISTRE se réserve le droit de refuser, en tout ou en partie, les travaux exécutés par le CONTRACTANT qui ne seront pas jugés satisfaisants eu égard aux exigences prévues au présent contrat.
- Tout travail ou toute partie de travail refusé par la MINISTRE doit être repris par le CONTRACTANT, dans les plus brefs délais, à ses frais, jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions prescrites.
- De plus, même si le CONTRACTANT a été rémunéré pour les travaux exécutés, celui-ci s'engage à reprendre à ses frais tous les travaux pour lesquels des erreurs ou des omissions auront été constatées, que celles-ci aient été indiquées en cours d'exécution du présent contrat ou à l'acceptation des travaux par la MINISTRE.

8. PROPRIÉTÉ DES TRAVAUX

Les travaux réalisés par le CONTRACTANT dans le cadre du présent contrat, y compris tous les biens livrables et leurs accessoires, deviendront la propriété entière et exclusive de la MINISTRE, au fur et à mesure de leur réalisation; il en sera de même pour les droits d'auteur ci-après cédés.

9. DROITS D'AUTEUR

- a) Le CONTRACTANT cède et transporte à la MINISTRE, qui accepte, tous les droits d'auteur, notamment le droit de reproduction, de diffusion ou toute autre forme d'exploitation qui peuvent lui échoir sur tous les travaux réalisés en vertu des présentes. Cette cession de droits d'auteur est consentie par le CONTRACTANT à la MINISTRE sans limite de territoire, ni temps et sans autre limite de quelque nature que ce soit.

Le CONTRACTANT renonce, en son nom et au nom de toute personne impliquée dans la réalisation du présent contrat, au droit moral relatif à l'intégrité de l'œuvre à laquelle le CONTRACTANT ou cette personne aura travaillé; les parties aux présentes entendent toutefois exclure de la présente renonciation de droits d'auteur, le droit moral relatif à la paternité des travaux réalisés en vertu du présent contrat, lequel demeurera la propriété des auteurs.

- b) Le CONTRACTANT garantit à la MINISTRE qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat, notamment ceux de consentir la cession de droits d'auteur et de renonciation au droit moral à l'intégrité de l'œuvre ci-dessus prévus; il garantit la MINISTRE contre tout recours et toute poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne relativement à l'objet de ces garanties. Le CONTRACTANT s'engage par conséquent à prendre fait et cause pour la MINISTRE et à l'indemniser advenant tout recours, poursuite, réclamation ou demande relativement à l'objet de ces garanties.
- c) Toute considération découlant de la cession des droits d'auteur et de la renonciation au droit d'auteur relatif à l'intégrité de l'œuvre, consenties aux présentes, est incluse dans la rémunération ci-haut prévue à la clause 4 du présent contrat.

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



10. LICENCE

La MINISTRE octroie gratuitement au CONTRACTANT une licence non exclusive et transférable lui permettant d'utiliser, et de diffuser les questionnaires du sondage d'identification du nombre d'immigrants dans les entreprises du secteur et d'évaluation des besoins de francisation, qu'il aura élaborés en vertu du présent contrat, dans les séances d'information à l'intention des employeurs et des travailleurs visant à sensibiliser et à joindre le plus grand nombre possible de personnes en vue d'organiser des cours de français en milieu de travail pour les travailleuses et travailleurs immigrants du secteur de l'industrie des plastiques et des composites et uniquement à ces fins. La présente licence est accordée sans limite de territoire ni de temps.

Le CONTRACTANT doit, dans le cadre de l'application de cette licence, indiquer la mention suivante : © Gouvernement du Québec, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 2008.

11. CESSIION

Ni le présent contrat ni quelque droit ou obligation en résultant ne pourront, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans le consentement écrit de la MINISTRE.

12. RÉSILIATION DU CONTRAT

a) La MINISTRE se réserve le droit absolu de résilier le présent contrat pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- i) le défaut du CONTRACTANT de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat et de ses annexes;
- ii) le CONTRACTANT cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens;
- iii) Le CONTRACTANT lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

- Pour ce faire, la MINISTRE adresse au CONTRACTANT un avis écrit de résiliation énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe i), le CONTRACTANT aura dix (10) jours ouvrables pour remédier au défaut énoncé dans l'avis; à défaut de quoi le présent contrat sera automatiquement résilié; la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ces dix (10) jours. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe ii) ou au paragraphe iii), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le CONTRACTANT.

- Le CONTRACTANT sera par ailleurs responsable de tous les dommages occasionnés à la MINISTRE du fait de la résiliation du présent contrat.

- En cas de continuation du présent contrat par un tiers, le CONTRACTANT devra notamment assumer toute augmentation du coût du présent contrat pour la MINISTRE.

b) La MINISTRE se réserve également le droit, conformément à l'article 2125 du Code civil du Québec, de résilier le présent contrat sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

c) Pour ce faire, la MINISTRE doit adresser un avis écrit de résiliation au CONTRACTANT. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le CONTRACTANT.

d) En cas de résiliation du présent contrat pour un des motifs prévus en a) et b), le CONTRACTANT devra fournir les documents déjà en sa possession et les résultats des travaux effectués jusqu'à la date effective de la résiliation. L'ensemble des données devra, dans les quinze (15) jours de la date effective de la résiliation, être remis à la MINISTRE qui en disposera à sa guise.

e) Le CONTRACTANT aura alors droit aux sommes, frais et débours correspondant à la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation sans autre compensation ni indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tout profit anticipé ou autre dommage occasionné du fait de la résiliation du présent contrat.

Toute résiliation ne met pas fin à la cession ni à la renonciation aux droits d'auteur contenus au présent contrat non plus qu'aux garanties qui en découlent.

13. RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de la MINISTRE, celle-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par le CONTRACTANT, agents ou représentants.

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



14. SOUS-TRAITANCE

- Le CONTRACTANT ne peut faire exécuter en sous-traitance tout ou partie des obligations convenues aux présentes sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la MINISTRE, à l'exception de la participation de sous-traitants déjà prévue dans l'offre de service du CONTRACTANT, et acceptée par la MINISTRE, relativement à la réalisation du sondage sur l'identification du nombre d'immigrants dans les entreprises du secteur de l'industrie des plastiques et des composites. Le CONTRACTANT reconnaît demeurer seul responsable de l'exécution des travaux à l'égard de la MINISTRE.
- On entend par sous-traitance, le fait de confier à un autre fournisseur une partie du mandat confié par la MINISTRE. Le recours à la sous-traitance est différent de l'emploi de ressources externes.

15. RESPONSABILITÉ DU CONTRACTANT

- Le CONTRACTANT est responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents ou représentants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat, y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.
- Le CONTRACTANT s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la MINISTRE contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite ou autre procédure pris par quiconque en raison de dommages ainsi causés.

16. CONFIDENTIALITÉ

Le CONTRACTANT s'engage, à ce que lui, ni aucun de ses employés, ni aucune personne qui travaille à la réalisation du présent contrat ne divulgue quelque information dont il aurait eu connaissance dans l'exécution ou à l'occasion de l'exécution des obligations lui incombant en vertu du présent contrat, y compris tout renseignement donné ou recueilli ou toute donnée ou traitement de données, à moins d'avoir obtenu au préalable l'approbation écrite de la MINISTRE et ce, tant pendant qu'après l'exécution du présent contrat.

17. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le CONTRACTANT s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la MINISTRE, à l'exclusion des obligations qui incombent au CONTRACTANT en vertu du présent contrat. Si une pareille situation se présentait, il devra aussitôt en informer la MINISTRE, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au CONTRACTANT comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le présent contrat.

18. LIEN D'EMPLOI

Le CONTRACTANT est la seule partie patronale à l'égard de l'ensemble du personnel qu'il affecte à l'exécution du présent mandat et il doit en assumer toutes les charges, obligations et responsabilités.

19. PAIEMENT DE DETTE FISCALE

Conformément à l'article 31.1.1 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., c. M-31) et à l'article 53 de la *Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires* (L.R.Q., c. P-22), lorsque le CONTRACTANT est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la MINISTRE peut, à la demande du ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat aux fins du paiement de cette dette.

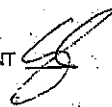
20. EXEMPTION DE TAXES

La MINISTRE certifie que les services retenus en vertu du présent contrat sont requis et payés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles avec les deniers de l'État et ne sont donc pas assujettis à la taxe sur les produits et services ni à la taxe de vente du Québec.

21. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

- La MINISTRE, aux fins de l'application du présent contrat, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne, Jacques Leroux, directeur de la Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation, pour la représenter.
- De même, le CONTRACTANT se désigne pour le représenter.
- Advenant qu'une partie désire changer de représentant, elle doit en aviser l'autre partie au moins dix (10) jours avant la date effective du changement.

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



22. AVIS

Tout avis exigé en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messenger ou par poste recommandée, avec accusé de réception, à l'adresse de la partie concernée indiquée ci-après :

Adresse de la MINISTRE :	Adresse du CONTRACTANT :
Jacques Leroux Directeur Direction des politiques, des programmes et de la promotion de la francisation Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles 800, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 200 Montréal (Québec) H2L 4L8 Téléphone : 514 873-9393, poste 22301 Télécopieur : 514 864-2079	Guytane Lavoie Directrice générale Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des plastiques et des composites 5110, boul. Cousineau Saint-Hubert (Québec) J2B 1J6 Téléphone : 450-656-5785 Télécopieur : 450 443-9496

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie.

23. LOIS APPLICABLES

Le présent contrat est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

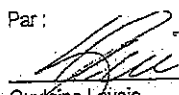
24. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature et se terminera le 30 septembre 2009, à moins que la MINISTRE ne reporte la date de fin du présent contrat.

En foi de quoi, les parties, après avoir pris connaissance du présent contrat et l'avoir accepté, ont dûment signé en double exemplaire comme suit :

LE CONTRACTANT

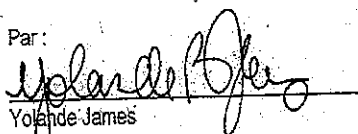
Par :


Guytane Lavoie
Directrice générale

10 mai 2008
Date
St-Hubert
Lieu

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Par :


Yolande James
Ministre

19 janvier '09
Date
Montréal
Lieu

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

ANNEXE

OFFRE DE SERVICE
DANS LE CADRE DES MESURES DE FRANCISATION
POUR RENFORCER L'ACTION DU QUÉBEC EN
MATIÈRE DE FRANCISATION ET D'IMMIGRATION

OFFRE DE SERVICE AFIN DE PERMETTRE
AUX IMMIGRANTS EN EMPLOI
DANS LE SECTEUR DES PLASTIQUES ET DES COMPOSITES
DE POURSUIVRE LEUR APPRENTISSAGE
DU FRANÇAIS EN ENTREPRISE

OFFRE DE SERVICE SOUMISE PAR

Plasticompétences.

Le comité sectoriel de main-d'œuvre de
l'industrie des plastiques et des composites

LE 6 AOÛT 2008

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



PlastiCompétences est un organisme sans but lucratif dont la mission consiste à promouvoir et à coordonner la formation et le développement des ressources humaines dans l'industrie québécoise des plastiques et des composites.


Son conseil d'administration, paritaire, est composé de représentants des entreprises et des associations de travailleurs actives dans le secteur.

Dans la réalisation de ses activités, PlastiCompétences reçoit l'appui financier d'Emploi-Québec.

Plasticompétences

Le comité sectoriel de main-d'œuvre
de l'industrie des plastiques et des composites
5110, boul. Cousineau
Saint-Hubert (Québec) J3Y 7G5

Initiales du CONTRACTANT





Initiales de la MINISTRE



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	9
INTRODUCTION.....	10
CONTEXTE.....	11
LE PROJET	14
1. OBJECTIF	14
2. MÉTHODOLOGIE	15
3. ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION	15
4. DÉROULEMENT DU PROJET	15
▪ IDENTIFICATION DU NOMBRE D'IMMIGRANTS EN ENTREPRISE OCTOBRE 2008	15
▪ CAMPAGNE DE PROMOTION EN CONTINU	15
▪ DÉMARCHAGE D'ENTREPRISE EN CONTINU	15
▪ ÉVALUATION DES BESOINS DE FRANCISATION EN CONTINU	15
▪ OFFRE DE SERVICE DE FRANCISATION EN ENTREPRISE À COMPTER DE JANVIER 2009	15
▪ ÉVALUATION DES RÉSULTATS OBTENUS SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2009	15
5. BUDGET	16

Initiales du CONTRACTANT 

Initiales de la MINISTRE 

INTRODUCTION

PlastiCompétences présente ci-après un projet visant l'intégration des immigrants et des minorités visibles, déjà en poste au sein d'entreprises de l'industrie des plastiques et des composites au Québec, par le biais de l'apprentissage du français en entreprise.

Ce projet s'adresse aux entreprises de la grande région de Montréal, incluant Laval et la Montérégie et s'inscrit dans l'**objectif 1 des mesures de francisation pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation et de l'immigration – permettre à des immigrants occupant déjà un emploi de poursuivre leur apprentissage du français en entreprise.**

Cette activité est prévue au plan d'action 2008-2009 de PlastiCompétences en regard de l'orientation 4 – ***Prendre en compte les problématiques des clientèles cibles et proposer aux entreprises de leur secteur des pistes de solution lorsque ces clientèles constituent une proportion significative de la main-d'œuvre du secteur ou lorsque des possibilités d'intégration ou de réintégration de ces clientèles au marché du travail peuvent être envisagées de façon réaliste dans le secteur.***

Au nom des partenaires de l'industrie des plastiques et des composites associés à la réalisation de ce projet, PlastiCompétences définit donc, dans les pages qui suivent, le projet et ses paramètres de réalisation.



CONTEXTE

Depuis plusieurs années, l'industrie des plastiques et des composites connaît une croissance rapide et soutenue. Dans la foulée de cette progression, les plastiques et les composites constituent des matériaux de pointe, qui occupent une place importante dans nos activités quotidiennes.

L'industrie des plastiques et des composites regroupe les entreprises dont l'activité principale est la fabrication, à l'aide de résines thermoplastiques et/ou de résines thermodurcissables, d'une vaste gamme de produits destinés à des marchés variés. Le secteur regroupe quelque 510 entreprises qui comptent plus de 31 000 employés, classifiés sous la catégorie 3261 - Fabrication de produits en matière plastique, du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les entreprises classifiées sous la catégorie 3261, qui regroupent plus de 6 000 emplois directs et environ 1 000 emplois indirects, est majoritairement constitué de petites entreprises.

Selon les données de 2001, et un échantillonnage assez restreint, le taux de syndicalisation dans les entreprises de composites atteignait environ 57 %. Ce taux relativement élevé est influencé par le fait que les entreprises de plus de 75 employés sont celles qui sont majoritairement syndiquées. Sur le plan géographique, 45 % des entreprises et près de 70 % de l'emploi total dans le secteur se concentrent dans les régions de Montréal, Laval, les Laurentides, Lanaudière, la Montérégie et Chaudière-Appalaches.

Dans le secteur, près de 50 % des emplois de production exigent une main-d'œuvre peu qualifiée. Pour les entreprises, ces postes présentent les plus grandes difficultés de recrutement.

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



Tableau 2.53 - Moyens proposés pour contrer les difficultés de recrutement, 2002¹

Moyens	Plastiques	Composites	Total
Embauche de travailleurs n'ayant pas toutes les compétences	24 %	29 %	25 %
Prolongation de la période de recrutement	20 %	21 %	21 %
Formation du personnel de l'entreprise	24 %	17 %	22 %
Utilisation des heures supplémentaires	15 %	8 %	13 %
Réorganisation du travail	2 %	4 %	3 %
Augmentation du taux horaire	7 %	12 %	8 %
Utilisation de travailleurs temporaires	4 %	8 %	5 %
Report de projets ou perte de contrat	4 %	3 %	3 %
Total	100 %	100 %	100 %

L'embauche de personnes n'ayant pas toutes les compétences requises, la formation de la main-d'œuvre, la prolongation de la période de recrutement et l'utilisation des heures supplémentaires constituent les principaux moyens prévus pour répondre aux difficultés de recrutement. En effet, ces quatre (4) moyens représentent 80 % des solutions préconisées aux difficultés de recrutement.

« Parmi les autres moyens mentionnés, mais qui ne figurent pas au tableau, soulignons le recrutement dans les autres entreprises du secteur, la sous-traitance, l'offre d'avantages variés (garderie, assurances, etc.), le recours à la main-d'œuvre immigrante, l'utilisation des carrefours jeunesse-emploi, le recours à des firmes de recrutement, l'augmentation des primes, l'offre de bonis, les contacts personnels, l'embauche de stagiaires et la rémunération des stages. »

« Quant à l'appréciation des diplômes par les employeurs, (...) on peut déduire, par leurs réponses à la question portant sur la catégorie de travailleurs qu'ils préfèrent embaucher, que :

- 63% préfèrent embaucher des personnes ayant une formation générale (34%) ou aucune formation (29%);
- 37% préfèrent embaucher des travailleurs formés pour l'emploi (22%) ou des travailleurs d'expérience (15%).»²

¹ *PlastiCompensation. Rapport d'enquête - Les caractéristiques et les besoins de formation de la main-d'œuvre de l'industrie des plastiques et des composites*, Juin 2002, p. 27.
² *Descriptif de l'industrie des plastiques et des composites du Québec, Rapport final*, mars 2005, document réalisé par Tecsult Stéphan, p. 99

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

Dans le document sommaire du « Dialogue entre conseils sectoriels et organismes d'aide aux immigrants », projet initié par la Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité (CCOCDE), les trois groupes ont indiqué que les cours de langue en milieu de travail étaient un enjeu important. Les participants de ces organismes étaient préoccupés par la disponibilité, l'accessibilité et la pertinence de la formation linguistique en milieu de travail.³

À la lumière de ce qui précède, nous concluons la nécessité de former la main-d'œuvre immigrante à la langue française pour assurer :

- la sécurité physique de la personne dans un milieu industriel
- une intégration adéquate au milieu de travail
- une intégration harmonieuse au sein de la communauté québécoise
- une possibilité d'amélioration des conditions de travail par de la formation plus technique sur les lieux de l'emploi, s'il y a lieu.

³ Dialogue pan-canadien entre conseils sectoriels et organismes d'aide aux immigrants, 2005.
<http://www.cpsc-ccsp.ca/PDFs/Dialogue/FinalReportFr.pdf>

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE



LE PROJET

Comme vous pouvez le constater à la lecture du tableau ci-après⁴, les entreprises de l'industrie des plastiques et des composites de la grande région de Montréal, (incluant la Montérégie et Laval) regroupent un bassin important de travailleurs. De plus c'est la région au Québec où on retrouve la plus forte concentration de personnes immigrantes.

LOCALISATION DES ENTREPRISES	Région Adm.	PLASTIQUES		COMPOSITES		TOTAL	
		Entreprises #	Emplois #	Entreprises #	Emplois #	Entreprises #	Emplois #
▪ Montréal	6	115	7 912	16	1 118	131	9 030
▪ Montérégie	16	92	6 550	20	1 519	112	8 069
▪ Chaudière-Appalaches	12	33	2 641	21	1 629	54	4 270
▪ Capitale nationale	3	17	1 331	3	6	20	1 337
▪ Estrie	5	16	1 019	9	908	25	1 927
▪ Centre-du-Québec	17	19	1 490	14	483	33	1 973
▪ Laval	13	19	1 719	1	7	20	1 726
▪ Laurentides, Lanaudière	14-15	42	1 974	16	532	58	2 506
▪ Autres régions	1-2-4-7-8-9 10-11	13	582	13	486	26	1 068
TOTAL		366	25 185	113	6 688	479	31 873

Objectif

En collaboration avec Mme Gisèle Baril, agente de recherche et de développement socio-économique au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, développer un projet qui s'adresse aux entreprises de l'industrie des plastiques et des composites, dont les objectifs sont de :

Offrir un service de francisation en entreprise afin de permettre aux immigrants déjà en emploi d'approfondir leur connaissance du français pour améliorer leur performance au travail et mieux répondre aux attentes des entreprises.

⁴ Liste des entreprises de l'industrie des plastiques et des composites répertoriées par PlastiCompétences, août 2008.

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

Méthodologie

présentation du projet aux membres du conseil d'administration de PlastiCompétences

identification du nombre d'immigrants dans les entreprises du grand Montréal (incluant Montréal et Laval) par un sondage réalisé par une firme de consultants

promotion du projet auprès des entreprises de la région cible afin de susciter leur intérêt à participer au projet – courriels, appels téléphoniques, site Internet, envoi postal au besoin

démarchage de 25 entreprises intéressées à former leurs employés immigrants, en collaboration avec Mme Baril – rencontre en entreprise individuelle ou par groupes d'entreprises

organisation de formations dans 5 à 10 entreprises, en collaboration avec Mme Baril

offre de service de francisation en entreprise : organisation de cours tenant compte du besoin de flexibilité d'horaire, d'un local adéquat, de l'encouragement des employeurs.

évaluation des résultats obtenus : questionnaire, entrevue téléphonique.

Rédaction d'un rapport :

Élaboration et remise d'un rapport final (incluant les recommandations)

Échéancier de réalisation

Début des travaux :	octobre 2008
Rapport d'étape :	mars 2009
Fin des travaux :	fin septembre 2009
Remise du rapport final :	fin septembre 2009

Déroulement du projet

Identification du nombre d'immigrants en entreprise.....	octobre 2008
Campagne de promotion.....	en continu
Démarchage d'entreprise.....	en continu
Évaluation des besoins de francisation.....	en continu
Offre de service de francisation en entreprise.....	à compter de janvier 2009
Évaluation des résultats obtenus.....	septembre, octobre 2009

Initiales du CONTRACTANT

Initiales de la MINISTRE

Budget

Activités	Coûts
Salaire et avantages sociaux	40 000 \$
Réalisation du sondage	10 000 \$
Frais de déplacement, repas et séjour	5 000 \$
Communications	5 000 \$
TOTAL	60 000 \$

Personne responsable du projet

Anne-Marie Bonneau, chargée de projet

PlastiCompétences

Impacts prévus de ce projet

- Mieux connaître la réalité de nos entreprises en matière d'embauche de personnes immigrantes
- Sonder les besoins de cette main-d'œuvre en matière de francisation
- Outiller les employés immigrants afin d'accroître leur compréhension des rouages de l'entreprise où ils travaillent, de leur apport au développement de ces entreprises par le biais de leur travail ainsi que de faciliter leur intégration à la vie quotidienne au Québec
- Des employés bien formés et mieux intégrés sont très certainement plus productifs, s'absentent moins souvent et s'adaptent plus facilement aux changements technologiques et organisationnels. L'employeur y trouve certainement son compte au niveau de la baisse du taux de roulement du personnel, de l'amélioration du climat de travail et de la qualité des produits.
- Le volet promotionnel nous permettra de sensibiliser nos entreprises du Grand Montréal à l'importance de l'intégration de la main-d'œuvre ainsi que des avantages de la francisation de cette clientèle pour une contribution riche et fructueuse au développement de leurs entreprises.
- Finalement, ce projet nous permettra de mesurer, par des indicateurs de performance tant qualitatifs que quantitatifs le nombre d'entreprises sensibilisées ainsi que le nombre d'employés formés.

Ce projet s'inscrit dans l'esprit de la formation continue en entreprise et nous sommes profondément convaincus qu'il est instigateur de solutions aux problèmes de recrutement de main-d'œuvre dans les industries du secteur des plastiques et des composites.

Initiales du CONTRACTANT



Initiales de la MINISTRE

Immigration
et Communautés
culturales

Québec

CONTRAT DE SERVICES

No de contrat : 553006399

PARTIES AU CONTRAT			
ENTRE			
Contractant		Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, dûment représenté par la personne autorisée soussignée, en vertu des modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles établies par le décret no. 844-2007 du 26 septembre 2007	
Nom : CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN		U. A : DIRECTION DES RESSOURCES MATÉRIELLES	
Adresse : 380, ST-ANTOINE OUEST, BUREAU 6000 MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 3X7		Adresse : 360, RUE MCGILL, BUREAU 5.01 MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2E9	
Chargé de projet : ANNE BELLIVEAU		Chargé de projet : JACQUES BORDELEAU	
Téléphone : 514 871-4000 Poste :		Téléphone : 514 873 - 9646 Poste : 20103	
Télécopieur : 514 871 - 1255		Télécopieur : 514 873 - 7794	
Courrier électronique : @		Courrier électronique : jacques.bordeleau @mcc.gouv.qc.ca	
OBJET DU CONTRAT			
Conception et production d'outils promotionnels (carte postale, cartable, capsule électronique et page Web) concernant la Francisation en entreprise et travailleur immigrant.			
Annexe	Préciser :		
CONDITIONS			DURÉE
Paiement sur présentation de facture.			Début
			Année Mois Jour
			2008-11-10
N.B. Le numéro du contrat doit être indiqué sur toutes les factures			Fin
			Année Mois Jour
			2009-03-30
			COÛTS
DÉCLARATION AUX FINS DE L'EXEMPTION DE LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET DE LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)			18 125.00 \$
Ceci certifie que les biens et services désignés sont commandés ou achetés avec les deniers publics par le ministère pour son utilisation propre et que, conséquemment, ils ne sont pas assujettis à la T.P.S. ni à la T.V.Q.			
Les articles stipulés au verso ou en annexe font partie intégrante du présent contrat.			
SIGNATURES			
Contractant - Personne autorisée	Date	Ministre - Personne autorisée	Date
	Année Mois Jour		Année Mois Jour
Nom : ANNE BELLIVEAU		Nom : JACQUES BORDELEAU	

2008-10-03

QUESTION 30

**DETAILS ET ETAT D'IMPLANTATION DU NOUVEAU PROGRAMME DE SOUTIEN A LA PROMOTION
DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX PAR
LES ASSOCIATIONS ISSUES DE COMMUNAUTES CULTURELLES**

Le 22 octobre 2008, la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Mme Yolande James, a annoncé trois nouvelles actions en matière de francisation des immigrants dont l'engagement de conclure des ententes avec des organismes des communautés culturelles afin d'associer ceux-ci à la promotion des cours de français et au recrutement de nouveaux participants.

Cette mesure s'inscrit dans le Programme d'intégration linguistique des immigrants (PILI). Elle mise sur des actions nouvelles, bien ciblées, pour rejoindre les clientèles qui ne participent pas aux services de francisation du gouvernement du Québec. Dans le cadre de la présente mesure, les personnes immigrantes établies au Québec depuis plus de trois ans et qui n'ont pas, au court de cette période, bénéficié des services de francisation du gouvernement du Québec, sont considérées comme des personnes non rejointes pour lesquelles le Ministère veut déployer plus d'efforts de mobilisation.

Les partenaires

Dans un premier temps, le Ministère a convenu de diriger ces efforts dans la grande région de Montréal, là où les populations immigrantes sont le plus regroupées.

En février 2009, le Ministère a invité tous les organismes du Grand Montréal accrédités au PILI à soumettre un projet de démarchage auprès des clientèles concernées. Deux séances d'information ont été tenues les 17 et 19 février 2009.

Au total, six projets ont été reçus. Chacun d'entre eux a été évalué en tenant compte de trois critères :

- l'expérience de l'organisme auprès des clientèles visées (30 %);
- l'expérience du ou des agents d'intervention (35 %);
- la qualité du plan de démarchage (35 %).

Chaque organisme devait aussi inclure au plan de démarchage les coûts prévus ainsi que le nombre cible de participants recrutés. Les projets reçus ont été ordonnés en considérant le ratio entre le coût total du projet et le nombre cible de participants recrutés.

En mars 2009, le Ministère a conclu trois ententes de services avec les organismes suivants :

- Accueil aux immigrants de l'est de Montréal;
- Carrefour d'Intercultures de Laval;
- Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI).

Les contrats sont d'une durée d'un an. Environ 175 000 \$ seront ainsi investis pour le recrutement d'un minimum de 640 nouveaux participants aux services de francisation du Ministère et des commissions scolaires du Québec. Tout dépendant des résultats obtenus, l'expérience pourrait être renouvelée.

QUESTION 31

**NOMBRE D'UTILISATEURS DU COURS DE FRANÇAIS EN LIGNE
POUR LES IMMIGRANTS EN 2008-2009**

Depuis avril 2008, un cours de français en ligne de niveau intermédiaire est disponible depuis l'étranger. Les candidats à l'immigration peuvent donc mettre à profit la période d'attente avant leur arrivée au pays pour perfectionner leur français, développer leur connaissance du Québec et s'approprier les valeurs communes de notre société.

Le cours est offert dans deux formules : la formule standard avec tuteur et l'autoformation.

Voici le nombre d'utilisateurs selon chaque formule d'apprentissage du cours de français de niveau intermédiaire en ligne pour les immigrants :

- **Nombre d'utilisateurs de la formule standard :**
La formule standard est ouverte depuis le 14 avril 2008. Au total, 1 769 étudiants s'y sont inscrits entre avril 2008 et le 1^{er} mars 2009.
- **Nombre d'utilisateurs de la formule en autoformation :**
La formule en autoformation est ouverte depuis le 30 janvier 2009. Du 30 janvier 2009 au 1^{er} mars 2009, 50 étudiants s'y sont inscrits.

La cible de 1 500 utilisateurs pour l'année 2008-2009 a été largement dépassée.

QUESTION 32

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE SUR PIED
DES NOUVEAUX COURS DE FRANÇAIS SPÉCIALISÉS**

Depuis 2004-2005, le Ministère offre des services de francisation mieux adaptés aux besoins spécifiques des personnes immigrantes. Ainsi, des efforts importants ont été consacrés pour ajouter des cours spécialisés aux services réguliers existants.

Le Ministère collabore actuellement avec des institutions d'enseignement, cégeps et universités, pour l'élaboration de nouveaux cours spécialisés afin de bonifier son offre de service.

L'expérimentation du cours pour les infirmières et infirmiers est maintenant terminée et la version finale de l'ensemble pédagogique est disponible à tous les partenaires concernés.

Un cours pour les professionnels du domaine du génie et des sciences appliquées est en expérimentation et sera disponible en 2009-2010.

Un autre cours pour les professionnels des domaines du droit, de l'administration et des affaires sera développé en 2009-2010 et sera disponible en 2010-2011.

QUESTION 33

**NOMBRE D'ENTREPRISES QUI ONT UTILISÉ LE CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA FRANCISATION EN
MILIEU DE TRAVAIL EN 2008-2009. MONTANT TOTAL DE LA DÉPENSE FISCALE.
PRÉVISIONS POUR 2009-2010.**

En mars 2008, le Gouvernement a annoncé la création d'un crédit d'impôt remboursable pour la francisation en milieu de travail. En novembre 2008, Revenu Québec a procédé à l'envoi massif de 300 000 exemplaires d'un dépliant explicatif aux entreprises québécoises et à diverses organisations liées au monde du travail. Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a également distribué un dépliant auprès de plus de 12 000 entreprises.

Les règles relatives au crédit d'impôt et à son application relèvent du ministère des Finances et de Revenu Québec.

Le crédit d'impôt s'inscrivant dans la déclaration de revenus, il faudra attendre la fin de l'année financière des entreprises pour connaître les impacts de l'utilisation de cette mesure. Ces données seront fournies par Revenu Québec.

QUESTION 34

**NOMBRE DE PARTENAIRES À L'ÉTRANGER DU MICC OFFRANT DES COURS DE FRANÇAIS
EN 2007-2008 ET 2008-2009**

La réponse à cette question se trouve dans la réponse à la demande de renseignements particuliers n° 14.

QUESTION 35

**RÉSULTATS OU ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ENQUÊTE POUR CONNAÎTRE LES BESOINS
SPÉCIFIQUES DES CLIENTÈLES IMMIGRANTES QUI UTILISENT PEU
LES SERVICES DE FRANCISATION**

L'objectif de ce projet est de développer de meilleures connaissances quant aux déterminants de la fréquentation des immigrants aux cours de francisation du MICC.

Cette démarche s'inscrit dans l'objectif « Élargir la clientèle rejointe par l'offre de service en francisation à une clientèle plus diversifiée et mieux soutenir les personnes issues du regroupement familial ». Cet objectif fait partie des « Mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation des immigrants. Pour enrichir le Québec : Franciser plus, Intégrer mieux » annoncées par la ministre au mois de mars 2008.

Afin notamment de mieux connaître pourquoi certaines clientèles ne participent pas aux services de francisation disponibles, et de mieux adapter l'offre de service en conséquence, le MICC procédera à une enquête par groupes de discussion auprès d'immigrants suivant des cours de francisation, d'immigrants les ayant abandonnés ou non-inscrits et de professeurs. L'échantillon sera stratifié (pays de naissance, âge, catégorie d'immigration, etc.).

L'enquête portera notamment sur les raisons qui motivent les immigrants à suivre ou à abandonner les différentes formations offertes par le MICC (ex. : horaires, lieu, aide financière, système de garde d'enfants). L'enquête permettra également d'identifier les obstacles ou difficultés que peuvent rencontrer certaines personnes immigrantes qui ne s'inscrivent pas du tout aux formations offertes.

À ce stade, les démarches auprès de la Commission d'accès à l'information (obtention de l'autorisation) et de la RAMQ (jumelage des banques de données en vue de constituer l'échantillon) ont été complétées. Un projet d'appel d'offres auprès de firmes de sondage a été préparé, ce qui permettra, sous peu, de procéder à l'enquête.

QUESTION 36

LISTE DE L'OFFRE DE SERVICE DU MICC POUR DES COURS DE FRANÇAIS DE NIVEAU AVANCÉ
POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES ET CREDITS ALLOUÉS POUR CES COURS

COURS DE FRANÇAIS DE NIVEAU AVANCÉ

▪ Cours spécialisés à temps complet

Des cours ont été développés afin d'offrir des contenus spécialisés en français oral et en français écrit. Il existe deux formules pour le cours de français oral et trois formules pour celui de français écrit. Chacune des formules est d'une durée de 150 heures. Les personnes sont inscrites dans l'une ou l'autre des formules selon leur niveau de compétence langagière.

▪ Cours spécialisés à temps partiel

Des cours de communication orale et de français écrit sont disponibles selon les mêmes formules que celles décrites ci-dessus, à raison de 4 heures à 12 heures par semaine.

▪ Cours pour certains domaines professionnels à temps partiel

Des cours offerts depuis peu visent des profils professionnels particuliers, notamment pour faciliter l'accès des personnes immigrantes aux ordres professionnels qui correspondent à leur formation initiale. Ainsi, des cours pour infirmières et pour des professionnels du domaine de la santé sont offerts actuellement.

DÉPENSES POUR CES COURS SPÉCIALISÉS¹

	Cours à temps complet	Cours à temps partiel
2008-2009	1 360 757 \$	1 600 747 \$

¹Données au 1^{er} mars 2009.

QUESTION 37

**LISTE DES ACTIONS VISANT LA PROMOTION ACTIVE DES COURS DE FRANÇAIS
ET DE LEUR IMPORTANCE POUR UNE INTÉGRATION RÉUSSIE**

**STRATÉGIE DE COMMUNICATION INTÉGRÉE ET PERMANENTE DE L'OFFRE DE SERVICE EN
FRANCISATION**

- Pour obtenir des résultats mesurables, le ministère de l'Immigration et des communautés culturelles (MICC) s'appuie sur une Stratégie de communication intégrée et globale qui capitalise sur les forces des relations de presse, des relations publiques, de la publicité et du marketing direct. Cette stratégie est articulée autour de l'axe « RÉUSSIR AU QUÉBEC ».

LISTE D'OUTILS PROMOTIONNELS

- Une brochure présentant l'ensemble des services de francisation autant au Québec qu'à l'étranger ainsi que les différentes formules de cours est disponible.
- Un dépliant sur la francisation en milieu de travail a été diffusé auprès de 12 000 entreprises et organisations au Québec. Un autre dépliant sur le crédit d'impôt s'adressant aux employeurs a aussi été distribué. Il a été réalisé en collaboration avec Revenu Québec. Un troisième dépliant sur le cours de français en ligne a également été produit. Ces dépliants sont distribués à l'occasion de divers salons et événements.
- Des placements publicitaires ont été diffusés dans différents journaux nationaux, de quartier et ethniques. Ils donnent de l'information sur les débuts des sessions des cours de français. Nous avons pu constater une augmentation de la clientèle dès le premier placement.
- Le site Internet du MICC a été mis à jour en intégrant toutes les nouvelles initiatives relevant des mesures annoncées en mars 2008. Ainsi, les personnes immigrantes peuvent avoir une information de première main. En outre, les personnes qui le désirent peuvent accéder à une visite virtuelle du cours de français en ligne.

IMPACTS DES ACTIVITÉS DE PROMOTION

- On observe une amélioration notable du nombre de projets gouvernementaux et privés en partenariat pour promouvoir les cours en milieu de travail (syndicats, comités sectoriels, Emploi-Québec, OQLF, etc.).
- Le réseau des partenaires à l'étranger s'est élargi et les candidats à l'immigration détenteurs d'un certificat de sélection du Québec peuvent y être dirigés pour débiter ou améliorer leur apprentissage du français. Ceux-ci peuvent aussi se faire rembourser en partie les cours suivis à l'étranger à leur arrivée au Québec.
- Des cours de français spécialisés pour certains domaines professionnels (santé, génie) sont disponibles et des modules de niveau plus avancé pour la francisation en ligne seront développés en 2009-2010.
- Les ententes de promotion des deux centres d'autoapprentissage offrant des activités ciblées pour les travailleurs ont été renouvelées.

QUESTION 38

LISTE DES RECHERCHES ET ENQUÊTES RÉALISÉES PAR LE SERVICE DE LA SÉCURITÉ ET DES ENQUÊTES

- Le MICC dispose d'un Service de la sécurité et des enquêtes (SSE) dont le mandat est de prévenir, détecter et réprimer les infractions à la *Loi sur l'immigration au Québec*. Ce service procède à des vérifications sur l'authenticité des renseignements soumis par les candidats à l'immigration et à des enquêtes sur des infractions à la *Loi sur l'immigration au Québec*.
- Le SSE ne peut produire de liste des enquêtes qu'il a réalisées sans divulguer des renseignements personnels protégés par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.
- Pour l'année civile 2008, le SSE a procédé à 1 989 vérifications dans 999 dossiers sur l'authenticité des documents soumis par des candidats à l'immigration.
- En 2008, le SSE a mené 18 enquêtes sur des infractions présumées à la Loi sur l'immigration au Québec. Au terme d'une enquête, des poursuites pénales peuvent être menées s'il est démontré qu'une infraction est commise à la Loi. En 2008-2009, huit des dix enquêtes complétées ont pu établir hors de tout doute qu'il y avait eu une ou plusieurs infractions. Une enquête a démontré qu'il n'y avait pas eu infraction, tandis que les preuves rassemblées lors de la dernière enquête étaient insuffisantes pour démontrer une infraction.
- Dans tous les cas, lorsqu'il est démontré qu'un individu a soumis une information ou un document faux ou trompeur, une sanction administrative peut être appliquée, soit le rejet de la demande, l'annulation du certificat délivré ou le refus d'examen pendant une période de cinq ans.